TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 10 975 DERNIÈRE ÉDITION MARDI 13 - MERCREDI 14 MAI 1980

COUP D'ÉTAT EN OUGANDA

DES MILITAIRES FAVORABLES A L'ANCIEN PRÉSIDENT OBOTE ONT PRIS LE POUVOIR A KAMPALA

LIRE PAGE 6



Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,30 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 17 f. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 253 F CFA ; Danemark, 4,75 kr. ; Espagne, 50 pes. ; Grande-Bretagne, 35 p. ; Grèce, 35 dr. ; Iran, 125 rls. ; Italie, 600 L. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 17 fr. ; Norvège, 4 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 30 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 27 din.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207 - 23 PARIS
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Une victoire pour M. Schmidt

Les sociaux-démocrates remportent un net succès en Rhénanie du Nord-Westphalie

Le parti social-démocrate a remporté une importante victoire aux élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie, dimanche 11 mai. Avec 106 sièges sur 201, le S.P.D. détient désormais la majorité absolue des sièges au Landtag de Dusseldorf et frôle la majorité absolue des suffrages avec près de 48,5 % des voix. Il s'agit d'une victoire pour le chancelier Schmidt.

A l'inverse, les chrétiens-démocrates enregistrent un recul sensible, que la proximité des élections générales d'octobre rend particulièrement préoccupante pour M. Strauss et ses amis. Quant aux libéraux, alliés aux sociaux-démocrates au gouvernement de Bonn, ils n'auront plus de représentation parlementaire dans le Land, n'ayant pu, cette fois-ci, franchir le seuil des 5 % de voix requis.

(Lire page 9 l'article de Jean Wetz.)

Un test national

Les raisons ne manquent pas au chancelier Schmidt et à ses amis de se réjouir des résultats enregistrés par les sociaux-démocrates aux élections régionales de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. A commencer par l'ampleur du succès du S.P.D. : avec 48,4 % des suffrages, il devient la première force politique du Land, et détiendra désormais la majorité absolue des sièges au Landtag, où, pour gouverner, il avait dû, jusqu'alors, s'allier aux libéraux du F.D.P.

En outre, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie est le Land le plus peuplé de la R.F.A., avec plus de douze millions d'électeurs inscrits, dont plus de 86 % se sont effectivement rendus aux urnes le 11 mai. Dans ces conditions, le scrutin de dimanche ne pouvait que faire figure de grand test national, à quelques mois des élections générales prévues pour le 5 octobre.

Les candidats ne s'y étaient pas trompés. Les sociaux-démocrates avaient mené une campagne qui faisait largement référence aux grands problèmes nationaux et internationaux et qui mettait en avant le chancelier lui-même. Les chrétiens-démocrates, au contraire, tentaient de circonscrire au champ de la politique régionale un débat dont ils pressentaient qu'il leur serait moins favorable s'il s'étendait à des sujets plus vastes.

Le triomphe du S.P.D. n'en est que plus significatif. Il apporte à M. Schmidt la confirmation que, loin de connaître l'usure du pouvoir, il consolide sa popularité au fil des mois, et que son parti abordera la grande échéance nationale d'octobre dans les meilleures conditions possibles.

Pour les chrétiens-démocrates, l'échec est cuisant. Ils perdent près de quatre points, même si leur représentation reste inchangée au Landtag. La C.D.U. et la C.S.U. ne pourront de ce fait obtenir au Bundesrat — la Chambre haute du Parlement fédéral — la majorité des deux tiers que leur eût donnée une victoire à la Diète de Düsseldorf et qui leur permettrait de s'opposer systématiquement aux projets de loi gouvernementaux à Bonn. Il semble pour l'instant que l'annonce de la candidature de M. Strauss au poste de chancelier, en cas de victoire nationale des chrétiens-démocrates l'automne prochain, n'ait pas du tout créé la dynamique électorale susceptible de mettre un terme au règne de la coalition socialiste-libérale.

Pourtant, une ombre ternit la satisfaction du S.P.D. Ses alliés, les libéraux du vice-chancelier Genscher, ne parviennent pas à franchir la barre fatidique des 5 % de voix nécessaires pour obtenir des sièges. Cette défaillance n'aura guère de conséquences — si ce n'est heureuses — pour les sociaux-démocrates sur le plan régional, puisqu'ils disposent désormais de la majorité absolue des sièges au Landtag et conserveront donc le gouvernement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Mais elle pourrait devenir préoccupante si elle se répétait au plan national.

Le S.P.D. ne peut guère espérer obtenir à lui seul la majorité absolue au Bundestag, même s'il a aujourd'hui le vent en poupe. Il se trouve désormais dans la situation paradoxale de devoir redouter les effets de la séduction qu'il exerce sur l'électorat de son petit mais indispensable partenaire libéral.

LE MONDE

ne paraîtra pas le 13 mai en raison de la grève des ouvriers du Livre C.G.T.

Rappelons que « Le Monde de l'économie » a été exceptionnellement inséré dans notre précédent numéro daté 11-12 mai. « Le Monde des sciences » paraîtra dans notre prochain numéro avec « Le Monde des arts et des spectacles ».

AU JOUR LE JOUR

En solo

L'ONU ayant invité quatre-vingt-dix-neuf pays à participer, à Genève, à une conférence sur l'aide humanitaire au Cambodge, le ministre des affaires étrangères du Vietnam s'est déclaré hostile à cette initiative internationale pour la raison évidente que « seul le peuple cambodgien peut résoudre les problèmes de son pays ».

N'en déduisons pas hâtivement qu'il s'agit là de laisser la nation khmère croupir dans la misère de sa solitude : la présence effective de deux cent mille soldats de Hanoï sur le sol cambodgien témoigne amplement d'un esprit de solidarité désintéressée qui souffle également à Kaboul, et grâce auquel il est des peuples bénis du destin qui s'éveillent chaque matin en chantant : « La solitude, ça n'existe pas. »

BERNARD CHAPUIS.

Reprise du travail en Suède

Le patronat cède aux grévistes mais demandera la révision des procédures de négociation

Le conflit du travail qui paralysait 90 % de l'industrie privée suédoise depuis plus d'une semaine a été réglé dans la soirée du dimanche 11 mai. A la suite d'une intervention du premier ministre, M. Fälldin, le conseil du patronat (SAF) a finalement accepté de signer, avec la Confédération du travail (LO) des accords paritaires qui prévoient un relèvement de 6,8 % des salaires d'environ 800 000 travailleurs à partir du 15 avril.

Dans le secteur public, les rémunérations de 1 200 000 agents de l'Etat et des collectivités locales sont augmentées de 7,3 % suivant les propositions de la commission de conciliation. Tant dans les milieux gouvernementaux que dans les rangs de l'opposition sociale démocrate, la fin du plus grave conflit social de l'histoire de la Suède est accueillie avec soulagement.

Tirant la leçon des événements, le patronat entend demander la révision du « modèle » de consensus entre partenaires sociaux fondé sur la « libre négociation » afin que les syndicats tiennent davantage compte de la situation économique.

De notre correspondant

Stockholm. — La journée de dimanche aura été particulièrement dramatique. C'est à 18 heures que les partenaires sociaux du secteur privé devaient répondre aux propositions faites par la commission de médiation, deux jours plus tôt. Après six mois de négociations infructueuses, celle-ci avait exigé des syndicats et du patronat un « oui » ou un « non » et avait fait savoir qu'elle abandonnerait sa mission en cas de nouveau désaccord.

Comme prévu, la Confédération générale du travail a accepté un compromis portant sur un relèvement de 6,8 % des salaires qui, combiné à la baisse de l'impôt sur le revenu annuel, donnera 500 couronnes (autant de francs français) promis par le gouvernement. En outre, une clause garantit aux travailleurs de l'industrie un supplément de 1 %, si la hausse des prix excède 2,3 % entre mars et octobre. Cette clause permet de protéger le pouvoir d'achat des catégories les moins bien rémunérées, ce qui était l'objectif principal de la centrale ouvrière.

ALAIN DEBOVE.

(Lire la suite page 43.)

La fin du voyage pontifical

Un nouvel appel à l'autonomie africaine

Jean-Paul II doit quitter Abidjan pour Rome ce lundi 12 mai en fin de matinée, au terme d'un voyage de dix jours à travers six pays d'Afrique noire; un voyage qu'il a achevé en Côte-d'Ivoire, après s'être rendu en dernier lieu à la léproserie d'Adjopé, à 150 kilomètres au nord de la capitale ivoirienne.

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Dimanche 11 mai, le pape, après avoir béni la première pierre de la future cathédrale, un projet vieux de vingt-cinq ans, s'est rendu à Notre-Dame-de-Trécheville, où il a rencontré l'épiscopat ivoirien, avant de s'envoler pour Yamoussoukro, ville natale du président de la République, M. Félix Houphouët-Boigny. Il y a célébré une messe à l'intention de la jeunesse.

Voici quatre ans, ouvrait ses portes à Abidjan la première faculté théologique de l'Afrique francophone, mais les catholiques ne représentent que 12 % de la population en Côte-d'Ivoire, et cette religion stagne, voire régresse, alors que l'islam gagne de plus en plus de terrain (25 %), surtout au nord du pays, et que 60 % des habitants sont animistes.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 17.)

Après la fête

Foules en délire, liesse populaire, une vraie fête africaine.

Le pape a béni à longueur de journée, ordonné des évêques, baptisé et confirmé des chrétiens, célébré d'innombrables messes et prononcé des dizaines de discours. Qu'en restera-t-il une fois la fête finie ? D'abord, et comme pour répondre à l'avance aux critiques formulées ici ou là sur l'aspect spectaculaire de ces tournées « à l'américaine », Jean-Paul II a confié que, s'il prenait si souvent son bâton de pèlerin, c'était pour défendre partout les droits de l'homme.

Et, de fait, ce thème a servi de leitmotiv aux discours pontificaux : défense des pauvres et des petits contre l'exploitation et la corruption ; plaidoyer pour les valeurs africaines, familiales, rurales, conviviales, menacées par l'urbanisation à l'occidentale ; mises en garde contre l'ingérence des grandes puissances, capitalistes autant que marxistes, dans les affaires internes des Etats africains.

Sur le plan religieux, Jean-Paul II — égal à lui-même — a rappelé les grandes lignes de l'enseignement traditionnel de l'Eglise. En matière de liturgie : une « africanisation » sage et modérée qui ne se coupe pas de l'universalité de l'Eglise.

Pour ce qui est de la morale sexuelle : le mariage monogame et indissoluble pour les laïcs, le célibat pour les prêtres et religieux, avec des rappels répétés de l'opposition formelle de l'Eglise à la contraception artificielle et à l'avortement. Dernier point, et non le moindre, l'œcuménisme. Le pape a multiplié les rencontres avec les représentants des autres confessions.

Jean-Paul II s'affirme ainsi de plus en plus comme un leader moral et un porte-parole du tiers-monde, et ses paroles fortes sur l'autodétermination nécessaire aux pays africains évoquent les thèses de Tito sur le non-alignement.

Mais qu'en restera-t-il ? Karol Wojtyla connaît trop la puissance des idéologies pour ignorer combien les peuples y sont soumis. Et c'est sans doute pourquoi il ne craint pas de se répéter inlassablement.

LE 25e ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ AUTRICHIEN

Aigle devenu proie Proie devenue exemple

La semaine diplomatique qui commence est particulièrement chargée. Centrée sur les crises afghane et iranienne et leurs répercussions sur la sécurité occidentale, elle sera marquée par l'entrée en scène du nouveau secrétaire d'Etat américain, M. Muskie :

- **Ce lundi 12 mai, à Bruxelles, réunion des ministres de la défense des pays européens intégrés à l'OTAN (sans la France ni la Grèce) ;**
- **Mercredi 14, les mêmes plus ceux des Etats-Unis et du Canada et les ministres des affaires étrangères ; le même jour et jeudi 15, à Varsovie, sommet du pacte de Varsovie ;**
- **Jeudi 15 et vendredi 16, à Vienne, commémoration du vingt-cinquième anniversaire du traité d'Etat autrichien avec la participation des ministres des affaires étrangères américain, britannique, français et soviétique ;**
- **Samedi 17 et dimanche 18, à Rome, réunion des ministres des affaires étrangères des Neuf, consacrée notamment à des sanctions contre l'Iran.**

par ANDRÉ FONTAINE

Il n'est pas d'empire sans orgueil. La Grande-Bretagne mettait le sien à dominer les mers : « *Rule, Britannia, rule the waves.* » Lorsque Frédéric de Habsbourg devint, premier de sa lignée, « empereur romain », il prétendit à davantage encore. En toute simplicité, il prit pour devise AEIOU : *Austriae est imperare orbi universo* (il appartient à l'Autriche de diriger le monde entier). Moins d'un siècle plus tard, Charles Quint régnait de la Hongrie à la Flandre et, par Espagne interposée, à l'Amérique.

De cet immense domaine sur lequel, suivant la formule consacrée, le soleil ne se couchait jamais, il ne reste depuis la défaite des empires centraux en 1918 qu'un pays aux dimensions très modestes : 84 000 kilomètres carrés, un peu plus de 7,5 millions d'habitants. Il pourrait être plus petit encore : le Vorarlberg, sa province la plus occidentale, a failli être attribué à la Suisse après la première guerre mondiale, et la Yougoslavie, après la seconde, voulait faire main basse sur une partie de la Carinthie. Il pourrait aussi ne plus exister : en 1938, Hitler raya son nom de la carte, au profit de celui d'Ostmark, simple province du Reich millénaire.

Espagne, Pays-Bas, Franche-Comté, Italie du Sud, Amérique, il y avait bien longtemps que s'était volatilisé l'héritage occidental de Charles Quint. Et, depuis 1806, l'empereur Habsbourg avait cessé d'être « romain » pour n'être plus que d'Autriche. Il n'empêche que les possessions de la maison d'Autriche, l'ennemie numéro un de Richelieu, s'étaient étendues à l'est et au sud, qu'elle avait tenu les Turcs en échec et qu'après l'humiliation d'Austerlitz elle avait retrouvé sa place au premier rang des puissances européennes, au point que ce fut à Vienne que se réunit, après la chute de l'Aigle, le « congrès » chargé de reconstituer le concert européen dont Metternich devait être l'artisan principal.

(Lire la suite page 3.)

« LA TERRASSE », D'ETTORE SCOLA, A CANNES

Le désespoir en habits de fête

Sur la terrasse d'une maison romaine un dîner sans protocole a réuni une vingtaine d'invités. Captées dans le brouhaha général, des bribes de phrase font comprendre que ces gens appartiennent au milieu de la presse, de la télévision, du cinéma et de la politique. A l'exception d'une très jeune fille qui n'est là que pour retrouver un ami, la plupart ont atteint ou dépassé la cinquantaine. On mange, on boit, on parle, on rit beaucoup. Chacun porte son masque et tient son rôle. Mais parfois tombent les masques. Et nous découvrons alors que cette terrasse où se joue la comédie du copinage et du succès rôde un invité invisible, le fantôme du désespoir.

Autopsie d'une « intelligentsia » à bout de souffle, pavane pour une génération défunte, réflexion d'un moraliste sur la fuite du temps, les illusions perdues, ce sentiment d'échec qui accompagne souvent le déclin de l'âge : le film de Scola, *la Terrasse*, est un peut tout cela.

Parmi les invités de la terrasse, ils sont cinq auxquels le cinéaste et ses auteurs, Age et Scarpelli, s'attachent plus particulièrement.

Cinq destins particulièrement dérisoires ou pathétiques. Accablé par la sottise des histoires qu'on attend de lui, un scénariste (Jean-Louis Trintignant) se mutile volontairement la main. Pour plaire à sa trop jolie épouse, un producteur cousu d'or (Ugo Tognazzi) accepte de financer un film totalement hermétique. Marcello Mastroianni est un journaliste usé par son travail qui se raccroche en vain à sa femme. Directeur de programme à la R.A.I. et maniaque dépressif, Serge Reggiani se suicide en se laissant ensevelir sous la neige artificielle d'un décor.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 19.)

Le Monde

idées

LES RUINES DE LA « DÉTENTE »

La « *détente* » est bien malade. Mais peut-elle être autre chose que le masque de l'impuissance et de la peur ? André Glucksmann, qui pose la question, s'indigne de l'indifférence de l'Occident devant le coup de Kaboul. Alfred Grosser, de son côté, déplore que la France et la République fédérale prennent délibérément leurs distances vis-à-vis des Etats-Unis au moment où la faiblesse de ceux-ci *est* manifeste. Le général soviétique Gribkov n'est évidemment pas de cet avis ; pour lui, le renouveau de tension auquel on assiste actuellement n'a qu'un responsable : l'OTAN.

C'est la faute à l'OTAN

par le général d'armée ANATOLI GRIBKOV (*)

PEU après l'écrasement de l'Allemagne fasciste et de ses alliés, les puissances occidentales ont déclenché la « guerre froide ». Sous le couvert d'une imaginaire « menace militaire soviétique », l'Occident a commencé à *accélérer* la course aux armements et à pratiquer une politique « à partir des positions de force ». Un rôle particulier revient à l'OTAN (créée en 1949), qui était la plus puissante alliance militaire des Etats capitalistes. Sa formation conduisit à une nouvelle aggravation de la tension en Europe et dans le *monde* et altéra les relations entre les pays occidentaux, d'une part, et les Etats *socialistes*, d'autre *part*.

Dans ces conditions, les pays socialistes d'Europe ont été obligés de *prendre des mesures pour défendre leurs intérêts nationaux et renforcer* la paix internationale. Le 14 mai 1955 (six ans après la création de l'OTAN), *fut* conclu, à Varsovie, un traité multilatéral d'amitié, de coopération et d'entraide qui est entré dans l'histoire sous le nom de traité de Varsovie. Sept pays socialistes en font partie. Ainsi, la création d'un système de sécurité collective a été une nécessité objective, une réponse à l'aggravation de la menace militaire que l'OTAN présentait pour les pays socialistes.

Il faut souligner que les pays de la communauté socialiste sont des adversaires catégoriques de la division du monde en blocs militaires.

Les Etats membres du traité de Varsovie ont plus d'une *fois* déclaré leur volonté de dissoudre leur organisation simultanément avec *la* dissolution de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Le traité de Varsovie est une organisation défensive. Ses pays membres ne menacent personne, ne prétendent pas à des territoires d'autrui *et ne s'ingèrent pas dans* les affaires intérieures des autres Etats. Pendant les vingt-cinq années écoulées, les Etats membres du traité de Varsovie *n'ont pas* déclenché un seul conflit militaire, leur politique n'a provoqué la tension *dans aucune région du monde. L'alliance des pays socialistes n'est* pas un groupement refermé sur lui-même, mais, à *l'opposé des* blocs *militaires des E t a t s capitalistes*, ouvert aux autres Etats, quel que soit leur régime social et politique. L'unique condition exigée pour y être admis est la volonté de contribuer à l'union des efforts des Etats épris de paix afin d'assurer la paix et la sécurité des peuples.

Parmi les initiatives de paix des pays du traité de Varsovie, on trouve la proposition de créer un système *de sécurité collective en Europe* (1955), la proposition de conclure un pacte de non-agression entre les Etats membres du traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN (1958), le programme de désarmement général et complet (1960), les *propositions* de convoquer une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1966), de conclure un traité entre les participants à la conférence *européenne d'Helsinki les engageant à ne pas employer en premier* l'arme nucléaire l'un contre l'autre (1975), *la proposition sur la cessation simultanée*, par tous les Etats, de la production et des essais des armes *nucléaires* et sur la *réduction* graduelle de leurs stocks déjà accumulés jusqu'à leur liquidation totale (1977), etc.

Les pays socialistes frères ont pris tout un éventail d'initiatives de paix concrètes à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU *(1978), où ils ont proposé de cesser* la fabrication des armes nucléaires de tous types, de cesser de mettre au point, ainsi que d'interdire toutes les autres armes d'extermination massive, de cesser la mise au point de nouveaux types d'armes conventionnelles à grande force destructrice, de renoncer à accroître les effectifs des armées et à multiplier les armements conventionnels des grandes puissances membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que des pays qui sont liés avec elles par des accords *militaires*.

Les *efforts* conjoints persévérants des pays socialistes ont permis de réaliser des progrès notables dans le domaine du renforcement de la paix en Europe, de la détente, de l'affirmation des principes de la coexistence pacifique des Etats à systèmes sociaux différents. Grâce aux actions intensives et persévérantes des pays membres du traité de Varsovie, à leurs propositions constructives, l'humanité ne connaît pas de g u e r r e mondiale depuis trente-cinq ans déjà.

Rompre l'équilibre

Un nouveau pas a été accompli sur la voie de l'assainissement de tout le climat international, lorsque l'U.R.S.S. et les Etats-Unis ont signé, en juin 1979, le traité SALT 2.

De nouvelles propositions de paix ont été *faites par* le chef de l'Etat soviétique, Leonid Brejnev, au nom de l'Union soviétique et en accord avec les autres pays de la communauté socialiste, dans son discours *prononcé à Berlin le 6 octobre 1979* et dans sa réponse à la *Pravda*, le 6 novembre 1979. Ces propositions expriment la volonté de l'U.R.S.S. de réduire unilatéralement le nombre des armes *nucléaires* de portée moyenne déployées dans ses régions occidentales, à condition qu'il n'y ait pas de déploiement supplémentaire d'armes nucléaires *de portée moyenne en Europe* de l'Ouest. Elles prévoient aussi le retrait unilatéral, en l'espace de *douze mois, de l'Europe centrale*, de 20 000 hommes, 1 000 *chars et* d'une certaine quantité d'autre matériel de guerre. Cette décision est en cours d'application.

Les forces armées *unifiées* des pays du traité de Varsovie possèdent des forces terrestres, des troupes de D.C.A., des forces aériennes et navales affectées après concertation par les Etats membres du traité de Varsovie, en conformité avec les *besoins de la défense commune*. Les contingents de troupes et de flottes, affectés par chaque armée *alliée* aux *Forces armées unifiées*, sont capables de remplir, dans toutes les conditions, les tâches les plus difficiles de défense de *la* communauté *socialiste dans* son ensemble.

Les plans dangereux de l'OTAN de relance de la course aux armements sur le continent européen et, en premier lieu, d'installation de nouveaux types de fusées nucléaires américaines de portée moyenne en Europe de l'Ouest, ont pour but de rompre l'équilibre des forces qui s'est établi sur le continent européen, d'obtenir une supériorité militaire sur l'organisation du traité de Varsovie et de porter préjudice par là même aux intérêts de la sécurité des pays socialistes et, en général, de tous les pays d'Europe. Ils vont à l'encontre des buts et du sens de la détente. Les Etats membres du traité de Varsovie ne peuvent pas admettre une chose pareille. Ils seront obligés de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer leur sécurité. Toute la responsabilité de la nouvelle relance de la course aux armements, avec toutes les suites dangereuses qui en découlent pour l'Europe et pour le monde, incombe entièrement a u x dirigeants d e l'OTAN.

(Agence de presse Novosti.)

(*) Chef d'état-major et premier commandant en chef adjoint des forces armées unifiées des Etats membres du traité de Varsovie.

La peur

par ANDRÉ GLUCKSMANN

LE coup de Kaboul ne paraît guère soulever d'interrogations neuves en France, le pays tient à distinguer sa droite et sa gauche sans vouloir remarquer le programme commun de politique étrangère qui les lie. Quelle contrée non socialiste pourrait, par exemple, aligner tant de leaders soucieux d'éviter le boycottage des Jeux de Moscou ? Ce consensus sans problèmes devant les surprises du nouveau désordre mondial, jusqu'à quand ? Peut-être convient-il de laisser l'esprit de famille tirer sa fin, Kaboul plus tard tranchera, ou, dans cinq ans, quelque événement plus grave encore. A nous de décider pourtant si le partage s'opère à l'intérieur des générations ou, plus brutalement, entre elles.

Les critiques du marxisme ne furent qu'un signe avant-coureur, bénin, la vague des désillusionnés de la détente risque de déferler. Jusqu'où l'inéluctable réaction de rejet ? L'après-fiasco se prépare aujourd'hui, tandis que notre classe politique semble poursuivre sa carrière, qui côté cour, qui versant opposition, avec l'idée de détente pour tout bagage intellectuel, moral et géopolitique. Premier postulat : la crainte (justifiée mais banale) d'une apocalypse nucléaire fait *office de politique positive comme* s'il s u f f i s a i t que les Grands angoissés s'entendent sur leurs angoisses pour se p a r t a g e r paisiblement le monde. Deuxième postulat : les bonnes affaires, l'intensification des échanges économiques (et sportifs, et scientifiques), voilà le meilleur moyen d'humaniser les dictatures multicolores et d'y convertir les noirs corbeaux en blanches colombes. Dernier postulat : l'équilibre du monde « repose sur la capacité de sang-froid de quelques hommes » (V. Giscard d'Estaing), la « jet diplomatie » de Kissinger en témoigne, survolant avec sang-froid les terreurs cambodgienne et chilienne.

Ce credo des années 60-80 se révèle redoutablement efficace. Les élites dirigeantes européennes *ne s'inquiétèrent* guère lorsque les Américains battaient sur la population vietnamienne les records de bombardements de la seconde guerre mondiale. Le monde sut demeurer parfaitement « détendu » à l'Est comme à l'Ouest pendant les trois années de génocide prochinois au Cambodge, quitte à abandonner les survivants à la colonisation vietnamienne. Somme toute, c'est également sans réaction tendue que la *communauté* catholique laissa exterminer, il y a dix ans, plus d'un million de Biafrais et, tout récemment, la moitié des habitants de Timor. Les chiites iraniens lâchent aussi bien les chiites afghans et leur ferment la frontière. Les grandes religions du globe amoncellent les cadavres de leurs fidèles sur l'autel de la détente, notre nouvelle idole.

Le silence général

Sous la détente on découvre sans peine l'égoïsme établi, l'impuissance cultivée, la panique faite raison suprême de la civilisation. Un silence général transforme Kaboul en ghetto ; certes, les voies de l'information sont coupées, mais il existe des journalistes courageux ; ce silence est nôtre, gêné, gluant, maladif, honteux. Une communauté en témoigne par l'absurde, les juifs, dont je suis, marqués pour savoir que le massacre d'un petit peuple est prémonitoire pour d'autres. Parmi les hauts cris que ma communauté a poussés tous azimuts, il n'y en eut pas d'audibles pour les Afghans. J'y décèle pis que l'indifférence, la recherche désespérée d'une différence qui fasse taire une petite voix évidente et opaque : pour avoir la paix, les puissances occidentales peuvent brader trois millions d'Israéliens après dix-sept millions d'Afghans, quitte à émettre quelques soupirs hypocrites et dissoudre des lobbies ridicules et inconsistants.

L'Occident espère amadouer ses peurs en multipliant ses racismes. Carter et la population américaine focalisent sur cinquante otages en situation périlleuse et délaissent un peuple en péril mortel. Ils tentent une opération sauvetage malgré ses probabilités d'échec, mais « oublient » d'envoyer des armes aux guérilleros qui combattent les mains nues la plus forte infanterie du monde. Tout annonce un troc éventuel, écœurant : je vous laisse l'Afghanistan, je récupère les otages, les mains libres, sinon en Iran, du moins au Salvador. Ce *big b u s i n e s s* garantit aux Deux Grands leurs chasses gardées, il résume trente-cinq années de guerre froide. Kissinger y fêta ses éphémères triomphes. Honneur à leurs jeunesses, les pays occidentaux perdent toujours à ce jeu-là ; n'est pas monolithique et fasciste qui veut.

L'Europe compte les moutons

L'Europe compte les moutons. Ils *ont* tort pourtant de faire la moue, ses dirigeants d' « *envergure mondiale* », si les droits de l'homme sont autre chose que motifs à déclaration d'après dîner, ces droits sont aujourd'hui ceux de l'Afghan. Puisque toute notre élite est d'accord pour n'en point parler, Mme Thatcher cause beefsteack.

Le mirage de la détente s'estompe. L'invasion de l'Afghanistan a *fait* en trois mois environ 800 000 réfugiés. Plus qu'il n'en est venu du Vietnam et même du Cambodge. Le rythme peut croître, le printemps facilitant l'exode de ces pauvres *gens* qui entassent poules et enfants sur des ânes squelettiques. Ils n'intéressent pas les libéraux : ils sont croyants et musulmans. Ils ne passionnent pas une gauche qui n'a occasionnellement défendu le paysan vietnamien qu'à condition d'y reconnaître le nouvel Adam révolutionnaire. Et pas plus une droite qui ne s'est jamais souciée que d'elle-même. Ce sont de simples familles comme il y en eut depuis que le monde est monde, à charge pour nous d'y reconnaître notre passé et notre proche sous peine d'y découvrir notre futur.

Il faut aider ces réfugiés, eux parmi tant d'autres martyrs de la détente. Mais il y a ceux qui luttent pour n'être pas contraints de partir. Ne convient-il pas de les soutenir ?

N'ayons pas honte de notre peur. Une juste appréciation des conséquences d'un chantage au pétrole ne laisse pas d'inquiéter l'Européen moyen : la remise en marche des pompes à essence pour le week-end de la Pentecôte fit le commencement de la fin de mai 68.

La puissance qui tiendrait le pétrole pourrait mettre en panne à volonté l'économie *française*. L'occupation de l'Afghanistan donne un avant-goût des appétits et des paniques que déclenche l'enjeu pétrolier. Pour les Européens, la détente fut un moment de bien-être à l'écart des tempêtes mondiales. C'est désormais le nom que porte la peur de notre peur, elle seule lamentable, cette fuite devant une crainte fondée.

Le maquisard *afghan* s'accroche à sa rocaille. Nous avons perdu l'habitude, nous parlons de *fanatisme*. Courage conviendrait mieux à celui qui risque sa vie pour rester ce qu'il est, non pour forcer l'autre à devenir comme lui. Il demeurera différent de nous *par* sa civilisation et sa foi ; s'il meurt isolé en son courage nous n'aurons plus qu'à demander, comme à la fin de la République espagnole, pour qui sonne le glas ?

Ne pas aider les Afghans, c'est *décider que le courage* individuel ne compte plus, que notre destin le plus quotidien — la simple possibilité de travailler, de se nourrir — appartient à la puissance des super-puissants, russe ou américain. Reste à choisir son maître à pile ou face dans un lent et silencieux suicide.

« Les Turcs ont passé là. Tout est ruine et deuil. Chio, l'île des vins, n'est plus qu'un sombre écueil... ... Que veux-tu ? Fleur, beau fruit ou l'oiseau merveilleux ? Ami, dit l'enfant grec, dit l'enfant aux yeux bleus, je veux de la poudre et des balles. »

La France, troisième fournisseur d'armes du monde, était aussi le pays de Hugo.

La démission franco-allemande

par ALFRED GROSSER

CE qu'écrit la presse américaine est inexact. Il n'est pas vrai que la tension entre les Etats-Unis et leurs alliés européens soit la plus grave survenue depuis 1945.

La vraie nouveauté, c'est la faiblesse des Etats-Unis et les conséquences qui en découlent. Pas seulement et pas principalement la faiblesse de leur président ni la tristesse désespérante du choix offert aux plus lucides des électeurs américains. Bien davantage la faiblesse vraie de ses moyens de contrainte face à l'adversaire principal et permanent, qui peut, impunément, asservir un nouveau pays, face aussi à l'adversaire petit et momentané qui peut sans grand risque détenir depuis six mois cinquante otages.

Cette faiblesse, les Etats-Unis en ont conscience, et c'est bien à tort qu'au cours du récent débat à l'Assemblée nationale M. Couve de Murville a parlé d'une Amérique *« sûre d'elle-même »*. Au contraire : l'amertume et même l'aigreur que les gouvernants et les journalistes américains montrent face aux Européens vient du sentiment d'être lâchés à un moment où on a plus besoin de leur soutien que dans le passé.

Les Européens ? En fait surtout la France, ce qui donne, en partie à tort, une impression de continuité, et l'Allemagne fédérale, ce qui reflète un sérieux changement. Continuité d'une attitude gaullienne ? S'il s'agit de la notion d'indépendance, assurément. C'est elle qui donne le *la au discours introductif* de notre ministère à l'Assemblée. Mais dans son application ? Chaque fois que les Etats-Unis se sont trouvés en état d'infériorité face à l'U.R.S.S., le général de Gaulle a fait passer la solidarité avant le désir de s'affirmer face à l'allié. Aujourd'hui, parler d'indépendance signifie sans cesse prendre ses distances à l'égard de l'allié.

« L'alliance a t l a n t i q u e, dit M. François-Poncet, *est une alliance de peuples libres et égaux en droit. Elle n'est pas, que l'on sache, celle d'un protecteur et de ses protégés. »* Sans doute, mais est-ce là l'essentiel ? Ne vaudrait-il pas mieux se préoccuper par priorité de ne pas donner aux Russes l'impression que l'occupation de l'Afghanistan n'est pas si inacceptable que cela, puisque notre ambassadeur assiste, seul parmi ses principaux collègues occidentaux, au grand défilé de Moscou où sont brandies les pancartes glorifiant l'intervention soviétique ?

En République fédérale, le désir du gouvernement de ne pas mettre en jeu l'acquis de l'*Ostpolitik* n'est pas seul en cause. Certes, il s'agit de ne pas laisser renaître une tension à Berlin, de ne pas nuire aux nouvelles possibilités d'ouverture des Allemands de l'Est sur le monde occidental. Mais l'attitude gouvernementale traduit une réalité politique et psychologique plus profonde. La lecture des grands hebdomadaires politiques — *Zeit, Spiegel, Stern, Sonntagszeitung* — le montre bien, et aussi tel récent sondage aux résultats très « français » (55 % pour plus de distance à l'égard des Etats-Unis contre 26 % pour le maintien des liens actuels) : il s'agit de prendre du champ.

Pour quoi faire ? Sauf exception (et Günter Grass constitue, en ce moment, une de ces exceptions) pas parce qu'on condamne une sorte d'immoralité congénitale américaine née de la guerre du Vietnam et des répressions en Amérique latine. Ce dont il s'agit plutôt, c'est de « ne pas aller à la mort avec les Etats-Unis » (titre du *Spiegel*). Le même journal qui a repris en couverture la référence historique donnée par le chancelier Schmidt : 1914.

C'est bien là le débat. Est-ce la bonne référence ? Ne serait-ce pas plutôt 1938 et l'esprit d'abdication plutôt que la non-perception du danger de guerre ?

En d'autres termes, la référence à 1914 et au glissement vers la guerre ne constitue-t-elle pas un alibi ? Le général de Gaulle se fût sans doute dit que la faiblesse des Etats-Unis dans l'affrontement donnait enfin à une Europe à base franco-allemande et économiquement forte la chance d'être vraiment l'un des deux « môles de puissance » du monde occidental globalement menacé. Au lieu de cela, on a peur de vraiment jouer un rôle qui contraindrait à prendre de vraies responsabilités.

Si vraiment les Etats-Unis ont des conduites peu responsables, ce n'est pourtant pas par une attitude d'irresponsabilité qu'on les amènera à un comportement de détermination calme. Pour que le président américain décide dans la sérénité et la continuité, il vaut mieux lui montrer qu'on est prêt à agir dans l'intérêt commun, plutôt que de réclamer le droit de décider avec lui, à la condition qu'aucune décision ne soit prise qui déplaise à l'adversaire.

● *M. Charles Bettelheim*, nous demande de rétablir une note qui avait malencontreusement sauté dans son article du 29 avril sur Marx et le mouvement culturel : « C'est cette tâche que se fixe la collection « Contradictions » (Ed. le Sycomore) en publiant les livres de T. Paquot, *les Faiseurs de nuages* (sur la naissance des marxismes français) et de C. Salmon, *le Rêve m a t h é m a t i q u e de Nikolaï Boukharine.* »

Le Monde

étranger

La peur

par ANDRÉ GLUCKSMANN

Le silence général

L'Europe compte les moutons

ASIE

Afghanistan

Les Soviétiques reconnaissent qu'ils se heurtent à des difficultés

Des techniciens soviétiques et tchécoslovaques, travaillant à des projets de développement en Afghanistan, ont regagné leur pays en raison de l'insécurité régnant dans certaines provinces, a annoncé, dimanche 11 mai, l'agence indienne P.T.I. D'autre part, la presse soviétique fait état des difficultés auxquelles se heurte l'U.R.S.S. en Afghanistan. *« Les routes ne sont pas sans danger, les bandits et contre-révolutionnaires envoyés de l'étranger pillent afin d'empêcher le retour à une vie normale dans le pays »*, a déclaré la télévision soviétique. « *La lutte contre les bandits* (les rebelles afghans) *n'est pas facile dans les montagnes* », écrit pour sa part la *Pravda*, qui poursuit : « *Une dizaine de ces bandits, occupant une position stratégique et bien armés peuvent retenir pendant longtemps des forces supérieures en nombre.* »

Les rebelles ont affirmé, le 10 mai, avoir repris le contrôle de la région de Zebak dans la province du Badakhshan, après de « *durs combats* », il y a une semaine. L'Alliance islamique a estimé à quatre-vingt-dix tués le nombre des pertes soviétiques dans ces combats au cours desquels deux hélicoptères auraient également été abattus. Le cadavre d'un général aurait été découvert dans les débris de l'un des appareils. Les résistants ont également affirmé avoir pris en embuscade un convoi militaire dans la région de Darwaz et saisi une « *grande quantité* » d'armes. Plusieurs soldats soviétiques et afghans auraient également été tués dans une opération de commando lancée par des maquisards à l'occasion d'un rassemblement officiel organisé à Shaga-Saral, dans la province du Kunar.

Des voyageurs venant de Kaboul et arrivés à New-Delhi ont, d'autre part, indiqué que des jeunes gens faisaient l'objet de rafles nocturnes dans la capitale, pour être enrôlés de force dans les troupes gouvernementales. Les écoles et les établissements d'enseignement supérieurs ont rouvert leurs portes mais peu d'élèves se rendent au cours.

Des témoins font, d'autre part, état de heurts « *fréquents et sanglants* » à l'intérieur de l'administration entre membres des deux factions du parti démocratique et populaire d'Afghanistan-Khalq et Parcham. Les partisans du Parcham, auquel appartient le chef de l'Etat, M. Karmal, sont accusés par leurs rivaux de « *vendre le pays aux Russes* » tandis que ceux du Khalq se voient reprocher d'avoir « *tué des milliers d'Afghans* » lorsque M. Taraki et Amin étaient au pouvoir. Le conflit entre les deux tendances semble avoir été exacerbé par les récents incidents entre écoliers, étudiants et forces de l'ordre, à Kaboul. Certains fonctionnaires se plaignent, d'autre part, du fait que les officiers ont bénéficié récemment d'augmentation et de promotion, alors qu'eux-mêmes estiment être mal payés.

Dans un article consacré à l'Afghanistan, l'hebdomadaire soviétique *Temps nouveaux* écrit que le régime Karmal n'abolira pas la propriété privée et respectera la religion islamique. L'économie doit se développer « *sur la base d'une coopération planifiée des secteurs ppublic, mixte et privé* », déclare encore l'hebdomadaire qui ajoute que l'Etat entend « *s'opposer à ce que l'islam devienne un instrument de propagande antipopulaire* ».

Enfin, un complexe d'extraction et d'épuration de gaz naturel a été mis en service à Jarkuduk dans le nord de l'Afghanistan, le 11 mai, a annoncé l'agence Tass. Il produira jusqu'à 2 millions de mètres cubes de gaz en environ 15 000 tonnes de condensat de gaz par an. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*

Cambodge

Des divergences politiques opposent pays et organisations fournissant une aide humanitaire au régime de Phnom-Penh

De notre envoyé spécial

Phnom-Penh. — Avant la réunion, le mardi 13 mai à New-York, des représentants des gouvernement occidentaux donateurs d'aide humanitaire au Cambodge et des organisations internationales qui la distribuent, l'opération de secours apparaît de plus en plus tributaire des considérations politiques. Des divergences sont apparues entre ceux qui s'efforcent, en dépit de nombreuses difficultés, de poursuivre en priorité les livraisons au régime de Phnom-Penh et, à l'opposé, ceux qui favorisent leur accroissement à partir de la frontière thaïlandaise.

Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), qui est, avec l'UNICEF, le maître d'œuvre de l'opération des deux côtés, a toujours estimé que l'aide à partir de la Thaïlande était secondaire et temporaire, indique-t-on de sources informées. « *L'essentiel du problème se trouve à l'intérieur du Cambodge.* » « *Le C.I.C.R. a, dès le début des opérations, été opposé à la présence massive d'agences humanitaires privées le long de la frontière, contrairement aux vues américaines et thaïlandaises*, nous a dit un responsable de l'aide humanitaire. *Le Comité avait la volonté d'être crédible des deux côtés et celle de ne pas se prêter à une politique d'attraction des populations à la frontière par le jeu de l'aide. Au contraire, il voulait inverser l'aimant de l'aide et créer les conditions d'un flux de retour en augmentant l'aide à l'intérieur du Cambodge. Or la Thaïlande et les Etats-Unis, après l'échec de leurs tentatives répétées de créer une zone internationale sur la frontière khméro-thaïlandaise, ont poussé, par le biais des organisations internationales et des agences humanitaires, à une internationalisation* de facto *pour gêner les desseins du Vietnam.* »

Le C.I.C.R., précise-t-on, les a mis en garde contre les risques de chaos à la frontière. Il estimait qu'une telle politique provoquerait les effets contraires à ceux recherchés et que les organisations internationales, soucieuses de respecter leurs principes et placées dans des conditions de travail dangereuses, pourraient être amenées à se retirer. Ces organisations, et plus particulièrement le C.I.C.R., étaient déjà sous pression du fait du désordre entretenu sur la frontières, où opèrent divers groupes de résistants (Khmers rouges et Khmers Serei).

« *Comme prévu, le chaos s'est installé sur la frontière avec l'exacerbation des querelles entre divers groupes armés ; l'aide a alimenté d'énormes trafics. Tout cela a abouti à la suppression par les Thaïlandais du camp 204* (la plus grosse concentration de Cambodgiens le long de la frontière) *et à l'idée d'un nouveau camp tout proche dont les deux tiers seraient en Thaïlande et un tiers au Cambodge*, nous a dit ce même responsable.

» *Le C.I.C.R. et d'autres agences veulent résister à la volonté d'inonder le Cambodge d'aide à partir de la frontière. C'est le plan de ceux qui, pour des raisons politiques, affirment que rien ne marche à l'intérieur et que les Cambodgiens seront sauvés par l'opération-frontière. Or il est plus facile de contrôler l'aide à partir d'ici que depuis la frontière. Il est symptomatique de noter que les critiques de l'opération côté Phnom-Penh sont beaucoup plus fortes que celles de l'autre côté, malgré un aspect chaotique.* »

Pourquoi ? La réponse est lourde de conséquences. Chez les responsables de l'aide humanitaire, on déclare : « *Les stratèges d'ambassade* (il semble s'agir surtout ici de celles des Etats-Unis à Bangkok) *savent parfaitement ce qu'ils font sur la frontière, où ils sont nombreux. Il s'agit, en inondant d'aide, de déstabiliser la province limitrophe de Battambang, la plus riche du Cambodge. L'aide massive et incontrôlée épuise les bœufs des paysans qui font des navettes jusqu'à la frontière. Elle engendre des trafics nombreux. Elle raidit les autorités de Phnom-Penh. C'est, autant qu'une aide humanitaire, un sabotage voulu de l'opération de secours. On fait du même coup passer des organisations internationales travaillant ici pour des fantaisistes manipulés par Hanoï et qui jettent l'argent des donateurs par la fenêtre sans pouvoir la contrôler.*

» *Or, un plan détaillé existe. Toutes les données statistiques ont été fournies aux donneurs après avoir été discutées ici avec les autorités. Il ne faut pas dire que l'on ne sait rien de la situation ici, même s'il existe des difficultés, même si les contrôles de distribution laissent encore fortement à désirer. Tout est possible, mais tout dépend de la volonté politique des gouvernements. D'un côté comme de l'autre. Si l'opération survie du Cambodge se terminait par un échec, il ne faudra pas en rejeter la responsabilité sur les organisations internationales.* »

Il reste cependant évident, au vu de la situation alimentaire au Cambodge, que l'aide par la frontière doit être maintenue. Dans quelles proportions ? C'est là toute la question.

R.-P. PARINGAUX.

AMÉRIQUES

États-Unis

L'afflux des réfugiés cubains irrite les Américains et préoccupe Washington

De notre envoyée spéciale

Le département d'Etat a admis pour la première fois, samedi 10 mai, que le nombre de réfugiés quittant Cuba pourrait atteindre plusieurs centaines de milliers.

Des officiels du département d'Etat ont indiqué que M. Castro pourrait en effet chercher à profiter de l'exode pour se débarrasser des « indésirables » et expulser deux cent cinquante mille personnes.

Miami. — « *Donnez-moi vos pauvres, vos déshérités et ceux qui fuient la tyrannie.* » Les mots fameux gravés en 1885 au pied de la statue de la Liberté font grincer les dents à bon nombre d'habitants du sud de la Floride. Si chacun admet que les quelque quatre cent mille Cubains installés dans la région depuis vingt ans ont provoqué un renouveau spectaculaire de l'économie, les trois mille ou quatre mille autres qui arrivent chaque jour depuis trois semaines à Key-West et les quelques centaines de Haïtiens, encore plus dépenaillés, qui débarquent chaque mois, sont beaucoup moins bien accueillis.

L'emploi est rare à Miami, le logement quasi introuvable et les écoles surpeuplées. Un sondage publié par le *Miami Herald* révèle que 68 % de la population blanche et 57 % de la population noire sont hostiles à l'arrivée de nouveaux réfugiés cubains, alors que 50 % de Blancs et 48 % de Noirs admettent que la première immigration a eu d'heureux effets dans la région.

Les résidents de Floride craignent que le coût de l'exode cubain ne détourne les fonds fédéraux prévus pour des programmes prioritaires, comme l'aide à l'emploi des jeunes ou aux logements sociaux. Le tiers des trente mille Cubains arrivés à Key-West, depuis le 21 avril, ont été autorisés à rester en Floride du Sud parce qu'ils avaient des parents déjà installés. Les autres attendent sur les bases aériennes d'Eglin, dans le nord de la Floride, et de Chaffee, dans l'Arkansas. La communauté cubaine du New-Jersey, la plus importante après celle de Floride, a déjà proposé nombre d'emplois et de logements. Mais à Chaffee, qui se prépare à recevoir vingt mille personnes, des manifestants ont brandi des pancartes : « *Les Cubains dehors !* », « *Nous avons combattu pour notre liberté, qu'ils en fassent autant !* », et même « *Envoyez-les en Alaska !* » Les gouverneurs du Colorado et du Texas ont demandé qu'aucun réfugié cubain ne soit envoyé *chez eux*.

Prospérité et nostalgie

Le Ku-Klux-Klan n'a pas perdu de temps pour formuler des menaces contre les nouveaux venus. Mais Omega-7, un groupe anticastriste, qui a revendiqué l'année dernière plusieurs attentats à la bombe dans la région de New-York, a déclaré que la moindre tentative du Ku-Klux-Klan pour nuire aux nouveaux venus provoquerait des représailles.

Pour l'instant, les autorités de Floride soulignent que la majorité silencieuse approuve largement la politique de la main tendue aux Cubains. M. Eduardo Peron, président de la Ligue hispano-américaine contre la discrimination, rappelle que de nombreux « *anglos* » (les Blancs de descendance non-hispanique, comme on appelle ici aussi bien les descendants d'Anglais, de Polonais ou de Français) se souviennent qu'ils appartiennent à une nation d'immigrants et organisent des collectes pour venir en aide aux nouveaux réfugiés.

La communauté cubaine des Etats-Unis compte maintenant près de neuf cent mille personnes, réparties principalement dans la région de Miami, du New-Jersey, New-York, Los Angeles et Chicago. Elle est arrivée en deux vagues principales : entre 1959 et 1962, quelque deux cent mille personnes appartenant aux classes sociales les plus favorisées, menacées *par le régime castriste* ; entre 1968 et 1973, deux cent mille autres arrivées par les « *vols de la liberté* » à bord d'appareils frétés par le gouvernement américain. Cette seconde vague était surtout composée de membres des classes moyennes. Une dizaine de milliers de réfugiés sont arrivés par des moyens de fortune, et plusieurs centaines de prisonniers politiques relâchés entre 1978 et 1979 sont également entrés aux Etats-Unis.

Le quart seulement de cette population a adopté la nationalité américaine. Peut-être parce qu'ils se sentent plus « exilés » encore que les autres, les Cubains forment une communauté soudée qui cultive la nostalgie du pays natal et met un point d'honneur à ne pas se laisser totalement « américaniser ».

Et pourtant, explique M. Diaz, directeur du Cuban National Planning *Council, un organisme privé qui se* préoccupe d'aider les Cubains à s'adapter à la vie américaine, si toutes les conditions du retour étaient réalisées — c'est-à-dire si le régime castriste était remplacé par un système libéral — la moitié seulement d'entre eux reviendraient au pays. Vingt ans d'immigration, c'est une génération, et les enfants des immigrés des années 60 se sentent chez eux en Amérique.

Les nouveaux arrivés, estime M. Diaz, sont beaucoup plus représentatifs de la population cubaine moyenne que les immigrés des années 60. Un tiers d'entre eux sont d'origine noire ou mulâtre — soit six fois plus que lors des immigrations *précédentes*, — la majorité d'entre eux n'a jamais fréquenté que l'école primaire et n'a pas de qualification professionnelle. La communauté cubaine est consciente que ces *nouveaux venus* seront plus difficiles à intégrer que les précédents, mais pour l'instant elle serre les rangs devant les réactions des « *anglos* » et a déjà réuni plus de 2 millions de dollars.

2 milliards de dollars pour les contribuables

M. Diaz, qui est citoyen américain et qui rêve de voir un jour le « vote cubain » égaler en poids politique le « vote juif », ne pense pas que les nouveaux venus aggraveront le problème du chômage : ils prendront des emplois que les autres immigrés refusent. Il craint davantage la naissance d'un problème linguistique : à Miami, où les Cubains constituent le tiers et plus de la population, il n'est pas rare d'avoir des difficultés à se faire comprendre d'un commerçant ou d'un chauffeur de taxi si on ne parle pas espagnol. Les nouveaux venus, d'un niveau culturel plus bas que les précédents, risquent de se faire encore un peu plus tirer l'oreille pour apprendre l'anglais. « *Nous ne sommes plus chez nous !* », gémissent nombre d' « *anglos* » qui seraient très surpris si on les accusait de racisme.

Le problème le plus sérieux qui se pose dans l'immédiat est : jusqu'à quand Cuba va-t-il continuer à déverser son trop-plein sur les côtes de Floride ?

M. Diaz estime que la conférence, qui vient de réunir vingt-deux pays au Costa-Rica, a eu le mérite d'internationaliser le problème des réfugiés cubains. Mais on craint, à Washington, un chantage cubain offrant de normaliser cette immigration sauvage contre des concessions américaines : levée de l'embargo commercial, suppression des vols des avions d'observation sur Cuba et évacuation de la base navale de Guantanamo.

La commission sénatoriale du budget estime que, en 1981, quatre cent trente-cinq mille *réfugiés devront* être secourus par le gouvernement fédéral. Coût : plus de 2 milliards de dollars pour les contribuables américains. M. Walter Huddlesten, sénateur du Kentucky et membre de la commission de répartition des fonds fédéraux, a fait une suggestion : que le président fixe le nombre d'immigrants, y compris les réfugiés admis aux Etats-Unis en 1980, à six cent mille personnes, c'est-à-dire près du double du quota d'immigration normal.

NICOLE BERNHEIM.

DES MIG CUBAINS COULENT UN PATROUILLEUR DE LA MARINE DES BAHAMAS

Huit Mig cubains ont attaqué et coulé, dans la soirée du samedi 10 mai, une unité navale bahaméenne, le *Flamingo*, qui avait pris en remorque deux bateaux de pêche cubains. L'incident s'est produit à 20 milles des côtes cubaines. Quatre membres de l'équipage ont été tués.

Dans un communiqué publié dimanche soir à La Havane, le gouvernement cubain reconnaît l'essentiel des faits et les attribue à une tragique méprise. Selon ce texte, les pêcheurs avaient lancé un appel à l'aide par radio. Les avions envoyés à leur recherche ont, selon la même source, effectué des vols à basse altitude et tiré des coups de feu d'avertissement sur ce qui leur semblait être un bateau de pirates. Ils sont ensuite rentrés à leurs bases, faute de carburant. D'autres avions furent alors dépêchés sur place et ont fait feu sur le bateau présumé des pirates, l'envoyant par le fond.

Il est enfin précisé que les pilotes n'ont à aucun moment identifié le bateau en question comme un patrouilleur de la marine des Bahamas. Dimanche, le ministère des affaires étrangères a envoyé, selon le communiqué, un rapport détaillé sur cet incident au gouvernement des Bahamas.

Enfin, le communiqué conclut que Cuba espérait que les deux gouvernements pourront « *éclaircir et régler cette affaire à l'amiable et honorablement* ». — *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

Colombie

● UN TRIBUNAL MILITAIRE a acquitté, samedi 10 mai, à Bogota, trois personnes accusées d'appartenir au M.-19 et détenues depuis un an. Deux cent onze personnes sont encore détenues en Colombie, et beaucoup d'entre elles sont soupçonnées d'être membres du M.-19, responsable de la prise d'otages de l'ambassade de la République Dominicaine, qui s'est achevée pacifiquement le 27 avril dernier. — *(Reuter.)*

El Salvador

● PLUSIEURS CENTAINES d'opposants de droite ont manifesté, dimanche 11 mai, devant la résidence de M. Robert White, ambassadeur des Etats-Unis à San-Salvador, pour protester contre « *l'ingérence nord-américaine dans les affaires internes du Salvador* ». — *(A.F.P.)*

AMÉRIQUES

Etats-Unis

MALGRÉ L'AJOURNEMENT DE SA « CHARTE »

La C.I.A. va bénéficier d'une plus grande liberté de manœuvre

La tension internationale créée par l'affaire des otages de Téhéran et l'invasion soviétique de l'Afghanistan a fait une victime qui est passée quelque peu inaperçue : le projet de la charte définissant les droits et les devoirs de la C.I.A. La commission du Sénat sur les services de renseignement a repoussé, jeudi 8 mai, aux calendes grecques l'examen d'une loi d'ensemble sur la question, alors que ce sujet est à l'étude depuis plusieurs années. L'esprit dans lequel était abordé ce projet avait radicalement changé ces dernier mois, comme en témoignent les quelques textes, de portée limitée mais significatifs, votés par les commissions spécialisées des deux chambres, et qui élargiraient la liberté de manœuvre de la centrale.

A l'origine, l'idée était, après les révélations faites au début des années 70 sur le rôle joué par la C.I.A. au Chili, au Laos et ailleurs, de limiter sévèrement l'activité des services de renseignement, de multiplier les contrôles par le Congrès et les garde-fous. Une évolution vers plus de souplesse était déjà perceptible en 1978 et 1979, mais elle a été singulièrement accélérée par les deux crises d'Iran et d'Afghanistan.

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, après avoir entendu à huis clos les responsables de la centrale, et notamment son directeur, l'amiral Stansfield Turner, a voté, le 12 mars, un document qui n'oblige pas nécessairement la C.I.A. à informer à l'avance le Congrès de ses opérations secrètes. La commission du Sénat sur les services de renseignement, après avoir envisagé un moment, sous l'impulsion du dynamique sénateur démocrate de l'Etat de New-York, M. Moynihan, d'aller plus loin encore et de poursuivre les journalistes qui révéleraient les noms d'agents de la centrale, a adopté jeudi un texte qui va dans le même sens que celui des représentants. M. Moynihan a abandonné cette notion de poursuites contre les journalistes et annoncé qu'il proposerait cette année un amendement interdisant aux agences de renseignement d'utiliser comme « couverture » des journalistes, des professeurs ou des ecclésiastiques.

Il s'agit, dans le cas de la Chambre des représentants comme dans celui du Sénat, de restreindre la portée de la loi votée en 1974 et connue sous le nom d'amendement Hughes-Ryan, du nom de ses deux auteurs qui avaient accroché leur texte à la loi d'aide à l'étranger de cette année-là. L'amendement Hughes-Ryan stipule que les Etats-Unis ne peuvent se livrer à des actions clandestines à l'étranger que si « *le président lui-même les juge utiles à la sécurité du pays et en avise à temps les commissions concernées du Congrès* ». En principe, les deux commissions des affaires étrangères, des services de renseignement, des forces armées et des *appropriations* (allocations budgétaires) du Sénat et de la Chambre, soit huit commissions en tout, devaient donc être mises au courant avant toute opération de ce type.

Cent soixante-trois parlementaires au courant

On conçoit la difficulté de « *mettre dans le coup* », avant d'entreprendre quoi que ce soit, cent soixante-trois membres du Congrès et un nombre au moins égal de leurs collaborateurs immédiats, même si une commission, celle des forces armées de la Chambre des représentants, a fait savoir publiquement qu'elle n'entendait pas exercer son droit de regard.

Le texte voté par la commission des affaires étrangères de la Chambre reprend l'idée de la notification préalable contenue dans l'amendement Hughes-Ryan, mais ajoute deux exceptions de taille. « *Le président*, indique ce document, *peut ajourner, pour une période aussi courte que possible, cette notification préalable si, au moment de la fournir, il a la certitude que cet ajournement est nécessaire en raison de circonstances affectant les intérêts vitaux des Etats-Unis ou en raison des risques encourus par le personnel* ». On voit mal comment un fonctionnaire un tant soit peu habile de la C.I.A. pourrait ne pas invoquer avec succès l'une ou l'autre exception, voire les deux.

La commission des services de renseignement du Sénat a, de son côté, adopté, jeudi, une résolution réduisant à deux (elle-même et son homologue de la Chambre) le nombre des commissions devant être informées à l'avance.

Ces deux textes n'ont pas force de loi, puisqu'ils n'ont pas été votés par les deux Assemblées en séance plénière, et l'amendement Hughes-Ryan reste en vigueur. Toutefois, le nouveau climat qui règne au Congrès, et dont ils sont l'illustration, modifie à l'évidence l'esprit sinon la lettre de la législation existante. Après tout, ce sont les représentants et les sénateurs qui sont chargés de faire appliquer la loi, et ils sont visiblement décidés à se montrer très souples... On comprend d'ailleurs que les membres du Congrès concernés aient eu la pudeur de ne pas rédiger une charte qui aurait été nécessairement très éloignée du projet initial, voire même en contradiction avec lui, et qu'ils aient préféré indiquer par des signes non équivoques dans quel sens allaient maintenant leurs préoccupations. Il était apparu d'autre part qu'une majorité suffisante ne se dégageait pas au Sénat, malgré trois ans de travail, une trentaine de séances en commission et trois projets successifs.

M. Carter aurait préféré une loi réglant, une fois pour toutes, l'ensemble du problème — au profit de l'exécutif. Il déclarait le 23 janvier dans son message sur l'état de l'Union : « *Nous devons procéder rapidement à l'adoption d'un nouveau régime juridique sanctionné par une loi et définissant clairement les pouvoirs et les responsabilités de nos services de renseignement. Tous en cherchant à éviter tout abus éventuel, nous devons supprimer les entraves injustifiées qui nous empêchent de recueillir des renseignements et renforcer nos moyens de garder la haute main sur des informations secrètes à caractère délicat. Pour garantir la sécurité de notre nation, il nous est indispensable d'avoir des services de renseignement efficaces.* »

Un flou artistique

Les législateurs ne l'ont pas suivi dans cette voie et ont préféré le flou artistique qui caractérise la réglementation en la matière. De fait, aucun texte global ne définit la déontologie de la C.I.A. Quelques indications — au coup par coup — ont été fournies au cours des ans. Après les révélations sur les rocambolesques tentatives d'assassinat de M. Fidel Castro, le président Ford avait signé, le 18 février 1976 un « ordre exécutif » (non soumis à l'approbation du Congrès) interdisant à la centrale tout assassinat politique « *sauf en temps de guerre* ».

La C.I.A. est d'autre part soumise, depuis 1975, à la loi sur la liberté de l'information qui permet, en principe, à tout citoyen qui le demande de consulter ses dossiers. Dans la pratique, la centrale bénéficie de nombreuses échappatoires, mais elle doit motiver ses refus, et ceux-ci peuvent être contestés devant les tribunaux.

Cinq ans seulement ont passé depuis que la commission Church dévidait, devant un public américain abasourdi, la liste des « horreurs » commises par la centrale; outre les assassinats (ou les tentatives d'assassinat) de chefs d'Etat étrangers, on y trouvait, pêle-mêle, des expériences d'utilisation de certaines drogues menées à leur insu sur de simples citoyens américains, l'ouverture du courrier, la manipulation et l'intoxication de mouvements politiques aux Etats-Unis mêmes, etc. Le sursaut d'indignation qui avait suivi ces révélations avait provoqué la mise en chantier de la charte. Celle-ci semble désormais assez mal en point, ou en tout cas détournée de son sens primitif. Il serait paradoxal qu'un projet de réforme aboutisse finalement à légaliser — ou à passer sous silence — ce que l'on voulait précisément interdire ou contrôler. Mais la situation en Iran et en Afghanistan risque de créer, et provoque déjà en partie, un tel résultat.

DOMINIQUE DHOMBRES.

AMÉRIQUES

Brésil

Les métallos de Sao-Bernardo ont décidé de reprendre le travail

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Après quarante et un jours de grève, les métallos de Sao-Bernardo, le grand faubourg industriel de Sao-Paulo, ont décidé de reprendre le travail le lundi 12 mai. Proposée par les dirigeants du mouvement, la reprise a été approuvée par acclamations. Un des principaux organisateurs de la grève, M. Osmar Mendonca, a cependant été arrêté par le DOPS (police politique) à l'intérieur de l'église de Sao-Bernardo, alors qu'il venait de prendre la parole en faveur d'un retour au travail.

Les dirigeants ont distribué un document intitulé *« La guerre continue »*, dans lequel ils affirment la nécessité de mettre fin au mouvement en raison de la répression croissante. *« Retourner aux usines ne signifie pas retourner au travail »*, souligne le texte, qui évoque la possibilité d'un boycottage de la production, et conclut en affirmant que « dorénavant *les patrons trouveront derrière chaque machine un ennemi* ». Si les métallurgistes ont été vaincus à l'usure, leur combativité reste élevée.

Cette grève a été la crise la plus sérieuse affrontée par le général Figueiredo depuis son accession à la présidence en mars 1979. Le mouvement syndical tout entier est affecté par la destitution de ses dirigeants les plus solides, parmi lesquels M. Luis Inacio Da Silva dit « Lula », écartés de la direction du syndicat à laquelle ils avaient été élus à deux reprises à une écrasante majorité.

Venant après la destitution, à la fin de 1979, du président des employés de banque de Porto-Alegre, M. Olivio Dutra, le dirigeant le plus combatif du Sud. Cette élimination successive par le gouvernement des syndicalistes les plus ardents revient à maintenir les vieux *Pelegos*, les dirigeants « jaunes » et dociles à l'égard du pouvoir.

Le maintien en prison de « Lula » et de ses compagnons hypothèque l'organisation du Parti des travailleurs (P.T.), actuellement en formation. Condamné en vertu de la loi de sécurité nationale, « Lula » serait de plus inéligible aux élections de 1982. Ce pourrait être là l'un des objectifs du gouvernement : si ce dernier a facilité la formation de partis, il ne cache pas son inquiétude face à l'éventuelle apparition du P.T. qui pourrait rompre les règles du jeu politique traditionnel de Brasilia.

Vainqueurs apparents de l'épreuve de force, le patronat et le régime militaire ont en réalité beaucoup perdu politiquement dans l'affaire. Faisant preuve d'une totale intransigeance, refusant des revendications élémentaires dans n'importe lequel des pays industrialisés auxquels l'Etat de Sao-Paulo se compare, le patronat de la grande métropole industrielle n'a guère semblé disposé à s'adapter à l' « ouverture politique ». La direction de la FIESP (Fédération des industries de l'Etat de Sao-Paulo, le syndicat patronal) a manifesté sa totale dépendance à l'égard du gouvernement. Et les secteurs libéraux du patronat ont été absents du débat.

Quant au gouvernement, son prestige n'a sans doute jamais été aussi bas depuis le début du processus d' « ouverture politique' ». Il est clair pour tous que la démocratisation des institutions politiques ne s'étend pas au domaine social. Le régime paraît décidé à briser par la force les secteurs authentiques du syndicalisme afin de pouvoir appliquer plus facilement les mesures d'austérité qui atteindront, une fois de plus, les salariés.

THIERRY MALINIAK.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

- L'AGENCE ALBANAISE d'information ATA a dénoncé samedi 10 mai la *« militarisation fébrile de la Chine social-impérialiste »* en évoquant le prochain essai d'un missile intercontinental chinois à ogive nucléaire dans le Pacifique. — *(A.F.P.)*

Chine

- M. CALLAGHAN, chef de l'opposition travailliste britannique, a eu lundi 12 mai, à Pékin, un entretien avec M. Deng Xiaoping, vice-premier ministre. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

- UN GROUPE DE MALFAITEURS *aurait détourné* certaines informations contenues dans le fichier central de la police britannique et serait parvenu à effacer le dossier de certains criminels, a rapporté, dimanche 11 mai, l'hebdomadaire *News of the world*. Le ministère de l'intérieur a ouvert une enquête. — *(A.F.P.)*

Japon

- LES FLOTTES JAPONAISE ET AMERICAINE ont commencé lundi 12 mai dans le Pacifique, au large des îles d'Okinawa, des manœuvres anti-sous-marines qui doivent durer jusqu'à vendredi. — *(A.F.P.)*

Mauritanie

- LE LIEUTENANT - COLONEL MOHAMED KHOUNA OULD HAIDALLA, chef de l'Etat, a quitté, dimanche 11 mai, Nouakchott à destination de Pékin pour une visite officielle de plusieurs jours en Chine à l'invitation du président Hua Guo-feng. Il est accompagné d'une délégation comprenant notamment le ministre des affaires étrangères et de la coopération, M. Mohamed El Mokhtar Ould Zamel, et de deux membres du comité militaire. A l'issue de sa visite, il se rendra en visite à Bagdad. — *(Reuter.)*

- EN DEPIT DE DEMARCHES REPETEES D'AMNESTY INTERNATIONAL (*le Monde* du 30 avril) et d'interventions individuelles auprès des autorités mauritaniennes, celles-ci refusent de laisser M. Hamdi Ould Mouknass, ancien ministre des affaires étrangères, détenu depuis la prise du pouvoir par l'armée et l'éviction du président Ould Daddah, quitter le territoire mauritanien pour suivre une traitement médical en France. Atteint d'un cancer, l'ancien ministre est dans un état de plus en plus critique, nous indique-t-on de diverses sources privées.

Pays - Bas

- M. PIETER MENTEN, riche collectionneur néerlandais, condamné en 1977 à quinze ans de prison pour crimes de guerre, puis remis en liberté un an plus tard à la suite d'une décision du tribunal de La Haye (*le Monde* du 6 décembre 1978), comparaîtra une nouvelle fois, le 13 mai, devant les juges de son pays. Accusé d'avoir participé au massacre de plusieurs dizaines de juifs polonais pendant la dernière guerre, il était assigné à résidence depuis un an, après que le Conseil supérieur, la plus haute juridiction néerlandaise, eut annulé la décision du tribunal de La Haye. — *(A.F.P.)*

Zimbabwe

- UNE EUROPEENNE a été blessée par balle au cours d'une agression, samedi 10 mai, dans le centre de la capitale du Zimbabwe. Selon la police, trois Blancs ont été tués ces six dernières semaines, et la criminalité a quadruplé depuis les élections de février. — *(A.F.P.)*

AFRIQUE

Ouganda

Des militaires favorables à l'ancien président Obote ont pris le pouvoir à Kampala

Des militaires favorables à l'ancien président Obote ont pris le pouvoir à Kampala dans la nuit du dimanche 11 au lundi 12 mai. Un porte-parole de la commission militaire du Front national de libération de l'Ouganda (F.N.L.O.) a annoncé lundi matin que la commission, formant « un collectif de commandants militaires », assurerait le contrôle du pays « jusqu'à nouvel ordre ». L'animateur de cette équipe d'officiers serait le général Ojok, que le président Binaïsa avait démis de ses fonctions de chef d'état-major samedi (« le Monde » daté 11-12 mai). Lundi en fin de matinée, on ignorait le sort du chef d'Etat ougandais, réfugié la veille dans sa résidence d'Entebbe. C'est la deuxième fois que l'Ouganda change de direction depuis le renversement du maréchal Amin par une coalition militaire ougando-tanzanienne en avril 1979. Porté au pouvoir à cette date par le F.N.L.O., M. Yusuf Lule avait été contraint deux mois plus tard de céder la place à M. Binaïsa.

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — L'épreuve de force engagée entre le chef de l'Etat ougandais, M. Binaïsa, et les partisans de l'ancien président, M. Obote, a tourné en faveur de ces derniers. Tout a commencé samedi lorsqu'un communiqué présidentiel annonça le limogeage du général Ojok, chef d'état-major de l'armée, pour mettre un terme à « *la détérioration de la situation en matière de sécurité* ». « *Il y a presque une rupture*, ajoutait M. Binaïsa, *dans les relations entre la population et l'armée de libération nationale. Celle-ci est supposée être l'armée du peuple et pour le peuple, et non pas un instrument d'oppression comme du temps d'Idi Amin.* » Le général Ojok a été nommé ambassadeur en Algérie, pays avec lequel l'Ouganda entretient peu de relations. Cette rétrogradation ressemblait fort à un camouflet. Le lieutenant-colonel Nanyumba devenait chef d'état-major à sa place, tandis qu'un prêtre catholique, M. Christophe Okoth, recevait le ministère d'Etat à la défense.

Nul n'était dupe des véritables raisons de ce limogeage. Depuis plusieurs mois, le nom du général Ojok était mêlé à toutes les rumeurs de coup d'Etat, fondées ou non, qui circulent régulièrement à Kampala. Cet officier, diplômé de Sandhurst et âgé de quarante-six ans, est sans doute actuellement l'homme le plus puissant d'Ouganda. Membre de l'ethnie acholi, comme M. Obote, il est demeuré fidèle à l'ancien président. Il prit la tête de l'équipée militaire qui tenta vainement, en 1972, de reprendre le pouvoir à Idi Amin. Lors de la chute du dictateur, il recruta plusieurs milliers d'hommes appartenant à son ethnie. Il dispose aujourd'hui de dix mille combattants formant une véritable « *armée privée* » à sa dévotion. Au fil des mois, il a réussi à placer des officiers sûrs aux postes-clés. A-t-il réellement *comploté pour chasser* M. Binaïsa du pouvoir et replacer M. Obote sur son trône ? Nul ne le sait. Toujours est-il que l'approche du retour d'exil de l'ancien président — prévu pour le 27 mai — ne pouvait qu'inciter le chef de l'Etat à neutraliser ce général beaucoup trop puissant. *Mais il l'a fait très maladroitement.*

La réaction des partisans de M. Obote n'a guère tardé. Elle est venue plus précisément de la commission militaire du Front national de libération de l'Ouganda (F.N.L.O.), que préside M. Paul Muwanga, ministre du travail, écarté du ministère de l'intérieur en février, un proche, lui aussi, du président exilé. Des soldats ont pris samedi après-midi le contrôle de l'immeuble de la radio dans le centre de Kampala. Celle-ci a diffusé pendant le week-end un communiqué rejetant le limogeage du général Ojok. « *Cette décision*, affirme le communiqué, *a créé une vive tension au sein des forces armées. Elle n'a pas respecté la procédure de nomination, de promotion et de destitution des officiers supérieurs* »

Pendant le week-end, des soldats en patrouille, arme automatique en bandoulière, ont sillonné les rues désertes de la capitale. Plusieurs incidents ont encore ajouté à la confusion. Un groupe de soldats a enlevé le ministre de l'intérieur, M. Barnabus Kununka, dans son bureau de l'hôtel Nile Mansion, où la plupart des membres du gouvernement habitent et travaillent. Au cours de l'arrestation, une jeune fille a été tuée. Le ministre a été relâché quelques heures plus tard, mais on est depuis sans nouvelles de lui. Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire conservateur *Economy*, M. Roland Kakooza, et son adjoint ont été enlevés — apparemment pour les protéger — de l'hôpital où ils étaient en traitement depuis une semaine. Ils avaient été arrêtés et sévèrement battus par des militaires qui leur reprochaient leur hostilité au chef d'état-major.

Dès le déclenchement de la mutinerie, les communications téléphoniques entre Kampala et la résidence de M. Binaïsa à Entebbe sont coupées. Un porte-parole présidentiel a seulement indiqué, au début de la crise, que M. Binaïsa maintenait sa décision et que la radio avait été occupée par la force. Mais la plus virulente réaction des partisans du chef de l'Etat est venue de Nairobi.

Rentrant de Belgrade, où il représentait l'Ouganda aux obsèques du maréchal Tito, le ministre de la culture, M. Dan Nabudere, a qualifié dimanche l'entreprise de la commission militaire d'« *acte de rébellion* » et de « *tentative de coup d'Etat contre l'autorité légale* ». Dans un communiqué qu'il a précisé avoir soumis, par téléphone, pour approbation à M. Benaïsa, M. Nabudere déclare notamment : « *Tous les Ougandais sont maintenant prévenus contre ceux qui encourageraient un tel acte de trahison. Ils sont invités à assister le gouvernement face aux activités de ceux qui semblent déterminés à installer une troisième dictature dans le pays. La nomination de tout officier est une prérogative du président, conformément aux articles 78 et 79 de la Constitution de 1967. Contrairement à ce qui est exigé pour la désignation des ministres, le président n'a pas à soumettre une telle nomination au Conseil national consultatif* » (organe qui fait office de Parlement). Cette argumentation légale semble tout à fait fondée. Mais qui se soucie encore de juridisme à Kampala ?

Le Conseil national consultatif est en vacances depuis la semaine dernière et jusqu'au 26 mai, veille du retour de M. Obote. Celui-ci devrait être le grand bénéficiaire de cette épreuve de force, au cours de laquelle une importante fraction de l'armée a pris de plus en plus ouvertement parti en sa faveur. De son exil tanzanien, M. Obote a seulement fait savoir dimanche qu'il ne « *savait rien* » de la situation en Ouganda. Pourtant chacun sent bien que l'issue de la crise a largement dépendu des avis qu'il a donnés à ses partisans. — J.-P. L.

LA FIN DE LA CONFÉRENCE FRANCO-AFRICAINE DE NICE

Paris entend réaménager son aide bilatérale et ses partenaires veulent en tirer un meilleur parti

De notre envoyé spécial

Nice. — « *La fête africaine est terminée. Le moment est venu de se mettre au travail pour maîtriser le développement de nos pays* », nous a dit, dimanche 11 mai, le général Kountché, président du Niger, au lendemain de la clôture, à Nice, de la septième conférence franco-africaine. Selon lui, ces assises constituent le prolongement de la récente conférence extraordinaire, tenue à Lagos par l'Organisation de l'Unité africaine. Et, de fait, tous les points du communiqué final de samedi portent sur des questions strictement économiques, à l'exception d'un seul, consacré à la « communauté organique », dont M. Senghor, doyen d'âge de la conférence, a proposé la création.

A la lumière des répercussions de la crise mondiale sur leurs Etats respectifs, les représentants des vingt-cinq pays africains participant au sommet ont décidé de tout mettre en œuvre pour accroître l'efficacité de leurs propres efforts et pour tirer le meilleur parti de l'aide internationale dont ils souhaitent obtenir l'augmentation grâce au concours de la France. En effet, Paris va réaménager son aide bilatérale et, selon une idée qui n'a cessé de faire son chemin au cours des dernières années, plaidera en faveur des dossiers présentés à travers le monde par ses partenaires et amis africains. Dans ces perspectives, l'Action concertée pour le développement de l'Afrique (ACDA), dont le projet a été élaboré il y a quatre ans, pourrait être amenée à jouer un rôle de coordination entre la France, la R.F.A., la Belgique, la Grande-Bretagne et le Canada, et peut-être à relayer partiellement la France dans ses charges d'assistance.

Dans ce même esprit, la diplomatie française jouera un rôle actif dans la préparation des négociations globales qui vont s'engager aux Nations unies, soulignant l'intérêt que les Africains attachent à la relance du dialogue Nord-Sud. De même, les délégations africaines ayant confirmé leur soutien au projet de « *trilogue* » entre l'Europe, les pays arabes et les Etats d'Afrique, Paris hâtera sa mise en œuvre afin qu'elle précède la huitième conférence franco-africaine prévue en 1981 à Kinshasa.

Réserves sur la « communauté organique »

En dépit d'une certaine communauté de vue sur l'ensemble des questions économiques, on a pu constater, en marge du sommet et lors de la conférence de presse donnée samedi à l'hôtel Negresco par les président Giscard d'Estaing, Senghor du Sénégal, et Habyarimana du Ruanda, un sérieux contraste entre l'optimisme manifesté par le président français et le pessimisme de ses deux partenaires africains — pessimisme particulièrement accentué chez le président ruandais. De même, on note une discordance dans l'attitude de plusieurs délégations à l'égard du projet présenté par le président Senghor de « communauté organique ».

Alors qu'une large majorité s'est prononcée en faveur de ce projet et que les participants aux assises ont décidé de créer un secrétariat permanent des conférences ministérielles des pays entièrement ou partiellement de langue française, dont le siège sera établi à Dakar, la France ou plus exactement certains milieux français intéressés à la défense de la francophonie auraient émis de sérieuses réserves. Cette attitude semble même être à l'origine du retard apporté à la diffusion du communiqué, publié plusieurs heures après la clôture des travaux.

Enfin, en ce qui concerne le Tchad, dont l'ombre a constamment plané sur les travaux, M. Senghor a réaffirmé que l'O.U.A. ferait appel à l'ONU et à ses « *casques bleus* » si la force neutre inter-africaine ne parvenait pas à faire respecter le cessez-le-feu à N'Djamena. Mais avant de se dessaisir, l'O.U.A. va, une fois encore, tenter de dégager une solution spécifiquement africaine et c'est particulièrement aux trois présidents Sekou Touré de Guinée, Shehou Shegari du Nigeria et Eyadema du Togo qu'échoit cette redoutable mission.

PHILIPPE DECRAENE.

● *M. Théodore Obiang Nguema*, président de la Guinée-Equatoriale, en visite au Maroc, a annoncé dans une interview publiée dimanche 11 mai par *le Matin du Sahara* qu'il retirait la reconnaissance accordée par l'ancien régime à la République arabe sahraouie démocratique. « *En reconnaissant naguère la R.A.S.D., le sinistre dictateur Macias Nguema avait pratiquement acheté le silence de l'Algérie et d'autres pays sur ses crimes* », a-t-il ajouté.

PROCHE-ORIENT

Iran

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SNIP, RÉFUGIÉ EN FRANCE

M. Hassan Nazih prend position en faveur d'une « république laïque »

M. Hassan Nazih, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats, est tombé en disgrâce en juin 1979 pour avoir affirmé en public que « *l'Islam n'est pas capable d'apporter des solutions aux problèmes politiques, économiques et judiciaires de l'Iran* ». Malgré son opposition au régime du chah, puis ses relations d'amitié avec le premier ministre de l'époque, M. Bazargan, M. Nazih a été révoqué en septembre de ses fonctions de président-directeur général de la Société nationale iranienne du pétrole (SNIP). Déféré devant les tribunaux révolutionnaires, il préféra se réfugier dans la clandestinité plutôt que d'affronter la justice islamique.

Au cours de l'insurrection de Tabriz, en décembre, M. Nazih, *qui est originaire de l'Azerbaïdjan*, fit diffuser par la radio des insurgés une proclamation appelant la population à « *poursuivre la lutte jusqu'à l'élimination du pouvoir personnel et du despotisme institutionnalisé par la nouvelle Constitution* ». Fin novembre, les autorités saisissaient tous ses biens et apposaient les scellées sur la porte de sa résidence de Téhéran après en avoir expulsé sa femme et ses enfants.

Réfugié en France depuis janvier, M. Nazih vient de mettre fin à un silence de quatre mois en réaffirmant son opposition au « pouvoir des religieux » « *Le régime*, estime-t-il, *se trouve dans une impasse totale, à cause de l'ingérence de M. Khomeiny, de son entourage et de l'appareil clérical dans les affaires de l'Etat. Je suis musulman, mais je pense que les mollahs ne peuvent gouverner. M. Khomeiny devrait se cantonner dans son rôle de chef religieux et de symbole de la révolution. Tous les maux actuels de l'Iran proviennent de son intervention dans les affaires de l'Etat. Sur le fond, rien n'a changé : dans le passé, c'était le chah qui régnait, maintenant c'est Khomeiny et les membres de son entourage qui prennent toutes les décisions.* »

M. Nazih tient cependant à se dissocier de ceux qui préconisent le retour à une monarchie constitutionnelle. La république a été approuvée par le peuple et constitue un fait irréversible, dit-il. Il s'élève cependant contre le qualificatif d'« *islamique* » accolé au nom de la république, à la suite d'un référendum « *orienté* ». « *Je suis*, souligne-t-il, *pour une république laïque d'Iran* », tout en affirmant que la nature de cette République doit être fondamentalement modifiée. De toute manière, il exclut toute solution de force ou coup d'Etat militaire et pense que seule la convocation à Téhéran d'un congrès rassemblant les représentants de toutes les organisations et de tous les partis pourrait résoudre les problèmes qui se posent à l'Iran. Mais, insiste-t-il, « *il faudrait qu'au préalable, les dirigeants de Téhéran annulent la Constitution, dissolvent le Conseil de la révolution, les comités, les tribunaux et les milices islamiques* ».

En somme, précise M. Nazih, la tâche de ce congrès serait de ramener le pays à la situation qui existait au lendemain de la révolution, de mettre sur pied un gouvernement national provisoire, d'élaborer un nouveau projet de *Constitution, de libérer tous les* prisonniers politiques et surtout, de rétablir l'ordre en interdisant strictement les manifestations et défilés sur les places publiques. « *Le peuple, qui ne dispose pas de tous les éléments d'analyse nécessaires*, dit-il, *est manipulé. C'est une minorité qui manifeste et défile à longueur de journée, tandis que la majorité silencieuse est inquiète pour l'avenir.* »

« Une guerre pour rien »

M. Nazih condamne la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis « *qui ne résout rien et envenime inutilement la situation* ». Il propose que les diplomates soient relâchés et que le contentieux entre Washington et Téhéran soit soumis à l'arbitrage d'un groupe de trois personnalités internationales. « *La guerre menée par les dirigeants contre les Etats-Unis*, dit-il, *est une guerre pour rien. Depuis le début de la révolution, les Etats-Unis s'étaient abstenus de toute intervention dans nos affaires intérieures. Nous ne pouvons d'ailleurs nous payer le luxe de déclarer une guerre qui, tout en nous libérant de l'Amérique, nous rendrait dépendants d'une autre super-puissance. Il faut normaliser la situation avec les Etats-Unis. Autrement, c'est nous qui serons les perdants. Nous ne pouvons pas nous battre contre le monde entier.* »

Le projet de « *sauvetage* » de l'Iran proposé par M. Nazih paraît irréaliste dans la mesure où les autorités en place à Téhéran n'ont, bien entendu, nullement l'intention de se saborder. L'ancien bâtonnier de Téhéran pense cependant que son projet sera accueilli favorablement par la plupart des partis et organisations politiques iraniens « *qui trouveront bien un moyen de tenir ce congrès quelque part en Iran ou peut-être même à l'étranger* ». M. Nazih admet néanmoins, qu'il ne dispose d'aucune force organisée. « *J'agis*, dit-il, *à titre individuel.* » Envisage-t-il de collaborer avec M. Bakhtiar ? Il répond avec prudence. « *Pour l'instant je n'ai rien décidé. M. Bakhtiar est un ami de trente ans et un patriote. Mais je ne suis pas au courant de ses activités* »

Propos recueillis par JEAN GUEYRAS.

L'IMAM KHOMEINY VEUT ÊTRE INFORMÉ DE « TOUT CE QUI SE PASSE DANS L'ARMÉE »

Tandis que se poursuivait le dépouillement des suffrages exprimés au deuxième tour des élections législatives iraniennes, l'imam Khomeiny a procédé, le dimanche 11 mai à la désignation de deux membres au Conseil suprême de la défense nationale : M. Moustapha Tchadran et l'hodjatelesiam Khameneyi, respectivement ministre et vice-ministre de la défense nationale. *Le chef de la révolution* a demandé à ces deux personnalités de l'informer chaque semaine « *de tout ce qui se passe dans l'armée* ».

Cette directive paraît refléter une certaine inquiétude quant au développement éventuel de mouvements subversifs parmi les militaires. Le Conseil suprême de la défense nationale comprend, en tant que membres de droit, le président de la République, le premier ministre, le chef de l'état-major général et le chef des « gardiens de la révolution ».

D'autre part, le chef de la diplomatie iranienne, M. Ghotbzadeh, à l'issue de conversations à Ankara, a indiqué le 10 mai que le gouvernement turc l'avait assuré que les Etats-Unis ne seront pas autorisés à utiliser les bases en Turquie au cas où ils entreprendraient une nouvelle opération militaire contre l'Iran.

● *Le bureau d'information baha'i de France* dément catégoriquement, dans un communiqué, toute appartenance à la communauté baha'ie iranienne de Mme Parsa, ancien ministre de l'éducation, fusillée le 8 mai (*le Monde* du 9 mai). Le bureau d'information tient à rappeler que, par principe, les baha'is ne font pas de politique ni ne peuvent détenir aucun poste ministériel sous peine d'exclusion. Comme par le passé, les ennemis de la Foi baha'ie se servent des mêmes procédés et cherchent à déconsidérer la communauté baha'ie iranienne aux yeux de l'opinion publique, en lui associant des personnalités politiques stigmatisées comme corrompues par les tribunaux islamiques et rendues responsables de la politique de l'ancien régime.

Libye

La « liquidation » des opposants à l'étranger se poursuit avec l'accord implicite du pouvoir

A quelques heures d'intervalle, deux ressortissants libyens ont été assassinés samedi 10 mai à Rome et à Bonn, portant ainsi à six le nombre de Libyens tués en l'espace de trois mois à Rome, à Bonn et à Londres, avec l'accord — sinon à l'instigation — du régime de Tripoli.

● A ROME, M. Mohamed El Kazmi, âgé de trente ans, a été tué samedi matin par un inconnu dans le bar de l'hôtel Torino. Selon le témoignage des employés de l'hôtel, il avait rendez-vous avec son meurtrier qui a réussi à prendre la fuite.

M. El Kazmi est le troisième Libyen tué en l'espace de trois mois à Rome. Le 20 avril, M. Abdel Gelil Aref, âgé de cinquante ans, un riche commerçant installé à Rome, avait été tué dans la capitale. Le corps criblé de balles d'un autre commerçant libyen, M. Salem Rtemei, avait été retrouvé dans le coffre d'une voiture, un mois auparavant.

● A BONN, c'est un ancien diplomate libyen, M. Omran Mehdawi, qui a été tué en plein centre de la ville par un de ses compatriotes, qui a été arrêté par des passants et remis à la police. L'assassin a prétendu avoir tué M. Omran parce que celui-ci ne voulait pas lui rembourser une dette de 20 000 livres libyennes.

● A LONDRES, un journaliste libyen en exil, M. Ramadan, avait été tué par balles le 7 avril. Une semaine plus tard, un avocat, M. Nafa, opposant au régime de Tripoli, était assassiné par deux tueurs à son domicile.

DES BOUCS ÉMISSAIRES ?

Le colonel Kadhafi adressait, il y a environ deux semaines, un « *ultime avertissement* » (*le Monde* du 29 avril) aux opposants libyens vivant à l'étranger, leur demandant *de rentrer immédiatement en Libye*, « *sous peine d'être liquidés* ». Le chef de l'Etat libyen revendiquait ainsi *implicitement* — ce qui n'est pas commun — l'assassinat, à Londres, vers la mi-avril, d'un journaliste et d'un avocat libyens connus pour leur hostilité au régime de Tripoli.

Le comportement du colonel Kadhafi paraît d'autant plus étrange que, au cours des dix années de la révolution libyenne, le chef de l'Etat n'a que très rarement utilisé « *l'arme de la terreur* » contre les dissidents. Il préférait les ignorer, affirmant y voir des « *groupuscules sans prise réelle sur les événements* ». En effet, les opposants libyens à l'étranger se contentaient, la plupart du temps, d'éditer des publications hostiles au gouvernement de Tripoli, sans que celles-ci aient la moindre influence sur la situation intérieure. Or, il semble que, depuis la fin de l'année 1978, le régime de Tripoli soit aux prises avec de sérieuses difficultés.

La principale menace semble provenir de certains milieux de l'armée, mécontents de la politique extérieure, qui a valu au colonel Kadhafi d'« *humiliantes déconvenues* » en Ouganda et au Tchad. Plusieurs militaires de haut grade auraient récemment été arrêtés dans le cadre de la campagne contre la « corruption ». Une deuxième menace vient *des représentants de la bourgeoisie* d'affaires, dont les privilèges longtemps épargnés par le régime ont été remis en cause depuis que le chef de l'Etat libyen a annoncé au début de 1978 la création d'une nouvelle « *société socialiste* » où « *les profits et l'argent devraient disparaître* ».

Dans ces conditions, on est tenté de penser que les dissidents libyens à l'étranger ont été désignés comme boucs émissaires. En les éliminant, le pouvoir tenterait de convaincre les Libyens que seuls ses ennemis à l'extérieur représentent un danger « justifiant » le recours à des procédés criminels. — J. G.

Iran

...GIE EN FRANCE

...position ...us laïque »

L'IMAM KHOMEINY VEUT ÊTRE INFORMÉ DE « TOUT CE QUI SE PASSE DANS L'ARMÉE »

Libye

...» des opposants à l'étranger ... avec l'accord ...

...BOUCS ÉMISSAIRES

PROCHE-ORIENT

LES REMOUS CRÉÉS PAR LE « VOTE JUIF »

Le baron Guy de Rothschild aurait demandé le rappel en Israël du représentant à Paris de l'Organisation sioniste mondiale

De notre correspondant

Jérusalem. — Une crise est-elle en train de surgir entre certains dirigeants de la communauté juive de France et le gouvernement israélien, ou plus exactement l'appareil des organisations sionistes à Jérusalem ? C'est ce que laisse entendre le quotidien *Yedioth Haharonoth* dans un article de son correspondant à Paris publié en « une » le *11 mai*. Selon cette information, le baron Guy de Rothschild, le président du Front social juif unifié (F.S.J.U.), aurait demandé le rappel en Israël de l'« *envoyé spécial* » de l'Organisation sioniste mondiale en France, M. Avi Primor.

La nouvelle ne peut surprendre ni en France ni en Israël. Le malaise est en effet ancien. Il est seulement apparu au grand jour lorsque, récemment, le mouvement israélien La paix maintenant, opposé à la politique de M. Begin dans les territoires occupés, a trouvé quelque écho en France et surtout lorsque les organisateurs du rassemblement Douze Heures pour Israël ont menacé le gouvernement français d'un « *vote juif* » afin de protester contre les propos de M. Giscard d'Estaing en faveur de l'autodétermination des Palestiniens, et plus généralement contre la politique française au Proche-Orient, considérée comme résolument pro-arabe et anti-israélienne (*le Monde* du 29 avril).

Ces mêmes organisateurs appartenant au mouvement Renouveau juif ont préconisé la création d'un « *lobby juif* » à l'américaine, provoquant des remous ces dernières semaines au sein de la communauté juive et des milieux politiques français.

Pour le baron Guy de Rothschild, le responsable de cette campagne serait M. Avi Primor qui, l'an dernier, a été envoyé à Paris pour tenter de resserrer les liens entre les juifs de France et Israël. Ancien conseiller de l'ambassade d'Israël en France, qui à ce titre séjourna longtemps à Paris, M. Primor n'a pas caché qu'il était venu jouer les *missi dominici*. Son poste, en fait, a été *créé exceptionnellement et spécialement* dans le but, dit-on à Jérusalem, de « *réveiller* » et de « *réorganiser* » la communauté juive en France, en nombre la deuxième du monde occidental après celle des Etats-Unis. Dès le début, l'action de M. Primor a été considérée comme étant dirigée contre la direction des principaux organismes du judaïsme français ; la famille Rothschild, présente depuis des lustres à la tête de la communauté, étant particulièrement visée par ceux qui souhaitent un « *renouveau* » — terme choisi par le mouvement responsable de la création des Douze heures pour Israël.

Selon *Yedioth Haharonoth*, M. Alain de Rothschild, président du consistoire central israélite de France, aurait adressé la semaine dernière une protestation à Jérusalem, estimant « *inadmissible* » d'organiser un mouvement de masse contre le gouvernement français. Il aurait précisé que « *le gouvernement israélien n'était pas celui des juifs de France* ». Le 8 mai, le baron Guy de Rothschild, dans un message adressé au président de l'Agence juive, M. Arye Dulzin, en exigeant le rappel de M. Primor, aurait déclaré que c'était une erreur de vouloir « *mobiliser les voyous de la communauté* ».

M. David de Rothschild, membre du conseil d'administration de l'Agence juive, se serait joint également à cette demande pour qu'il soit mis fin à la mission de M. Primor. Les membres de la famille de Rothschild, soutenus par divers représentants du consistoire, du CRIF et de l'Appel juif unifié, auraient donc voulu souligner qu'il était vain de tabler sur « *un* » vote juif en France et dangereux de parler de lobby. Ils auraient, d'autre part, manifesté leur irritation devant l'attitude des dirigeants israéliens de l'Agence juive.

FRANCIS CORNU.

M. PRIMOR : je suis contre la formation d'un lobby juif en France.

M. Avraham Primor, représentant en France et en Europe du Mouvement sioniste mondial, a affirmé le lundi 12 mai à l'A.F.P. qu'il était « *contre la formation d'un lobby juif en France* ». Il a notamment déclaré : « *Dans une société démocratique, les individus se déterminent en fonction de considérations multiples. Quant au lobby juif, en tant qu'observateur, je suis tout à fait contre, car cela n'a rien à voir avec la France. Autant c'est un usage parfaitement légal de la vie politique américaine, autant c'est contraire aux mœurs politiques françaises.* »

M. Primor a ajouté qu'il n'était pas venu en France « *pour organiser des groupes de pression* » : « *Je me considère en quelque sorte comme un ambassadeur auprès des juifs de France, afin d'approfondir les relations qu'ils ont avec le Mouvement sioniste.* »

A une question sur ses relations avec M. Henri Hajdenberg, président du mouvement Le Renouveau juif, M. Primor a répondu : « *Je lui ai offert des structures d'accueil au sein du Mouvement sioniste, dans la mesure où, jusqu'à présent, ce mouvement est fondé sur des partis politiques israéliens et où M. Hajdenberg a demandé, et obtenu, de créer un courant dans le Mouvement sioniste, qui est strictement français et parfaitement détaché de toute politique intérieure israélienne.* »

LE CRIF ET LES SIONISTES FRANÇAIS RÉAGISSENT CONTRE LES PROPOS DE L'ORGANISATEUR DES « DOUZE HEURES POUR ISRAEL »

Les représentants des quarante-trois organisations qui composent le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), notamment ceux du mouvement sioniste français, se sont décidés à répondre aux attaques de M. Henri Hajdenberg, président du mouvement Renouveau juif, et organisateur des Douze Heures pour Israël.

A l'occasion de leur assemblée générale du 8 mai, ils ont, à l'unanimité, adopté une motion dans laquelle ils « renouvellent leur confiance totale » à M. Alain de Rothschild, leur président, ainsi qu'au bureau exécutif et au comité directeur du CRIF. Ils « réprouvent les attaques injustifiées » qui ont été menées « contre l'action du CRIF au cours des derniers mois », réaffirment « sa représentativité » et son « pluralisme » et « déplorent des démarches qui risquent de compromettre l'efficacité de son action d'opposition à la politique du gouvernement français au Proche-Orient ». L'assemblée générale du CRIF a, d'autre part, confirmé son attachement à la charte votée à l'unanimité en février 1977 et dans laquelle le CRIF proclame son apolitisme et déclare « se refuser à agir comme un groupe de pression ».

De son côté M. Guy de Rothschild, président du Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), organisation la plus structurée de la communauté juive de France, mis en cause par le quotidien israélien « Y Edioth Aharonoth », précise qu'« à aucun moment ni lui ni un membre de sa famille n'a réagi au discours prononcé par M. Hajdenberg lors des Douze Heures pour Israël autrement qu'en fonction des attaques contre les institutions de la communauté et contre ses dirigeants, et ce, en pleine identité de vues avec ceux-ci. »

Israël

LA TENSION EN CISJORDANIE

Les autorités s'opposent au retour des trois personnalités expulsées

De notre correspondant

Jérusalem. — Les éléments modérés du cabinet Begin ont obtenu, dimanche 11 mai, pour ne pas envenimer encore la situation, un nouveau report du débat sur le statut légal des implantations dans les territoires occupés. Ils se sont opposés au ministre de l'agriculture, M. Sharon, qui exige que les réquisitions de terres ne puissent plus être empêchées par les recours en justice des propriétaires arabes. M. Sharon voudrait obtenir l'acquisition immédiate de 1 300 hectares. Le conseiller juridique du gouvernement a mis celui-ci en garde contre tout changement de statut qui serait interprété comme un pas important vers l'annexion pure et simple des territoires occupés. Une concession a été, néanmoins, faite au défenseur des colons du Goush Emounim qu'est M. Sharon : il présidera une commission chargée d'étudier le projet d'extension de sept colonies créées par le Goush Emounim.

Le ministre de la défense, M. Weizman, a démenti les rumeurs selon lesquelles le gouvernement était prêt à reconsidérer son attitude après les expulsions de trois notables de la région d'Hébron, au lendemain de l'attentat du 2 mai.

Dimanche matin, l'armée s'est opposée au retour de trois personnalités expulsées. Celles-ci, venant *de Jordanie où elles avaient été* reçues par le roi Hussein, ont tenté de franchir le pont Allenby sur le Jourdain. S'adressant aux officiers israéliens de service au point de passage, elles ont déclaré qu'elles demandaient l'application de la dernière résolution du Conseil de sécurité demandant l'annulation des mesures d'expulsion. De nombreux Palestiniens de Jordanie avaient fait cortège aux trois personnalités. Le groupe a été refoulé après quelques bousculades. Les maires d'Hébron et de Khalkhoul ont alors annoncé leur intention de se rendre en Europe et aux Etats-Unis pour y mener une « *campagne d'information* » sur la situation en Cisjordanie. Du côté israélien, un groupe d'une centaine de militants de gauche a voulu se rendre au pont Allenby pour « *accueillir* » les trois personnalités palestiniennes. Les forces de l'ordre les ont empêchés d'aller au-delà de la ville de Jéricho.

Les autorités militaires israéliennes en Cisjordanie, et les chefs de la police de Jérusalem, se montrent inquiets après la découverte, le 10 mai, d'une importante cache d'armes dans un *yechiva* (séminaire) dans le quartier juif de la vieille ville. Deux sous-officiers, qui semblent appartenir à un groupe extrémiste israélien partisan de la colonisation des territoires occupés, ont été arrêtés. Ils avaient accumulé 120 kilos d'explosif (T.N.T.), une trentaine de grenades, de nombreux détonateurs et plusieurs fusils. La police mène actuellement des recherches pour savoir si les deux suspects n'ont pas de liens avec le Gouch Emounin ou d'autres groupes activistes juifs, qui ont décidé de mettre sur pied leur propre service de sécurité depuis le regain de la tension en Cisjordanie, et surtout après l'attentat d'Hébron. Plusieurs militants de ces mouvements sont, en effet, soupçonnés de vouloir se livrer à des représailles contre la population arabe. Le mouvement *La Paix maintenant* a publié, dimanche, un communiqué pour demander au gouvernement d'agir avec la plus grande sévérité contre tous ceux qui veulent, en fait, créer de « *petites armées privées* ». — F. C.

DIPLOMATIE

L'agence Tass demande à Washington d'ouvrir « un dialogue franc et honnête » avec Moscou

De notre correspondant

Moscou. — Le 35e anniversaire de la victoire sur l'Allemagne, le 25e de la création du pacte de Varsovie et le début d'une semaine d'intense activité diplomatique, ont donné l'occasion à l'U.R.S.S. de préciser par petites touches les orientations de sa politique extérieure. Aucune indication n'a été donnée sur les initiatives qu'elle pourrait annoncer au sommet de Varsovie, par exemple pour débloquer la situation internationale, et si une surprise ne peut jamais être exclue, il semble bien qu'elle se contentera de répéter les propositions avancées depuis longtemps auxquelles les Occidentaux n'ont pas, selon elle, donné de réponse satisfaisante.

Sur le *fond*, au-delà des invectives de plus en plus violentes adressées à M. Carter, la position de Moscou peut se résumer ainsi : l'U.R.S.S. est favorable à la poursuite de la politique de détente en Europe, elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas laisser réduire à néant les résultats d'une décennie d'efforts mais ne tolérera pas que la parité stratégique « *approximative* » atteinte entre les deux blocs soit remise en cause par les Etats-Unis. Elle réagira en conséquence face aux tentatives de l'Occident d'obtenir la supériorité militaire.

Les moyens d'information soviétiques ne cessent d'énumérer les dangers que la stratégie de l'OTAN fait courir au monde depuis l'Europe en passant par le Proche-Orient jusqu'à l'Asie où elle reçoit le renfort des « *hégémonistes de Pékin* ». Cette stratégie justifie *a contrario* les mesures prises par le camp socialiste pour « *renforcer sa capacité défensive* », euphémisme qui désigne le développement de sa présence militaire sur lequel il reste d'ailleurs très discret. L'U.R.S.S. avait déclaré, après la décision des pays de l'OTAN de déployer de nouvelles fusées à moyenne portée en Europe occidentale, qu'elle ne pourrait pas rester sans réagir, mais jusqu'à maintenant elle n'a annoncé aucune mesure de représailles.

La justification d'un nouvel effort d'armement du camp socialiste est déjà prête. Le vingt-cinquième anniversaire du pacte de Varsovie a été l'occasion de célébrer cet « *instrument de paix* » ce « *bastion de la paix et de la sécurité des peuples* » ; c'est grâce à la puissance militaire du camp socialiste que la paix a été préservée pendant trente-cinq ans en Europe, dit-on ici, pour montrer que les mérites du pacte de Varsovie ne s'arrêtent pas aux limites du camp socialiste. « *L'organisation du traité de Varsovie est non seulement conforme aux intérêts fondamentaux des pays membres de cette alliance,* écrit le maréchal Koulikov, commandant en chef des forces armées unifiées, *mais aussi à ceux des autres peuples du continent européen (1).* » Selon toute vraisemblance, c'est aussi sur l'Europe que les chefs d'Etat du pacte réunis à Varsovie vont faire porter leurs efforts. Rien n'indique que l'U.R.S.S. s'apprête à faire le geste politique que les gouvernements occidentaux attendent à propos de l'Afghanistan. La solution politique de la question afghane vue de Moscou passe par la reconnaissance du gouvernement Karmal par le Pakistan et toute la communauté internationale. Les Soviétiques estiment que les explications données par les Occidentaux à propos de l'Afghanistan sont « *fausses et calomniatrices* ».

Pour l'Europe, le Kremlin a en réserve près d'une vingtaine de propositions d'importance diverse, mais qui tournent toutes autour du désarmement. Cela va du pacte de non-agression entre les pays membres de l'OTAN et les pays du camp socialiste à la réunion d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe. Le blocage de tout le processus des négociations est lié en grande partie à la décision de l'OTAN de moderniser les armes nucléaires de théâtre. Si l'on en croit la *Pravda*, l'U.R.S.S. pourrait relancer à ce sujet les propositions faites par M. Brejnev à Berlin-Est en octobre 1979. « *Et aujourd'hui, il vaut la peine de se souvenir des importantes initiatives présentées à Berlin par Brejnev,* écrit la *Pravda* du dimanche 11 mai dans son commentaire de politique internationale. *En signe de bonne volonté, notre pays a exprimé sa disponibilité à réduire unilatéralement en quantité, par rapport à leur niveau actuel, ses forces nucléaires à moyenne portée déployées dans les régions occidentales de l'U.R.S.S., à la condition que, en Europe occidentale, il n'y ait pas de déploiement supérieur de ce type d'armement.* » En même temps, rappelle la *Pravda*, l'U.R.S.S. se prononçait pour des négociations immédiates et déclarait qu'elle n'utiliserait jamais l'arme atomique contre les Etats qui renonceraient à la produire ou à l'acquérir ou qui n'en auraient pas sur leur territoire.

Depuis la décision de l'OTAN de décembre, les Soviétiques ont affirmé qu'ils étaient prêts à entamer des négociations, à condition que l'OTAN revienne sur sa décision ou tout au moins la suspende. Il est possible qu'à Varsovie l'U.R.S.S., reprenant les propositions de M. Brejnev à Berlin-Est, se déclare disposée à réduire le nombre de ses fusées à moyenne portée si l'OTAN annule ou suspend sa décision de décembre qui, de toute manière, n'aura pas d'effet pratique avant 1983. Mais, à l'automne dernier, les propositions soviétiques n'avaient pas paru aux Occidentaux à la mesure de l'enjeu et il est probable que dans le climat international actuel les Occidentaux estiment encore que les Soviétiques font seulement des concessions minimes.

En tout cas, après avoir vivement critiqué M. Carter, le Kremlin a manifesté dimanche sa volonté de reprendre le dialogue : « *Pour avoir des relations normales il faut avoir recours non à des procédés démagogiques,* a affirmé Tass, *mais à la lucidité et à un dialogue franc et honnête.* »

DANIEL VERNET.

(1) Dans un autre article consacré à cet anniversaire, le général Epichev, chef du département politique de l'armée soviétique, fait allusion aux tâches « intérieures » du pacte et à la doctrine de la « souveraineté limitée » (sans bien entendu employer le terme) : « les succès de chaque pays frère, écrit-il, appartiennent au système socialiste dans son ensemble. Défendre ces succès est aussi le devoir internationaliste commun de tous les pays socialistes. »

Le vingt-cinquième anniversaire du traité autrichien

(Suite de la première page.)

Même après le Risorgimento, qui lui arracha le Milanais, et après sa défaite à Sadowa par la Prusse de Bismarck, l'Autriche demeurait sous l'autorité somme toute assez débonnaire de François-Joseph (1848-1916), l'une des puissances tutélaires du Vieux Continent.

Elle devait tomber de haut lorsque les traités d'après-guerre lui arrachèrent la Hongrie, avec laquelle elle vivait depuis longtemps en symbiose, et les provinces slavophones qui avaient vécu sous son sceptre. Le déséquilibre de la modeste République née sur les débris de l'empire des Habsbourg, tiraillée entre une métropole industrialisée, immense, fière de sa municipalité rouge et de réalisations sociales qui la mettaient à l'avant-garde de l'Europe et un arrière-pays rural, peu développé, soumis à l'influence quasi exclusive d'un clergé très réactionnaire, était si évident que les étudiants de l'entre-deux-guerres, en France, se voyaient souvent citer l'Autriche comme l'exemple même de l'Etat inviable.

Rien d'étonnant à ce qu'à l'initiative d'Otto Bauer, le théoricien de « l'austro-marxisme », l'Assemblée nationale provisoire ait proclamé, le 12 novembre 1918, l'Autriche (Deutschoesterreich) « *partie constitutive de la République allemande* ». Inutile de dire que les Alliés s'opposèrent à ce dessein qui devait de toute façon achopper sur la contradiction des intérêts commerciaux des deux pays concernés.

La République n'avait surmonté ni ses tensions politiques ni ses difficultés économiques et sociales lorsque survint la crise de 1929, dont les effets furent encore aggravés par l'arrivée au pouvoir à Berlin, en 1933, d'Adolf Hitler. Appuyé sur l'Eglise, sur une milice fascisante, la Heimwehr, et sur l'Italie, le chancelier Dollfuss crut possible de se battre à la fois contre les socialistes et contre les nazis. Il eut raison des premiers, dont les chefs furent pendus ou emprisonnés, après le soulèvement, en février 1934, de la « commune » de Vienne. Mais il fut assassiné en juillet suivant sur les ordres du Führer, sans que réussisse pour autant, notamment grâce aux mouvements des troupes italiennes, le putsch organisé par les zélateurs autrichiens de la croix gammée.

Ce n'était que partie remise. Quatre ans plus tard, le Duce ayant lié son destin à celui d'Hitler, l'Europe assistait à l'Anschluss la gorge serrée mais sans rien faire. La grande majorité des Autrichiens applaudissaient au demeurant à cette union réalisée sans effusion de sang, et qui, après des années d'humiliation et d'épreuves, semblait leur rendre l'espoir.

Trois cent mille morts, cent soixante-dix mille invalides de guerre, un pays couvert de ruines, une répression implacable contre la Résistance, les Autrichiens devaient payer cher leur participation à l'entreprise hitlérienne. Dans les années noires, ils prirent une conscience nouvelle de leur identité. Les nazis les avaient traités en colonisés, non en égaux. Leur comportement criminel avait dressé contre eux une population profondément marquée par le christianisme et habituée sinon toujours à la tolérance, du moins au pluralisme.

Douze ans pour aboutir

C'est parce qu'ils avaient conscience de cette évolution que les ministres des affaires étrangères des Trois Grands publieront, à Moscou, le 30 octobre 1943, une déclaration aux termes de laquelle l'Autriche, « première victime de l'agression nazie », retrouverait sa liberté et son indépendance, même si elle devait temporairement, comme l'Allemagne, être occupée par les troupes alliées. D'où l'expression « traité d'Etat » employé pour désigner le document dont on s'apprête à fêter le vingt-cinquième anniversaire, à la place de l'habituel « traité de paix », qui n'est conclu qu'avec un pays avec lequel on était en guerre.

De 1943 à 1955, il aura fallu douze ans pour aboutir à la conclusion du traité. Dès 1945 pourtant, un gouvernement provisoire avait été installé à Vienne, alors occupée par les troupes soviétiques. Présidé par un socialiste de soixante-quatorze ans, Karl Renner, qui s'était prononcé, en 1938, pour l'Anschluss, il avait été immédiatement reconnu par l'U.R.S.S. sans consultation préalable des alliés occidentaux. Ceux-ci s'en inquiétèrent d'autant plus que le ministère de l'intérieur, comme par hasard, avait été attribué à un communiste. Tout devait cependant finir par s'arranger. Un accord complet intervint à Potsdam, en juillet, grâce auquel des élections libres se déroulèrent le 25 novembre dans les quatre zones d'occupation. Les communistes, qui n'obtinrent que 5,44 % des voix, durent désormais se contenter d'un modeste portefeuille.

« *Nous ne sommes qu'au début de la bataille pour l'Autriche, et elle sera gagnée* », avait affirmé le journal du P.C. en commentant ces résultats. La bataille prit la forme de mesures d'épuration de la police viennoise, à la tête de laquelle les Soviétiques avaient placé le communiste Durmayer, d'arrestations arbitraires, de destitutions de maires, voire d'enlèvements. Graham Greene a immortalisé, dans son *Troisième Homme*, l'atmosphère de la Vienne d'alors, parcourue par les fameuses patrouilles quadripartites — les « *quatre dans une jeep* ».

En 1950, Moscou soutient ouvertement la grève insurrectionnelle déclenchée par les communistes. Mais les ouvriers socialistes de Vienne firent échouer un mouvement destiné, à leurs yeux, à transformer leur pays en démocratie populaire. Ce fut la dernière tentative des Soviétiques pour s'assujettir l'Autriche. Il fallut attendre encore cinq ans pour qu'ils acceptent de retirer leurs troupes, en même temps que les trois autres occupants.

Dès 1949, pourtant, les « suppléants » des Quatre s'étaient entendus sur les grandes lignes du traité d'Etat destiné à rendre à l'Autriche son indépendance. Mais l'U.R.S.S. subordonnait l'évacuation de ses soldats à la conclusion d'un traité de paix avec l'Allemagne, dont les Américains, les Britanniques et les Français faisaient la condition *sine qua non* de la signature du traité. Pourquoi, au début de 1955, changeat-elle soudain, contrairement à toute attente, de position ? Sans doute voulait-elle alimenter une « détente » qui, inaugurée après la mort de Staline, commençait à s'essouffler. Mais on peut aussi penser qu'elle jouait sa dernière carte pour essayer d'éviter le réarmement de la République fédérale.

Le fait est en tout cas qu'à peine le traité d'Etat signé son principal négociateur soviétique fut envoyé à Berlin-Est, tandis que Radio-Moscou faisait campagne pour une solution « autrichienne » du problème allemand. Bientôt, Adenauer était invité à se rendre à Moscou pour y étudier avec les dirigeants russes les moyens de normaliser les relations entre les deux pays. Mais pour qu'une solution de ce genre fût applicable à l'Allemagne il aurait fallu que celle-ci pût au préalable, comme l'avait fait l'Autriche, désigner librement le gouvernement chargé de négocier, ce qui aurait inévitablement remis en cause l'existence de la R.D.A. Certains, au Kremlin, ont peut-être cru que le jeu en valait la chandelle. Le fait est qu'ils ne furent pas entendus. Ce qui n'a pas empêché le traité d'Etat d'être depuis lors appliqué sans encombre. L'Autriche a pu entrer au Conseil de l'Europe et dans la zone européenne de libre-échange. A tous égards, elle appartient comme la Suisse voisine ou comme la Suède, au monde occidental. Mais elle s'interdit l'Anschluss à l'Allemagne, demeure en dehors de toutes les alliances — *Buendnisfrei* — y compris celle que représenterait l'entrée dans la C.E.E., et est soumise sur le plan militaire à d'importantes limitations.

Le paradoxe est que cet Etat, jadis réputé inviable, est devenu, dans les mêmes frontières qu'en 1937, un pays prospère, dont le niveau de vie atteint presque le double de celui de la Grande-Bretagne, le taux d'inflation est l'un des plus bas d'Europe (3,6 %). De même celui du chômage (2,1 %), tandis que la croissance du P.I.B. a atteint en 1979 5 % contre 3 % l'année précédente. Les tensions politiques internes, qui avaient mené l'Autriche entre les deux guerres au seuil de la guerre civile, se sont totalement apaisées. Après une longue période de coalition entre les « rouges » socialistes et les « noirs » catholiques, basée sur l'étrange système du *Proporz*, qui répartissait les principaux postes au prorata des effectifs respectifs de deux groupes parlementaires, elle vit, depuis onze ans, cas désormais unique en Europe, sous la houlette exclusive des socialistes.

Un triple succès

Le mérite de ce triple succès — indépendance consolidée, économie prospère, grande stabilité politique — revient en partie à l'industrialisation intervenue pendant la guerre, qui a considérablement accru le potentiel national. Il revient au peuple autrichien qui a réussi, après tant d'épreuves, sa reconversion du rang impérial à celui d'une autre Suisse, ou d'une autre Suède, en beaucoup moins capitaliste, puisque le secteur public y est plus étendu que dans aucun autre pays libéral. Il appartient également aux dirigeants qu'a eus le pays depuis la fin de la guerre, et notamment à l'actuel chancelier Kreisky : personnalité écoutée de l'Internationale socialiste, n'hésitant pas, malgré ses origines juives ou peut-être à cause d'elles, à pousser au dialogue israélo-arabe, il exerce dans les affaires mondiales un rôle qui transcende largement les frontières et le poids spécifique de son pays.

Empire réduit en un tournemain au rang de proie, l'Autriche est devenue aujourd'hui l'un des rares points vraiment stables d'un monde qui n'a jamais été plus troublé. Elle est la preuve que l'Est et l'Ouest peuvent non seulement conclure des accords mais les respecter. A ce titre, elle devrait bien servir d'exemple pour la solution des divers litiges qui continuent, du Cambodge à l'Afghanistan, d'opposer les deux Supergrands. Ce serait au demeurant dans sa tradition. A l'heure où les grands empires ne se bâtissaient guère que par l'épée, les Habsbourg, le plus souvent, préféraient la voie des mariages. « *Bella gerant alii, tu, felix Austria, nube.* » (Les autres font la guerre, toi, heureuse Autriche, convole). Puissent les quatre ministres des affaires étrangères, qui vont se retrouver au château du Belvédère pour lui souhaiter joyeux anniversaire, se laisser prendre au charme de Vienne et se persuader que les mariages, fussent-ils de raison, valent décidément mieux que les meilleures des guerres.

ANDRÉ FONTAINE.

Porteur d'un message de M. Giscard d'Estaing

M. CHARRETIER, MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT, A RENCONTRÉ M. BEGIN

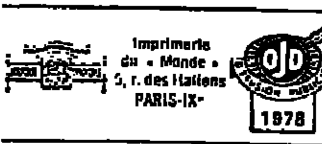
Jérusalem (*A.F.P.*). — Le président Giscard d'Estaing a chargé M. Maurice Charretier, ministre du commerce et de l'artisanat, d'un message pour le premier ministre israélien M. Begin.

M. Charretier, qui a fait une arrivée discrète, samedi soir, en Israël, a rencontré M. Begin, ce lundi matin, et devait avoir un entretien avec le chef de l'opposition travailliste, M. Pérès, avant de regagner Paris dans la soirée.

La préparation de cette visite, indique-t-on au ministère israélien des affaires étrangères, « *n'est pas passée par les canaux officiels habituels* ».

[La visite de M. Charretier est de caractère « informel », étant liée aux activités de M. Marcel Bleustein-Blanchet comme président de la « Fondation de la vocation » qui a une branche en Israël. La dernière visite d'un membre du gouvernement français en Israël remonte à mai 1977.]

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX•
1978

Commission paritaire n° 57 437

EUROPE

Belgique

M. MARTENS A FORMÉ SON TROISIÈME CABINET

(*De notre correspondant.*)

Bruxelles. — Un mois et deux jours après sa démission, M. Martens a dénoué le 11 mai la crise en mettant sur pied une coalition plus à droite que la précédente, les libéraux s'ajoutant à la majorité sortante (sociaux-chrétiens et socialistes). Il disposera de 175 voix sur 212 à la Chambre et de 153 sur 181 au Sénat. Mais cet accord doit être soumis aux congrès des partis, les 13 et 15 mai, ce qui n'ira pas sans de sérieuses difficultés.

Il se fonde sur l'acceptation du programme d'austérité le plus rude depuis quarante ans, portant en particulier sur la réduction des « acquis sociaux ». Si la régionalisation progresse dans le sens d'une autonomie presque totale des Flamands et des Wallons, c'est aux dépens du statut de Bruxelles, qui restera territoire d'Etat dépendant directement du gouvernement.

Enfin, M. Simonet, ministre des affaires étrangères, socialiste, accusé d'un atlantisme excessif, abandonné par son propre parti, le P.S. francophone, a donné sa démission du bureau de ce parti et laissé entendre qu'il quitterait la vie politique. Son successeur pourrait être M. Tindemans, président des chrétiens-sociaux flamands. Tous les partenaires sont d'accord pour lui offrir ce portefeuille dans le but essentiel de l'écarter de la politique intérieure.

L'accord des trois familles politiques n'aurait jamais été possible sans la crainte du retour aux urnes le 15 juin, pour le quatrième scrutin en quatre ans. Mais le troisième cabinet Martens se voit prédire une vie très courte, face à l'offensive générale des syndicats qu'on attend pour l'automne.

PIERRE DE VOS.

Norvège

ACCORD ENTRE OSLO ET REYKJAVIK SUR LA DÉLIMITATION DES ZONES DE PÊCHE EN ARCTIQUE

De notre correspondante.)

Oslo. — Au terme de négociations difficiles avec l'Islande, la Norvège a accepté, le 10 mai, que la zone économique islandaise de 200 milles marins prévale sur celle que le gouvernement norvégien va établir autour de l'île Jan-Mayen, sa possession, située au nord-est de l'Islande. La zone norvégienne sera entamée à ses intersections avec la zone islandaise. Cet accord ne concerne que les droits de pêche.

La délimitation du plateau continental entre l'Islande et l'île Jan-Mayen sera fixée par une commission mixte des deux pays, assistée d'un expert étranger de droit international. Elle sera plus délicate dans la mesure où sa solution pèsera sur les négociations en cours entre la Norvège et l'U.R.S.S. à propos de la mer de Barents.

Les pêcheurs norvégiens ont évidemment protesté contre l'avantage accordé à l'Islande. Mais le ministre des affaires étrangères, M. Knut Frydenlund, a rappelé à quel point l'Islande dépend des ressources de la mer. L'importance des bonnes relations entre les deux pays justifie, a-t-il dit, que la Norvège ait fait passer les considérations politiques avant les intérêts économiques.

Reste à savoir comment seront réglées les difficultés analogues avec le Danemark, lorsqu'il établira, d'ici au mois de juin, une zone économique de 200 milles marins à l'est du Groënland, voisin de Jean-Mayen.

CATHERINE LOCHSTOER.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
174 F	298 F	422 F	545 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
300 F	550 F	800 F	1 050 F
ETRANGER (par messageries)			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
203 F	355 F	508 F	660 F
II. — SUISSE - TUNISIE			
250 F	450 F	650 F	850 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

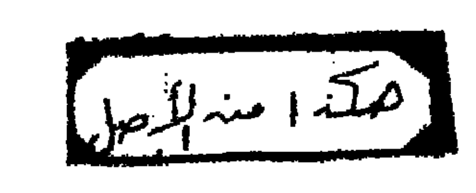
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





EUROPE

Grèce

M. Rallis entend poursuivre une politique de « libéralisme radical démocrate »

Le gouvernement de M. Georges Rallis a prêté serment dans l'après-midi du 10 mai devant le président de la République, M. Tsatsos, dont c'était le dernier acte officiel, avant la transmission de ses pouvoirs à M. Caramanlis, le 15 mai. M. Rallis posera la question de confiance à l'Assemblée le 19 mai. M. Rallis a déclaré qu'il entendait poursuivre une politique de « libéralisme radical démocrate » conforme aux principes de M. Caramanlis.

M. Evanghlos Averoff n'a pas dissimulé qu'il avait le sentiment *d'avoir été victime d'ingratitude de la part du futur président* de la République, dont il avait facilité le retour en Grèce en 1974. Sa tendance, liée à Washington et à la droite, est représentée, outre lui-même, par quatre ministres (justice, intérieur, travail et agriculture). Il a finalement accepté de garder le portefeuille de la défense, après avoir refusé d'être vice-premier ministre.

Le nouveau cabinet a pratiquement la même composition que le précédent, encore que certains titulaires de portefeuilles *aient permuté. M. Mitsotakis, ancien ministre de la coordination* économique, succède à M. Rallis aux affaires étrangères.

Le nouveau gouvernement est ainsi composé :

Premier ministre : M. Georges Rallis.

Vice-premier ministre : M. Constantin Papaconstantinou.

Coordination économique : M. Ioannis Boutos.

Services du premier ministre : M. Constantin Stephanopoulos.

Affaires étrangères : M. Constantin Mitsotakis.

Défense : M. Evanghelos Averoff.

Justice : M. Georges Stamatis.

Intérieur : M. Christophe Stratos.

Education et religion : M. Athanassios Taliadouros.

Finances : M. Miltiades Evert.

Agriculture : M. Athanassios Canellopoulos.

Ministre sans portefeuille, responsable des relations avec la C.E.E. : M. Georges Kontogeorgis.

Ministre sans portefeuille : M. Ioannis Palaiocrassas.

Culture et sciences : M. Andreas Andrianopoulos.

Industrie et énergie : M. Stephanos Manos.

Commerce : M. Stavros Dimas.

Travail : M. Constantin Laskaris.

Sécurité sociale : M. Spyridon Doxiades.

Travaux publics : M. Tzanis Tzannetakis.

Environnement, logement et plan : M. Georges Plytas.

Communications : M. Georges Pannayiotopoulos.

Ordre public : M. Dimitrios Davakis.

Marine marchande : M. Ioannis Pikioris.

Ministre du Nord de la Grèce : M. Nicolas Martis.

M. CONSTANTIN MITSOTAKIS NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le nouveau ministre des affaires étrangères grec, M. Constantin Mitsotakis est Crétois et petit-neveu de Venizelos, l'illustre dirigeant libéral de l'entre-deux-guerres. Né en 1918, étudiant en droit à Athènes, il a très activement participé à la Résistance contre les occupants allemands et italiens. Condamné à mort à deux reprises, il fut échangé contre trois officiers ennemis.

Elu député en 1946, ministre des finances en 1951, puis en 1963; il représentait l'Union du centre et est toujours demeuré sur cette position politique. Arrêté dans la nuit du putsch des colonels, le 21 avril 1967, il parvint à gagner l'Allemagne de l'Ouest et ne rentra d'exil qu'en 1973, lors de la levée partielle de la loi martiale. Incarcéré de nouveau, il ne fut libéré qu'au retour de M. Caramanlis un an plus tard.

Après les élections de 1977, son parti néo-libéral a fusionné avec celui de M. Caramanlis, qu'il souhaite « libéraliser ». En juin 1978, M. Mitsotakis devint ministre de la coordination économique.

Italie

UN POLICIER ASSASSINÉ A VENISE

Venise (A.F.P.). — Un fonctionnaire vénitien de l'anti-terrorisme a été tué lundi matin à proximité de son domicile. En service à la préfecture de Venise depuis trois ans, il avait eu à démêler plusieurs affaires dont l'assassinat, l'an passé, du vice-président de la société Petrolchimico, l'un des plus importants complexes industriels de Venise.

Cet assassinat porte à dix-neuf le nombre des personnes victimes du terrorisme en Italie depuis le début de l'année.

L'attentat de Venise n'avait pas été revendiqué en fin de matinée.

Espagne

Pour avoir dénoncé les atteintes à la liberté de la presse

Le directeur du quotidien « El Pais » est condamné à trois mois de prison

Madrid *(A.F.P.)*. — Le directeur du quotidien madrilène *El Pais* (indépendant), M. Juan Louis Cebrian, a été condamné, vendredi, 9 mai, à Madrid, à trois mois de prison et à une amende de 50 000 pesetas (3 200 F) pour avoir publié un édotrial dans lequel il qualifiait des procès de journalistes espagnols de « *relent des meilleurs temps nazis* ».

M. Cebrian a affirmé au cours du procès devant la Cour suprême que l'éditorial, publié en avril 1978, « *n'était pas dirigé contre les tribunaux, mais contre une législation qui les poussait à agir comme si la démocratie n'existait pas* ». La Cour suprême a estimé que l'éditorial, dont M. Cebrian n'est pas l'auteur, mais dont il a revendiqué la responsabilité, constituait un outrage à l'autorité publique.

Le directeur d'*El Pais* est connu pour ses prises de position en faveur de la liberté de la presse. Membre de la commission permanente de l'Institut international de la presse, il a récemment assisté à Florence à l'assemblée de cette organisation, qui a constaté une « *certaine détérioration de la liberté de la presse en Espagne* ».

La peine de prison est accompagnée de la suspension de toute charge publique et du droit de vote pendant sa durée.

Pour le parti socialiste ouvrier, cette condamnation met en évidence l' « *escalade actuelle contre la liberté d'expression* ». M. Marcelino Camacho, secrétaire général des commissions ouvrières (syndicat proche du P.C.), a condamné, pour sa part, ce « *nouvel attentat contre la liberté d'expression* ».

L'Association de la presse espagnole, l'Union des journalistes et l'Union générale des travailleurs (socialiste) se sont prononcées dans le même sens.

El Pais s'en est pris violemment samedi 10 mai dans un éditorial aux juges, que « *la transition démocratique ne semble pas avoir affectés* », et affirme que les fonctionnaires de la justice sont les mêmes à l'heure actuelle que sous le régime franquiste.

M. Cebrian a été nommé vendredi « directeur de l'année » *par la revue de New-York Monthly World Press Review* pour « *son courage et ses actions pour le progrès de la liberté et de la responsabilité de la presse* ». Cette distinction avait été notamment décernée ces dernières années au *Monde* et au *Sunday Times*.

● *Le Bataillon basque espagnol* (extrême-droite) a revendiqué, dimanche 11 mai, l'assassinat d'une jeune fille, Maria Jose Bravo, seize ans, dont le corps avait été découvert, le 9 mai, dans un terrain vague, près de Saint-Sébastien. La jeune fille avait également été violée par ses agresseurs. Le Bataillon basque espagnol a déjà revendiqué, au début du mois, la mort d'un manifestant de gauche qui avait été poignardé au cours des défilés du 1er mai. Ce groupe d'extrême-droite a précisé qu'il répondrait au terrorisme de l'ETA par des actions terroristes contre des Basques. — *(A.F.P.)*

Pologne

DIRECTEUR DES ÉDITIONS CLANDESTINES NOWA

M. Chojecki a été remis en liberté

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Faisant soudain volte-face, les autorités polonaises ont remis en liberté, samedi 10 mai, M. Miroslaw Chojecki. Le directeur des éditions clandestines Nowa, qui avait été arrêté le 25 mars, reste cependant inculpé de vol pour avoir récupéré un duplicateur mis au rebut et encourt toujours à ce titre de six mois à cinq ans de prison. L'incarcération de cette personnalité de premier plan de l'opposition avait suscité un mouvement de protestation d'une ampleur grandissante.

Après la campagne de distribution massive de tracts immédiatement menée par des groupes contestataires, cinq écrivains célèbres, dont M. Jerzy Andrezejewski, s'étaient rendus en personne auprès du procureur général pour demander une « *libération sans délai* ». L'annonce, il y a trois semaines, de la grève de la faim entreprise dès le 7 avril par M. Chojecki avait provoqué une émotion certaine dans les milieux littéraires, où la pétition en sa faveur avait recueilli cent quinze signatures.

La semaine dernière, les pressions s'étaient intensifiées sur la direction. Une réunion très agitée, lundi 5 mai, de la section varsovienne de l'Union des écrivains avait amené un responsable de l'organisation à demander, vendredi, audience au premier ministre. Et jeudi 8 mai, après que treize contestataires — bientôt rejoints par cinq autres — eurent entamé une grève de la faim de solidarité dans une église, l'épiscopat avait dénoncé « *l'intensification des représailles (...) contre ceux qui ont des vues différentes* » (*le Monde* du 9 mai).

L'état de santé de M. Chojecki devenant très préoccupant, les autorités devaient opter soit pour l'épreuve de force, soit pour l'apaisement. La sagesse et le pragmatisme l'ont emporté, comme — toutes proportions gardées — en 1977, lorsque M. Gierek avait accordé l'amnistie aux ouvriers condamnés après les émeutes de Radom et d'Ursus. L'opposition, à l'époque, s'était par avance engagée, au cours de tractations discrètement menées, à se garder de tout triomphalisme ostentatoire. On ignore s'il en a été de même cette fois-ci. Mais le fait est que les groupes contestataires ont observé, samedi, une grande discrétion.

Une situation difficile

Cette prudence s'explique par le souci de ne pas relancer la surenchère et par la situation difficile dans laquelle se trouve l'opposition, malgré le point qu'elle vient de marquer. D'un côté, elle est trop développée, après quatre années de relative liberté d'action, pour ne pas être obligée d'augmenter la mise sous peine d'être débordée ; de l'autre, elle n'est ni assez puissante ni assez libre d'agir pour pouvoir capitaliser ses acquis.

L'arrestation de M. Chojecki, qui jouit de beaucoup de sympathie au-delà des groupes dissidents, était une maladresse de la part du pouvoir. Mais sa libération ne peut faire oublier que plusieurs autres contestataires ont été inculpés ou condamnés ces derniers mois, après une série de *manifestations* de rue, *et sont* toujours en prison.

BERNARD GUETTA.

R. F. A.

Une victoire pour M. Schmidt

De notre correspondant

Bonn. — Comme toujours en pareil cas, les commentateurs parlent d'un tremblement de terre. Cette fois-ci, pourtant, l'appréciation paraît moins injustifiée. Le parti de M. Schmidt a remporté, dimanche 11 mai, un succès éclatant. Personne, même dans le camp social-démocrate, ne comptait sur une victoire aussi impressionnante. Si l'on tient compte du fait que près d'un tiers de citoyens de la R.F.A. vient de se rendre aux urnes, il est permis de penser que la bataille des élections fédérales du 5 octobre est fort bien engagée par M. Schmidt.

Rien ne pouvait, autant que le résultat des élections de dimanche en Rhénanie du Nord-Westaphalie, *encourager le chancelier* et les hommes qui l'entourent. Mais cette victoire n'en fait pas moins apparaitre certains périls pour la coalition socialiste-libérale au pouvoir à Bonn. La stratégie du S.P.D. a transformé son combat régional en un affrontement entre MM. Schmidt et Strauss. Evitant tous les thèmes locaux, les sociaux-démocrates ont apparemment convaincu les citoyens que la paix mondiale était l'enjeu de cette consultation...

Or la situation internationale a joué en faveur du chancelier. Son adversaire principal ne s'est jamais fait aucune illusion sur ce point : lorsque l'horizon s'obscurcit, les électeurs tendent plutôt à resserrer les rangs autour des hommes au pouvoir. Le S.P.D. a d'ailleurs exploité cet état d'esprit de façon assez peu scrupuleuse en suggérant que le retour des chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn pourrait conduire à un conflit international. Aussi efficace qu'elle ait été pour lui-même, cette stratégie électorale du S.P.D. a porté le plus grand tort à ses alliés libéraux. Alors que les citoyens se voyaient proposer seulement un choix « *entre M. Schmidt et M. Strauss* », ou même « *entre la paix et la guerre* », le troisième parti a éprouvé le plus grand mal à s'imposer dans l'esprit des électeurs. Ainsi s'explique sans doute qu'il ait perdu 1,7 points. Après les échecs qu'ils ont déjà enregistrés en Basse-Saxe et à Hambourg, voilà donc les libéraux éliminés de l'Assemblée parlementaire du Land le plus peuplé de la République fédérale : il leur a manqué 1 340 voix pour franchir la barrière des 5 % des suffrages donnant droit à des sièges au Landtag.

Pour l'instant, les dirigeants du F.D.P., et en premier lieu son président, le vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Genscher, continuent d'affirmer qu'ils resteront fidèles à leur alliance avec les sociaux-démocrates de M. Schmidt. Mais, après le scrutin de dimanche, les militants du F.D.P. vont se demander s'ils ont vraiment intérêt à poursuivre leur association avec *les sociaux-démocrates*. Une éclatante victoire de M. Schmidt aux élections fédérales de l'automne ne signifierait-t-elle pas aussi la fin du parti libéral ?

L'échec des libéraux est en tout cas de nature à remettre en cause l'équilibre politique de la R.F.A. Rien ne garantit que, si le F.D.P. devait être éliminé, le 5 octobre, *du Bundestag, le parti du chancelier* parviendrait, comme il vient de le faire en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, à conquérir une majorité absolue dans l'ensemble du pays. M. Brandt, président du S.P.D., reconnaît qu'un succès aussi décisif serait impensable à l'heure actuelle.

Quant à la démocratie chrétienne, elle a perdu 3,9 % du total des voix par rapport à la dernière consultation. Déjà, durant la campagne, les adversaires chrétiens-démocrates de la candidature de M. Strauss à la chancellerie ont fait circuler le bruit que, en cas de défaite, le ministre-président bavarois serait prêt à laisser la place à quelqu'un d'autre. Il s'agissait certainement d'une opération de guerre psychologique. Dimanche soir, M. Kohl, président de la C.D.U., a, sans la moindre réserve apparente, fait savoir qu'il n'était pas question de rouvrir « *une discussion de personnes* » dans son camp.

M. Strauss, interviewé à Munich, a assuré aux auditeurs qu'il n'était pas du tout affecté par l'échec du « parti-frère » en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Il est vrai que l'issue de la grande bataille qui aura lieu en R.F.A. en octobre dépend aussi d'un climat économique menacé, bien qu'il reste jusqu'à présent favorable au gouvernement, et d'une atmosphère internationale dont l'évolution est difficile à prévoir.

L'intervention des écologistes du « parti vert » en Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne paraît guère modifier cette perspective. Dans un Land préoccupé avant tout par les problèmes industriels, la part de l'électorat recueillie par les écologistes ne dépasse pas 3 %. Sur le plan national, toutefois, même un résultat relativement modeste pourrait menacer les chances du S.P.D. plus que celles de la démocratie chrétienne.

JEAN WETZ.

LES RÉSULTATS DU SCRUTIN

Inscrits	12 316 648	
Votants	9 866 340	80,1 % (86,1)
C.D.U. (chrétiens - démocrates)	4 240 284	43,2 % (47,1)
S.P.D. (sociaux - démocrates)	4 744 272	48,4 % (45,1)
F.D.P. (libéraux)	488 946	4,98 % (6,7)
Ecologistes	291 144	3,0 % (—)
D.K.P. (communistes)	30 519	0,3 % (0,5)
Divers	46 110	0,4 % (0,6)

(*) Nous indiquons entre parenthèses le pourcentage des voix obtenues lors de la précédente consultation, en 1975.

APRÈS L'INTERVIEW DE M. GISCARD D'ESTAING A « L'EXPRESS »

Le bilan des six premières années du septennat suscite des réserves au sein de la majorité

La fin de la sixième année du septennat de M. Giscard d'Estaing ne devait pas manquer de susciter, dans la presse comme dans les états-majors, articles de commentaires et amorces de bilan. Mais le chef de l'Etat a, en quelque sorte, pris de court ses partenaires du jeu politique en accordant à « l'Express » l'interview dont nous avons publié de larges extraits dans nos éditions du 11 mai. Une interview en forme de bilan certes, mais aussi en forme de déclaration de candidature.

Sur le bilan, les réactions des porte-parole des partis ne manquent pas d'une certaine homogénéité. Il n'est guère que M. Lecanuet pour affirmer qu'« on ne voit pas de meilleure politique » que celle qui est actuellement pratiquée. Les commentaires ironiques ou sévères des communistes et des socialistes n'ont rien de surprenant, encore qu'on aurait attendu mieux, parfois, que de simples traits d'esprit un peu rudimentaires du genre « trois quarts de zéro font zéro ».

Les constatations amères des gaullistes sur la manière qu'a le chef de l'Etat de réécrire l'histoire, ou sur les records qu'il a battus en matière d'inflation et de chômage, font aussi partie du quotidien, mais il reste que la déception se manifeste aussi dans les rangs de la majorité. « Le Point » publie ce lundi les jugements de huit responsables politiques sur le « sextennat » : il est frappant de constater que c'est la « réforme de la société » qui est le plus souvent ravalée au rang des échecs de M. Giscard d'Estaing par les personnalités interrogées appartenant à la majorité, qu'il s'agisse de MM. Messmer et Pasqua (R.P.R.) ou de MM. Charette (P.R.) et Diligent (C.D.S.). La politique sociale n'est guère mieux jugée puisqu'elle est placée en dernière position par M. Bariani (radical) et en avant-dernière position par trois des quatre personnalités déjà citées. On relève aussi un jugement particulièrement mordant de M. Fabius : « Très bonne note au président de la République pour sa capacité à faire oublier ses propres échecs. »

L'interview à « l'Express » peut-elle aussi être considérée comme une déclaration de candidature ? A n'en pas douter. D'abord un bilan précède bien souvent — *surtout lorsqu'il est globalement positif* — une demande de reconduction. Ensuite, un bilan — surtout quand il est un peu négatif — induit l'idée d'une nécessaire continuation de l'entreprise inachevée. Enfin, il n'y a pas que le bilan. Il y a ce regard vers l'avenir, cette volonté de « voir plus loin », de voir la France « s'en tirer » : il y a cette allusion à la brièveté du mandat présidentiel, cette évocation de la durée — maître mot giscardien — et même de la « longue durée »...

Jusqu'à présent, M. Giscard d'Estaing pouvait encore se prévaloir d'être seulement un président en exercice affectant de ne pas se préoccuper de sa réélection. Il n'en est plus tout à fait ainsi après cette interview.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

« LA LETTRE DE LA NATION » : les oublis du président.

Dans « la Lettre de la Nation », organe officiel du R.P.R., Pierre Charpy cite, lundi 12 mai, la phrase de M. Giscard d'Estaing dans son interview à « l'Express » à propos du départ du général de Gaulle en 1969. Cette phrase était la suivante : « Il est frappant de penser qu'un homme d'Etat de cette qualité, de cette dimension, ait vu s'interrompre son premier mandat issu du suffrage universel direct ! Cela montre qu'il y a dans la société française des tensions qui contredisent un fonctionnement harmonieux de notre société. »

L'éditorialiste écrit alors : « Valéry Giscard d'Estaing aurait-il oublié qu'il fut un des artisans des « tensions » qui entraînèrent le départ du général de Gaulle ? Il a vraiment une façon très personnelle de réécrire l'histoire. Ainsi dit-il avoir « assisté depuis 1976 à la reprise de la lutte sourde des partis contre la stabilité des institutions.

» L'opposition n'ayant jamais changé d'attitude vis-à-vis du pouvoir, il ne s'est en fait passé qu'une chose en 1976 : la démission de Jacques Chirac de ses fonctions de premier ministre et la création du R.P.R. C'est donc uniquement Jacques Chirac et le R.P.R. qui auraient repris la lutte pour « la reconquête de l'exercice du pouvoir sur les partis ». L'antienne n'est pas nouvelle. Elle est toujours aussi fausse. La vérité est tout autre. Quand le pouvoir ne fait plus la politique pour laquelle il a été mandaté par le suffrage universel, le devoir de ceux qui se sont engagés sur cette politique devant les électeurs est de s'efforcer de le faire revenir à cette politique. C'est ce qui se passe depuis 1976, et surtout 1978. »

● *M. Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., a affirmé samedi 10 mai à Rodez : « *Nous souhaitons que M. Valéry Giscard d'Estaing se présente à l'élection présidentielle, car c'est lui le mieux placé. Nous soutenons le chef de l'Etat sur l'essentiel.* »

M. Mitterrand : trois quarts de zéro font zéro

De notre correspondant

Lyon. — M. François Mitterrand a prononcé dimanche après-midi une allocution d'une trentaine de minutes à Feyzin (Rhône) à l'occasion de la Fête de la rose organisée par la fédération départementale du P.S. Au cours de cette intervention le premier secrétaire du parti socialiste a déclaré : « *Le président de la République a négligé l'essentiel pour s'en tenir à de vagues données d'autosatisfaction (...) Il nous assure que trois quarts de ses projets ont été réalisés et, par ailleurs, il insiste sur sa formation scientifique. Il est aisé de lui répondre sur ce plan-là que trois quarts de zéro font zéro.* »

« *On pourrait énumérer une liste de réformes utiles. En fait, il suffit de nous reporter au programme socialiste de 1972 : âge civique des jeunes à dix-huit ans, législation pour les handicapés, ensemble de mesures pour les personnes âgées (moins que dans le projet du parti socialiste), contraception et régulation des naissances.* » « *Mais plutôt que d'approuver ces réformes nous devons plutôt dire : « Je vous » approuve d'avoir bien voulu » nous approuver* ».

M. Mitterrand a conclu : « *Au total le bilan est très largement négatif : la progression du chômage (400 000 chômeurs à l'arrivée de M. Giscard d'Estaing, 1 500 000 actuellement), la hausse des prix annuelle (en moyenne de 10 %), le système de l'impôt, les mesures concernant la Sécurité sociale, l'impôt nouveau sur les retraites et le ticket modérateur, entre autres, ont aggravé considérablement la situation du monde ouvrier (...) M. Giscard d'Estaing laissera, l'an prochain, la France plus faible et plus inégale qu'elle ne l'était il y a six ans.* »

● *M Bernard Pons*, secrétaire général du R.P.R., a déclaré samedi 10 mai à Ruffec (Charente) : « *Le président de la République est modeste à l'egard du candidat Valéry Giscard d'Estaing quand il estime avoir atteint les trois quarts de ses objectifs. Lorsqu'on regarde les chiffres du chômage et de la hausse des prix, je trouve, moi, qu'il a franchi le mur du son.* »

La préparation de l'élection présidentielle au parti socialiste

LE « COURANT FEMMES » PRÉSENTERA UNE CANDIDATE A LA CANDIDATURE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Une quarantaine de femmes et une dizaine d'hommes signataires de la motion « G » (« *courant femmes* ») au congrès de Metz du parti socialiste ont organisé, les 10 et 11 mai, à Grenoble, leur troisième rencontre nationale. Leur objectif était de poursuivre le travail de réflexion engagé depuis plusieurs mois sur l'analyse du patriarcat au sein de la société, des partis et de la famille. Les participants à cette journée ont, d'autre part, annoncé officiellement que le « *courant femmes* » présentera au mois de septembre une candidate à la candidature socialiste à l'élection présidentielle.

Le courant « G » du parti socialiste estime que la gauche n'a jamais su s'adresser aux femmes, alors que la droite, tant sur le thème de la famille que sur celui de la femme, a un discours beaucoup plus attrayant. « *Nous allons essayer d'expliquer aux hommes de gauche pourquoi ils perdent les élections, à cause des femmes, et tenter ainsi d'imposer des réformes profondes en faveur de celles-ci* », ont déclaré les militants réunis à Grenoble.

Venu participer au cours du week-end à plusieurs réunions de militants socialistes de l'Isère, M. Lionel Jospin, secrétaire national du P.S., s'est déclaré « *surpris de voir qu'un certain nombre de camarades s'organisent à l'intérieur du P.S. sur la base du féminisme. J'estime qu'on peut se battre à l'intérieur du P.S. pour faire avancer les idées des femmes, mais non y mener un combat de type féministe* ». — C. F.

D'AUTRES RÉACTIONS

● « *L'Humanité* » datée du samedi 10 mai, a publié un éditorial dans lequel on lisait : « *Si le président de la République avait pu réaliser son programme selon ses vœux à cent pour cent, en somme, l'effet produit, mesurable en appliquant le principe élémentaire de la règle de trois, serait le suivant : 2 500 000 chômeurs au lieu de 1 900 000 ; les prix en hausse de 106 % depuis l'installation du chef de l'Etat à l'Elysée, au lieu de 30 % ; quelque 30 milliards supplémentaires dérobés aux assurés sociaux pour les dissuader de se soigner ; 150 000 emplois industriels évanouis et quelques centaines d'usines de plus vouées au charme des herbes folles et des orties.* »

● *M. Robert Fabre*, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, député de l'Aveyron, a déclaré dimanche 11 mai au micro de FR 3 : « *La majorité n'a pas fait assez de réformes. Si des pas ont été accomplis dans le domaine de la condition féminine, au niveau des personnes âgées, sur le plan de l'âge de la majorité des jeunes, il y a des domaines où les réussites sont plus rares : résorption du chômage, hausse des prix, inégalités des charges fiscales, complexité administrative... Sans parler des erreurs comme l'affaire du ticket modérateur et les fermetures excessives de classes, en particulier en milieu rural.* » L'ancien président des radicaux de gauche a regretté que les Français « *votent souvent centriste par résignation, par peur d'une gauche qui mettrait les communistes au pouvoir* ». « *Il est vrai*, a-t-il ajouté, *que ces derniers, revenus à une étape stalinienne, ne cherchent plus à accéder à ce pouvoir par des voies démocratiques.* »

● *M. Eric Hintermann*, secrétaire général du parti socialiste démocrate, a déclaré dimanche 11 mai : « *La réforme s'est enlisée. Les forces conservatrices au pouvoir ont en effet combattu l'idée du changement lancée par le président. Parallèlement, dans l'opposition, les conservateurs du marxisme préconisent la rupture avec la société plutôt que le réformisme. Il devient donc chaque jour plus nécessaire de regrouper l'ensemble des réformistes pour créer la grande force du changement capable de peser sur les choix nationaux et d'ouvrir en France une perspective social-démocrate.* »

Le mouvement populaire grandit en puissance et en unité

affirme le secrétaire général du P.C.F.

M. Georges Marchais consacre un article, dans *l'Humanité* du 12 mai, à montrer que la politique du P.C.F. depuis un an est conforme aux « *engagements* » pris lors du vingt-troisième congrès, qui s'était tenu, du 9 au 13 mai 1979. M. Marchais évoque successivement « *la lutte pour la défense des revendications populaires* », l'action du parti communiste en direction des femmes, des intellectuels et des jeunes, ainsi que son activité internationale. Il rappelle et défend, à ce propos, la position du P.C.F. sur l'intervention soviétique en Afghanistan. « *Le droit à la non-ingérence — auquel nous tenons — ne contredit pas*, écrit-il, *mais au contraire suppose le droit pour un peuple, pour un gouvernement de faire appel — s'il le juge nécessaire — à la solidarité internationale pour faire face aux pressions et ingérences dont il est victime.* »

Le secrétaire général du P.C.F. traite, d'autre part, de « *la question centrale de la perspective politique* » qui détermine l'action des communistes. Il indique : « *Nous voulons l'union, l'union de toutes les forces populaires, l'union de la gauche, parce que nous savons bien que c'est une condition du changement. Nous voulons avoir notre place dans cette union, dans les responsabilités à tous les niveaux, y compris au gouvernement de la France. (...)*

» *Pour surmonter les obstacles dressés par l'orientation à droite du parti socialiste, la grande question, la vraie question, c'est que s'engagent et se développent en faveur de chaque revendication, de chaque objectif de changement, la lutte et l'union des travailleurs ; c'est que dans toutes ces luttes s'affirme et grandit un puissant mouvement populaire qui constituera l'assise et la garantie des accords politiques qu'il sera alors possible et utile de conclure.* »

M. Marchais ajoute : « *Le chœur des « pleureuses » radiotélévisées n'en finit pas de se lamenter sur la division qui préside aux différentes journées de lutte des travailleurs. Il n'empêche. D'une journée à l'autre, le mouvement va de l'avant, il grandit en puissance, et aussi en unité, même s'il y a encore du chemin à faire. Il grandit parce que le moyen choisi est le bon : c'est le refus de l'attentisme, c'est l'appel à l'intervention des travailleurs eux-mêmes pour qu'ils surmontent par leurs luttes toutes les difficultés.* »

● *M. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, vendredi 9 mai, à Lille, que les affirmations selon lesquelles les communistes « *ne voudraient pas du pouvoir* » ou « *feraient le jeu de la droite* » sont « *absurdes* ».

● *Mme Huguette Bouchardeau*, secrétaire nationale du P.S.U., a déclaré, samedi 10 mai, à Lutterbach (Haut-Rhin) : « *La gauche du programme commun est inadaptée à la crise. (...) Il faut procéder à une autre analyse de la croissance économique (...), aux côtés des écologistes, des mouvements de femmes, etc. Il ne s'agit plus seulement, en effet, de redistribuer les produits de la croissance (...), mais aussi de se demander : comment se réalise la croissance. Que produisons-nous ? Pourquoi cette croissance s'accompagne-t-elle de tant de déséquilibres, de licenciements, de chômage ?* »

DEUX ÉLECTIONS CANTONALES...

CALVADOS : canton de Vassy (1er tour).

Inscr., 3 940 ; vot., 2 860 ; suffr. exp., 2 728. MM. Pierre Geoffroy, mod. maj., m. de Vassy, 1 369 voix, ELU ; Robert Morel, mod. maj., m. de Montchamp, 702 ; Lovis Leconte, P.S., m. de Burcy, 562 ; Jean-Pierre Samson, membre du secrétariat de la Fédération départementale du P.C., 95.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Victor Bertrand (mod. maj.), démissionnaire pour raison de santé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1976, par 2 220 voix contre 529 à M. Norbert Legrain (P.S.) et 109 à M. Jean-Pierre Samson (P.C.). Il y avait eu 3 013 votants et 2 858 suffrages exprimés sur 3 928 inscrits.

Alors que M. Bertrand avait obtenu sa réélection en 1976 avec 77,67 % des suffrages exprimés, les deux candidats de la majorité se sont partagé 75,91 % des voix au premier tour de cette élection partielle. Ce léger recul et celui du candidat communiste, dont le score passe de 3,81 % à 3,48 %, profitent au candidat socialiste, qui gagne plus de deux points de pourcentage (20,60 % contre 18,50 % en 1976).]

CHARENTE-MARITIME : Canton de St-Savinien (2e tour).

Inscr., 4 742 ; vot., 3 053 ; suff. expr., 2 941. MM. Rémi Barraud, P.S., 1487 voix, *ELU* ; François Mineau, sans étiq., maire de Saint-Savinien, 1 454.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de M. Robert Cellerier (mod. maj.), démissionnaire pour raison de santé, qui avait été réélu au premier tour des élections de mars 1976, par 1 896 voix contre 452 voix à M. Charles Galvani (P.S.) et 347 voix à M. Gabriel Crommer (P.C.). Il y avait eu 2 695 suffrages exprimés et 2 758 votants sur 4 422 inscrits.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 744 ; vot., 2 847 ; suffr. expr., 2 780 ; MM. Barraud, P.S., 860 voix ; Mineau, sans étiq., 550 ; Claude Genauzeau, sans étiq., premier adjoint au maire de Saint-Savinien, 462 ; Pierre Rocher, sans étiq., maire de Nouillers, 360 ; Lucien Foucher, sans étiq., maire de Grandjean, 321 ; Guy Charrier, P.C., 227.

Alors qu'au premier tour les quatre candidats modérés se partageaient 69,89 % des suffrages exprimés, M. Mineau, maire du chef-lieu de canton n'obtient que 49,43 % des voix au second tour, et il ne fait pas le plein des voix qu'il était en droit d'espérer. En revanche, M. Barraud, qui, au premier tour, avait progressé de 14,16 points par rapport au score réalisé par le candidat socialiste de 1976, fait passer les positions de la gauche de 39,10 % dimanche dernier à 50,56 % pour le second tour. Il gagne 400 voix par rapport au total des voix de gauche du premier tour.

Au sein du conseil général que préside M. Josy Moinet, M.R.G., sénateur, le P.S. dispose désormais de 13 élus contre 12 radicaux de gauche, 3 communistes, 4 R.P.R., 2 U.D.F.-P.R., 9 mod. maj.]

... ET DEUX MUNICIPALES

MORBIHAN : Séné (1er tour).

Inscr., 2 731 ; vot., 1 455 ; suffr. expr., 1 413. Liste de défense des intérêts de Séné (divers gauche), 865 voix (moyenne de liste), 3 ELUS ; Séné renouveau (div. maj.), 538 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du maire, M. Albert Guyomarch (div. g.), démissionnaire pour raison de santé, et de deux conseillers, décédés. Le conseil municipal reste composé de dix-huit élus de gauche et cinq de la majorité.]

PYRENEES - ATLANTIQUES : Saint - Etienne - de - Baigorry (1er tour).

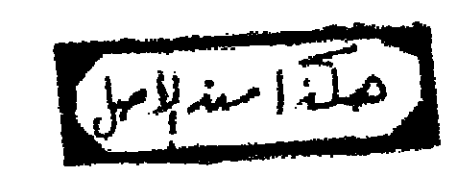
Inscr., 1 359 ; vot., 1 087 ; suffr. expr., 950. Liste « pour l'avenir de Baigorry », conduite par M. Monlong (*sans étiq.*), 756 voix en moyenne, *17 sièges*.

[La liste « pour l'avenir de Baigorry » était seule à briguer les suffrages des électeurs. Sur cette liste, conduite par M. Monlong, figuraient quinze conseillers sortants, dont la démission collective, le 3 avril dernier, avait contraint le maire, *M. Jean Haritschelhar (sans étiq.)* à renoncer à ses fonctions. Celui-ci ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat.

Les divergences entre le maire et son conseil portaient essentiellement sur la question basque.

La crise avait été ouverte à la suite de l'attentat commis le 26 mars à Bayonne contre la voiture de Mme Biacabe, épouse du sous-préfet. Cet attentat manqué avait coûté la vie à deux militants du mouvement autonomiste « Iparretarrak », et M. Jean Haritschelhar s'était rendu aux obsèques de l'un d'eux, originaire de la commune. Le conseil municipal, lui reprochant cette initiative, avait alors démissionné.

En 1977, la liste de M. Haritschelhar, seule en lice, avait été élue en entier au premier tour.]



PAR SES DÉPLACEMENTS A L'ÉTRANGER

M. Marchais entend acquérir une stature d'homme d'État

M. Georges Marchais, après avoir assisté, jeudi 8 mai, aux obsèques de Tito, est allé vendredi et samedi, dans les Landes et le Gers. D'autres déplacements sont en préparation pour le secrétaire général du P.C.F., en France et à l'étranger. Il est question, notamment, d'un second voyage en Afrique (M. Marchais s'était rendu à Madagascar, au Mozambique et au Congo au début d'avril). Le dirigeant communiste, qui devrait être désigné comme candidat à l'élection présidentielle par une conférence nationale de son parti réunie à la rentrée, mène une active pré-campagne, destinée à fixer son « image » auprès du public et à préparer les militants à ce qui sera une épreuve décisive pour la politique suivie par le P.C.F. depuis deux ans.

Les résultats obtenus par les candidats communistes aux élections cantonales partielles qui ont eu lieu depuis le début de l'année — soit une baisse globale, en pourcentage des suffrages exprimés, de 3,49 points (*le Monde* du 18 avril) — sont de nature à inquiéter les responsables du parti quant à la manière dont leur politique est perçue. En estimant justifiée l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et en s'en expliquant directement depuis Moscou, le 11 janvier, M. Marchais a mis l'électorat du P.C.F. devant l'évidence du tournant pris par ce parti depuis mars 1978. Quelle que soit la valeur de cette opinion, émise notamment par les socialistes, sur la cause des reculs électoraux du P.C.F., il semble qu'elle ait un écho à la direction du parti, où l'on entend dire que l'affaire afghane a malencontreusement provoqué une dramatisation du débat interne et externe sur la politique des communistes, en faisant apparaître celle-ci comme un alignement sur celle de l'Union soviétique, alors que la réalité serait tout autre. Il est cependant difficile de croire que les dirigeants communistes n'aient pas prévu l'effet qu'aurait leur attitude face à cet événement, et de mettre au compte de la maladresse la façon dont ils s'y sont pris pour exprimer leur soutien à l'action des Soviétiques.

Comment supposer qu'il n'y ait pas eu, chez les dirigeants du P.C.F., une volonté délibérée *d'affirmer sans précautions* de langage une position sans nuance, de dramatiser, en effet, les relations du parti avec l'extérieur et, dans les rangs des communistes, d'obliger chacun à « choisir son camp » ? La pétition lancée par la direction du parti n'avait pas d'autre but que de faire plébisciter, sous couvert d'une riposte à une campagne anticommuniste, sa défense de la politique soviétique. Cette initiative a eu pour résultat de confirmer et peut-être d'élargir le clivage entre ceux qui ont signé et ceux qui ont refusé, la ligne de fracture traversant non seulement les intellectuels, auxquels cette pétition était destinée, mais aussi certaines catégories de permanents, comme les journalistes.

L'épisode afghan a aussi été déterminant dans l'échec de la tentative du P.C.F. pour réunir à Paris, les 28 et 29 avril, l'ensemble des P.C. européens. C'est là, pour M. Marchais, un point particulièrement sensible, dans la mesure où l'activité internationale déployée par le secrétaire général du P.C.F. vise à le faire apparaître comme le principal dirigeant communiste du monde occidental. Ayant successivement rencontré, entre juillet 1979 et janvier 1980, Tito, M. Castro et M. Brejnev, M. Marchais aimerait être reconnu comme une personnalité de premier plan, interlocuteur des dirigeants les plus prestigieux, exerçant lui-même une influence sur le mouvement communiste à l'Ouest. Or la rencontre de Paris a plutôt montré l'influence du parti soviétique sur le parti français et l'isolement de celui-ci dans sa zone géographique.

Les visites de M. Marchais dans le tiers-monde obéissent à la même préoccupation, en précisant le sens de la comparaison suggérée avec Tito et M. Castro. Ces deux dirigeants ont, en effet, acquis un prestige sans rapport avec la taille et la puissance de leur pays. De même, selon le P.C.F., la France pourrait et devrait jouer dans le monde un rôle qui aille au-delà de celui d'une puissance moyenne. La direction communiste voudrait faire la preuve que le parti et ses chefs sont à même de prendre en charge cette dimension absente de l'action des partis au pouvoir et de celle du P.S. Il s'agit, pour M. Marchais, de se donner ainsi une stature d'homme d'Etat, qui serait cautionnée par sa reconnaissance, à l'étranger, comme un grand dirigeant, au sens qu'a ce terme dans la tradition communiste.

Un livre à la rentrée

Cette ambition se heurte à quelques difficultés, non seulement parmi les P.C. européens, dont les plus importants se sont tenus à l'écart de la réunion de Paris, mais aussi dans le tiers-monde. Si M. Arafat, chef de l'O.L.P., que M. Marchais a rencontré au Liban le 16 avril, n'a pas hésité à qualifier le dirigeant communiste français d'« *ami dont on est fier* », l'accueil reçu par celui-ci à Madagascar, au Mozambique et au Congo a été beaucoup *moins chaleureux*. Aucun des dirigeants de ces Etats n'a accepté de faire figurer, dans les communiqués officiels, l'expression de convergences politiques avec le P.C.F. qui ne se limitent pas aux principes les plus généraux. Le Mozambique, qui vient d'obtenir d'importants crédits du gouvernement français, ne semble pas partager l'analyse du P.C.F. sur l'imperméabilité de ce gouvernement aux préoccupations des pays en voie de développement. Pour des raisons du même ordre, l'Angola, qui avait été sollicité de recevoir le secrétaire général du P.C.F., a refusé. M. Marchais s'est étonné de ce qui lui paraît être, chez les dirigeants de ces Etats, une incompréhension de la politique française en Afrique.

Les thèmes privilégiés par le P.C.F. dans sa ligne actuelle et qui constituent les axes idéologiques de sa campagne présidentielle, sont de deux ordres. Il s'agit, d'une part, d'un optimisme historique, qui s'exprime dans l'idée d'un progrès général des forces démocratiques et pacifiques au détriment de l'« impérialisme », considéré comme seul fauteur de guerre. Après sa dernière rencontre à Rome, le 5 janvier dernier, avec M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I., M. Marchais avait estimé que les deux partis sont séparés par des appréciations divergentes à ce sujet, les Italiens ayant, selon lui, une vision beaucoup plus pessimiste de l'évolution des rapports de forces dans le monde. D'où l'importance qu'a, pour eux, l'émergence d'une politique européenne dont l'orientation serait déterminée, au moins en partie, par le poids d'une gauche réunissant socialistes et communistes. Cette conception semble partagée par les Chinois, qui ont reçu M. Berlinguer alors que les relations entre le P.C.F. et le P.C.C. sont en panne et que Pékin ne figure pas sur le programme des voyages de M. Marchais.

L'autre axe de la politique du P.C.F. sur lequel M. Marchais entend appuyer sa campagne est l'identification du parti avec la nation. C'est ainsi que les *Cahiers du communisme*, consacrant un dossier, dans leur numéro de mai, à la guerre de 1939-1945 (*le Monde* du 10 mai), mettent en évidence l'opposition entre les analyses de l'internationale communiste et celles qui prévalurent, finalement, à la direction du P.C.F. pendant l'année 1940. *M. Pierre Villon*, ancien secrétaire général du Front national, rappelle que, après s'être fixé pour objectif la lutte contre l'occupant, le P.C.F. s'est, à partir d'août 1944, engagé dans une politique de restauration de la place de la France dans le monde. Les hommages rendus à Tito, que le P.C.F. avait critiqué pour son « nationalisme », tendent à montrer que les communistes français adhèrent aujourd'hui aux positions d'indépendance qui avaient valu aux dirigeants yougoslaves d'être exclus du mouvement communiste organisé en 1948. Dans un livre qu'il va publier à la rentrée et qui sera imprimé à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, M. Marchais va expliquer en quoi la politique du P.C.F. est, selon lui, la seule qui s'oppose véritablement à l'acceptation, par le pouvoir et par le P.S., d'un rôle secondaire pour la France, au sein de l'Europe et de l'alliance atlantique.

Le P.C.F. entend faire fond à la fois sur sa fonction de défense des catégories sociales les plus atteintes par la politique de la droite et sur sa capacité de proposer une « vision du monde » *propre à susciter plus d'enthousiasme* que le réalisme de ses rivaux ou adversaires. Ce sont là les deux aspects de la ligne du parti que M. Marchais doit incarner. En outre, le secrétaire général du P.C.F., ayant constaté que l'audience de son parti souffre de ses attaques contre les socialistes, a décidé d'adopter un ton plus modéré à leur égard, comme on a pu s'en rendre compte lors de l'émission d'Antenne 2 sur le congrès de Tours, le 29 avril.

La direction du P.C.F. semble aussi ressentir la nécessité d'un effort d'explication de sa politique et elle mobilise, pour cela, les cadres, invités à suivre stages et écoles de formation. M. Paul Laurent, membre du secrétariat, chargé de l'organisation, fera, devant le comité central réuni les 27 et 28 mai, un rapport sur l'état du parti, où l'on observe une certaine perplexité devant les contradictions de la ligne suivie : dénonciation de la « bande des trois » (Giscard, Chirac, Mitterrand) associant le P.S. à la droite, mais désistement *et même proposition de candidature* unique, aux élections partielles, en direction des socialistes ; affirmation d'indépendance vis-à-vis de Moscou, mais organisation d'une réunion qui endosse les objectifs de la diplomatie soviétique ; refus de tout rapprochement avec les socialistes, mais adhésion à un texte (l'« *appel aux peuples d'Europe* » lancé par la rencontre de Paris) qui les inclut dans les forces avec lesquelles une action commune pour la paix doit être recherchée ; conception autogestionnaire et graduelle du passage au socialisme (M. Marchais développera cette question, le 6 juin, en ouvrant un colloque de l'Institut de recherches marxistes sur l'autogestion), mais critique violente de la C.F.D.T. Beaucoup de militants ont du mal à s'y reconnaître et certains électeurs semblent s'y perdre.

PATRICK JARREAU.

POLITIQUE

DEUX COLLOQUES

Apports et limites du socialisme municipal

Le groupe d'étude sur le socialisme de l'Association française de science politique s'est intéressé, vendredi 9 mai, *« au socialisme municipal à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle »* avec, comme invités, M. Pierre Guidoni, député socialiste de l'Aude, et M. Jean-Paul Martin, historien, collaborateur de la revue *Faire*, mensuel pour le socialisme et l'autogestion.

Comme M. Martin ne manque pas de le faire remarquer, au début de son exposé, cette question est mal connue et n'a pas inspiré jusqu'à présent beaucoup de travaux de synthèse. Relevant que les débats théoriques autour du socialisme municipal étaient contemporains de la conquête des mairies, il souligne le décalage — voire l'oscillation — entre le discours et la pratique. Si M. Martin décèle une opposition théorique au sein du mouvement socialiste entre les « possibilistes » et les « guesdistes », il reconnaît que, sur le terrain, la pratique n'est guère différenciée. Entre les premiers, qui favorisent l'échelon local avec toute la part d'utopie que cela comporte, et les seconds, pour qui la question communale est un *« attrape-nigaud pour le prolétariat qui le distrait du but final, à savoir la prise du pouvoir »*, il discerne certes des divergences, mais il relève que, dans la pratique, l'apport des divers courants socialistes rend plus délicate la différenciation. Selon lui, *« le socialisme français a été incapable d'encadrer les expériences locales »* et *« d'animer une véritable pratique locale »*.

L'exemple de Narbonne

Auteur d'une monographie sur l'histoire de Narbonne, de 1871 à 1931, parue en 1979 aux Editions Privat, M. Guidoni prend l'exemple de cette « cité rouge » pour analyser le triple aspect de la conquête d'une municipalité par le mouvement socialiste. C'est ainsi qu'il constate la *« signification symbolique »* qui est vécue aussi bien par les vainqueurs que par les vaincus. Un succès électoral municipal constitue également, note-t-il, une étape importante dans le renforcement du parti qui, par exemple, exerce un rôle direct sur les bourses de travail et, par là même, sur les syndicats. Enfin, le député de l'Aude remarque que les batailles pour conquérir — ou conserver — une municipalité ont freiné les progrès du socialisme en milieu rural, ce qui explique, ajoute-t-il, cette sorte de *modus vivendi* qui s'est instauré dans certaines régions où le socialisme régnait en milieu urbain et où le radicalisme florissait à la campagne.

Les réalisations municipales des socialistes pendant cette période ont été limitées. A cela plusieurs raisons : une législation rigide, une autorité de tutelle peu portée à admettre ou à favoriser l'innovation et — comme le dit M. Guidoni, — des élus socialistes qui ne se sentent pas concernés.

Enfin, les réalisations concrètes impliquent qu'il y ait gestion, et qui dit gestion dit prévision : était-ce possible à ceux qui vivaient au présent dans l'attente de cette révolution que l'on disait si proche ? — A. Ch.

Les membres du groupe DIRE s'interrogent sur la myopie de la gauche

Le groupe DIRE (dialogue, information, recherche, échange) (1), créé en février 1979 par six universitaires dont quatre sont membres du P.C.F., du P.S., du P.S.U. *et de la Ligue communiste révolutionnaire* (L.C.R.), vient d'organiser à Paris, son premier colloque consacré à *« 1970-1980 : les années gauche »*. *« Gauche »*, a dit en jouant sur les mots M. Gérard Delfau, secrétaire national du P.S., cette décennie l'a été *« dans son incapacité à réaliser les espérances des années 1972-1974 »*. *« A gauche »* également, a-t-il remarqué, bien qu'elle se soit achevée sur un constat de désunion politique et syndicale.

A gauche, vraiment ? Pas tout à fait. A partir de 1973-1974, les forces politiques de l'opposition ont vécu, si l'on en croit plusieurs participants au colloque, sur l'illusion d'analyses et de réponses qui avaient été prises à contre-pied, dépassées par certaines grandes mutations de la société — crise économique, tiers-monde. Illusion aussi de la puissance et de la supériorité des idées socialistes alors que les idéologies de droite préparaient un retour en force.

« Une partie de la droite se proclame, sans complexe » a remarqué M. Alain Meyer (P.S.), qui distingue le *« libéralisme intégriste »* représenté par Mme Margaret Thatcher et M. Raymond Barre, et la *« réactivation de l'élitisme autoritaire et hiérarchique »* par une *« nouvelle droite »* qui lui paraît dangereuse en raison des relais dont elle dispose, selon lui, dans les milieux proches du pouvoir et parce qu'elle peut présenter, au yeux des jeunes, l' *« attrait du fruit défendu »*. M. Jean-Michel Palmier, membre du conseil de rédaction de *Révolution*, l'hebdomadaire du P.C.F., estime, pour sa part, que le plus grand risque serait de laisser la droite occuper le terrain des idées. L'occasion se présente, à son avis, pour la gauche, d'opérer quelques révisions d'attitudes ou, du moins, d'élargir le champ de ses réflexions. *« A gauche,* dit-il, *on n'ose pas parler de « valeurs ». Parler d'éthique paraît dépassé. Que signifierait une société sans différences ? Depuis Sartre, personne n'avait osé donner une philosophie du monde : la nouvelle droite le tente. »*

La gauche a mal perçu la renaissance des idéologies de droite — un représentant du GRECE était présent dans la salle — et elle ne leur a pas accordé suffisamment de sérieux pour les combattre avec efficacité. C'est d'une véritable *« guerre idéologique »* qu'il s'agit, selon M. Gérard Delfau. L'élaboration entre 1973 et 1974, sous l'impulsion de M. Brzezinski, actuel conseiller du président Carter, d' *« une stratégie propre à maintenir sur un monde en mouvement le pouvoir de l'impérialisme »*, dans le cadre de la commission Trilatérale, marque, selon lui, le début du *« réarmement moral »* de la droite occidentale. La gauche ne s'en est pas aperçue. M. Delfau, qui présentait le résultat d'une réflexion menée en commun avec MM. Daniel Lindenberg (universitaire, Vincennes) et Alain Meyer, estime qu'elle n'a pas tenu compte assez vite du phénomène de la dissidence en Union soviétique, de la conférence d'Alger des pays non alignés (octobre 1973), qui marque, à son avis, la fin de la *« suprématie incontestée d'un monde à dominante blanche »*.

La gauche n'a pas vu non plus, selon M. Jean-Marie Vincent (L.C.R.), apparaître en France, avec l'avènement de l'ère giscardienne, la mise en place d'un système nouveau fondé sur l' *« inaccessibilité du pouvoir »* et selon lequel, par exemple, *« le débat démocratique ne doit pas remettre en cause des choix qui sont du domaine de la compétence et de la technique »*.

On demande un prophète

1970-1980 : dix années de myopie ? Les intellectuels du groupe DIRE ont dépassé le stade de l'auto-flagellation et des lamentations sur la rupture de l'union et l'échec de mars 1978. Ils tentent d'ouvrir grands les yeux sur les faiblesses et les erreurs du passé. Pendant que les « politiques » polémiquent, ils commencent à dialoguer en attendant que les premiers en fassent autant, sans prétendre leur donner des leçons ni leur offrir des solutions toutes faites. *« Certains avaient derrière la tête l'ambition de recréer des perspectives politiques, de reconstituer une dynamique unitaire, de récrire un programme dont la beauté et la cohérence frapperont de stupeur respectueuse les hommes politiques. Folie, folie, folie. Que celui qui dispose de solutions élaborées se présente. Il y a au guichet des agences de l'emploi politique une place de prophète à prendre »*, a déclaré M. Maurice Goldring (P.C.), membre du conseil de rédaction de *Révolution*.

Pour l'instant, il ne s'agit que d'affirmer que des intellectuels venus de tous les horizons de la gauche peuvent *« parler ensemble »*. *« Lorsque la loi interdisait les réunions, les républicains inventèrent la campagne des banquets »*, note M. Goldring. Les intellectuels, eux, tiendront colloque sur colloque *« jusqu'au jour où les forces politiques joueront à nouveau le rôle qui devrait être le leur »*. La matière ne manque pas. De la salle, une jeune femme leur a fourni, jeudi, quelques thèmes supplémentaires de réflexion, entre autres la nature de l'impérialisme — l'intervention soviétique en Afghanistan a remis en cause l'idée confortable selon laquelle l'impérialisme est une exclusivité des Etats-Unis — et celle du socialisme soviétique.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Le groupe DIRE est composé de MM. Bernard Cassen (université de Paris-VIII), Gérard Delfau (P.S., Paris-VII), Maurice Goldring (P.C., Paris-VIII), Alain Joxe (P.S.U., Ecole des hautes études en sciences sociales), Armand Mattelart (Paris-VIII) et Jean-Marie Vincent (L.C.R., Paris-VIII). Coordination et renseignements : département d'études des pays anglophones, université Paris-VIII, route de la Tournelle, 75571 Paris Cedex 12. Tél. : 374-12-50, poste 306.

Le Monde

société

Des « Assises pour la dépénalisation » à Paris

Si le cannabis était en vente libre...

Environ cent cinquante personnes ont participé, les 10 et 11 mai, à Paris, aux premières « Assises pour la dépénalisation du cannabis » organisées en France.

On ne pouvait faire plus « cool ». Les « Assises internationales pour la dépénalisation du cannabis » n'ont pas suivi l'ordre du jour. On attendait Mme Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du P.S.U., MM. Félix Guattari et Michel Foucault. C'est le Calumed, de Montpellier, qui prit la vedette. Ce Comité d'action pour la libéralisation de la marijuana et de ses dérivés a fait chavirer avec humour les intentions des organisateurs du journal la Gueule ouverte : *offrir aux usagers du haschisch des relais politiques. M. Jean Fabre, du parti radical italien a dû s'agripper à la tribune. M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche n'a pas tenu plus de dix minutes.*

Les « utilisateurs » ont écouté d'une oreille les réflexions de M. Gérard Soulier, professeur de droit à l'université d'Amiens, avec un air de savoir déjà que la loi du 31 décembre 1970 sur les stupéfiants portait en germe le projet actuel de réforme du code pénal. « C'est avec ce texte sur la drogue, *a expliqué M. Soulier,* qu'on a autorisé pour la première fois les perquisitions nocturnes, la prolongation de la garde à vue et des peines correctionnelles excédant cinq ans de prison. »

« Désormais, *a expliqué de son côté Mᵉ Le Noël, avocat au barreau de Bobigny,* des jeunes pris en possession de quelques grammes de stupéfiant encourront trois ans de prison au moins. *Les* peines tomberont automatiquement, et les juges ne pourront plus les moduler. » *On sait, avaient l'air de penser les participants, songeant à leurs camarades en prison pour du chanvre cultivé, alors que la culture est licite tant que la plante ne présente pas de sommités fleuries. On apprit aux utilisateurs à se méfier des rigueurs de la justice.*

Jusque-là on faisait semblant de ne pas écouter, et même un corniaud errait entre les jambes des participants avec un badge au collier : « Libérez la marijuana. » *On se passait de main en main un ballon orange sur lequel était dessiné un plant de chanvre. Pour ne pas avoir l'air trop concerné, trop politique.*

Mais quand le représentant du Comité international pour la réforme des lois sur le cannabis, M. Philippe Antoine se mit à tracer les « perspectives d'avenir et de commercialisation du chanvre », *le chien et le ballon ont disparu.*

M. Antoine a démontré « qu'on y était déjà ». *Avec ces fermiers américains attirés par la culture du cannabis très rentable, avec ce petit village de Mendocino, en Californie, où les fermes les plus importantes retirent près de 4 millions de francs de leur récolte annuelle, avec ce rapport de la Drug Enforcement Administration, l'organisme gouvernemental chargé de la lutte contre les stupéfiants aux Etats-Unis, selon lequel l'équivalent de 100 milliards de francs partent chaque année en fumée. Cent cinquante mille personnes sont employées pour la culture, l'importation et la distribution du cannabis.*

« Dans ces conditions, *a souligné M. Antoine,* la légalisation est devenue une nécessité économique. » *Il a aussi évoqué cette étude de l'Etat du Kentucky, envisageant la vente légale du cannabis. L'Etat imposerait des normes de pureté et de qualité. Il aurait des revendeurs sous licence, d'anciens « dealers » de préférence, qui ont l'avantage d'être parfaitement formés à la profession... et cette autre étude américaine, plus réaliste, qui propose une commercialisation de l'herbe « préroulée », emballée par paquets de 14, 28 ou 56 joints, chaque joint contenant 0,05 gramme de cannabis pur.* « Les gouvernements pourraient imposer le chanvre en vente libre, *a conclu M. Antoine,* ils en retireraient des revenus fiscaux considérables estimés pour les Etats-Unis à 10 800 millions de francs. »

Malgré l'aversion des participants pour le profit, ces réalités économiques et politiques ont pris soudain leur poids de conséquences. L'assemblée a alors décidé de s'organiser, de faire une pétition, un « smoking », comme à Hyde-Park, samedi, où mille personnes ont fumé de la marijuana.

« Au fond, *dit un participant,* la légalisation on s'en fout. Fumer un joint, c'est bon et on a des camarades en prison à cause de ça. C'est absurde. C'est hypocrite. Je ne veux pas être protégé contre moi-même. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

UN DIRECTEUR HONORAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE TUE SON GENDRE QU'IL AVAIT PRIS POUR UN CAMBRIOLEUR

Un directeur honoraire de la Banque de France, M. Paul Fournols, soixante-huit ans, a tué son gendre qu'il avait pris pour un cambrioleur, samedi 10 mai.

M. Fournols, qui avait acheté un fusil de chasse après deux tentatives de cambriolage de sa villa à Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), a en effet tiré sur M. Serge Souquière, quarante-trois ans, cadre au service du contentieux de la Banque de France.

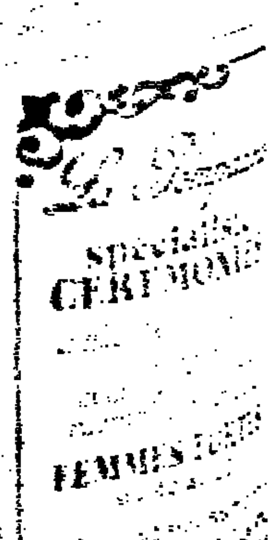
M. Souquière, grâce à un jeu de clés en sa possession, avait pu s'introduire dans la maison, vers 1 heure du matin, sans faire trop de bruit. Il apportait un médicament destiné à l'une de ses filles gardée par ses beaux-parents de retour de vacances.

M. Fournols a été placé en garde à vue.

● *Le jeune garçon*, âgé de quatorze ans, qui s'était immolé par le feu, lundi 5 mai, à Pontarlier (Doubs), est mort des suites de ses blessures. Il y a deux ans, un frère de cet adolescent s'était donné la mort dans les mêmes circonstances (*le Monde* du 8 mai).

● *Manifestation contre la drogue à Rome.* — Plusieurs centaines d'anciens toxicomanes et de parents de drogués ont manifesté dans les rues de Rome, dimanche 11 mai, pour déplorer le nombre croissant de victimes de l'héroïne. — *(A.P.)*

● *Un aspirant âgé de vingt ans*, M. Jean-Marc Hily, a été happé et tué dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 mai par une voiture, alors qu'il marchait en tête d'une colonne de huit hommes au cours d'une marche de nuit près de Colmar. La colonne était réglementairement signalée, et une enquête a été ouverte pour déterminer comment le conducteur de la voiture, un habitant de la région, a pu heurter le jeune militaire.



UN ADOLESCENT EST TUÉ AU COURS D'UN CAMBRIOLAGE

Perpignan. — Un jeune cambrioleur, âgé de quinze ans, a été tué dans la banlieue de Perpignan (Pyrénées-Orientales), le vendredi 9 mai dans la soirée, par un retraité, M. Antonio Villadre, âgé de soixante ans. Celui-ci, cambriolé déjà plusieurs fois, fut réveillé vendredi soir par les aboiements de ses chiens. S'étant saisi d'une carabine, il tira quatre fois et tua d'une balle dans la tête un jeune gitan qui habitait une cité d'urgence voisine.

M. Villadre a déclaré aux gendarmes qu'il avait voulu tirer en l'air, mais que ses chiens, en le bousculant, avaient fait dévier l'arme.

Il a été inculpé, le samedi 10 mai, d'homicide involontaire, et écroué. — (Corresp.)

ÉDUCATION

Un mouvement lancé par le parti républicain

Les enseignants du président

Le Mouvement des enseignants libéraux (MEL) a tenu, dimanche 11 mai, à Viry-Châtillon (Essonne), son premier colloque national. Première initiative publique d'un mouvement lancé par des membres du parti républicain, ces assises ont rassemblé trois cents enseignants, pour la plupart du second degré. Ni amicale, ni syndicat, le MEL se veut « le porte-parole des trois cent mille enseignants qui ne reconnaissent pas dans l'idéologie de gauche ». *Il demande à être représenté « au même titre que les syndicats » dans les commissions paritaires. M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, lui a apporté son soutien.*

Il n'y a pas de mystère. Tel enseignant de Dieppe, qui découvre le MEL ce dimanche, est venu *après avoir été sollicité* par le parti républicain (P.R.), dont il est membre. M. Daniel Houlle, enseignant à Angers et président du MEL, ne cache pas son appartenance au P.R. Ni M. Dominique Ambiel, secrétaire général, qui, à la tribune, situa clairement le MEL dans une vaste offensive giscardienne en direction de l'école : « *Les organisations syndicales ou politiques bien structurées n'ont pas le monopole de l'éducation. Ce monopole, il a été renversé dans l'enseignement supérieur par les cercles universitaires, en milieu estudiantin par le collectif des étudiants libéraux de France, en milieu lycéen par le mouvement des jeunes giscardiens.* »

Voici donc les enseignants du président. Plantes vertes et buffet léger, la halle des sports de Viry-Châtillon ressemble à la « salle des profs » d'un lycée chic. En cette journée ensoleillée, les femmes sont élégantes, les hommes portent la cravate, parfois même le nœud papillon.

« La part trop belle aux syndicats »

Le discours de rigueur est moderniste. « *Soyons les nouveaux enseignants !* », disent à leurs collègues les trente fondateurs du MEL, parmi lesquels M. Eugène Berest, député U.D.F. du Finistère. « *La crise du marxisme crée un vide politique dangereux (...)* ajoutent-ils. *Le moment est propice pour reprendre en main les leviers culturels.* » « *Il s'agit d'occuper le terrain idéologique* », précise M. Houlle.

« *Nous ne voulons ni des positions du passé ni des positions de contestation permanente* », dit M. Berest. Juste milieu que l'on retrouve dans les propositions de ce colloque, où le refus de la grève et du syndicalisme côtoie des références à l' « *ouverture de l'école sur la vie* », au « *dialogue parents-enseignants* », à « *la suppression du clivage intellectuel-manuel* ». Un des rapporteurs de cette journée, M. Pierre Vitse, enseignant à Montpellier, s'il déclare que « *les syndicats ne jouent plus qu'un rôle négatif* », qu' « *ils mettent un frein à toute innovation* », et qu' « *on leur fait actuellement la part trop belle* », réclame dans le même temps que l'on développe la formation continue des maîtres, que « *l'inspection-dialogue* » succède à « *l'inspection-sanction* », que les enseignants ne soient pas déplacés loin de chez eux, ou que les divisions catégorielles soient réduites. « *Il faut faire de l'enfant non pas un destructeur mais un bâtisseur* », conclut-il.

Un ton qui ne dépaysait guère M. René Haby. L'ancien ministre de l'éducation était à Viry-Châtillon. Fort des mêmes certitudes, affirmant avoir été « *étroitement associé* » au développement du MEL, et déclarant entre autres : « *Etre libéral, ce n'est pas être faible ou aveugle. Nous avons le devoir de dresser dans nos établissements scolaires un barrage contre l'action dissolvante ou révolutionnaire que certains ont tenté d'exercer sur la jeunesse.* »

Au syndicalisme, dont il dénonce le rôle d' « *écran* », le MEL préfère donc le « *contact direct* » avec les responsables de l'éducation. C'est peu dire qu'il l'obtient facilement : ce premier colloque national fut gratifié de la présence d'un ministre, d'un secrétaire d'Etat, d'un directeur de cabinet, de deux conseillers techniques ministériels, d'un recteur, d'un inspecteur général, et d'un inspecteur d'académie. Pas moins. Un léger fumet d' « Etat Giscard », qui permet de penser que l'obligation de réserve imposée aux fonctionnaires d'autorité ne vaut pas toujours...

Primus inter pares, M. Christian Beullac n'a pas déçu. S'en prenant violemment au « *SNES, à majorité communiste* », le ministre de l'éducation s'est clairement engagé aux côtés du MEL : « *Je crois en vous, enseignants libéraux, les enseignants de la liberté. Je veux qu'ensemble nous soyons la force d'enthousiasme de notre ministère de l'éducation.* » Et c'est à ces enseignants de la majorité, déterminés à repartir « *à la conquête des terres assiégées* », et non aux grévistes de ce printemps, que M. Beullac a réservé une déclaration venue, a-t-il dit, « *du plus profond de mon cœur* » : « *Je sais combien la condition enseignante est difficile. Je veux en être le meilleur avocat. Je suis et je veux être le premier enseignant de France.* »

Belle envolée devant un auditoire à la mesure d'une certaine solitude : le MEL compte mille neuf cents adhérents et deux mille deux cents sympathisants.

EDWY PLENEL.

M. BEULLAC A REÇU LA FEN

La rencontre, le vendredi 9 mai, entre le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac, et une délégation de la FEN, a été qualifiée d' « *importante* » par M. André Henry, secrétaire général de cette organisation, qui a ajouté aussitôt : « *Cette rencontre a permis de marquer un certain nombre de progrès non négligeables, mais* (elle) *n'a pas apporté de réponses satisfaisantes sur les problèmes des moyens du budget.* »

Cette audience avait été acceptée par M. Beullac après les mouvements de protestation d'avril dernier. Commentant les points abordés au cours de la rencontre, M. André Henry, a déclaré que, « *sur la carte scolaire, le ministre accepte l'idée vague de certains « aménagements », mais nous n'avons pas senti la volonté de prendre en charge sérieusement ce vrai dossier sur la base d'un budget conçu comme une priorité* ».

A propos des maîtres auxiliaires, la FEN note l'intention du ministre « *d'amorcer dès la prochaine rentrée* » des « *solutions sur le fond* ». Mais elle jugera aux mesures concrètes qui seront proposées lors de la réunion sur le sujet le 2 juin.

Le principe d'une nouvelle définition des missions en matière de santé scolaire et une étude sur les moyens de réduire la taille des collèges et des lycées ont été acceptés par le ministre de l'éducation qui a répété, aussi, que la formation continue des personnels d'éducation reste pour lui la « *priorité des priorités* ».

LE SOUTIEN AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS

Incidents à Paris et à Grenoble

Quelques incidents se sont produits, samedi 10 mai, au centre Jussieu, à Paris, après la manifestation de soutien aux immigrés. Des étudiants de province avaient décidé de réunir une nouvelle coordination nationale du mouvement pour la défense des étudiants étrangers, à la suite de l'échec de l'assemblée du vendredi 9 mai (*le Monde* daté 11 et 12 mai). Devant la présence d'une centaine d' « autonomes » à l'intérieur du centre Jussieu, les étudiants du comité de grève de Paris VI ont pris la décision d'annuler cette coordination. Peu après, les présidents des universités Pierre et Marie-Curie (Paris VI) et Paris VII faisaient appel aux forces de police « *pour évacuer une vingtaine de casseurs sans aucun rapport avec les étudiants, qui détruisaient dans les locaux de Jussieu le matériel scientifique et les dossiers administratifs* ».

Vers 20 heures, alors que les étudiants quittaient le domaine universitaire, des « *éléments incontrôlés* » ont tenté d'édifier une mini-barricade et provoqué un début d'incendie. Les policiers prenaient alors position à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments universitaires. Le calme est revenu vers 20 h. 45.

● PRES DE LYON, un incendie d'origine criminelle a endommagé, samedi 10 mai, plusieurs salles de l'univeristé Jean-Moulin (Lyon-III) à Villeurbanne. Le *feu, allumé à l'aide de papiers* et d'essence, a détérioré un local syndical étudiant et deux pièces servant de secrétariat.

● A GRENOBLE, les étudiants ont édifié des barricales, dès 4 heures ce lundi matin, pour interdire l'accès du domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères, conformément à la décision prise en assemblée générale pour faire du lundi 12 mai une journée « campus mort ». Les forces de police sont intervenues à partir de 7 heures pour enlever les barricades. Réfugiés dans la résidence Berlioz, les étudiants continuaient dans la matinée à échanger injures et grenades lacrymogènes avec la police.

Le recteur de l'académie de Grenoble, M. Hugues Taÿ, présent sur les lieux, a indiqué qu'il n'était « *pas tolérable* » que « *quelques dizaines de forcenés* » interdisent aux étudiants qui le souhaitent de travailler.

D'autre part, des directeurs des services universitaires pour étudiants étrangers (S.U.E.E.) et des centres d'études françaises, réunis samedi 10 mai à Lyon, se sont déclarés hostiles au décret du 31 décembre 1979. Bien que n'ayant « *aucune objection de principe à une procédure de préinscription des étudiants étrangers* », ils s'opposent à la procédure désormais en vigueur, décidée « *sans consultation des S.U.E.E.* ». Ils critiquent le fait que la commission nationale de sélection soit « *confiée au pouvoir discrétionnaire du directeur du CNOUS, qui n'a, ès qualités, aucun titre à accomplir cette tâche éminemment universitaire* » et affirment que les douze universitaires qui la constituent « *sont désignés selon des critères inconnus* ».

● *A l'U.E.R. des lettres de l'université de Nice*, ce lundi 12 mai à l'aube, un cocktail Molotov a été lancé sur une porte des locaux administratifs, et des coups de carabine ont été tirés sur des voitures d'étudiants en stationnement, sans faire de victime. Le comité de grève, qui en est à son soixante-troisième jour d'occupation des locaux pour protester contre la suppression de la section d'éducation physique de Nice, estime qu'il s'agit là d'une « provocation ».

D'autre part, plusieurs centaines de maîtres d'internat et de surveillants d'externat ont bloqué ce lundi, avec l'aide de lycéens, le passage de l'Oise à Creil, pour protester contre « *la fin de non-recevoir* » opposée à leurs revendications par le ministre de l'éducation, M. Christian Beullac.

● *Deux cocktails Molotov* ont été lancés, dimanche 11 mai, vers 1 heure du matin, contre les locaux de la direction régionale de la jeunesse et des sports à Poitiers. Le début d'incendie a été rapidement maîtrisé, et les dégâts sont peu importants. Cet attentat n'a pas été revendiqué.

SCIENCES HUMAINES

UN COLLOQUE A LA MAISON DE LA CHIMIE

Les jeux de la vérité

Nietzsche comparait la vérité à une femme et trouvait bien indiscrets, bien impudiques les philosophes qui entendaient la dévoiler. C'est à ce petit jeu pourtant que se sont employés pendant trois jours, à la Maison de la chimie, à Paris, des philosophes (John Searle, Harold Bloom, J.-T. Desanti, Dominique Grisoni, B.-H. Lévy, Philippe Némo...), des psychanalystes (Octave Mannoni, Pierre Fédida, Monique Schneider, Italo Bassi, Armando Verdiglione, J. Nassif...) et des écrivains (Viviane Forrester, Shoshana Felman, François Coupry, Marek Halter, Philippe Sollers, J.-J. Brochier, Serge Doubrovsky...).

Organisé par l'Association psychanalytique italienne et par la revue *Spirali*, ce colloque à vocation internationale fut l'occasion d'échanges courtois et enrichissants. De nombreux conférenciers insistèrent sur le fait que face à une théorie, quelle qu'elle soit, il est préférable de ne pas se demander : « *Est-elle vraie ?* », mais : « *Quel est son degré de probabilité à la lumière des observations dont on dispose ?* », et : « *Dans quelle mesure explique-t-elle ces observations ?* » Les logiciens ont en effet démontré à maintes reprises que l'on pouvait construire plusieurs théories *sur une même série de* données.

Jacques Attali, dans un brillant exposé, compara le sens du vrai dans la mythologie, dans les sciences physiques et dans les sciences humaines ; il rappela qu'il est fondamental pour chaque chercheur d'expliciter les critères du vrai dont il se sert, « *ce qui conduit à une grande modestie* », conclut-il. Pour le psychanalyste Octave Mannoni, « *toutes les théories sont des fictions qui se vérifient en se réfutant* » ; il ajouta qu'une théorie est indispensable à l'analyste, sans quoi il ne pourrait pas tenir sa place.

Quant à Serge Doubrovsky, il tenta de répondre à une question particulièrement intéressante ; la psychanalyse permet-elle à l'écrivain analysé d'écrire une autobiographie plus vraie que s'il n'était pas passé par le divan ? Question à laquelle il répondit prudemment : « *L'autobiographie analytique n'est pas plus vraie, mais elle est plus riche ; si elle ne l'est pas, c'est qu'elle est encore à inventer.* »

R. J.

ÉDUCATION

LES « RYTHMES SCOLAIRES »

Le Conseil économique et social va se prononcer sur une proposition de réduction des vacances d'été de la semaine et de la journée

La durée de l'année, et donc des vacances scolaires, est indissociable de l'organisation de la semaine, de la journée, voire de la séquence horaire, qui tiennent peu compte de l'âge et des rythmes biologiques des enfants et des adolescents. C'est pourquoi, après s'être prononcé, à la fin de l'année 1978, en faveur d'un étalement et d'une réduction des vacances d'été (« le Monde » du 23 décembre 1978), le conseil économique et social va examiner, les 13 et 14 mai, un projet de rapport et d'avis présenté par M. Emile Lévy, professeur de sciences des organisations de l'université de Paris-IX-Dauphine.

Cette mission lui a été confiée au nom de la section des actions éducatives, sanitaires et sociales, à la demande du premier ministre, sur proposition de MM. Christian Beullac, ministre de l'éducation, et Jean-Pierre Soisson, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Le rapport, que M. Lévy a commenté lundi 12 mai devant la presse, se situe dans la continuité du précédent, qui prévoyait trois étapes : une expérience d'étalement des vacances d'été sur deux zones : une réduction, dans un deuxième temps, des vacances d'été à neuf semaines avec expérimentation d'un étalement modéré sur l'ensemble du territoire, la troisième étape devant être celle de la mise en concordance de l'année civile et de l'année scolaire.

Les décisions prises depuis par le ministre de l'éducation — que le rapporteur a jugées quelque peu « hâtives » — ont brûlé les étapes. Le calendrier des prochaines vacances d'été et de l'année scolaire 1980-1981 a été fixé dans chaque académie dans un souci d'étalement, sans expérimentation préalable plus limitée, et sans que la durée des vacances soit réduite de deux semaines. Prudent, le rapport de M. Emile Lévy suggère de reporter l'une de ces deux semaines de congé dans l'année, l'autre devrait se solder par une réduction de la semaine et de la journée de travail en classe.

Réaliste, il est conscient que, même « dans l'intérêt prioritaire de l'enfant », aucun réaménagement du temps n'est envisageable sans consensus, aves les enseignants en particulier.

Le projet d'avis

« *Tout réaménagement des rythmes scolaires doit être placé sous le signe de l'intérêt prioritaire de l'enfant.* » Tel est le premier principe formulé par le rapport du Conseil économique et social, qui insiste sur deux objectifs principaux : « *Eviter la fatigue scolaire et favoriser les rythmes d'apprentissage ; harmoniser les différentes composantes — scolaires et extra-scolaires — du temps de l'enfant.* »

Cependant, « *conscient du fait qu'aucune réforme viable de cette importante dimension du fonctionnement de l'école ne saurait se passer du consentement (...) des enseignants, qui doivent en être les principaux agents* » le Conseil économique et social estime indispensable que « *des négociations se nouent pour aboutir à ce consensus* ». Dans le même temps une « *large et réelle concertation* » devrait avoir lieu avec les parents d'élèves, les personnels de l'éducation et les représentants des intérêts économiques et sociaux.

Une demi-heure de moins chaque jour

Sans anticiper sur ces négociations, le Conseil économique et social préc... un réaménagement « *placé sous le signe de l'équilibre général des différentes périodes de travail et de repos* » en infléchissant notamment « *la tendance à la réduction du nombre de jours scolarisés dans l'année* ».

Il propose plus précisément :

« *Que la séquence d'enseignement, réduite à une durée moyenne de quarante-cinq minutes, fasse l'objet d'aménagements divers qui, selon l'âge et la discipline pourraient la faire varier de vingt minutes à trois heures ;*

» *Que la journée scolaire soit réduite d'au moins une demi-heure, avec suppression effective (école primaire) ou allégement du travail à la maison, pour les élèves du premier cycle du secondaire, et une meilleure alternance des disciplines et des activités sportives, socio-éducatives et culturelles ;*

» *Que la semaine reste étalée sur le plus grand nombre possible de jours de classe, évitant (...) de généraliser la suppression du samedi matin et conservant la coupure du milieu de semaine.*

» *Sa durée globale devrait être également réduite de deux à trois heures.* »

L'aménagement de la semaine devrait en outre :

» *Eviter la concentration des matières lourdes sur certains jours et pourrait faire l'objet d'emplois du temps établis sur la quinzaine ;*

« *Que l'année scolaire comporte une semaine de classe supplémentaire (trente-six au lieu de trente-cinq) (...). L'année organisée sous forme de bimestres ou de trimestres devrait, en toute hypothèse, comporter des périodes de travail de cinq à sept semaines, entrecoupées par des périodes de congé de une à deux semaines, votre trois au maximum.* »

Un tel aménagement semble indissociable d'une évolution des méthodes d'enseignement et notamment dans le sens d'une « *progression sensible de la pédagogie par objectifs* » ainsi que du « *développement de l'individualisation de l'enseignement et de la pédagogie de soutien* ».

Le Conseil fait aussi de nombreuses suggestions concernant le « service » et la formation des enseignants. Il propose notamment de « *favoriser la constitution d'équipes pluridisciplinaires d'enseignants* », d'améliorer « *leurs conditions de travail à l'école pour une plus grande permanence des maîtres* », de « *reconnaître dans le déroulement de leur carrière leurs efforts d'innovation pédagogique* », de « *redéfinir, sans accroissement de leur charge annuelle de travail, les obligations de service des enseignants en termes de séquences et non d'heures, dans un cadre plus large et non forcément hebdomadaire* ».

Enfin, le Conseil économique et social insiste sur la nécessité d'une « *amélioration substantielle des conditions d'accueil, de garde* » en dehors des heures de classe — et de restauration des élèves. Il conclut en souhaitant « *voir encourager toutes les initiatives qui conduisent à éviter, tant pour les adultes que pour les enfants, la concentration extrême des périodes de travail dans le cadre de la journée, de la semaine ou de l'année* ».

Les mesures qu'il propose ne sont en ce sens, selon lui, qu'une « première étape ».

Prudence et réalisme

Prudents et réalistes. Ainsi apparaissent le nouveau rapport et le projet d'avis sur les rythmes scolaires présentés par le Conseil économique et social. Même s'il contient en germe des bouleversements susceptibles de modifier de façon sensible tout le fonctionnement du système éducatif, il n'en ignore pas pour autant les contraintes. Le rapporteur, M. Emile Lévy, a en outre retenu la leçon de son prédécesseur, le professeur Pierre Magnin, recteur à Strasbourg, dont l'avis sur l'aménagement de l'année scolaire n'a été que peu suivi d'effet.

L'organisation de la journée et de la semaine — qui devraient varier en fonction de l'âge des enfants et du cycle d'enseignement — est tout à fait liée à la longueur de l'année. S'il est souhaitable, comme la plupart des études récentes le démontrent, d'alléger le travail quotidien des enfants (« *la journée scolaire française apparaît comme l'une des plus longues* »), cela suppose d'augmenter le nombre de jours de classe (qui sont parmi « *les plus faibles du monde* »). C'est là qu'apparaît un des obstacles essentiels à tout changement réel : « *la résistance des enseignants* ». Le désir de concentrer leurs horaires sur certains jours de la semaine (dans l'enseignement secondaire), « *l'attachement aux vacances, petites ou grandes* » (qui ne sont définies par aucun texte en ce qui les concerne), notamment, ne rendent pas « *aisée toute solution de plus grand étalement des périodes scolaires* ». C'est pourquoi le rapporteur prend soin de suggérer des négociations destinées à aboutir à un consensus.

La notion de « service hebdomadaire », très diverse selon la catégorie — et qui n'a pas été inventée par les enseignants, — est un autre facteur de rigidité. « *Il serait bien préférable,* selon le rapporteur, *de définir les obligations de service des maîtres en termes d'horaires annuels, voire en termes de présence hebdomadaire et non plus seulement d'heures de cours.* »

C'est un des bouleversements préconisés dans ce rapport, qui est susceptible d'en entraîner bien d'autres : échanges avec les parents, emplois du temps étalés sur deux semaines, évolution de la pédagogie (le rapport fait référence par exemple aux « *méthodes actives* », à l'enseignement pluridisciplinaire), amélioration de la formation initiale et continue des maîtres, révision de la « *nature des inspections* ».

Une telle évolution est propre à rapprocher l'école des réalités et, de ce fait, à mieux répondre aux aspirations des enfants et des adolescents, qui, de plus en plus, tendent à « *s'éloigner* » du monde scolaire, « *tandis que certains s'en sentent carrément rejetés* ».

Un choix politique

Les enseignants n'acceptent pas d'être tenus pour seuls responsables du surmenage, du « malmenage », des écoliers, collégiens et lycéens. La famille, la télévision, les contraintes de la vie moderne, le travail salarié féminin sont couramment, à tort ou à raison, sur la sellette. Une meilleure information des familles et des maîtres permettrait sans doute de mieux utiliser le temps passé à la maison en rappelant, par exemple, que le travail scolaire au domicile pour les écoliers — qui est interdit depuis 1956 — ne fait qu'ajouter à la fatigue, alors que l'équilibre « veille-sommeil » n'est pas suffisamment respecté.

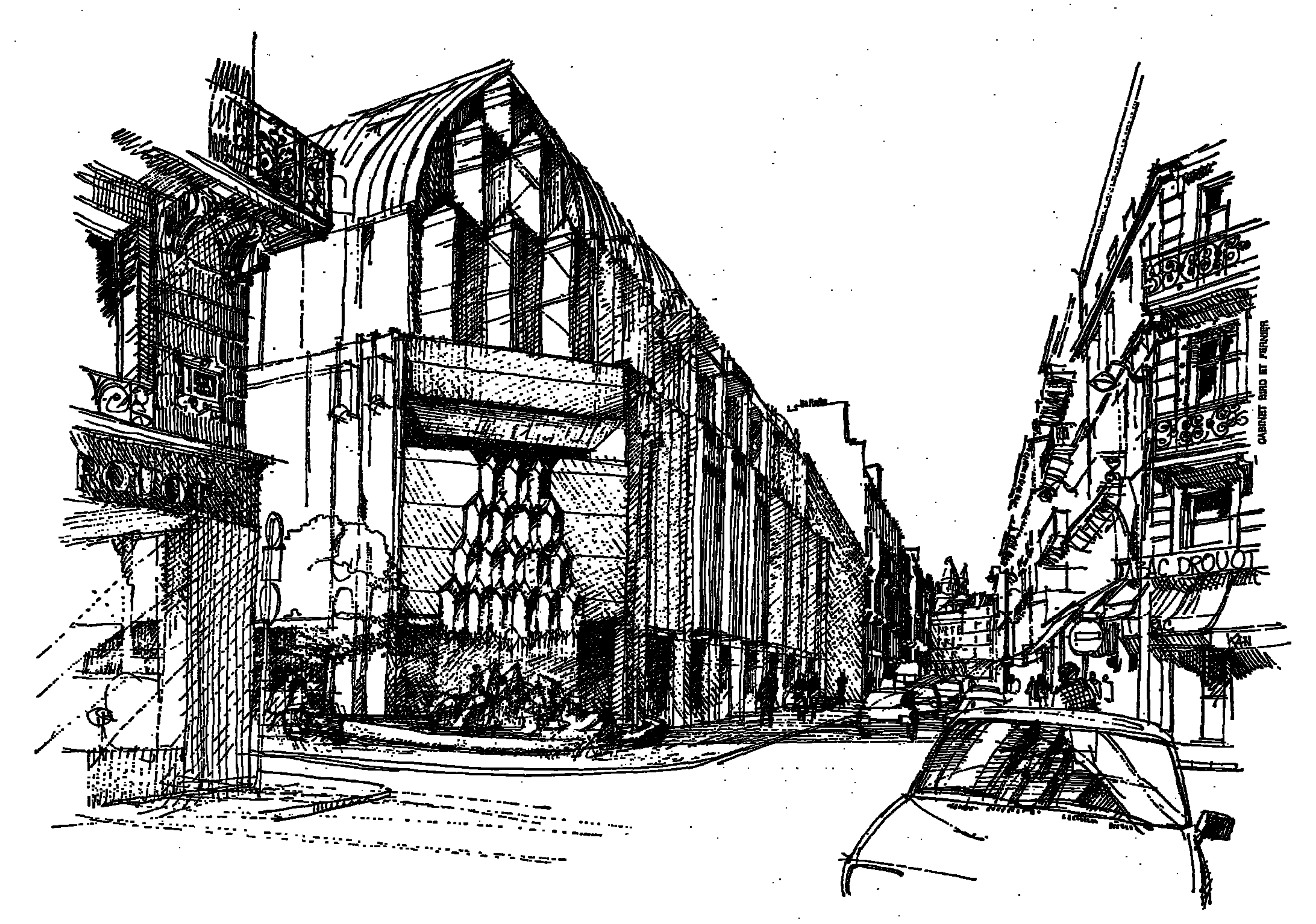
Mais ni l'école ni l'information ne sont en mesure de faire coïncider le temps de travail des parents avec celui qui est souhaitable pour les enfants. Les transports scolaires, les lieux et personnels de « garde » en dehors des heures de classe, les associations culturelles et sportives, les centres de vacances ne sont déjà pas, actuellement, adaptés aux besoins, tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

Tels sont les principaux obstacles relevés par le Conseil économique et social face à l'évolution fondamentale qu'il souhaite. Les différents aspects de cette évolution ont déjà été envisagés par de nombreux spécialistes. Le rapport de M. Levy a le mérite de les rassembler. Mais qui fera le choix politique de donner les moyens d'améliorer le secteur périscolaire, la formation de tous les enseignants, de les rémunérer aussi — notamment ceux qui sont au bas de l'échelle — en fonction du service que l'on attend désormais d'eux ?

CATHERINE ARDITTI.



Drouot retrouve Drouot



du 14 au 17 mai

PORTES OUVERTES

sur l'Histoire et l'Actualité

APRÈS avoir, en 1976, traversé la Seine pour s'installer temporairement rive gauche, dans l'ancienne gare d'Orsay, l'Hôtel des Ventes de Paris retrouve aujourd'hui le 9 rue Drouot, un passé, trois rues, un quartier qui ne vivaient que par et pour lui.

Construit en 1851, l'ancien Drouot ne répondait plus aux exigences actuelles des ventes aux enchères. La Compagnie des Commissaires-Priseurs de Paris avait donc décidé, dans le cadre d'une opération immobilière menée en étroite concertation avec la Ville de Paris, de se doter d'un outil fonctionnel et prestigieux, afin de contribuer à *redonner à la capitale une place de premier plan sur le* marché international de l'art.

Réunies en un même lieu, seize salles, toutes équipées des derniers perfectionnements techniques, un parc de stationnement, une gamme de services destinés à aider dans leurs transactions acheteurs et vendeurs, un quartier rénové, intelligemment rendu aux piétons, sont autant d'atouts pour faire du Nouveau Drouot le rendez-vous préféré des amateurs d'art et de curiosités.

Quatre journées "Portes Ouvertes", du mercredi 14 mai au samedi 17 mai, de 11 heures à 18 heures, vont permettre aux visiteurs français et étrangers de découvrir, tout à loisir, le nouvel Hôtel des Ventes.

Deux expositions sont organisées à cette occasion : l'une évoque l'histoire des ventes publiques à Paris, au XVIIIe et au XIXe siècles, à travers des tableaux, des aquarelles, des estampes, des bronzes signés Daumier, tandis que l'autre présente, en avant-première, les objets, les tableaux, les manuscrits qui seront, sans nul doute, les "vedettes" des ventes des mois de mai et juin.

nouveau drouot

compagnie des commissaires-priseurs de paris

HOTEL DES VENTES, 9 RUE DROUOT, 75009 PARIS
TEL. : 246.17.11 • TELEX : DROUOT 270906

Pour recevoir le Guide du Nouveau Drouot, veuillez retourner ce bon au : M1
Nouveau Drouot Cedex 909
75310 Paris Brune Cedex

Nom ____________
Prénom ____________
Adresse ____________
____
Profession ____________

CONCEPTION IDEES/DIALOGUE CONSEIL

JUSTICE

AU PROCÈS DES NATIONALISTES CORSES

La mansuétude n'a jamais payé avec les terroristes

déclare l'avocat général

Au terme de son réquisitoire, samedi 10 mai (« le Monde » daté 11-12 mai), M. Robert Olivier, avocat général près la Cour de sûreté de l'Etat, a requis dix ans de réclusion criminelle contre MM. Jean Nicoli, vingt et un ans, et Alain Orsoni, vingt-cinq ans (jugé par défaut). L'avocat général a, d'autre part, demandé des peines qui ne soient pas inférieures à cinq ans de détention à l'encontre de MM. Didier Beretti, vingt-quatre ans, Jean-Pierre Colombani, vingt ans ; Guy Orsoni, vingt et un ans, et trois ans contre M. Philippe Zambernardi, trente-cinq ans. Concernant M. Gérard de Mari, vingt-huit ans, qui s'était constitué prisonnier lors de la première audience et que l'accusation soupçonne d'avoir été un « sergent recruteur » du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), M. Olivier a demandé un supplément d'information.

Les plaidoiries de la défense ont commencé samedi 10 mai et se poursuivront jusqu'au mardi 13. L'arrêt de la Cour de sûreté sera rendu mardi à 18 heures.

Une ligne de force claire et nette a dominé le réquisitoire de M. Robert Olivier : « *La mansuétude n'a jamais payé avec les terroristes.* » L'avocat général a rappelé la courbe statistique des attentats commis en Corse depuis plus de dix ans, une courbe ascendante, bien sûr. Le ministère de l'intérieur a, en effet, comptabilisé 35 attentats en 1968, 116 en 1974 et 256 en 1978. Au cours des quatre premiers mois de l'année 1980, on a enregistré 201 attentats, dont 112 ont été attribués au F.L.N.C.

Mansuétude ou pas de la part de la Cour de sûreté de l'Etat, qui a déjà vu un bon nombre de militants nationalistes corses passer devant elle, M. Olivier a crié : « *Assez ! Assez !* », demandant à la Cour la plus grande fermeté. « *La Corse*, a-t-il déclaré, *ce n'est pas, ce ne peut être cette association de malfaiteurs* (le F.L.N.C.) *malgré tout son cynisme et toute son impudence.* »

Selon l'avocat général, il s'agit de montrer définitivement que « *ce procès est politique, au sens le plus profond, car il touche à la vie même de la cité* » et de répondre négativement, par des peines conséquentes, à la question : « *Le terrorisme est-il oui ou non un moyen admissible pour régler les problèmes et les différends qui peuvent se poser ?* » Il a rappelé les nombreux attentats commis en Corse, « *autant de crimes par excellence de droit commun* », et noté que « *la Ligue des droits de l'homme elle-même a fini par s'émouvoir du caractère proprement raciste du slogan* « I Francesi fora » (les Français dehors) ».

Dans ces conditions, M. Olivier a requis que l'on « *frappe ainsi qu'il le convient les racistes du F.L.N.C.* », tout en leur accordant les circonstances atténuantes. En clair, l'avocat général a demandé « *des peines qui soient jugées dissuasives par tous les apprentis terroristes* ».

En dépit des explications fournies, la sévérité de la peine requise contre M. Nicoli, vingt et un ans, a surpris. Pour éclairer sa demande — dix ans de réclusion criminelle, — M. Olivier, sans convaincre, a assimilé la position de M. Nicoli au sein du F.L.N.C. à celle de deux des accusés du procès des vingt et un nationalistes corses, qui eut lieu au mois de juillet 1979 : MM. Jules Giamarchi, trente-huit ans, et Etienne Graziani, trente ans, que la Cour de sûreté de l'Etat avait condamnés à dix ans de réclusion criminelle. Malheureusement, par le seul effet du style, l'avocat général a comparé ce qui ne peut l'être : la jeunesse et la maturité. Justifiant sa demande en invoquant « *l'endurcissement terroriste de Nicoli Jean* », il a ajouté sans ciller : « *La différence d'âge ne fait rien.* »

Les réquisitions contre MM. Beretti, Colombani et Orsoni, certes moins sévères (des peines de détention qui ne soient pas inférieures à cinq ans), sont néanmoins lourdes au regard des charges qui pèsent sur eux. Ainsi M. Orsoni a-t-il déjà fait quatorze mois de prison alors que le ministère public ne détient aucune preuve matérielle de sa complicité dans des attentats à l'explosif pas plus que de sa participation à l'action du F.L.N.C. Ainsi M. Colombani a-t-il été arrêté seulement deux mois après son adhésion au Front. Ainsi l'accusation ne peut-elle retenir que de bien maigres états de service de M. Beretti dans le cadre du F.L.N.C.

Enfin, M. Olivier a requis contre M. Zambernardi, qui avait conservé chez lui un paquet d'explosif pour rendre service à son jeune neveu, trois ans d'emprisonnement, démasquant dans cette attitude « *le triomphe de la veulerie, l'absence la plus complète de morale* ». Des réquisitions pour l'exemple.

M. Olivier a conclu, s'adressant à la Cour : « *Vous penserez aux victimes, vous penserez à la paix civile, vous penserez à l'unité nationale, vous penserez à la partie saine de la population corse, c'est-à-dire à la totalité des Corses, sauf quelques égarés ; vous vous souviendrez que toutes les mesures d'apaisement ont été vaines pour juguler la folie terroriste.* »

LAURENT GREILSAMER.

● *Corse : les autonomistes écrivent au pape.* — Le mouvement autonomiste l'Union du peuple corse (U.P.C.) vient d'adresser à Jean-Paul II, « *la plus haute autorité spirituelle et morale de notre temps* », une lettre pour lui exposer, avant sa visite en France, « *la situation actuelle du peuple corse* » que, à son avis, « *l'on a condamné à disparaître* ».

LES Q.S.R. ET LES DROITS DE LA DÉFENSE

Dans une ordonnance en date du 5 mai, le juge des référés du tribunal administratif de Paris ordonne au garde des sceaux de communiquer à M. Charles Bauer — complice présumé de Jacques Mesrine, — détenu en quartier de sécurité renforcée (Q.S.R.), le règlement régissant les conditions actuelles de sa détention à la maison d'arrêt de Fresnes, cela « *dans des conditions permettant utilement l'exercice des droits de la défense* ». Le 28 avril, Mᵉ Francis Teitgen, l'un des avocats de M. Bauer avait en effet saisi le tribunal d'une requête en référé afin de « *connaître les motifs du placement de son client dans un quartier spécial et se voir communiquer le règlement qui régit ses conditions de détention* » (le *Monde* du 30 avril).

L'un des considérants de l'ordonnance précise que « *la juridiction administrative n'est pas manifestement incompétente pour connaître de la demade de M. Charles Bauer, laquelle intéresse le fonctionnement du service administratif pénitentiaire* ».

Le projet de loi « sécurité et liberté » continue de susciter des réactions hostiles

Le projet de loi « sécurité et liberté » adopté le 30 avril par le conseil des ministres continue de susciter des réactions hostiles.

● **LA CONFEDERATION SYNDICALE DES AVOCATS estime :**

« *Si ce texte comporte quelques dispositions positives, notamment en matière de détention provisoire et de protection des droits des victimes, il semble surtout influencé par le souci de satisfaire certains courants d'opinion.* » Parmi les critiques que la C.S.A. adresse au projet figure le fait que celui-ci « *ne précise pas la place de la défense dans les nouvelles procédures qu'il crée, alors que, augmentant les pouvoirs du parquet, il accentue ainsi le déséquilibre entre l'accusation et la défense* ». La C.S.A. (modérée) affirme grouper cinq mille des quatorze mille avocats.

● **LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE déclare :**

« *Avec ce projet, qui suscite une réprobation unanime, le gouvernement tente de mettre en place une justice expéditive et purement répressive. Généralisation des flagrants délits, automaticité des peines, renforcement du pouvoir du parquet, quasi-suppression de l'instruction au profit de l'enquête de police, aboutissement de la campagne démagogique de sécurité, ce projet porte atteinte aux libertés fondamentales, compromet gravement les droits de la défense, remet en cause les grands principes du droit pénal français et marque même une défiance à l'égard des magistrats en restreignant leurs prérogatives au profit de la police et en réduisant leur pouvoir d'appréciation.* »

Le S.A.F. affirme grouper entre six cents et sept cents avocats proches de la gauche et de l'extrême gauche.

● M. Jacques Léauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris et membre, jusqu'en 1977, du Comité d'études de la violence, présidé par M. Alain Peyrefitte, déclare dans *le Nouvel Observateur* daté 12 mai :

« *Cette loi porte atteinte à la liberté de jugement des juges. On me dit que c'est à cause de l'air du temps, parce qu'ils se seraient coupés du public. Mais alors je ne comprends pas pourquoi on brime les jurés, qui sont précisément l'expression du public et de l'air du temps. Il n'y a aucune raison de fixer de plancher à l'indulgence des jurés ni de retirer aux juges une partie de leur compétence. Parce qu'ils deviendraient plus laxistes. C'est l'inverse qui se produit : les peines prononcées par les juges sont plus fortes qu'elles étaient naguère, qu'ils soient juges populaires ou juges professionnels.*

» *Et puis enfin, quand cessera-t-on de penser qu'en mettant des limites à la prétendue clémence des jurés et des juges on vaincra les forces fantastiques et permanentes qui sont la cause de l'accroissement de la criminalité ? Quand se résoudra-t-on à s'attaquer aux véritables causes — les villes, l'anonymat, l'indifférence, que sais-je ?... Il y a dans cette idée que la répression suffira à lutter contre la criminalité un parti pris dont l'efficacité me paraît dérisoire.* »

● *Une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité.* — Doris Hu, vingt ans, qui avait, en février 1979, tué de plusieurs coups de couteau un retraité pour lui voler ses économies, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises des Ardennes. Serge Duvillier (vingt-huit ans), son complice, a été condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle.

En marge de l'affaire de Broglie

L'ARTICLE 439 NE SERAIT PAS SUPPRIMÉ

Parmi les articles du code pénal dont le projet « sécurité et liberté » prévoit la suppression figure l'article 439, en vertu duquel Mᵉ Francis Szpiner, avocat de M. Pierre de Varga, inculpé dans l'affaire de Broglie, a déposé plainte contre X... pour dissimulation de document public (1).

Une information judiciaire, confiée à M. Jean Fürré, juge d'instruction, a été ouverte le 16 avril à la suite de cette plainte, qui vise notamment MM. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire à Paris, et Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur.

On fait observer à la chancellerie que la décision de supprimer cet article afin de procéder à la « toilette » du code pénal a été prise, il y a plusieurs mois, avant que ne rebondisse l'affaire de Broglie. On ajoute que d'autres dispositions permettent de poursuivre les faits reprochés à MM. Poniatowski et Ducret, notamment l'article 173 sur le détournement d'« actes » par des fonctionnaires, en vertu duquel le parti socialiste a demandé la comparution de l'ancien ministre de l'intérieur devant la Haute Cour de justice.

Comme preuve de sa bonne foi, le ministère de la justice précise que le projet de suppression de l'article 439 pourrait être abandonné s'il s'avérait que cette suppression interférait avec la procédure en cours.

(1) Cet article prévoit que sera puni « *quiconque aura sciemment détruit, soustrait, recélé, dissimulé ou altéré un document public ou privé de nature à faciliter la recherche des crimes et délits, la découverte des preuves ou le châtiment de leur auteur* ». Pour les documents « publics » la peine prévue est une réclusion de cinq à dix ans.

LA CONTROVERSE SUR LE SECRET BANCAIRE EN SUISSE

Le directeur des douanes françaises reçoit les syndicats

Remis en liberté dans la soirée du 9 mai (*le Monde* daté 11-12 mai), M. Pierre Schultz, fonctionnaire français des douanes arrêté en Suisse le 15 avril pour « espionnage économique », est arrivé le lendemain matin à Paris, où il a été reçu à la direction générale des douanes après s'être entretenu avec deux responsables du syndicat national des agents des douanes C.G.T. dont il est membre. A sa descente du train, gare de l'Est, M. Schultz s'est refusé à toute déclaration, précisant toutefois qu'il n'avait eu, pendant son incarcération, aucun contact avec son collègue, M. Bernard Rui, arrêté en même temps que lui sous le même motif.

Le cas de ce dernier continue de préoccuper les organisations syndicales, qui devaient rencontrer, lundi 12 mai, — et à sa demande — M. Jacques Campet, directeur général des douanes. Les cinq syndicats ont décidé de maintenir les trois opérations « frontières bloquées » prévues pour le courant de la semaine. M. Bernard Rui apparaît aux autorités judiciaires suisses comme le principal responsable de la tentative de violation du secret bancaire helvétique qui avait conduit les deux douaniers français en prison. Lors de la libération de M. Schultz, le procureur du district de Zurich s'est contenté de déclarer que l'enquête sur M. Rui suit son cours et que son éventuelle mise en liberté dépendra des résultats de la vérification des charges qui pèsent sur lui.

M. FOURCADE : une procédure inamicale.

M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre de l'économie et des finances, a évoqué samedi 10 mai, après l'assemblée générale des Clubs Perspectives et Réalités, qu'il préside, l'arrestation des deux douaniers français en Suisse. Il a déclaré : « *Cette arrestation pose un problème de forme et un problème de fond. Sur la forme, je dirai que du point de vue des relations ordinaires et amicales entre deux pays voisins, quand une difficulté se présente, l'incarcération secrète n'est pas une procédure correcte et amicale. L'expulsion et la protestation officielle me paraissent plus adéquates.*

» *Sur le fond, je constate que la Suisse n'a jamais accepté de nouer avec ses voisins des accords de coopération administrative et politique. Autant je comprends le souci que peut avoir ce pays de protéger le secret bancaire, autant je ne comprends pas cette absence d'accord. Le gouvernement suisse, qui a voulu frapper un grand coup, n'a fait qu'aggraver son isolement au sein de l'Europe en ce qui concerne la lutte contre la fraude internationale.* »

● *Le parti suisse du travail* (communiste) exprime, dans un communiqué publié dimanche 11 mai, sa solidarité avec MM. Bernard Rui et Pierre Schultz. « *En prenant des mesures draconiennes contre ceux qui, dans l'intérêt du peuple français, s'efforcent d'enrayer une massive évasion de capitaux, les autorités suisses montrent une fois de plus qu'elles sont au service des grandes banques et de la politique de rapine couverte par le secret bancaire* », déclare le communiqué. Le parti socialiste et l'Union syndicale suisse s'étaient déjà élevés contre l'arrestation des deux douaniers français.

Une lettre du Front national

M. Michel Collinot, chargé de presse de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, nous écrit à la suite de la publication du compte rendu du procès intenté par M. Patrice Duhamel (le Monde *du 7 mai*) *:*

Il n'y a qu'un scandale, qu'une espèce d'injure faite chaque jour à des millions de citoyens français, c'est le boycottage des formations politiques et socio-professionnelles n'appartenant pas à la bande des quatre par la radio et la télévision d'Etat.

Si j'ai reconnu la matérialité des faits reprochés par M. Patrice Duhamel devant le président Fernand Justafré en ce qui concerne l'esprit, j'ai nié la lettre. J'ai expliqué dans une déclaration notre attitude. Nous n'avons jamais appelé à insulter M. Duhamel, mais nous avons réclamé qu'il accorde le droit d'antenne à Jean-Marie Le Pen, au même titre d'ailleurs qu'aux autres leaders des minorités politiques de ce pays.

« sécurité et liberté »
des réactions hostiles

JUSTICE

A propos des portiques de détection et du « délit d'audience »

La grogne persiste chez les avocats

La grogne persiste chez les avocats après la « table ronde » qui a réuni, samedi 10 mai, à la chancellerie, les organisations professionnelles et des directeurs de l'administration. Deux points étaient à l'ordre du jour de cette réunion : l'installation de « portiques » de détection dans les prisons de Fleury-Mérogis et de Fresnes, et le délit d'audience.

Comme M. Alain Peyrefitte l'avait laissé entendre, le 2 mai, au congrès de la Confédération syndicale des avocats, à Nice (*le Monde* daté 4-5 mai), la chancellerie n'envisage pas de revenir sur l'obligation imposée aux avocats de la région parisienne, et à toute personne entrant en contact avec des détenus, de passer sous un « portique » de sécurité permettant de détecter des armes.

Les assurances données, samedi 10, par le ministère portent sur le réglage de ces portiques, dont l'alarme ne se déclencherait que pour une masse métallique correspondant à la plus petite arme de poing connue, et non plus pour chaque objet de cette nature, pièces de monnaie ou trousseau de clés. Le ministère de la justice a pris l'engagement que les avocats ne seront pas fouillés et que les incidents éventuels avec les gardiens seront réglés par un membre de la direction de l'établissement.

Les portiques resteront donc en place, même si la chancellerie peut revenir sur sa décision le jour où les avocats auront une carte professionnelle infalsifiable. Une telle carte a été mise à l'étude par le conseil de l'ordre du barreau de Paris. Pour le Syndicat des avocats de France, cependant, cette mise à l'étude *« ne saurait servir de prétexte pour différer la suppression des portiques »*. Dans un communiqué publié, samedi, après la « table ronde », le SAF insiste sur le fait que *« la fouille magnétique, qui n'a (...) aucun fondement légal, doit être supprimée »*.

L'article 25

Le second point à l'ordre du jour portait sur l'article 25 de la loi de 1971 sur la profession d'avocats en vertu duquel un tribunal peut sanctionner immédiatement le défenseur qui n'a pas respecté ses obligations à son égard. En application de ce texte, Mᵉ Yann Choucq, du barreau de Nantes, l'un des défenseurs de manifestants de Plogoff, a été récemment suspendu pendant dix jours par le tribunal de Quimper. Les participants ont cru déceler une divergence de vues entre MM. Raoul Béteille, directeur des affaires criminelles, et Renaud Denoix de Saint-Marc, directeur des affaires civiles et du sceau. Le premier serait partisan du maintien de l'article 25. Le second pencherait pour une solution consistant à faire juger le délit d'audience par un autre tribunal que celui devant lequel l'incident s'est produit.

Les organisations professionnelles d'avocats souhaitent que vienne rapidement en discussion une proposition adoptée récemment par la commission des lois du Sénat, confiant aux conseils de l'ordre le soin de sanctionner le cas échéant les délits d'audience. La proposition du Sénat prévoit que le conseil de l'ordre se prononce dans les huit jours, faute de quoi il serait dessaisi au profit de la cour d'appel. La plupart des organisations d'avocats penchent pour un délai de deux mois. Une nouvelle « table ronde » doit avoir lieu le 21 mai à la chancellerie.

RELIGION

La fin du voyage pontifical

(Suite de la première page.)

Le seul diocèse d'Abidjan (deux millions trois cent mille personnes) compte quatre cent mille catholiques. Le phénomène est encore plus flagrant en Haute-Volta, où Jean-Paul II a passé quelques heures samedi.

Après la Haute-Volta, le pape a découvert dès son arrivée, samedi après-midi 10 mai, l'Afrique prospère de la Côte-d'Ivoire. L'accueil a été, comme il se doit, grandiose, mais il manquait ce petit quelque chose qui fait les grands moments inoubliables. Le cœur ne semblait vraiment pas y être. Pourtant, le président de la République, M. Félix Houphouët-Boigny, paraissait détendu malgré les rumeurs de complot. La population était venue en masse le long du cortège, le folklore était au rendez-vous. Malgré tout, l'hommage rendu à celui qui *« était venu au nom du Seigneur »*, comme on l'avait imprimé sur les tee-shirt, avait quelque chose de guindé. Tout avait été organisé, préparé dans les moindres détails, du bou-bou à l'effigie de Jean-Paul II ou au portrait en couleurs. Mais l'enthousiasme sincère de Kumasi, au Ghana, était loin.

On était venu voir le pape un peu comme une curiosité ou parce qu'on était obligé, voire contraint, sous peine de sanctions, pour les enfants des écoles, par exemple. *« La présence de chacun est obligatoire. Toute absence devra être justifiée par une déclaration médicale. Les élèves se présenteront en uniforme propre et chaque classe sera encadrée par un professeur »*, disait une petite note adressée aux parents. Le service d'ordre était en conséquence fort important : des soldats fusil à l'épaule, les policiers nerveux. L'accueil fut courtois et policé pour *« le message de concorde, de justice et de paix »*, comme le proclamait une *inscription* sur un arc de triomphe en bois de l'avenue Valéry-Giscard-d'Estaing.

Un succès mitigé, donc, qui, dans la soirée, se transforma en mini fiasco, lors de la messe célébrée dans le stade ultra-moderne de la capitale ivoirienne, sur le thème « L'unité de tous ». La foule était loin d'être dense pour cette cérémonie à laquelle la haute société abidjanaise s'était rendue, si l'on en juge par l'impressionnante lignée de grosses cylindrées garées à l'extérieur. Un rendez-vous obligé pour dirigeants et notables, pour scouts en uniforme et groupes de tous ordres. Une belle messe mais un peu terne, sans démesure ni tam-tams, tout le contraire d'une messe populaire, si l'on excepte les chants locaux et une remise d'offrandes.

Pour un peu, on se serait cru à Rome dans cette cathédrale à ciel ouvert qu'est le stade, avec sa piste en tartan rose sur laquelle Jean-Paul II, toujours souriant, a fait un tour complet dans un command-car blanc. Sur le panneau d'affichage se succédaient, en lettres lumineuses, des citations du chef de l'Eglise. Un beau spectacle, mais qui n'a guère fait vibrer les spectateurs, sagement assis sur les gradins.

Le pape avait-il compris ce qui déjà menace la société ivoirienne quand il a déclaré dans son homélie :

« Il faut éviter à tout prix, je le dis par amour pour tous, par amour de ce pays et de ses responsables, que la chance offerte aujourd'hui à la Côte-d'Ivoire et à ses travailleurs par le développement, ne soit manquée, que ne s'agrandisse dangereusement le fossé entre riches et pauvres, comme s'accroît le fossé entre pays riches et pays pauvres, que la civilisation ne se matérialise. »

Une idée sur laquelle il reviendra dimanche 11 mai à Yamoussoukro, lors de l'office pour les jeunes et les étudiants :

« Gardez bien vos racines africaines, leur a-t-il dit, *devenez très vigilants face aux modèles de sociétés qui sont fondées sur la recherche égoïste du bonheur individuel et sur le dieu argent ou sur la lutte des classes et la violence des moyens. Tout matérialisme est une source de dégradation pour l'homme et dans l'asservissement de la vie en société. »*

Là encore, cette manifestation a été un succès populaire, mais le peuple n'est pas allé spontanément vers le pape, on l'a amené à lui, y compris, peut-être, les musulmans qui, à proximité de l'estrade, où était dressé l'autel, faisaient leurs prières en direction de La Mecque. Pourtant, le pape n'a pas ménagé ses efforts. Missionnaire moderne, il a multiplié les messes et les échanges. Le voyage du pape en Afrique restera une performance physique dont la conclusion ne fut pas à la mesure du déroulement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

M. MICHEL PONIATOWSKI : un des derniers points de ralliement.

« Le pape est devenu l'un des derniers points de ralliement d'une humanité en déroute », affirme M. Michel Poniatowski dans la lettre hebdomadaire de l'Institut de prospective politique du lundi 12 mai. Constatant que le monde semble *« en panne d'universel »*, l'ancien ministre de l'intérieur met l'accent sur le caractère *« moderne et même futuriste »* de la *« notion d'assemblée universelle »* attachée à l'idée d'Eglise.

« L'Eglise, écrit encore M. Poniatowski, *est faite de tradition et d'avenir, de continuité et de changement, de permanence et d'évolution. Sa plus grande chance aujourd'hui est d'être conduite par un pape qui, par réflexion, expérience et tempérament, intègre ces données contradictoires. »* Et M. Poniatowski conclut : *« Le spirituel de nouveau va façonner les civilisations. »*

● *Messe traditionaliste.* — Environ deux mille cinq cents personnes ont assisté, dimanche 11 mai, à une messe traditionaliste célébrée par Mgr Marcel Lefebvre, sur la pelouse du stade-vélodrome de Marseille, à l'occasion de la fête de Jeanne d'Arc. Cette cérémonie religieuse, organisée au cours d'un pèlerinage national par les Amis de Notre-Dame de la Garde, n'avait pas été autorisée par le cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille. De nombreuses délégations assistaient au pèlerinage qui a eu lieu l'après-midi sur la colline où se trouve la basilique de la « Bonne Mère ».

● *La Fête de Jeanne d'Arc* a été célébrée, comme chaque année, le dimanche 11 mai à Paris. Après le dépôt de gerbe traditionnel par les autorités civiles et militaires au pied de la statue équestre de l'héroïne nationale, place des Pyramides, quelques centaines de personnes ont défilé devant le monument. En tête du cortège, on distinguait notamment M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à la présidence de la République.

UN APPEL EN FAVEUR DU SAHEL

A Ouagadougou (Haute-Volta), Jean-Paul II a lancé, le 10 mai, l'appel suivant en faveur du Sahel :

« Moi, Jean-Paul II, évêque de Rome et successeur de Pierre, j'élève ma voix suppliante parce que je ne peux pas me taire quand mes frères et sœurs sont menacés. Je me fais ici la voix de tous ceux qui n'ont pas de voix, la voix des innocents qui sont morts parce que l'eau et le pain leur manquaient, la voix des pères et des mères qui ont vu leurs enfants mourir, sans comprendre, ou qui verront toujours dans leurs enfants les séquelles de la faim qu'ils ont endurée, la voix de générations à venir, qui ne doivent plus vivre avec cette menace terrible pesant sur leur vie. Je lance un appel à tous !

» N'attendons pas que la sécheresse revienne, effroyable et dévastatrice. N'attendons pas que de nouveau le sable porte la mort. Ne permettons pas que l'avenir de ces peuples reste à jamais menacé. La solidarité d'hier a démontré, par son extension et son efficacité, qu'il est possible de n'écouter que la voix de la justice et de la charité, et non pas celle de l'égoïsme, individuel et collectif. Ecoutez mon appel ! »

CARNET

Fiançailles

— Le comte et la comtesse Anne-François d'HARCOURT,
Le baron et la baronne de BAZELAIRE de BOUCHEPORN,
ont le plaisir d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,
Olivier et Catherine.

Mariages

— **Sylvie DUFLOS** et **Frank COURTHEOUX**
ont la joie de faire part de leur mariage, célébré le 3 mai 1980, en *l'église d'Eygallières (Provence)*.

— M. et Mme Jean BELLO,
M. et Mme André MICHAUDON,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants,
Yann et Claire,
qui a eu lieu le 3 mai à Viry-Châtillon, dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— **Mlle Françoise QUINTEL et M. Daniel NAHON**
ont la joie de faire part à leurs amis de leur union, le vendredi 9 mai, à la mairie du dix-huitième.
63, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

— Francine et Almir SALMON,
Françoise et Henri ROUQUETTE,
ont la joie de faire part du mariage de leurs enfants,
Sonia et Pierre,
qui sera célébré le 7 juin 1980, en l'église de Graye-sur-Mer (Calvados).
Romescamps (Oise).
Versailles (Yvelines).

Décès

— Castres, Toulouse, Vabre.
Mme André Armengaud,
M. et Mme Serge Feix et leur fille
M. Xavier Armengaud,
Anne-Claire,
M. et Mme Jacques Armengaud, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Marcel Cazanobes, leurs enfants et petits-fils,
Mme Jean Cazanobes et ses enfants, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. André ARMENGAUD,
professeur à l'université de Toulouse-le-Mirail,
survenu le 5 mai 1980, dans sa soixante et unième année.
Les obsèques ont eu lieu au temple de Castres, le jeudi 8 mai 1980.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

« Veillez donc, puisque vous ne savez ni le jour ni l'heure. »
Matthieu, XXV, 13.

19, rue de Nimes, 31400 Toulouse.
60, rue Théron-Périé, 81100 Castres.
(Voir *le Monde* du 7 mai 1980.)

— Jean-Denys Barbey, son fils.
Ses sœurs, frère, belles-sœurs, beaux-frères, neveux, nièces, petits-neveux, petites-nièces,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Jean BARBEY,
née Marie-Louise Bois,
rappelée à Dieu le 10 mai 1980.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 14 mai, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, à 11 heures.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Mamers (Sarthe) dans le caveau de famille.
Pas de fleurs, des messes.
Ils prient d'associer à son souvenir celui de son époux,
M. Jean BARBEY,
président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris,
décédé le 3 août 1977.
Cet avis tient lieu de faire-part.
133, avenue de Malakoff,
75116 Paris.
137, avenue du Roule,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Nous apprenons le décès de
M. Jacques BIOSSE-DUPLAN.
[Né le 14 août 1914 à Paris, Jacques Biosse-Duplan avait, après un diplôme d'études supérieures de droit et un diplôme des Hautes études commerciales, commencé en 1940, comme gérant de la société J. Thiriez Père et Fils et Cartier-Bresson, une carrière tout entière consacrée à l'industrie textile.
Vice-président de la société J. Thiriez et Cartier-Bresson, en 1969, il était également devenu, en 1962, administrateur-directeur général de Dollfus-Mieg et Cie, avant d'en être P.-D.G. en 1968. Vice-président, puis président en 1979, de l'Union des industries textiles, vice-président de l'Union des fabricants, il était depuis 1974 membre du conseil d'administration du Centre français du commerce extérieur et membre du conseil consultatif de la Banque de France. En janvier dernier, il était élu membre du conseil exécutif du Conseil national du patronat français, dont il était nommé vice-président en février. Jacques Biosse-Duplan était commandeur de l'ordre national du Mérite.]

— M. et Mme Robert Bloch, leurs enfants et petits-enfants,
Mme André Bloch,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mme Gaston BLOCH,
née Renée Simminski,
survenu le 7 mai 1980, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.
147, rue de Rome, 75017 Paris.
69, rue Ganneron, 75018 Paris.

— M. et Mme Jacques Champy,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Mme Cécile CHAMPY,
survenu le 10 mai, dans sa quatre-vingt-huitième année.
La cérémonie religieuse aura lieu mercredi 14 mai 1980, à 15 h. 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne, 2, rue de l'Eglise, à Boulogne, où l'on se réunira.
115, rue de Bellevue,
92100 Boulogne-sur-Seine.

— M. et Mme Edgar Chatain,
M. et Mme Jacques Chevalier,
M. et Mme Jacques Rambert,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Fernand CHEVALIER,
ancien député d'Alger,
ancien président de la Fédération des vignerons du département d'Alger,
ancien président des Associations agricoles de la région d'El-Affroun,
survenu le 9 mai 1980, dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.
La cérémonie religieuse aura lieu *le mercredi 14 mai, à 11 h. 30, en* l'église de Saint-Cyr-du-Vaudreuil (Eure).
15, avenue Carnot, Paris (17ᵉ).
[Né le 8 décembre 1898 à El-Affroun (Algérie), Fernand Chevalier, agriculteur, avait été élu membre de la deuxième Assemblée nationale constituante le 2 juin 1946, puis membre de l'Assemblée nationale le 10 novembre de la même année. Appartenant aux commissions de l'agriculture et des boissons, Fernand Chevalier siégeait au groupe UDI (Union démocratique des indépendants). Troisième de la liste d'Union algérienne aux élections *législatives de juin 1951, il n'avait pas* été réélu.]

— Paris.
Mme Camille Fouks, son épouse,
Mlle Nicole Fouks,
M. et Mme Gérard Fouks et leurs fils,
ses enfants et petits-fils,
Ses belle-mère, frère, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
Toute la famille et les alliés,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de
M. Camille FOUKS,
décédé le 9 mai 1980 à Paris, dans sa cinquante-neuvième année.
Les obsèques auront lieu le lundi 12 mai 1980.
On se réunira à 15 h. 30, à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien.
L'inhumation aura lieu dans la sépulture de famille.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
24, square de Clignancourt,
75018 Paris.

— Le personnel de la société Fouks a la douleur de faire part du décès de son président-directeur
M. Camille FOUKS.

— **Mme Roger GROMAND,**
née Marie-Louise Brunet d'Evry,
vient d'être rappelée à Dieu le 9 mai 1980, à 10 heures, dans la foi et l'espérance, après avoir reçu l'onction des malades.
En font part avec une immense douleur :
Roger Gromand, son mari,
Eric de Fleuriau, Marie-Béatrice, Peter et Alexandre Behrens, Pierre-Gilles, Marie-Hélène et Célia Gromand, ses enfants et petits-enfants,
Paul et Lydia Cotasson, ses collaborateurs fidèles.
Marie-Solange et Céline Cotasson, ses filleules.
Les obsèques auront lieu à l'église paroissiale d'Evry-les-Châteaux, et l'inhumation dans la chapelle du château le mardi 13 mai, à 11 h. 30.
Le corps sera exposé au château d'Evry de samedi 14 heures à dimanche 18 heures.

— On apprend le décès de
Mme Mady HEYSCH,
née Brochier.
[Mady Heysch, diplômée de l'Ecole supérieure de journalisme, travailla à « la Vie des métiers », où elle fut directeur de la rubrique Mode et Textiles. En 1969, elle prit une participation majoritaire dans « l'Echo touristique » qui entra, en 1974, dans la Compagnie française d'édition (C.F.E.), dirigée par les frères Olive.
Elle était directrice des Editions touristiques internationales, qui groupent notamment « l'Echo touristique » et « le Répertoire des voyages » qui font, aujourd'hui, partie de la Compagnie européenne de publications (CEP).
Mady Heysch, dont la gentillesse et la serviabilité étaient louées par tous, avait réussi, à force de travail, à donner à la presse touristique un ton de sérieux justement apprécié par les professionnels.]

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme le docteur LOISANCE-ALLAIN,
survenu brutalement en Espagne, le 28 avril 1980.
Les obsèques ont été célébrées à Notre-Dame de Rennes, le mardi 6 mai.
De la part du docteur Yves Loisance,
Des enfants, des petits-enfants,
De toute la famille.
20, rue Waldeck-Rousseau,
35000 Rennes.

— Mme Georges Nigot et sa famille font part du décès de
M. Georges NIGOT,
professeur agrégé d'anglais,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
commandeur des Palmes académiques,
survenu à Paris, le 10 mai 1980.
La levée de corps aura lieu le mercredi 14 mai à l'hôpital du Val-de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal, à 7 h. 30.
La bénédiction sera donnée à 7 h.
La cérémonie religieuse sera célébrée le même jour, à 16 heures, en l'église de Loulay (Charente-Maritime).
Ni fleurs ni couronnes.
16, avenue Reille, 75014 Paris.

— Le docteur et Mme Jacques Perrot et leurs enfants,
M. et Mme Maurice Perrot et leurs enfants,
Les familles Binoux, Bouloy, Disle et Davesne,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Germaine PERROT,
née Mustel,
survenu le 11 mai 1980, dans sa soixante-dix-neuvième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, Paris (15ᵉ), le mercredi 14 mai, à 8 h. 30.
13, boulevard Henri-IV, 75004 Paris.
90, avenue des Grésillons,
92600 Asnières.

— M. Claude Tisserand et Mme, née Mireille Reynaud, et leurs enfants, Jérôme et Elodie, ont la douleur de faire part du décès de
Yvonne REYNAUD,
née Alloccio,
survenu le 2 mai 1980.
Fior-di-Linu,
20200 Pietranera, Bastia.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean-Marie SCHEYDER,
ingénieur agronome INA,
survenu le 8 mai 1980, à l'âge de trente-quatre ans.
De la part de Mme Jean Scheyder, sa mère,
M. et Mme Bernard Rabin,
Mlle Marie-Thérèse Scheyder,
M. et Mme Christian Jacque,
ses sœurs et beaux-frères,
Mlle Paulette Chardin, sa tante,
Jean-François, Bruno, Hervé, Benoît, Anne-Sylvie, Bénédicte, Arnaud, ses neveux et nièces,
Des familles Day et Bernier.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 mai, à 14 h. 30, en *l'église d'Aincreville (Meuse)*, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.
19, rue des Capucines,
93250 Villemomble.
Aincreville, 55110 Dun.

— Le docteur et Mme Jules Zeitoun, née Sitruk,
Mlle Germaine Sitruk,
M. et Mme Louis Sitruk,
Et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Ninette SITRUK.
Les obsèques ont eu lieu le lundi 12 mai 1980.
La famille ne reçoit pas.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme DUONG VAN VI,
née Le Thi Nguon,
survenu à Laval, à l'âge de cinquante-six ans.
Les obsèques auront lieu le mardi 13 mai, à 10 h. 45, au cimetière de Laval (entrée rue de Paris).
De la part de ses enfants :
M. et Mme Duong Trung Nghia,
M. et Mme Cao Trieu Phong,
M. et Mme Truong Ngoc Son.
Cet avis tient lieu de faire-part.
24, rue de la Hubaudière,
53000 Laval.

— M. et Mme Albert Akerberg,
M. et Mme Pierre Guariche,
M. et Mme Claude Weill,
Thierry, Florence, Diane, Dominique, Michel, Hervé, Ariane, Pierre-Alain, Lucas, Alexandra, Gregory,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme Robert WEIL,
née Georgette Bloch,
survenu le 6 mai 1980.
Les obsèques ont eu lieu le 9 mai 1980, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Anniversaires

— Draguignan, Saint-Denis de la Réunion.
Le 12 mai 1977,
Alice GUERIMAND,
née Fourcade,
agrégée de l'Université,
disparaissait tragiquement. Elle avait trente-deux ans.
Ceux qui l'ont connue penseront à elle en ce jour anniversaire.

— Pour le onzième anniversaire de la mort de
Maurice LEMOINE,
une pensée est demandée pour lui à ses amis.

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat

— Université de Toulouse II, mardi 13 mai, à 14 h. 30, salle 8, U.E.R. d'espagnol, M. Albert Belot : « Le théâtre de B. Perez Galdos ».

— Université de Paris I, mercredi 14 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Paul Gendrop : « Art et architecture de la Méso-Amérique précolombienne ».

— Université de Paris II, vendredi 16 mai, à 14 heures, salle des Commissions, Mlle Françoise Durand : « L'amélioration de l'habitat existant : rénovation, restauration, réhabilitation ».

— Université de Paris I, lundi 19 mai, à 14 heures, salle 308, M. Abdu El Hamid Naami : « L'unité arabe dans la politique des grandes puissances pendant la première guerre mondiale ».

Bienfaisance

— La Fondation des Orphelins-Apprentis d'Auteuil, 40, rue La Fontaine, Paris (16ᵉ), trois mille jeunes répartis dans vingt-deux établissements, organise une vente de charité du 15 au 18 mai, jeudi et dimanche, de 10 à 18 heures ; vendredi et samedi, de 14 à 18 heures.
Vous pouvez visiter nos stands, nous faire parvenir des dons en nature ou en espèces au moyen du C.C.P. Paris 1629-02 Y.

Avis

— On nous prie d'insérer l'avis suivant :
« Recherchons témoins collision ski entre J. H. et J. F. anorak vert le 15 avril, à 16 h. 30, bas piste Plagne-Bellecote (Savoie). Tél. : (89) 45-30-66 Landwerlin, 7, rue Daudet, 68390 Sausheim.

Communications diverses

— Loge Goodwill, nᵒ 17, vendredi 30 mai, 19 h. 30, réception au premier grade du rite anglais émulation. L.N.F., B.P. 81, 75160 Paris Cedex 04. Envoi de charte maçonnerie traditionnelle libre sur demande.

— Le banquet annuel de l'Association des anciens élèves du lycée Henri-IV aura lieu le jeudi 29 mai, à 20 heures, au lycée, 23, rue Clovis, à Paris, sous la présidence de M. Jean Basdevant. L'hôte d'honneur sera M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française. Prix du couvert, 120 F (60 F pour les moins de vingt-cinq ans). Inscriptions avant le 24 mai auprès de M. Guy Bonargent, 97, avenue du Général-Leclerc, 75014 Paris. C.C.P. de l'Association 376-07.

Le Monde

sports

RUGBY

Béziers et le Stade toulousain en finale le 25 mai

C'est une finale inédite qui mettra en présence le 25 mai, au Parc des Princes, Béziers et le Stade toulousain qui chercheront pourtant l'un et l'autre à conquérir le titre de champion de France pour la douzième fois. C'est aussi une finale entre deux équipes aux conceptions de jeu fort différentes, comme on a pu le constater encore une fois dimanche 11 mai lors des demi-finales.

A Toulouse, la vieille garde biterroise est passée sur les Perpignanais avec la lenteur d'un rouleau compresseur. Résultats 16 à 6, pour Béziers sans enthousiasmer et sans oublier la distribution de « châtaignes ».

A Bordeaux, le Stade toulousain a tiré un beau feu d'artifice contre Brive (22 à 9) tout en laissant subsister un doute quant à l'issue d'une partie qui n'aurait pas été jouée à 15 contre 14.

Quinze contre quatorze

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — La chronique rugbystique nous dit qu'en 1969 le C.A. Brive et le Stade toulousain avaient disputé une demi-finale du championnat de France dans la capitale de l'Aquitaine. Il y a onze ans, les Corréziens jouèrent les deux tiers de la partie *à quatorze et s'inclinèrent finalement* (8-5) devant les Garonnais. Tout comme dimanche 11 mai, au stade-vélodrome de Bordeaux, où les « rouge et noir » ont battu de nouveau les « noir et blanc » (22-9).

Là s'arrête sans doute toute comparaison. Sur les terrains de rugby comme sur les champs de bataille, l'histoire ne se répète pas, elle bégaie tout au plus.

Les témoins de la demi-finale de 1969 nous assurent, en effet, que ce fut un match « *fou, fou, fou* » entre la grande équipe briviste des Besson, Marot, Puget et autres Fite et son challenger toulousain des Villepreux, Perot, Bourgarel, Bonal et Billières. Dimanche, les rôles étaient inversés. Brive était à la recherche *de son glorieux passé*, et Toulouse alignait sa brochette d'internationaux autour de sa troisième ligne magique Skrela-Viel-Rives. Mais de match, il n'y en eut pas, pour le moins pas au sens où on l'en*tend à ce point de la compétition.*

Pendant trente bonnes minutes il ne se passa quasiment rien. Enfin, rien de visible des tribunes Parce que, les dents rivées sur son sifflet, l'arbitre, M. Hourquet, infligeait des pénalités au rythme d'une toutes les trois minutes. C'était que les lignes avant se livraient à un *travail* de sape sournois destiné à briser autant physiquement que moralement l'adversaire. Il y a des secrets qu'une mêlée ne livre jamais, mais les Toulousains Viel et Coutin semblaient porter un zèle particulier à ces basses besognes En avaient-ils trop bavé la semaine dernière contre Tulle, les Brivistes ? Probablement.

Baroud d'honneur

Après les cent dix minutes de la bataille de Clermont-Ferrand, Lachassagne, Galvin, Garrouste et Chautard, avaient dû se faire recoudre le cuir, et quatre autres, Dalès, Joinel, Touret et Modin, avaient dû soigner des hématomes. Alors, à la trente-deuxième minute, dans le choc d'un regroupement, Chautard joua les redresseurs de torts: il étendit pour le compte le « noir et rouge » Coutin, et l'arbitre l'expulsa. C'est la règle du jeu. A ce stade du championnat, celui dont les nerfs craquent doit être irrévocablement sanctionné.

Mais dès lors, à 14 contre 15, la partie était trop inégale pour Brive. Joinel n'avait pas l'abattage de la semaine dernière. Thiot, le buteur exceptionnel des matches précédents, avait une guigne noire. Lui qui avait une réussite de 50 % dans ses coups de pied il en rata dimanche six sur huit, laissant échapper des « Oh… » de dépit aux supporters corréziens. Et, manifestement, le « sorcier » de l'équipe, l'entraîneur Claude Bastié, n'avait plus de tour dans son sac à malices.

Les diables « noir et rouge » pouvaient, dans ces conditions, s'en donner à cœur joie. Quatre fois, ils allèrent à l'essai, par Skrela (41e), Santos (50e), Novès (65e) et Gabernet (73e), dans des coups de fureur collective ou sur des traits de génie individuels.

Quelques feux d'artifice

Le compte aurait été plus lourd si les Brivistes n'avaient pas dix fois sauvé les meubles des incendies allumés sans cesse par Gabernet, Noves et Viel. Pourtant, ces quelques feux d'artifice ne nous ôteront pas de l'idée que la vraie partie n'a pas eu lieu On en veut pour preuve les cinq dernières minutes.

Ils étaient archi battus, les « noir et blanc ». Vidés, écœurés, meurtris, deux d'entre eux, Galvin et Blache, avaient regagné le banc de touche. Le tableau d'affichage les donnait à 22 contre 3. Que de bonnes raisons pour laisser courir, baisser pavillon. Eh bien, non ! Joinel y alla une dernière fois de son coup de gueule, s'empara de l'œuf de cuir, fit 5 mètres, lança sur la droite à Chadebech qui fila droit devant, 30 mètres, puis Coq récupéra la balle et, avec Dies, conquit encore quelques mètres. Le béton toulousain les arrêta. Un instant seulement. Les Brivistes repartirent sur la gauche : Coq, puis Puidebois, qui galopa à l'essai : 22-9, par la grâce d'une transformation de Thiot Et, pour finir, encore un baroud sur la ligne de buts toulousaine, pour l'honneur.

Mais les « noir et rouge » ne pouvaient plus perdre, dira-t-on. C'était, en effet, joué Oui, mais à quatorze contre quinze.

ALAIN GIRAUDO.

La logique absolue des Languedociens

L'ennui. Un ennui solide comme le *pack* de Béziers, féroce comme ces multiples brutalités — le seul secteur où Perpignan ne fut pas dominé, — pesant comme peut l'être la domination excessive *d'une équipe sur l'autre*. Sauf à être supporter d'un camp ou de l'autre et même alors, à brailler *ou à lancer des bouteilles de bière* sur le terrain pour passer le temps, quel plaisir inédit a-t-on pu trouver à cette demi-finale de championnat de France ? Béziers *a battu* Perpignan par *16 points* à 6. Voilà tout. Voilà qui est bien pour Béziers et bien malheureux pour le rugby catalan.

Ce fut une partie d'une absolue logique, d'une consternante banalité. Jamais, en effet, le pack de Béziers n'a été aussi fort, aussi lourd, aussi dominateur que celui de cette année. Jamais le pack de Perpignan, qui, une semaine auparavant, avait « dévoré » celui de Bagnères, n'a été aussi ridiculisé, aussi humilié, autant châtié qu'il le fut dimanche 11 mai à Toulouse.

Pour qu'un match reste un match, il y faut deux équipes ou plutôt, selon le tour que prend le rugby aujourd'hui, deux lignes d'avants Il y en avait bien deux, mais de tonnage différent. A l'absolue maîtresse biterroise symbolisée par ses six « vieux », Paco, Vacquerin, Martin, Palmié, Estève, Buonomo, l'équipe catalane n'eut à opposer que sa vaillance. Cela ne mène pas très loin face à Béziers, prodigieuse machine à pousser. Après une demi-heure de jeu à peine, le meilleur avant de Perpignan, le deuxième ligne *Imbernon*, ne pouvait plus suivre le rythme, non pas rapide, mais lourd de cette partie de bras de fer. Ce qu'avec l'âge les avants de Béziers, qui depuis dix ans *maintenant occupent le* rugby français, ont perdu en vivacité, ils l'ont gagné en maîtrise, en *tranquille assurance*. Six vieux avants pour s'asseoir sur l'adversaire, et puis deux jeunes, dégagés du cadre étroit des mêlées ouvertes ou fermées pour conclure. Ce fut bien là le seul enseignement de ce match.

Deux joueurs de grand avenir

Si l'équipe biterroise n'a pas su ou pu encore remplacer pleinement ses deux joueurs de la charnière, Astre et Cabrol — malgré toutes les qualités de Morrisson et de Fort, — si Cantoni à l'arrière reste encore l'élément le plus vif d'un ensemble plus tourné vers la défense que l'attaque, Béziers a su tout de même trouver deux joueurs de grand avenir. Il s'agit des deux troisième lignes aile, Cordier et surtout Lacans, dont les accélérations et la force de pénétration furent à l'origine et à la conclusion des deux essais biterrois en première mi-temps. Les deux jeunes de Béziers iront avec leur équipe en finale — la huitième en dix ans. Et ils y seront opposés à deux « vieux » toulousains Skrela et Rives. Rien que pour cela la finale vaudra d'être vue. — P. G.

SPORTS ÉQUESTRES

Les Français dominent à Rome

De notre envoyé spécial

Rome. — Coupe des nations et Grand Prix de Rome à leur actif, les Français auront, Villa Borghese, attaqué la saison équestre en conquérants.

Clôturant le quarante-huitième concours hippique international officiel d'Italie, le Grand Prix disputé samedi 10 mai sous un ciel radieux a en effet consacré la victoire du jeune Frédéric Cottier, montant l'alezan *Flambeau C* sur le compte duquel nous avons eu déjà l'occasion de nous extasier. Ce fils de *Un prince*, étalon de pur sang du haras national de Saint-Lô, est appelé, écrivions-nous, à occuper une place de tout premier plan dans les annales du sport équestre. Il nous a, à Rome, par deux fois en quarante-huit heures, régalés de toute la gamme de ses talents : cinquante-six *obstacles sautés en deux compétitions sans en effleurer un seul !*

Quarante et un concurrents représentant douze nations tinrent en haleine, trois heures d'horloge, le public où se remarquaient les jeunes beautés romaines rivalisant entre elles de grâce, d'élégance, d'enthousiasme aussi. L'épreuve courue en deux manches avec barrage en cas d'égalité de points, était en sévérité à la limite de l'épure et les cavaliers devaient compter sur la tenue de leurs chevaux, sur l'intégrité de leur cœur et de leurs pieds pour prétendre à la victoire ou se comporter avantageusement. Sur le terrain, jugé un peu sec par les intéressés, treize obstacles avaient été placés dont une rivière au numéro 5, suivie d'un double qu'il fallait couvrir avec le maximum d'impulsion, impulsion ne signifiant pas obligatoirement vitesse. Ici beaucoup de chevaux demandaient violemment des rênes et n'en reçurent pas toujours. Mais c'est au triple inscrit en numéro 9 que les incidents abondèrent. On y joua beaucoup aux quilles *et on* y dénombra trois chutes. Tout cavalier ayant re*cours à une aide de complaisance pour remonter sur son cheval* se voit automatiquement éliminé. Tel est le règlement qui, à Rome, n'a pas été appliqué et, ma foi, avec le jury, plaidons pour l'indulgence Les bonnes volontés n'ont pas manqué pour remettre en selle et un peu lestement les malchanceux.

« Fidélité »

Sept cavaliers seulement bouclèrent sans faute le premier tour: Kevin Bacon, l'Australien ex-volant qui a opté aujourd'hui pour la fixité, le crack espagnol Luis Alvarez Cervera, le Suisse Arthur Blinckensdorfer, vainqueur l'an passé, le Brésilien Carneiro et trois Français Frédéric Cottier, galopant bien au-dessus du lot, Hervé Godignon sur *Gitan* — dont le propriétaire, s'identifiant à son cheval, ne supporte pas la plus légère critique, soit dit en passant — et enfin le très jeune, très modeste et très sympathique Etienne Laboute, officiant sur la grise *Fidélité*, dont l'histoire n'est pas banale Sa mère, une rosse complètement dépourvue de *valeur intrinsèque*, n'avait jamais connu d'autres fonctions que de tirer une fois l'an une charrette destinée au ramassage des feuilles mortes. Le reste du temps, elle le passait à paresser et rêvasser au pré Un jour, façon de rigoler un bon coup, elle fut livrée à un anglo-arabe sans emploi, dans le proche voisinage Le résultat de cet accouplement donna *Fidélité*. Elle fut découverte à huit ans, puis dressée ou plutôt redressée par Etienne, personne ne voulant, malgré sa beauté physique, monter cet animal réputé ingouvernable, voire rétif

Mais retournons à la piste A l'issue de la seconde manche disputée sur un parcours différent — obstacles rehaussés et distance diminuée — les candidats à la palme, quatre seulement, étaient invités à « barrer » : Cottier, Bacon, Blinckensdorfer et Laboute. Parti *le* premier le Suisse commit une faute qui valut à son brave cheval retour au paddock quelques coups de sonnette intempestifs sur les gencives. L'Australien Bacon se payait une perche au troisième élément du triple. Quand vint le tour de *Flambeau C* un grand silence se fit dans l'arène, comme au théâtre. Le cheval ayant tourné dans un canter et sans bavure, le suspense fut de courte durée. Laboute, pour sa part, renversa une perche et essuya un refus à l'abord du triple. Ainsi la cause était entendue Cottier triomphait sur toute la ligne. Mais *Fidélité*, la fille sans hérédité avouable, n'en figura pas moins à la quatrième place à l'alignement de parade.

ROLAND MERLIN.

GOLF

OPEN DE FRANCE

Norman frappe et gagne

Ils ont dû se sentir revivre tous ces vieux laboureurs de gazon, tous ces vieux gentlemen à courbatures et à cravates club, là, au rendez-vous, à trainer la canne et à soupirer de plaisir devant les roublardises d'une bande de talentueux vauriens invités par eux à venir disputer le soixante-quatrième open de golf de France sur *leur* très chic et très ferme parcours de Saint-Cloud.

Joli terrain. Les fairways ont de la semelle de monarque sur le rable, ça se sent. On peut recevoir. Léché, tondu à l'ancienne, pas un bosquet laissé au hasard Bien sûr, peut-être un peu tendre pour les duellistes habitués à se faire « jarnaqués » dans les sanctuaires de haute compétition, mais sérieux tout de même et tellement élégant.

C'est sans doute au nom de cette élégance qu'on avait demandé à Johnny Miller de faire *un petit effort et de passer par* Paris pour mettre un peu d'animation dans une compétition qui depuis quelques années en manque singulièrement. Johnny est arrivé, Miller a joué — très moyennement avec son très grand style — exit Johnny Miller.

La seule menace américaine mise assez rapidement hors de combat, les Britanniques ont gloutonnement visé le haut du tableau. Il y avait Ken Brown le jardinier — il retire les poussières d'herbe avec tant de maniérisme sur les greens qu'on lui a déjà collé plusieurs amendes pour jeu lent — Ken Brown avec son sérieux de petit chanteur à la Croix d'Oxford; il y avait Maurice Bembridge, sergent de l'armée des Indes, très souriant dans les revers de fortune: Bernard Gallacher, le tenant du titre, un Ecossais tout ce qu'il y a de solide, Sandy Lyle, avec son swing de forgeron, long, sonore, un rustaud qui fait déjà beaucoup parler de lui; il y avait Brian Barnes, Georges Cullen, Ian Mosey, le curieux Mosey qui a du *mal* à lever ses balles et marche comme M. Hulot Enfin, il y en avait beaucoup de ces gens d'Angleterre qui recommencent à jouer un peu sérieusement à ce sport qui, si on en croit les bons auteurs, a été inventé par eux.

Beaucoup mais pas assez pour contrarier la démonstration d'une brute blonde aux yeux bleus qui va, durant quatre jours (67-66-68-67), laisser l'Union Jack flotter loin derrière

Greg Norman, le phénomène Australien, vingt-cinq ans Du marbre Personne ni rien ne pouvait lui résister, même pas le parcours, qu'il matraque avec un total de moins vingt sous le *score idéal Un redoutable frappeur*, joueur complet, sang-froid en acier trempé. Les autres l'ont laissé partir et ont ferraillé pour la seconde place « *The winner take all* », comme on dit. Oui, le gagnant prenait tout

Alors, évidemment, avec un tel démolisseur dans la place, le tournoi a sévèrement perdu de son intérêt. Mais il faisait beau, et Saint-Cloud, répétons-le, est un endroit très très comme il faut

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

1. 268, Norman (Australie), 67, 66, 68, 67 ; 2 278, Mosey (Grande-Bretagne), 66, 72, 71, 69 ; 3 279, Lyle (G.-B.), 69, 69, 73, 68 ; 4 280, Cullen (G.-B.), 72, 71, 71, 66 ; 5 ex aequo, 281, Barnes (G.-B.), 69, 75, 70, 67, Ginn (Austr.), 70 71, 69, 71, D Watson (Afr Sud), 68, 71, 71 71 ; 8 ex aequo 282, M. Ballesteros (Esp.), 69, 60, 73, 71, 71, Townsend (G.-B.), 71, 72, 70, 69, et Bembridge (G.-B.), 67, 66.

JEUX OLYMPIQUES

Les athlètes de haut niveau lancent un appel pour la participation

Le Conseil d'administration du Comité national olympique et sportif français devait se réunir à Paris le 13 mai en dépit des diverses pressions pour qu'il repousse cette assemblée. Toutefois les hésitations d'un nombre de plus en plus grand de responsables sportifs faisaient qu'il n'était pas sûr que le C.N.O.S.F. confirmât ou infirmât définitivement sa décision de participer aux Jeux olympiques de Moscou.

Afin de vaincre ces hésitations, auxquelles ne sont pas étrangères les positions ambiguës des pouvoirs publics, le comité des athlètes et des entraîneurs de haut niveau qui s'était constitué en février dernier pour « dire oui aux Jeux olympiques » *a lancé lundi matin 12 mai à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) un* « appel aux athlètes du monde entier ».

Le texte de cette proclamation qui a été lu symboliquement par le Français Patrick Abada, l'Allemande Cornelia Hanisch et l'Américain Peter Schnugg, indique notamment : « Ces cinq anneaux olympiques sont les derniers maillons de la coexistence pacifique. La jeunesse sportive doit symboliser l'exemple et l'espoir pour toute la jeunesse du monde. Personne n'a le droit de nous priver des Jeux olympiques auxquels nous aspirons tous. »

Le comité des athlètes et des entraîneurs envisage de demander au président du C.I.O. la possibilité d'accepter les inscriptions individuelles des athlètes dont le pays aurait décidé le boycottage.

De son côté, la fédération des gaullistes de progrès (gaullistes d'opposition, que préside M. Jacques Blache, « rappelle son profond attachement à la participation de la France aux Jeux olympiques de Moscou. Il est clair, pour elle, que la situation en Afghanistan n'est qu'un prétexte pour le boycottage des Jeux olympiques par les Etats-Unis, qui remettent en cause l'olympisme et le sport de niveau international. » *Elle lance un appel pour qu'«* un vaste mouvement impose en France, pour la paix et les sportifs du monde, la participation de notre pays aux Jeux olympiques. »

ATHLÉTISME

La revanche de Kozakiewicz 5,72 mètres à la perche

Le Polonais Wladislaw Kozakiewicz est un champion orgueilleux. Moins de deux semaines après avoir « cédé » le record d'Europe du saut à la perche au jeune Français Thierry Vigneron (5,67 mètres) il a remis les pendules à l'heure olympique, dimanche 11 mai, à Milan, en franchissant 5,72 mètres, soit 2 centimètres de mieux que le précédent record du monde établi en 1976 par l'Américain Dave Roberts.

A vingt-sept ans, ce superbe athlète, surnommé le Marin de la Baltique, a donc réussi là où les jeunes générations française et soviétique ont échoué depuis deux ans. C'est en quelque sorte une revanche pour ce champion qui avait été écarté de la course au titre olympique, à Montréal, à cause d'une foulure alors qu'il était le grand favori.

Il a réussi à franchir 5,72 mètres à son deuxième essai et échoua ensuite de fort peu à 5,77 mètres Toutefois, l'escalade des sauteurs à la perche semble loin d'être terminée. A Colombes, en effet, lors des Interclubs, le Français Michel Bellot a réussi 5,60 mètres (troisième meilleure performance mondiale de l'année) et a échoué peu après à 5,71 mètres.

Les lanceuses de la R.D.A. continuent également leur extraordinaire progression. Au lancer du disque Evelyn Jahl a établi un nouveau record du monde avec 71,50 mètres à Berlin-Est (ancien record 70,72 mètres en 1978 par elle-même). Quant à Ilona Slupianek elle a fait progresser pour la seconde fois de l'année le record du monde du lancer du poids en atteignant 22,45 mètres (ancien record 22,36 mètres).

LES RÉSULTATS

Alpinisme

Deux alpinistes japonais, Ozaki Takashi et Shigehiro Tsuneo, ont réussi, le 9 mai, la première ascension de l'Everest (8 848 mètres) par la face nord. Une semaine plus tôt, un autre membre de l'expédition, Kato Yasuo, était devenu le premier étranger à réussir l'ascension par la face nord-est, située en territoire chinois.

D'autre part, des recherches vont être entreprises par les autorités népalaises pour essayer de retrouver le Français Nicolas Jaeger, qui a entrepris l'ascension en solitaire et sans oxygène du mont Lhotse, le troisième sommet du monde (8 511 mètres). L'alpiniste chamoniard s'était donné quinze jours pour réussir cette ascension et aurait dû regagner son camp de base au plus tard le vendredi 9 mai.

Basket-Ball

Dans la poule des demi-finales du tournoi préolympique féminin, disputé à Varna, l'équipe de France a subi deux nouvelles défaites face à la Corée du Sud (81 à 63) et à la Hongrie (69 à 64). Après quatre matches, les Etats-Unis et la Tchécoslovaquie sont en tête avec un point d'avance sur la Yougoslavie, la Corée du Sud et la Hongrie La France est sixième.

Cyclisme

C'est un petit Tour d'Espagne qui s'est terminé dimanche 11 mai, à Madrid, par la victoire de Faustino Ruperez.

Cette faiblesse relative de l'effectif est un élément dont il faut tenir compte lorsqu'il s'agit d'interpréter la performance au demeurant encourageante de Bernard Thévenet Momentanément quatrième du classement général, le Français rétrograda à la suite d'une chute. Cependant, il réussit à franchir un col en tête, ce qui ne s'était pas vu depuis trois ans.

Escrime

L'Union soviétique a gagné le Tournoi des sept nations de fleuret, samedi 10 mai, à Saarlouis. Avec sept victoires, les Soviétiques ont devancé les Italiens (6 vict.), les Allemands de l'Ouest (4 vict.), les Polonais (4 vict.) et les Français (4 victoires).

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE FINALE
(deuxième journée)

*Saint-Maur bat Paris U.C. .. 21-14
*Gagny bat St-Martin-d'Hères 23-16

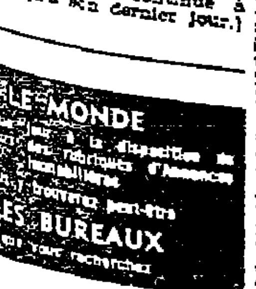
Classement : 1. Gagny, 10 pts ; 2. Saint-Maur, 8 ; 3. Paris U.C. et Saint-Martin-d'Hères, 7.

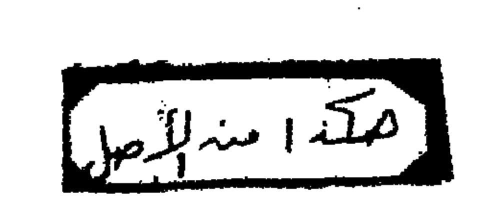
Tennis

Le Nation's Cup opposait dimanche 11 mai, à Dusseldorf, l'Italie aux Etats-Unis et l'Allemagne à la Suède. Au cours de cette deuxième rencontre, Guillermo Vilas a enfin mis un terme à la série de ses déconfitures devant son éternel vainqueur Bjorn Borg. Jouant avec une maîtrise plus grande encore qu'à Monte-Carlo — où sa réplique avait déjà été excellente, — témoignant de cette condition physique extraordinaire qui lui avait permis de venir à bout de McEnroe en Coupe Davis, Vilas l'a emporté en trois sets, 6-3, 1-6, 6-1.

Volley-ball

L'Association du sport universitaire lyonnais (ASUL) a conservé son titre national féminin. Après les trois tournois des 22, les Lyonnais ont devancé Clamart, Tourcoing et Montpellier.





Le Monde

culture

JEUX OLYMPIQUES

Les athlètes de haut niveau ... appel pour la participation

ATHLÉTISME

La revanche de ... 5,72 mètres à ...

LES RÉSULTATS

LE XXIIIe FESTIVAL DE CANNES

« La Terrasse », d'Ettore Scola

(Suite de la première page.)

Quant au cinquième personnage (Vittorio Gassman), un député communiste, il rêve de mettre son cœur à nu devant les camarades du parti et de leur demander s'il a le droit ou non d'abandonner sa vieille compagne pour partir avec celle qu'il aime.

De ce récit crépusculaire, si grave et si désenchanté, Ettore Scola a réussi à faire un film qui n'est jamais morose. Pour dire le pourrissement des êtres, l'effroyable faillite à quoi tant d'existences aboutissent, pour dire que tout est vanité au royaume de l'argent et de la gloriole, c'est à la satire, à la peinture de mœurs acerbe, parfois à la pure bouffonnerie qu'il a recours. En fait, tout ici est dans la subtilité, le pouvoir de suggestion, l'extraordinaire virtuosité de la mise en scène, dans cette cadence qu'impriment au film, entre deux « portraits », les incessants retours à la réception mondaine, dans la connaissance qu'ont les auteurs d'un sérail auquel ils appartiennent.

La fin est superbe. Un orage a dispersé les invités à l'intérieur de la maison, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. L'un des hommes fredonne « Stormy Weather », puis tous se mettent à chanter en chœur. Et, tandis que la pluie continue de balayer la terrasse, du haut d'une galerie, tels deux juges impassibles, la jeune fille aperçue au début du film et son ami observent le spectacle : au loin leurs mères qui papotent, et là, sous leurs yeux, réfugiés près d'un piano, ces vieux collégiens nostalgiques et déboussolés, ces naufragés de la vie que sont leurs pères.

En 1977, Ettore Scola, qui présentait à Cannes *Une journée particulière*, avait été le grand oublié du palmarès. Espérons que le Festival de cette année lui sera plus favorable. *La Terrasse* est digne des plus hautes récompenses.

⁂

Le sujet des *Héritiers*, film de la réalisatrice hongroise Marta Meszaros, n'est pas de ceux qu'on accepte d'emblée. A Budapest, en 1936, une jeune femme de la haute bourgeoisie, très amoureuse de son mari (un officier), persuade sa meilleure amie de lui « faire » l'enfant que sa stérilité l'empêche d'avoir. Le géniteur sera évidemment le mari.

Tel est le point de départ. Marta Meszaros l'impose, mais non sans un embarras dont le film se ressent. Par la suite, elle frôle encore souvent le mélodrame, le mari tombant amoureux de la mère de son enfant et celle-ci (qui est juive) étant, à la fin de la guerre, arrêtée et déportée.

On frémit à la pensée de ce qu'aurait pu devenir cette histoire entre d'autres mains que celles de la réalisatrice de *Neuf mois* et de *Comme chez nous*. Il existe heureusement un « miracle Meszaros », miracle de sensibilité et de perspicacité, miracle d'une femme qui parle de ses sœurs comme aucun homme (sauf Bergman peut-être à qui certains plans font penser) ne saurait le faire. Ce qui compte dans ce film, c'est le regard de la cinéaste, c'est la manière dont elle décrit la tendre complicité de ses héroïnes, leur étrange ressemblance, l'ambiguïté de leurs rapports, puis la jalousie affective et charnelle qui bientôt les sépare. Entre Isabelle Huppert, d'abord passive et résignée (elle est de condition modeste), et Lili Monori, dont l'assurance est celle d'une « héritière » fortunée se produit peu à peu un transfert de supériorité qui devient évident après l'exécution du « pacte ». La première sort de l'épreuve déchirée mais prête à affronter l'avenir, alors que, en dépit de sa « victoire », la seconde n'est plus qu'une femme humiliée et frustrée.

On retrouve dans ce film les thèmes chers à Marta Meszaros, l'épanouissement de la grossesse, le pouvoir de la maternité (la scène de l'accouchement est admirable). On y trouve également — ce qui est nouveau chez elle — une évocation raffinée de la Hongrie d'avant-guerre, d'un monde luxueux et suranné, promis à la destruction. Le personnage de l'homme (Jan Nowicki) — de ce beau mâle constamment manipulé — est dessiné avec finesse. Les deux comédiennes sont remarquables. Si bien qu'après avoir craint le pire, c'est finalement d'un film en clair-obscur, feutré, tamisé, comme éclairé de l'intérieur par le feu des passions, et parfois très prenant, que l'on se souvient.

JEAN DE BARONCELLI.

L'Allemagne et la Chine

Kalgestellt (la bavure) de Bernhard Sinkel, représentant la *République fédérale d'Allemagne*, n'a pas fait samedi grande impression. La surveillance exercée en Allemagne de l'Ouest par l'Etat et sa police sur les citoyens soupçonnés d'« activités antidémocratiques » est un problème contemporain qu'ont abordé de front, dans les œuvres fortes, Schloendorff et Reinhard Hauff. Bernhard Sinkel (nous le connaissons en France pour une comédie sur le troisième age, *Lina Brake fait sauter la banque)* a traité ce problème d'une façon romanesque dans un film policier bien plus que politique. Un professeur de C.E.T., déjà abandonné par sa femme, est piégé, à cause des agissements de certains de ses élèves, par un agent en imperméable. Celui-ci appartient à une brigade d'intervention contre la subversion et, responsable d'une « bavure », il se sert du *professeur pour tirer son épingle* d'un jeu très bizarre dont on peut dire qu'il est « kafkaïen », parce qu'on n'y comprend pas grand-chose.

Grâce à Dietrich Lohmann, directeur de la photographie, le *réalisateur a fait de Berlin-Ouest*, où les personnages vivent et se débattent dans une sorte de pénombre crépusculaire, un lieu chargé d'angoisse et de fatalité. Cette traduction esthétique et mythique de la ville a plus d'importance que l'intrigue. Mais elle ne mène pas très loin.

Nous avons vu dimanche (hors compétition) un long métrage d'animation chinois, *Nezha dompte le roi Dragon*, produit par le studio de Shanghaï. Un petit garçon, né d'une fleur de lotus, enfermé dans une boule que sa mère a portée en elle pendant trois ans, s'oppose au roi Dragon, tyran des profondeurs maritimes, exigeant des enfants vierges en sacrifice. Lutte du bien et du mal, monde des vieilles légendes nationales, union heureuse d'une tradition picturale chinoise et du dessin animé façon Walt Disney, *ce film est beau, attachant, par* ses couleurs, ses trouvailles poétiques.

JACQUES SICLIER.

Sections parallèles — Premiers butins

S'il fallait une comparaison, elle serait champêtre. A Cannes on cueille, on jette, on trie, on glane, on va à la pêche et à la chasse aux films. Puis on compare et on a beau avoir parcouru les mêmes terrains, on n'arrive jamais au même résultat car, comme chacun sait, tous les goûts sont dans la nature. Mais enfin il y avait jusqu'ici beaucoup de choses à ramasser.

La Semaine de la critique a commencé particulièrement haut avec un film polonais, Acteurs provinciaux*. C'est le premier long métrage d'Agnieszka Holland pour le cinéma (elle a signé quelques mises en scène à la télévision). Scénariste de* Sans anesthésie*, de Wajda, elle se situe bien dans la lignée des cinéastes hongrois et polonais actuels, attachés à élucider le heurt des volontés individuelles et des pesanteurs sociales, à décrire le plus fidèlement et le plus humainement possible des personnages, des fonctions, des milieux.*

Les acteurs d'Agnieszka Holland montent une pièce de Stanislas Wyspanski, la Libération*. Peu importe que le spectateur n'en ait jamais entendu parler, il n'y a qu'un enjeu à comprendre : certaines répliques du rôle principal ont trop de résonance politique et philosophique, le metteur en scène (un jeune arriviste venu de Varsovie) les supprime, l'interprète se bat pour les conserver. Dans l'affrontement il manque de tout perdre, sa femme, sa réputation, sa vie, et Agnieszka Holland met en scène les méandres du drame, brasse grandeurs et petitesses privées et publiques. Elle fait intervenir une foule de gens, donne un nombre inimaginable d'informations sur les partenaires du héros chez lui ou au théâtre. Une angoisse sur un visage ou la tension qui monte dans une réunion ou une fête : elle sait tout saisir et tout montrer (seulement victime parfois de sa propre générosité).*

La Femme-Enfant *de Raphaële Billetdoux, qui inaugurait* Un certain regard*, est aussi chic que* Acteurs provinciaux *est humble, aussi lumineux que l'autre film est sombre et oppressant. Passionnée de couleurs (le Monde du 8 mai), Raphaële Billetdoux l'est aussi de poésie et d'étrangeté. Moins solide cinéaste qu'Agnieszka Holland, elle a cependant une imagination attachante, et son histoire d'amour entre un homme et une petite fille est très belle, et on y croit. Leurs jeux, leurs rires, leur bonheur hors la loi, leur univers construit pour eux seul, traversé par la musique : toute la première partie du film est bien. Ensuite Raphaële Billetdoux ne progresse plus. Contrairement à Jacques Doillon dans* la Drôlesse*, elle ne parvient pas à faire évoluer la passion de ces deux êtres marginaux de façon satisfaisante. On perd de vue ce qui les attire ou les éloigne l'un de l'autre. On perçoit mal leur pouvoir réciproque. Cela vient principalement de la direction d'acteurs. Attentive aux situations, prise par le silence, le mutisme qu'elle a décidé pour le personnage de l'homme (Klaus Kinski), elle a oublié de surveiller les instants dialogués. Pénélope Palmer, Michel Robin, Hélène Surgère, qui sont de bons acteurs, cessent de l'être dès qu'ils parlent.*

Les comédiens atteignent la perfection dans le film d'Agnieszka Holland. Ils font aussi la justesse et la qualité du film turc sur lequel la Quinzaine des réalisateurs s'est ouverte. Tourné dans un village perdu dans les montagnes et achevé au prix d'incroyables difficultés, Hazal*, d'Ali Ozgenturk, raconte un étrange destin. Hazal est devenue l'épouse d'un gamin de dix ans pour avoir été promise au frère aîné qui est mort. Hazal aime un maçon, il l'enlèvera, il représentera l'espoir et la révolte contre l'esclavage ancestral des femmes vis-à-vis des familles, des familles vis-à-vis du seigneur.*

Ce monde, cette histoire que fait vivre Ozgenturk, ont le charme des contes universels et en même temps l'attrait des réalités différentes. Le scénario laisse à désirer. Les trois niveaux de l'histoire ne sont pas bien ajustés, mais ça n'a pas tellement d'importance. Le chœur des aveugles qui ouvre le film et le ferme, la tendresse de l'enfant pour sa femme, sont des moments, des images qui touchent et restent.

CLAIRE DEVARRIEUX.

MUSIQUE

ABBADO, BRENDEL ET LE L.S.O.

Un concert en trois actes

De même que les théâtres peuvent être d'excellentes salles de concert, certains concerts ressemblent parfois à des pièces de théâtre. Témoin celui que le London Symphony Orchestra a donné samedi soir au Théâtre des Champs-Elysées. Le programme édité en début de saison annonçait le Deuxième Concerto pour piano *de Beethoven et la* Symphonie n° 5 *de Mahler.*

Premier acte : le public investit la salle ; sur l'estrade les musiciens arrivent un à un, s'accordent harmonieusement. Bientôt, l'orchestre est au complet, moins le harpiste, bien entendu, puisqu'il n'a rien à jouer dans la première partie ; seul son instrument témoigne qu'il viendra. Le concerto peut commencer. Abbado a réglé toutes les nuances de l'orchestre sur celles du piano et Alfred Brendel fait rendre au clavier les sonorités les plus différenciées qu'on puisse imaginer. Par un léger retard sur une note, par une attaque incisive ou en frôlant seulement les touches, il communique merveilleusement cet humour qu'il sent dans la musique de Beethoven et on sourit d'aise à l'entendre. Seulement c'est le Premier Concerto *et non le* Deuxième *qu'il est en train de jouer : n'importe, c'est si beau que les chiffres ne font rien à l'affaire. Applaudissements, rappels, joie générale.*

Deuxième acte. Les musiciens reviennent, attendent l'arrivée du premier violon, lorsque quelques voix péremptoires, puis vingt, puis cent, réclament « Mahler ! » de toute la force de leurs poumons. Les membres de l'orchestre, qui ne prononcent pas de la même façon le nom du compositeur autrichien, croient à quelque revanche : ont-ils si mal joué tout à l'heure ? Abbado, accueilli par des sifflets, indique d'un geste qu'il ne comprend pas... Un homme se lève dans l'assistance, tente d'expliquer que c'est la symphonie de Mahler qu'on voudrait entendre, pas celle de Tchaïkovski qui est imprimée sur le programme... Impuissant à contenter tout le monde, le chef se retourne, lève sa baguette et donne le départ aux musiciens (pas à la harpe naturellement puisqu'elle n'a rien à jouer dans la Quatrième Symphonie *de Tchaïkovski). Les cris d'une partie de la salle redoublent. Au bout de dix mesures, il faut arrêter. Claudio Abbado quitte le pupitre, les musiciens le suivent. L'organisateur, M. André Furno, monte sur scène, annonce que le programme, modifié il y a plusieurs mois, a été rectifié partout et que d'ailleurs il était susceptible de modification, ainsi qu'on peut encore le lire sur le dépliant. Nouvelles protestations. Exit M. Furno. Silence.*

Acte troisième. Les musiciens regagnent leur place, timidement d'abord, puis, encouragés par des clameurs de plus en plus chaleureuses, avec un certain empressement. Abbado n'a qu'un signe à faire, et la symphonie se déroule avec cette précision dans les détails qui en décuple l'effet. Les quelques redites, les longueurs s'estompent, et les mahlériens de bonne foi sont prêts à reconnaître que le compositeur russe a pu influencer l'auteur du Chant de la terre*. A la fin, les applaudissements saluent le chef, l'orchestre et l'œuvre.*

Epilogue. Deux garçons d'orchestre distribuent de la musique, le harpiste fait une entrée discrète, et voici que s'égrènent, en « bis », les premières notes du célèbre Adagietto de la Cinquième Symphonie *de Mahler... Ainsi, tout était prévu, les protestations du public, la fausse sortie des musiciens, le « bis » pour dédommager ceux qui n'avaient pas été informés du changement du programme...*

Alors, pourquoi, si on avait pris la précaution de faire venir spécialement la harpe, ne pas avoir donné un mot d'explication à l'entracte ? C'est ce qu'on ne saura jamais.

GÉRARD CONDÉ.

■ Le premier prix du concours international de musique Claude-Debussy, pour 1980, n'a pas été décerné cette année. En revanche, deux deuxièmes prix ex aequo (assortis de 5 000 F) ont été attribués à Jozsef Takacs (Hongrie) et Marie-Françoise Marouflet (France) et un quatrième prix à Mireille Faye-Mora (France).

■ M. François Minchin, président-directeur général de Pathé-Marconi-EMI, a été réélu, récemment, président du bureau exécutif du SNEPA (Syndicat national de l'édition phonographique et audiovisuelle), assisté de trois vice-présidents, MM. Lucien Adès (société Adès), Louis Hazan (Polygram) et Jean Mialhe (Chant du monde).

Le gâteau d'anniversaire d'Isaac Stern

Pierre Vozlinsky, directeur des programmes et services musicaux de Radio-France, a offert à Isaac Stern un gros gâteau d'anniversaire pour ses soixante ans : seize concerts en sept semaines (du 13 mai au 28 juin) avec l'Orchestre national et le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France..., ce qui revient à dire que c'est le fêté qui sera le pâtissier, pour notre joie.

C'est en effet en 1920 que Stern est né en U.R.S.S., aux confins de l'Ukraine, mais il avait un an à peine quand ses parents émigrèrent aux Etats-Unis. En 1935, il faisait ses débuts à Carnegie Hall sous la direction de Pierre Monteux. Considéré immédiatement comme un des premiers violonistes de l'époque, il « tourne » depuis à travers le monde, à raison de plus de cent cinquante concerts par an.

Le « marathon » que lui a proposé Pierre Vozlinsky ne lui fait donc pas peur : tout le grand répertoire (Mozart, Beethoven, Mendelssohn, Brahms, Tchaïkovski, Bartok...) mais aussi Wieniawski, Sibelius, Prokofiev, Barber, et il devait même créer le concerto de Dutilleux, si celui-ci avait pu le terminer à temps.

Cependant, Stern poursuit dans ses concerts un autre but que de résumer sa carrière (« J'ai déjà fait assez de fausses notes à Paris, *dit-il*, pour n'avoir pas tellement envie d'en accumuler beaucoup d'autres ! »). *C'est de travailler en profondeur avec ses « collègues » des deux orchestres de la radio, d'échanger avec eux des* idées sur la manière de faire de la musique, de jouer chaque compositeur. Pendant les répétitions, entre les répétitions, nous allons apprendre à nous écouter, à nous « répondre » comme dans la musique de chambre. Le soliste n'est pas un adversaire de l'orchestre, mais un partenaire et je voudrais que nous puissions ainsi, par un contact approfondi, ajuster nos sonorités, nos styles, pour atteindre la plus grande pureté, la plus grande fidélité aux œuvres et exprimer ainsi cette force et cette tendresse qui sont au fond de la musique. Je ne sais pas si nous allons réussir, mais tous les instrumentistes ont l'air heureux de cette expérience qui, moi, me passionne. »

Expérience difficile avec un programme de concerts aussi chargé, d'autant plus qu'il faudra tenir compte des chefs qui dirigeront ces concerts (Kondrachine, Marriner, Slatkine, Maazel, Krivine, Ozawa) et qui auront à mettre au point de leur côté de grandes symphonies. Mais Isaac Stern a un robuste appétit, un tempérament débordant et une joie communicative. Nul doute qu'il ne communique à ses collègues quelque chose de son démon intérieur et de ce prodigieux lyrisme qui lui conquiert tous les cœurs. — J. L.

★ Ouverture de ce cycle le 13 mai, au Théâtre des Champs-Elysées, avec les concertos de Tchaïkovski et de Barber. Orchestre national sous la direction de Kondrachine. Certains concerts seront répétés à Créteil, Nogent, Saint-Denis et au Théâtre de la Ville.

MORT DU COMÉDIEN HENRI CRÉMIEUX

Le comédien Henri Crémieux est mort le samedi 10 mai à Cassis des suites d'une crise cardiaque, au cours d'une conférence sur Frédéric Mistral. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

[Né Marseille en 1896, après avoir commencé des études de droit, il monte à Paris, se fait engager dans la troupe de l'Odéon, gagne sa vie et apprend son métier en jouant dans les tournées de province et les théâtres de quartier, nombreux à cette époque, et dont les programmes changent chaque semaine. En 1918, il tente une rupture avec la vie d'artiste et s'installe en emmenant sa femme dans une ferme des Cévennes. Le retour à la terre dure deux mois. Henri Crémieux accepte sa situation d'éternel second rôle, ne cesse de paraître sur scène, de tourner — près de cent films, dont le dernier « Au bout du bout du banc », de Victor Lanoux. Il participe aux débuts de la radio et de la télévision. Il en était une figure familière. Il a continué à travailler jusqu'à son dernier jour.]

OUVERTURE DU MAI DE BORDEAUX

« LE MARIAGE SECRET », de Cimarosa

Le Mai de Bordeaux, qui offre pendant quinze jours son habituel bouquet de manifestations musicales et théâtrales, avec de charmantes escapades dans les campagnes plantureuses et les châteaux des alentours, célèbre solennellement le bicentenaire du théâtre de Victor-Louis, auquel la bibliothèque municipale consacre une remarquable exposition de dessins ; de son côté Mme Gilberte Martin-Méry a réalisé de nouveaux prodiges avec une exposition délicieuse et instructive sur « les arts du théâtre de Watteau à Fragonard ».

Théâtre d'abord donc, en cette année du patrimoine : le bâtiment de Louis est une joie pour les yeux chaque fois qu'on y pénètre, avec ses colonnades, ses balcons suspendus, ses voûtes en coquilles dont l'enchantement rappelle celui du théâtre royal de Gabriel à Versailles, malgré l'étoffe cramoisie qui a, depuis un siècle, remplacé le velours bleu.

L'idée était excellente d'y donner *le Mariage secret* (1792), de Cimarosa, contemporain à douze ans près du théâtre de Louis. Mais l'on comprend moins bien qu'on ait confié les décors à Peynet, dont les cœurs, les amours, les gros myosotis roses et les plantes vertes n'ont rien de baroque. Ces dessins simplets jurent avec les meubles et les costumes d'époque, qui en démodent irrémédiablement la naïveté.

On les oublie rapidement grâce à l'interprétation d'une troupe ambulante de chanteurs italiens qui brûlent les planches, avec l'Orchestre de chambre de Trévise dirigé par Edoardo Müller, un chef plein d'esprit, aux gestes entraînants, lisibles, qui soutient de bout en bout la gaieté, un peu mécanique, du musicien.

Car celui-ci, malgré l'enthousiasme de Stendhal, reste vraiment très en deçà de Mozart, dont il a dû cependant étudier de près les opéras. Le livret de Bertatti n'est peut-être pas très inférieur à celui de *Cosi Fan Tutte*. Cimarosa écrit excellemment pour les voix et connaît parfaitement la technique des airs et des ensembles (n'a-t-il pas composé auparavant soixante-dix opéras !), toujours drôles et bien troussés, et pourtant il leur manque toujours la touche qui captive, le je-ne-sais-quoi, le charme sans doute qui nous plonge en admiration chez Mozart ou même souvent chez Haydn. Curieuse impression d'un Mozart sans Mozart, et qui parfois même annonce Rossini sans en avoir la verve et le dynamisme irrépressible. Foncièrement, Cimarosa manque d'inventions, d'imagination et de fraîcheur malgré son habileté.

Son schématisme comique est parfaitement servi par la mise en scène de Paolo Montarsolo, bien rôdée, infaillible, qui fait tomber chaque geste, chaque jeu de scène exactement dans le temps musical, avec une science indépassable de l'*opera buffa*, spécialité tout à fait italienne. Lui-même compose un étourdissant portrait d'un père prêt à vendre l'une ou l'autre de ses filles pourvu qu'il en touche le prix, avec ses grosses lunettes, son cornet acoustique et ses airs de vieillard à la fois costaud et fragile sur ses vieilles jambes.

On retrouve Luigi Alva, inusable acteur, à la voix un peu trompettante dont l'étoffe s'amincit, deux charmantes péronelles, Edith Martelli et la fine Daniela Mazzucacot, au timbre exquis, encore qu'un peu serré, une excellente mezzo Nucci Condo, dont on entend trop rarement le grave savoureux et rieur ; enfin, Angelo Romero, baryton tonnant, à qui son rôle de Milord facétieux et galant va comme un gant. Hélas ! si la tête s'amuse, le cœur bâille.

JACQUES LONCHAMPT.

Inauguration du conservatoire régional

M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, et Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, inaugureront ce lundi 12 mai le nouveau conservatoire régional de musique.

Livré en décembre, le Centre André-Malraux a pu accueillir à la rentrée de janvier les mille huit cents élèves et les quatre-vingt-deux professeurs du conservatoire supérieur de région de Bordeaux, qui, auparavant, n'avaient jamais pu trouver local à leur mesure. La moitié d'entre eux venant de départements extérieurs, le Centre a été construit à deux pas de la gare S.N.C.F. au bord de la Garonne. Avec l'église Sainte-Croix et l'école des beaux-arts, il forme un triangle au centre duquel se trouve une place strictement réservée aux piétons, et conçue pour accueillir concert ou théâtre de plein air.

Dans le même temps, les beaux-arts ont été restaurés. Les travaux sont en cours sur l'église Sainte-Croix. Bordeaux, qui se veut aussi la capitale culturelle de l'Aquitaine, dispose enfin d'un centre artistique cohérent.

Le conservatoire tout neuf est évidemment le plus bel ornement de cet ensemble avec sa salle de concerts (six cents places), sa photothèque et sa discothèque, et quatre disciplines qui ne sont guère enseignées ailleurs en France : la composition, l'harmonie, la fugue et le contrepoint.

Un seul regret pour les Aquitains : l'affaire a pesé lourd dans les finances locales et régionales. L'Etat a été plus prodigue d'encouragements, de belles paroles et de promesses que de subsides.

Dimanche, le ministre avait annoncé, à l'occasion du vingt-quatrième congrès de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves du conservatoire (FNAPEC), le lancement, en 1981, d'un plan *national de diffusion musicale, qui* s'ajoutera au plan de cinq ans pour l'enseignement musical mis en route en 1980. — (Corresp.).

PIERRE CHERRUAU.

DANSE

« THE ARCHITECTS » à l'Opéra de Paris

Le temps gelé

Il y a six ans, Carolyn Carlson donnait sur la scène de l'Opéra de Paris son premier grand spectacle, « Sablier Prison », où elle utilisait astucieusement la profondeur inusitée de la scène pour suggérer l'émergence de souvenirs lointains, flottants, comme des lambeaux dans une pénombre dorée. Dans chacun des ouvrages qu'elle a créés depuis, elle a continué à lutter contre l'écoulement inexorable du temps et à ramener vers nous des images perdues. Aujourd'hui, elle quitte l'Opéra en beauté. « The Architects » est l'apothéose d'une œuvre chorégraphique qui tire sa fascination de son caractère éphémère. Car ses ballets, écrits sur le sable, l'eau et le vent, ne durent que le temps d'un rêve.

Pour la première fois, Carolyn Carlson a accepté de travailler sur une musique classique, et nul doute que la construction fortement architecturée des concertos de Jean-Sébastien Bach n'ait influencé et la chorégraphe et le metteur en scène, Petrika Ionesco. Le titre de l'œuvre en témoigne.

Dès l'ouverture du rideau, on reçoit le choc d'un décor superbement baroque avec des étagements de colonnes plongeant en trompe-l'œil vers des abîmes de verticalité se modifiant selon des effets de raccourci, de perspective et tout un jeu optique suscité par les éclairages de Richard Nelson. Dans cet univers clos, reconstitution et hommage à la boîte magique qu'était l'opéra du dix-septième siècle, Carolyn Carlson a composé une suite de déplacements, de courses, selon des dessins géométriques en diagonale, en courbe, se référant à l'idéal baroque.

Dans les danses proprement dites, elle ne s'est pas laissé piéger par la puissance suggestive de la musique ; elle a résisté à la tentation des grands mouvements d'ensemble, et dans les pas de deux ou de trois, elle a toujours cassé la symétrie par des mouvements en contrepoint. Elle a conçu une danse ample, aérienne, avec des déplacements groupés qui sillonnent l'espace comme des vols d'oiseaux migrateurs. Et quelquefois, dans ses solos, on la surprend en train de s'abandonner à quelques broderies gestuelles sous l'injonction du cantor de Leipzig. L'orchestre y incite il est vrai ; il est là vivant, attentif, sous la direction d'Ashley Lawrence, et parfois sa voix vient submerger le plateau comme le chant d'une sirène.

Les douze danseurs doivent alors faire preuve au maximum de leur maîtrise technique. Il y a là Larrio Ekson, Jean-Christophe Paré, Dominique Petit, Quentin Rouillé, Krif Varjan, à l'aise dans cette chorégraphie de parcours, rapide et précise. On retrouve Caroline Marcadé dans son personnage de petit elfe primesautier, Peter Morin, clownesque, et Jorma Votinen, insolite, qui symbolise le temps.

Car, sous le divertissement d'un esthétisme raffiné, les danseurs s'adonnent tout au long du spectacle à un parcours initiatique que chaque spectateur peut ressentir à sa manière. Il y a un enjeu à cette partie où peu à peu le temps et l'espace vont se confondre. Pour la première fois peut-être, Carolyn Carlson, libérée de ses fantasmes, accède au monde réel. Son ballet s'achève sur cette magnifique image : les danseurs, dos au public, statues d'or immobiles sous les déferlements du concerto en mi majeur, vivent un temps momentanément gelé.

MARCELLE MICHEL.

★ Les 12, 14, 15, 16, 20 mai, à 19 h. 30.

■ Le deuxième Festival international organisé par le Théâtre de la Biduline, en collaboration avec la Maison de la culture de Rennes, sur le thème du masque et de la danse masquée, aura lieu du 15 au 30 mai à Saint-Herblain (Loire-Atlantique). Au programme, des stages, animations d'ateliers et spectacles pour enfants et adultes, avec la participation des troupes des danseurs royaux du Bouthan, de Tanzanie, de Corée, d'Inde, ainsi que des Mudheads Masks des Etats-Unis.

■ Une veillée africaine réunira à l'UNESCO, mercredi 14 mai, à 20 h. 30, des artistes noirs des quatre coins du monde dans un spectacle allant du traditionnel sacré jusqu'à l'art du music-hall d'aujourd'hui. La fête sera placée sous les auspices de la délégation du Togo auprès de l'UNESCO et sous le haut patronage de Mme Amadou Mahtar M'Bow. Michele Frieeman, Linda Dingvol, le Modern Godspel Quartet, Jack Hammer, Kapla, Lamine Konte, le ballet-théâtre Koola et le Théâtre noir seront les vedettes de cette manifestation.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 12 mai

théâtres

Fontaine (874-74-40), 21 h. : la Staar.
L'Ecume (542-71-16), 22 h. : Zeitoune.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 19 h. 30 : G. R. T. O. P.
Salle Favart (296-12-20), 20 h. : Carmen.
Comédie - Française (296-10-20), 20 h. 30 : la Mouette.
Odéon (325-70-32), 20 h. 30 : le Kootiyattam.
Centre Pompidou (277-12-33), 19 h. 30 : Jeunes chorégraphes et nouvelles compagnies (Compagnie le Cercle).
Théâtre de la Ville (274-11-24), 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

Antoine (208-77-71), 21 h. : Une case de vide.
Artistic - Athévains (272-26-77), 20 h. 30 : Un silence à soi.
Cartoucherie, Force 7 (365-16-27), 20 h. 30 : Rue Apodaca.
Daunou (261-69-14), 21 h. : l'Homme, la Bête et la Vertu.
Huchette (326-38-99), 20 h. 30 : la Leçon ; la Cantatrice chauve.
Il Teatrino (322-28-92), 21 h. : les Dialogues putanesques.
Lucernaire (544-57-34), I, 18 h. 30 : les Inentendus ; 20 h. : Juin 40. ; 22 h. : Archéologie. — II, 18 h. 30 : Idée fixe ; 20 h. 30 : Mort d'un oiseau de proie ; 22 h. 15 : les Visages de Lilith. — III, 18 h. 15 : Parlons français.
Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Haute surveillance ; 22 h. 30 : Rue du Cirque-Romain.
Montparnasse (320-89-90), 22 h. : Albert.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Un clochard dans mon jardin.
Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : la Loi sur les corps.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 21 h. : Blanchisserie Blanche.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 45 : 13 515 francs.
Théâtre de l'Union (770-90-94), 20 h. 30 : le Barbier de Séville.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sans le mot « con », monsieur, le dialogue n'est plus possible.
Deux - Anes (606-10-26), 21 h. : Pétrole... Ane.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. : Patricia Lai ; 21 h. 15 : Pinter and Co. ; 22 h. 30 : la Revanche de Nana ; 23 h. 45 : D. Roux.
Bistrot Beaubourg (277-48-02), 21 h. 30 : Naphtaline.
Blancs-Manteaux (887-16-70), 20 h. 15 : Areuh = MC 2 ; 21 h. 30 : Raoul, je t'aime ; 22 h. 30 : les Belges.
Caf' Conc' (372-71-15), 21 h. : Phèdre à repasser.
Café d'Edgar (322-11-02), I, 20 h. 30 : Charlotte; 22 h. : les Deux Suisses; 23 h. 15 : Couple-moi l'souffle. — II, 22 h. 30 : Riou-Pouchain.
Connétable (277-41-40), 20 h. 45 : Lucie Dolène ; 21 h. 45 : C. Cerat ; 22 h. 45 : B. Dimey.
Le Fanal (233-91-17), 19 h. 45 : L'une mange, l'autre boit.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Racontez-moi votre enfance ; 22 h. 15 : Du moment qu'on n'est pas sourd ; 23 h. 30 : Chansonges. — II, 21 h. : Ça s'attrape par les pieds ; 22 h. : Suzanne, ouvre-moi ; 22 h. 45 : Si la concierge savait.
Sélénite (354-53-14), I, 21 h. : Il faudrait essayer d'être heureux. — II, 21 h. : Sornettes d'alarme.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : E. Rondo ; 21 h. 30 : le Retour de Frankenstein ; 22 h. 30 : Otto Wessely.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : le Plus Beau Métier du monde ; 22 h. 30 : Didier Kaminka.

Le music-hall

Centre d'art celtique (258-97-62), 18 h. 30 : François Budet.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Los Machucambos ; les Pachacamac.
Gaîté - Montparnasse (322-16-18), 20 h. : G. Paris et M. Rivard.
Olympia (742-25-59), 21 h. : J.-P. Capdevielle.
Théâtre Présent (203-02-55), 21 h. : Christophe Aubron.

La danse

Oblique (355-02-94), 22 h. : Danse-Théâtre Susan Buirge.

Les concerts

Lucernaire, 19 h. 30 : Duo Delangle (Koechlin, Denisov...) ; 21 h. : Vinay Bidhe, musiques de l'Inde.
Salle Cortot, 21 h. : M. Sadanowsky (Dowland, Bach, Giuliani, Rodrigo).
Théâtre de l'Athénée, 21 h. : C. Ludwig, J. Alder (Wagner, Liszt, Dvorak).
Salle Berlioz, 20 h. 30 : A. Ebi (Schumann, Mendelssohn); M. Yasuda, A. Okamoto (Debussy, Prokofiev).
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ars Nova, dir. M. Constant (Satie).
Théâtre 13, 21 h. : Y. Aimon, E. Ricci (Schumann, Brahms, Weber).
Salle Pleyel, 21 h. : S. Gadell, P. Kalatzopoulos (Britten, Ravel, Burkhard...).
FIAP, 21 h. : F. Azema (Schubert, Chopin).
Sorbonne, 20 h. 30 : Ensemble 2 E 2 M, dir. P. Mefano (Donatoni, Charpentier...).
Eglise des Blancs-Manteaux, 20 h. 30 : B. Focroule (Jolas, Boucourechliev...).

Jazz, pop' et folk

Bains-Douches (887-34-40), 20 h. 30 : James White.
Caveau de la Huchette, (326-65-05), 21 h. 30 : M. Laferrière Orchestra.
Dreher (233-48-44), 21 h. 30 : S. Lacy, S. Potts, K. Carter, O. Johnson.
Dunois (584-72-00), 20 h. 30 : Polygruel.
Palace (246-10-87), 20 h. : Pablo Gad, Errol Dunkley.
Cité internationale universitaire (589-38-69), 21 h. : Mamou Hour Band (Cajun).
Théâtre Noir (797-85-14), 20 h. 45 : Boulk.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

Chaillot (704-24-24), relâche.
Beaubourg (278-35-57), 15 h., Cinéma japonais : Avec beauté et tristesse, de M. Shinoda ; 17 h. et 19 h., Bertolt Brecht au cinéma (17 h. : Kuhle Wampe, de S. Dudow et B. Brech : 19 h. : l'Opéra de quat' sous, de G. W. Pabst).

Les exclusivités

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Balzac, 8e (561-10-60) ; v.o.-v.f. : Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).
AU BOULOT JERRY (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : A.B.C., 2e (236-55-54), Balzac, 8e (561-10-60), Parnassiens, 14e (329-83-11), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'AVARE (Fr.) : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).
A VENDRE (Fr.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), jours pairs.
LA BANDE DU REX (Fr.) (*) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).
LE CAVALIER ELECTRIQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont les Halles, 1er (297-49-70) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70).
C'ETAIT DEMAIN (Ang., v.f.) : Caméo, 9e (246-66-44).
CHERE INCONNUE (Fr.) : Berlitz 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Passy, 16e (288-62-34).
LE CIMETIERE DE LA MORALE (Jap., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
CINQ SOIREES (Sov., v.o.) : Cosmos 6e (548-62-25).
DES ESPIONS DANS LA VILLE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA DEROBADE (Fr., *) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Vendôme, 2e (742-97-52), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
ELLE (A., *, v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
L'ENTOURLOUPE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97), Caméo, 9e (246-66-44) ; Biarritz, 8e (723-69-23), Mistral, 14e (539-52-43).
L'ETALON NOIR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

LES EUROPEENS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
L'EVEIL DES SENS D'EMY WONG (It., **, v.f.): Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Galaxie, 13e (580-13-03), jusqu'à jeudi.
FILMING OTHELLO (A., v.o.) : Le Seine, 5e (325-95-99).
FOG (A., *, v.f.) : Miramar, 14e (320-89-52).
LE FOU DE MAI (Fr.), St-Séverin, 5e (354-50-91), jours pairs.
LA GUERRE DES POLICES (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
GIMME SHELTER THE ROLLING STONE (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
LE GUIGNOLO (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70), Ambassade, 8e (359-19-08), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23,), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Secrétan, 19e (206-71-33).
HAIR (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
L'HONORABLE SOCIETE (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
I COMME ICARE (Fr.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
INTERDITS (C.M. : Scopitone, Milan Bleu) : Marais, 4e (278-47-86).
JE VAIS CRAQUER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Ermitage, 8e (359-15-71), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Helder, 9e (770-11-24), U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44), Miramar, 14e (320-89-52), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Murat, 16e (651-99-75), Secrétan, 19e (206-71-33), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
JUSTICE POUR TOUS (A. v.o.) : Seine, 5e (325-95-99). — V.f. : Ternes, 17e (380-10-41).
KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Gaumont - Champs - Elysées, 8e (359-04-67). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Lazare - Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41).
LE MALADE IMAGINAIRE (It. v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90).
MANHATTAN (A. v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
MARATHON D'AUTOMNE (Sov. v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08). — V.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
MOLIERE (Fr.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).
MOUSAKI (Jap., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LES MUPPETS (Ang., v.f.) : Broadway, 16e (527-41-16). H. sp.
NOCES DE SANG (Mar., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
NOUS ETIONS UN SEUL HOMME (Fr.) (**) : Le Seine, 5e (325-95-99).
LE PIEGE (A.) (*) : Styx, 5e (633-08-40) ; Parnassiens, 14e (329-83-11); Mac-Mahon, 17e (380-24-81). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).
LE PRE (It., v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
QUADROPHENIA (Ang.) (**) v.f. : Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10).
RENCONTRE AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (Ang., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
REVANCHE A BALTIMORE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C.-Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount - Montmartre, 18e (606-34-25) ; U.G.C. - Gobelins, 13e (336-23-44).
LA REVOLUTION DE LA CONFITURE (Suéd., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
SCUM (Ang., v.o.) (**) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A., v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI, film italien de Francesco Rosi (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; France-Elysées, 8e (723-71-11). — V.f. : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
MERCI D'AVOIR ETE MA FEMME, film américain d'Alan J. Pakula (v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paris, 8e (359-53-99) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Ciné-monde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Nation, 12e (343-04-67), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES FAISEURS DE SUISSES, film suisse de R. Lyssy : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) : George-V, 8e (562-41-46) ; La Clef, 5e (337-90-90).
GIRLS, film français de Just Jaeckin (*) : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont - Gambetta, 20e (636-10-96).
LE JOUR DE LA FIN DU MONDE, film américain de J. Goldstone (v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12) ; Mercury, 8e (562-75-90). — V.f. : Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
LES FOURGUEURS, film américain de D. Deluise (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Paramount - City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount - Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
FANTASTICA, film franco-canadien de Gilles Carle : Gaumont-Les Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Publicis - Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03).

SPECTACLES

LE SEXE DES ANGES (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
SHERLOCK HOLMES ATTAQUE L'ORIENT-EXPRESS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Gaumont-les-Halles, 1er (297-49-70) ; Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
SIMONE BARBES OU LA VERTU (Fr.) : 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
LES SOUS-DOUES (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; *Balzac, 8e (561-10-60)* ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
STAR TREK (A., v.o.) : Elysées *Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f.* : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Boul'Mich, 5e (354-48-29).
TERREUR SUR LA LIGNE (A., v.o.) (*) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
TESS (Fr.-Brit., v. ang.) : Studio Raspail, 14e (320-38-98).
TOM HORN (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
UN COUPLE TRES PARTICULIER (A., v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (634-13-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; 14 Juillet-Bastille, 11e *(357-90-81) ; Bienvenue-Montparnasse*, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
YANKS (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).
WOYSECK (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
AU-DELA DU BIEN ET DU MAL (It., v.o.) (**) : Palace Croix-*Nivert, 15e (374-95-04)*.
AU FEU LES POMPIERS (Tch., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).
CHAINES DE SANG (A., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It.) (**) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
DREYFUS OU L'INTOLERABLE VERITE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
DUMBO (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).
FAHRENHEIT 451 (Fr.) : Studio-Bertrand, 7e (783-64-66).
FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
LES FRAISES SAUVAGES (Suéd., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
GIBIER DE PASSAGE (All., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
LE GRAND BLOND AVEC UNE CHAUSSURE NOIRE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C.-Opéra, 9e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE GRAND FRISSON (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) D., L.
HAMLET *(A., v.o.) : Hautefeuille*, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
IF (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
JAMAIS LE DIMANCHE (Fr.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : *Espace Gaîté, 14e (320-99-34) ; Forum Cinéma*, 1er (297-53-74) ; Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; UGC Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; La Clef, 5e (337-90-90).
LE LAUREAT (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
LE *LIVRE DE LA JUNGLE* *(A., v.f.)* : Napoléon, 17e (380-41-46).
LOLA MONTES (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
LOULOU (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).
LE MESSAGER (Ang., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
MEURTRE PAR DECRET (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
1789 (Fr.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).
MONTY PYTHON SACRE GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12), 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
LE MUR (Fr.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
OLIVER (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50) (70 mm).
ORANGE MECANIQUE (A., v.f.) (**) : Haussmann, 9e (770-47-55).
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., *v.o.) : Studio de la Harpe*, 5e (354-34-83).
ROME VILLE OUVERTE (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) (**) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LES 3 JOURS DU CONDOR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : UGC Caméo, 9e (246-66-44), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02).
UN AMOUR DE COCCINELLE (A., *v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46)*.
UNE JOURNEE PARTICULIERE (I., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 8e (236-83-93).
UNE NUIT A CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA VIEILLE DAME INDIGNE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA VOIE LACTEE (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (634-13-26) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Forum-Cinéma, 1er (297-53-74).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) (*) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; *v.f. : Paramount-Marivaux*, 2e (296-80-40) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

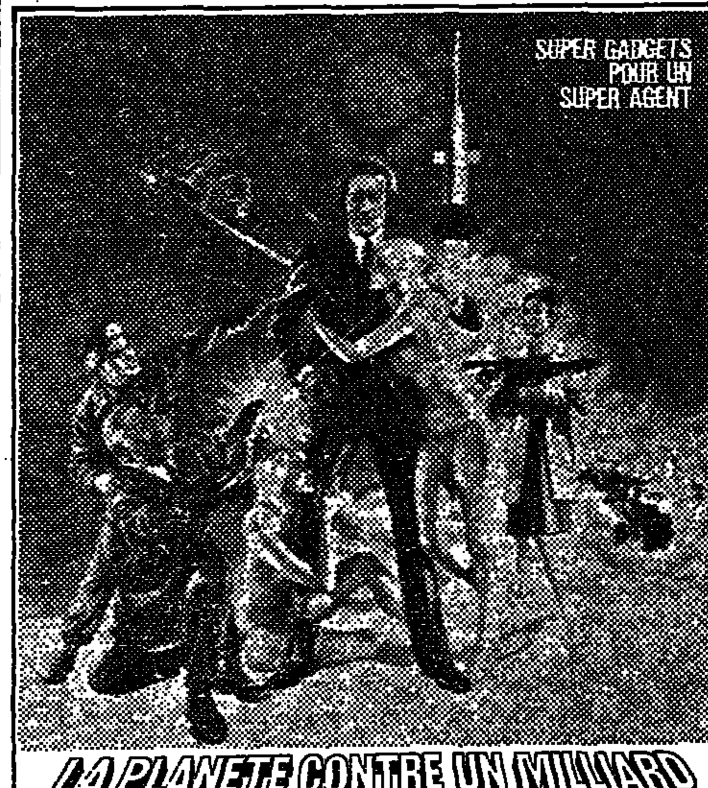
Les festivals

ERIC ROHMER, 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : la Collectionneuse.
KUROSAWA-MIZOGUCHI, v.o., 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) : l'Impératrice Yang Kwei-fei.
JACQUES TATI, Grand-Pavois, 15e *(554-46-85) : Jour de fête ; les* Vacances de M. Hulot ; Mon oncle.
ANGOISSE ET EPOUVANTE, v.o., Grand-Pavois, 15e (554-46-85) : la Maison de l'exorcisme ; Phantasme ; Amityville, la maison du diable.
JACK NICHOLSON, v.o., Grand-Pavois, 15e (554-46-85) : Profession reporter.
LE FILM NOIR, v.o., Grands-Augustins, 6e (633-22-13) : Adieu ma jolie.
ALBERT LAMORISSE, Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04) : le Ballon rouge ; *Crin Blanc*.
CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.). — I. : 14 h. : Un tramway nommé Désir ; 16 h. et samedi 0 h. 25 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 10 : les Diables ; 20 h. 10 : Music Lovers ; 22 h. 20 : Orange mécanique. — II. 14 h. 10 : A bout de souffle ; 16 h. 10 : Easy Rider ; 17 h. 50 : Lenny ; 20 h. et sam., 0 h. 25 : Marathon Man ; 22 h. 10 : Love.
LES FILMS LES PLUS CHERS DU MONDE, Eldorado, 10e (208-18-76) : Salomon et la reine de Saba.
CHARLIE CHAPLIN (v.o.), Studio Logos, 5e (354-26-42) : les Lumières de la ville.
RETOUR AU WESTERN (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Vera-Cruz.
MARX BROTHERS (v.o.), Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : les Marx au grand magasin.
LE MELO RETROUVE (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42) : Le cœur est un chasseur solitaire.
LUIS BUNUEL, Olympic, 14e (542-67-42) : la Mort en ce jardin.
CALYPSO, 17e (380-30-11), v.o., I, Dustin Hoffman, 18 h. 20 : le Lauréat ; 20 h. 15 : John and Mary ; 22 h. 10 : le Récidiviste. — II, 19 h. 50 : Macadam cow-boy. — II, Robert Redford, 13 h. 30 : Jérémiah Johnson ; 15 h. 30 : Nos plus belles années ; 17 h. 45 : l'Ultime Randonnée ; 22 h. : Gatsby le magnifique.
COMEDIES ITALIENNES (v.o.), La Clef, 5e (337-90-90) : les Nouveaux Monstres.
SAINT-LAMBERT, 15e (532-91-68), v.o., en alternance : l'Ile nue ; la Passion de Jeanne d'Arc ; Fellini Roma ; Satyricon ; Délivrance.
L'AGE D'OR DU CINEMA FRANÇAIS, Studio 43, 9e (770-63-40) : l'Atalante.
MELOS ET GRANDS DRAMES (v.o.), Denfert, 14e (354-00-11) : Reflets dans un œil d'or.
OZU (v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) : le Goût du saké ; Voyage à Tokyo.
CINEMA ALLEMAND (v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) : l'Ombre des anges ; l'Honneur perdu de Katarina Blum ; Feu de paille.

Les séances spéciales

L'AUTRE (A., **, v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S. D.).
BONNIE AND CLYDE (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 12 h.
LE COUP DE GRACE (All., v.o.) : Boul'Mich, 5e (354-48-29), 12 h.
LE DECAMERON *(It., v.o.) : Calypso*, 17e (380-30-11), V., S. 24 h.
LE DROIT DU PLUS FORT (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., **, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 24 h.
FRITZ THE CAT *(A., v.o.) : Saint-*André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h. et 24 h.
LA GRANDE BOUFFE (Fr.-It.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93), S. 0 h. 30.
HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
LES HOMMES CONTRE (It., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22), 12 h.
INDIA SONG (Fr.) : La Seine, 5e (325-95-99), 12 h. 15 (sf D.).
JEREMIAH JOHNSON (A.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), 22 h. 30.
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), 10 h., 12 h., 24 h.
MAMMA ROMA (It., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sauf S., D.).
LA MORT DE MARIA MALIBRAN (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 8 h. (sf S., D.).
LES NAINS AUSSI ONT COMMENCE PETITS (All., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf S., D.).
LA NOUVELLE BABYLONE (Sov.) : Bouffes du Nord, 10e (239-34-50), le 8, à 20 h. 30.
LE POINT DOULOUREUX (Fr.) : Les Tourelles, *20e (636-51-98)*, mar. à 21 h.
LA REVOLTE DES MORTS-VIVANTS (A., **, v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83), V., S. à 24 h.
LES TUEURS DE LUNE DE MIEL (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), 24 h.
THE KIDS ARE ALRIGHT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), V., S. à 0 h. 15.

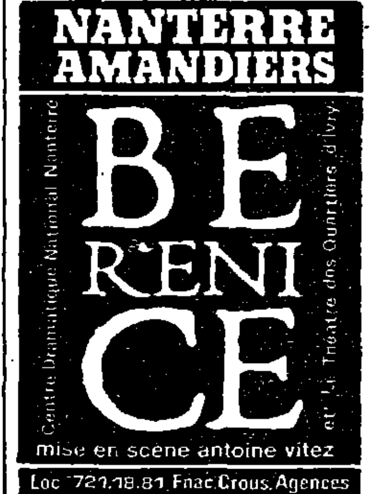






CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

EGLISE ST-SEVERIN TOUS LES MARDIS à 21 heures (Werner.)	Saison Parisienne 1980 ORCHESTRE **KUENTZ** 13 mai : HAENDEL opus IV 20 mai : HAYDN
SALLE GAVEAU Jeudi 15 mai à 21 heures (P.e. Valmalète.)	**ROSTROPOVITCH** interprète la Sonate ARPEGIONE, de **SCHUBERT** la Sonate en sol majeur, de **HAENDEL** avec son gendre **Alexander PESKANOV** piano les 7 Poèmes, de **CHOSTAKOVITCH** avec sa femme **G. VICHNEVSKAIA** soprano Helena et Pieter **DANIEL** piano et violon
EGLISE des BILLETTES Dimanche 18 mai à 17 heures (P.e. Kiesgen.)	**Le Quatuor ARCANA** BRAHMS : quat. nº 2 op. 54 HAYDN : quat. nº 5 opus 76 B. JOLAS : quatuor nº 3
THEATRE ST-GEORGES place et Mº Saint-Georges T. 878-74-37 Lundi 19 mai à 21 heures (P.e. D. Loyer.)	**UNIQUE RÉCITAL** MARIE-THERESE **CHAILLEY** **ALTO SOLO** BACH : Suites I et III HINDEMITH : Sonate
SALLE PLEYEL-CHOPIN Jeudi 22 mai Jeudi 29 mai Jeudi 5 juin à 12 h 30 15 heures et 18 h 30 (P.e. Valmalète.)	CONCERTS LAMOUREUX **MUSIQUE A VOTRE HEURE** le 22 mai **LISZT** par Michael **RUDY** le 29 mai **CHOPIN** par Anne **QUEFFELEC** le 5 juin **BEETHOVEN** par Brigitte **ENGERER**
SORBONNE GRAND AMPH. Mardi 27 mai à 21 heures Loc. COUPS 251-69-11 ROYAL TOURISME FNAC - CROUS Librairie J. Gibert (P.e. Werner.)	« Musique en Sorbonne » **ORFEO** **MONTEVERDI** CHŒUR DE L'UNIVERSITE **de CONSTANCE** ENS. D'INSTRUMENTS ANCIENS **Dir. Peter BAUER**
SALLE PLEYEL Mercredi 28 mai à 21 heures (Kiesgen.)	Unique récital WILHELM **KEMPFF** Beethoven - Schubert Chopin
SALLE PLEYEL Mardi 3 juin à 20 h 30 Loc. ouverte à la Salle (P.e. Valmalète, Musicaglotz.)	**Montserrat** **CABALLE** **Alexis** **WEISSENBERG** Strauss, Turina, Montsalvatge



CONCERTS Radio France

CYCLE ISAAC STERN

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Mardi 13 mai à 20 h 30	CHOSTAKOVITCH - BARBER TCHAIKOVSKY ORCH. NATIONAL DE FRANCE Direction : **Kiril KONDRACHINE**

MUSIQUES SACRÉES

SAINT-LOUIS des INVALIDES Vendredi 16 mai à 20 h 30	**ROSSINI - VERDI** T. ZYLIS-GARA, A. NAFE, L. ALVA, M. RINTZLER CHŒURS DE RADIO FRANCE Nouvel Orch. Philharmonique **Dir. : Nello SANTI**

CYCLE ACOUSMATIQUE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 19 mai à 20 h 30 (Entrée libre.)	**BENTLEY - AMY** Sol. : C. ROQUE - ALSINA **H. GARETTI** **J.-P. DROUET** régie électroacoustique INA-GRM

CYCLE ISAAC STERN

THEATRE des CHAMPS-ELYSEES Mardi 20 mai à 20 h 30 MAISON des ARTS-CRETEIL Mercr. 21 mai à 20 h 30	**ORCH. NATIONAL DE FRANCE** SAINT-SAENS - BARTOK MENDELSSOHN - R. STRAUSS **Dir. Neville Marriner**

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

SALLE PLEYEL Mercredi 21 mai à 21 heures	Récital **Evelyn LEAR** **Thomas STEWART** Beethoven, Schumann, Wolf, Mendelssohn, Brahms

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

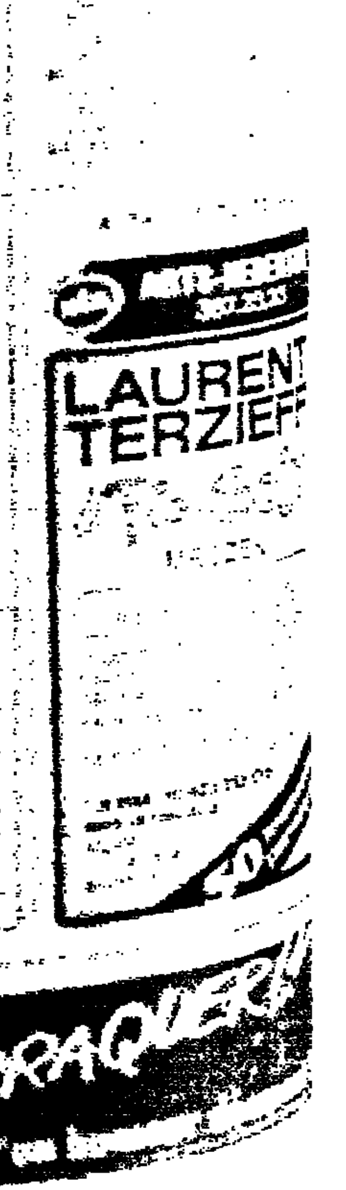
RADIO FRANCE Grand Auditorium Jeudi 22 mai à 20 h 30	Direction : **O. D'NARC** Soliste : **Désiré N'KAOUA** KODALY - RAVEL STRAVINSKY

LOS ANGELES PHILHARMONIC ORCHESTRA

SALLE PLEYEL Jeudi 22 mai à 20 h 30	Direction : Carlo-Maria **GIULINI** HAYDN - RAVEL - BRAHMS

Location : RADIO FRANCE, Salles et Agences





RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 12 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h Les inconnus de 19 h 45.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Comment créer une association.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le 12 mai, drame à Beden-Amsel, par H. Amouroux.
20 h Journal.

20 h 35 Cinéma : « les Bonnes Causes ».
Film français de Christian-Jaque (1962), avec M. Vlady, Bourvil, P. Brasseur, V. Lisi, U. Orsini, J. Monod, R. Vidalin, J.-L. de Villalonga (N., rediffusion).
Une femme se débarrasse de son mari par un crime parfait, dont elle fait accuser une infirmière innocente. Un avocat sans scrupules la soutient, mais le juge d'instruction cherche la vérité.
22 h 25 Médicale : La schizophrénie.
23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
Ces enfants qui vont au juge.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.

20 h 35 Magazine : Question de temps.
Qui croire ?
La raison de vivre, suivant que l'on est séminariste, commerçant, ouvrier, etc.
21 h 40 Documentaire : Des hommes.
Les vétérinaires.
22 h 35 Variétés : Salle des fêtes.
23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Hebdo jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
La Fédération nationale travail et culture.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Louis XV le Bien-aimé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma public : « les Quatre cavaliers de l'Apocalypse ».
Film américain de V. Minnelli (1961), avec G. Ford, I. Thulin, C. Boyer, L.J. Cobb, P. Henreid, K.H. Boehm, P. Lukas, Y. Mimieux. (Rediffusion.)
Les deux filles d'un riche propriétaire argentin ont épousé l'une un Français, l'autre un Allemand. Dans les années 40, en France occupée, les deux familles vont se trouver ennemies.
Ni film de guerre ni film politique, mais l'histoire romanesque, enfiévrée, du choc de deux mondes. Le travail sur la couleur est particulièrement remarquable.
23 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Présence des arts : Les portraits de J.-E. Blanche, au musée de Rouen.
20 h., « le Misanthrope et l'Auvergnat », de E. Labiche, avec M. Lonsdale, P. Tornade, M. Couture, D. Ajoret, J. Seiler, etc.
21 h., L'autre scène ou les vivants et les dieux : La déesse et sa fille, Déméter et Koré.
22 h. 30, Nuits magnétiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-Huit : jazz time (Jusqu'à 18 h. 30) ; 19 h. 30, France et musique.
20 h., Les chasseurs de son.
20 h. 30, Saison internationale des concerts de l'U.E.R. (en direct de Brême) : « Music from fourth series pour orgue » et « Dance pour orgue » (Ph. Glass) ; « Music for player piano » (C. Nancarrow).
22 h. 30, Ouvert la nuit : le vingtième siècle, musique de chambre (Beethoven, Mayr) ; 23 h. 5, Les solistes d'aujourd'hui : J. di Donato, clarinette (Messiaen, Globokar) ; 0 h. 5, Portrait pour le siècle : Rachmaninov.

Mardi 13 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 35 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1.
Le regard des femmes, d'E. Ruggieri.
Etre à la une ; 14 h. 5, Regards sur la ville ; 14 h. 25, Variétés (et à 15 h. 30, 17 h. 35, 17 h. 50) ; 14 h. 30, Série : Mariages (n° 3) ; 15 h. 35, Le regard des femmes sur la société : demain, les surgelés ; 16 h. 35, Chant et contre-chant ; 16 h. 55, Mardi guide ; 17 h. 15, Livres service ; 17 h. 40, Cuisine.
18 h TF 4.
18 h 30 Un, rue Sésame.
18 h 55 Les inconnus de 19 h 45.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le ciel sur la tête.
20 h Journal.
20 h 30 Dramatique : « le Dernier Round ».
Réalisation R. Michael Lewis, avec B. Casey, S. Macht, B. Richards, P. Rodrigues.
21 h 55 Documentaire : Clés pour demain.
L'Antarctique, continent de la science.
22 h 45 Questionnaire.
Emission de J.-L. Servan-Schreiber.
Claude Cheysson, un grand commis non conformiste.
23 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : la Crétoise.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Le stress.
15 h Série : Le justicier.
15 h 55 La vérité est au fond de la marmite.
Les œufs à la neige.
16 h 25 Libre parcours.
La préhistoire.
17 h 20 Fenêtre sur... Point 2000.
17 h 50 Récré A 2.
Papivole ; Les Bubblies ; Discopuce ; Les quat's'amis ; Mes mains ont la parole.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 40 Les dossiers de l'écran : « les Filles au bureau ».
Etre employée et savoir user de ses charmes.
22 h Débat : L'évolution de la condition féminine.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Groupements d'action municipale.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : Amérique nous voilà.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Atout cœur à Tokyo pour OSS 117 ».
Film français de M. Boisrond (1966), avec F. Stafford, M. Vlady, H. Serre, C. Drake, T. Yoshimura, V. Inkijinoff. (Rediffusion.)
Intrigue incompréhensible, scènes d'action et de violence. Ne pas perdre son temps à regarder ce film.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (la conception du symbole chez Goethe) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : vers une pensée laïque ; à 8 h. 50, La clairière de feu.
8 h. 7, La matinée des autres : Les musulmans en Chine.
10 h. 45, Un quart d'heure avec... T. Maulnier et J. Ellenstein : dialogues inattendus.
11 h. 2, Libre parcours récital : O. Poisson et C. Bouchara, piano à quatre mains (Brahms, Casella, Fauré, Poulenc), et à 17 h. 32.
12 h. 5, Agora : Ecrits de l'Eglise primitive, avec F. Quéré.
12 h. 45, Panorama... avec Clara Malraux.
13 h. 30, Libre parcours variétés.
14 h., Sons : Fabriques d'alcool.
14 h. 5, Un livre, des voix : « Sur les pas de Ripley », de P. Highsmith.
14 h. 47, Magazine international.
16 h. 35, Contact (et à 17 h. 25).
16 h. 50, Actualité : Exposition « Les arts du théâtre, de Watteau à Fragonard » au musée de Bordeaux.
17 h. 32, Libre parcours récital : A. Kiss, soprano ; G. Farkas, cymbalum ; M.-T. Ghirardi, guitare.
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, Sciences : La restauration des peintures au musée du Louvre.
20 h., Dialogues franco-finnois : « Y a-t-il une place pour le philosophe dans le monde d'aujourd'hui ? », avec G. von Wright et J. Vuillemain.
21 h. 15, Musiques de notre temps.
22 h. 30, Nuits magnétiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque.
9 h. 2, Le matin des musiciens : les petits maîtres du dix-neuvième siècle français, œuvres de Meyerbeer, Auber, Cherubini, Herz.
12 h., Musique de table : les auditeurs ont la parole ; 12 h. 35, Jazz classique : Jack Teagarden ; 13 h., Le métier de l'illustration musicale.
14 h., Musiques : les chants de la terre (Afrique) ; 14 h. 30, Les enfants d'Orphée ; 15 h., Concertos (K. Weill, A. Jolivet) ; 16 h., « Ode pour cordes » (D. Meier), direction A. Girard ; 16 h. 15, Les cercles musicaux : Mozart, ses amis, ses élèves (Hummel, Hoffmeister, Mozart).
18 h. 2, Six-Huit : jazz time ; 18 h. 30, Cycle des sonates de Beethoven (en direct de Radio-France) ; 19 h. 30, France et Musique.
20 h. 30, Concert (cycle Isaac Stern, en direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) : « le Boulon », suite, opus 27 (Chostakovitch), « Concerto pour violon et orchestre », opus 14 (S. Barber), « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur », opus 35 (Tchaïkovski), par l'Orchestre national de France, direction K. Kondrachine, avec I. Stern, violon.
23 h., Ouvert la nuit : domaine de la musique française, éditions et manuscrits musicaux ; 23 h. 30, Portrait de famille : les Cambreling, extrait du concert donné le 13 octobre 1979 par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. S. Cambreling (Auber, Dukas, Debussy, Jolivet, Tomasi, Scriabine, Mossolov, Kuipper) ; 1 h., Douces musiques : M. Ohana, R. Depraz.

Mercredi 14 mai

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les visiteurs du mercredi.
De C. Izard.
18 h Auto-mag.
18 h 30 Un, rue Sésame.
19 h Une minute pour les femmes.
Humanisons ensemble les hôpitaux.
19 h 10 Mai-juin 40 : Journal d'un printemps tragique.
Le pont où nous perdons la guerre.
19 h 30 Journal.
20 h Sports : Football.
Finale des vainqueurs de coupe à Bruxelles.
21 h 45 La rage de lire.
Magazine de G. Suffert.
Le prix des livres en question.
Avec M. René Monory, ministre de l'économie ; trois éditeurs : J.-C. Lattès, J.-P. Pasquelle, F. Esmenard, et deux libraires : Ch. Bon et E. Bouchalat.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : la Crétoise.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Les mercredis d'Aujourd'hui madame.
15 h Série : Au cœur du temps.
La fin du monde.
16 h 10 Récré A 2.
18 h 45 Chefs-d'œuvre des musées nationaux.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Palmarès 80.
21 h 50 Magazine scientifique : Objectif demain.
Les derniers jours du monde.
22 h 50 Histoires courtes.
Cortège ; La soirée du baron Swenbeck.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Fédération des unions royalistes.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : La Fayette.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « l'Organisation ».
Film américain de D. Medford (1970), avec S. Poitier, S. North, A. Garfield, R. O'Neal, G. O'Loughlin, F. Beir.
A San-Francisco, un policier noir cherche à démanteler une organisation de trafic de drogue qui élimine, à mesure, ses membres compromis.
Un scénario sans surprises, mais une mise en scène efficace. Avec Sidney Poitier dans le rôle de l'inspecteur Tibbs, qu'il avait déjà interprété deux fois.
22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Matinales.
8 h., Les chemins de la connaissance : Goethe et l'hermétisme (la notion de polarité chez Goethe) ; à 8 h. 32, Malthus ou les hantises de la population : les précurseurs.
8 h. 50, Echec au hasard.
9 h. 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h. 45, Le livre, ouverture sur la vie : Le problème de la diffusion.
11 h. 2, Libre parcours récital : Trio Köchel (Schubert, Ives), et à 17 h. 32.
12 h. 5, Agora.
12 h. 45, Panorama : Le Liban.
13 h. 30, Musique de chambre.
14 h., Sons : Fabriques de papier.
14 h. 5, Un livre, des voix : « les Gens de Smiley », de J. Le Carré.
14 h. 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h. 2, Point d'interrogation : les grandes civilisations (l'islam).
16 h. 10, Les travaux et les jours... de J. Gattard.
16 h. 50, Actualité : Diététique et industrialisation de l'agriculture.
17 h. 32, Libre parcours récital : P.-L. Aimard, piano (Scriabine).
18 h. 30, Feuilleton : « 1572. Chronique au temps de Charles IX », d'après P. Mérimée.
19 h. 30, La science en marche : Promenade au jardin des sciences.
20 h., La musique et les hommes : Ecrits de Gobineau sur la musique orientale.
22 h. 30, Nuits magnétiques : en direct de Cannes.

FRANCE-MUSIQUE

7 h., Quotidien-Musique ; 8 h. 30, Kiosque ; 9 h. 2, Eveil à la musique.
9 h. 17, Le matin des musiciens : les petits maîtres du dix-neuvième siècle français.
12 h., Musique de table.
14 h., Microcosmos : 14 h. 10, Nouveaux répertoires ; 14 h. 30, Kaléidoscope : œuvres de Vivaldi, Henry, Beethoven, Gounod, Mozart, R. Strauss, D. Reinhardt et S. Bechet ; 15 h. 30, Jeu des énigmes ; 16 h., Galerie de portraits ; 16 h. 30, Les grotesques de la musique ; 17 h. 45, Haute infidélité : les musiques animalières.
18 h. 2, Six-Huit : jazz time (Jusqu'à 18 h. 30) ;
20 h., Le royaume de la musique : concours régional pour les ensembles instrumentaux.
20 h. 30, Festival cinématographique d'Angers (concert donné au Théâtre municipal d'Angers) : « Suite française » (M. Jaubert), « Lamento » (P. Jansen) ; « Symphonie Death-Watch » (A. Duhamel) ; « Suite cinématographique » (G. Delerue), par l'Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. G. Delerue, avec J.-C. Bourrier, trompette, et R. Mason, chant et guitare.
22 h. 30, Ouvert la nuit : le lied schubertien, « Schubert et l'amour » ; 23 h., Inédits et références : œuvres de Schubert, Schoenberg et Mozart ; 1 h. 30, Les grandes voix.

VU

Joë Bousquet ?... Absent

Je me demande combien d'entre nous ont jamais entendu parler de Joë Bousquet. Sûrement très peu. Il se trouve, par hasard, que je suis de ceux-là : je connais quelqu'un qui le connaissait, qui, jeune étudiant à Toulouse, faisait parfois le pèlerinage, allait jusqu'à Carcassonne frapper à la porte du saint des saints, pénétrer dans le sanctuaire où régnait l'esprit, où défilait tout ce qui comptait dans le coin à l'époque ; c'était pendant et après l'occupation. Les gens venaient d'un peu partout, en curieux ou en connaisseurs.

De son lit, où l'avait cloué une méchante balle chopée pendant la guerre de 14-18, ce poète assez mineur malgré d'obscures fulgurances exerçait une sorte de magistère. Très confidentiel encore une fois. Même si Eluard et Max Ernst étaient de ses amis, sa notoriété à lui n'a jamais dépassé le cercle des initiés.

Comment s'y prendre alors pour le présenter à la foule des téléspectateurs ? Sous quelle forme, sous quel angle ? Le documentaire ? Non, ce serait trop aride. Le docu-drame ? L'adaptation de l'un ou de plusieurs de ses ouvrages à l'écran ? Les deux en l'occurrence. Sur FR 3, samedi, on nous a servi un demi panaché. Va pour l'évocation de sa vie par son œuvre. Encore fallait-il la nourrir, l'illustrer. A partir de quoi ?

Elle était fabuleusement vide et fabuleusement pleine, cette existence cloîtrée au fond d'une chambre où brillaient les mille lumières de la création, de la réflexion et de la conversation. Cela dit, sur le plan de l'anecdote, peu de choses. Des week-ends à la campagne et des hallucinogènes, cette fameuse Tisane de sarments, *celui de ses romans qui a donné son titre au film.*

C'est là-dessus, sur les visions, sur les fantasmes érotiques de Bousquet — il plaisait aux femmes apparemment, — que l'on a surtout insisté. Ce qui revenait à poser le problème sexuel des handicapés. Sujet poignant, sujet trop souvent tabou, totalement et merveilleusement mis à plat par John Voight et Jane Fonda dans le Retour, *où figure une des plus belles scènes d'amour du cinéma.*

A la télé, on a dû se contenter de l'éternel va-et-vient entre la réalité et le rêve, bien balisé, bien annoncé à grands coups de klaxon et de phares qui passent au code avant de se mettre en veilleuse. Quand surgissent de splendides nanas à la mode des années 40, type « Gilda », avec de longs gants mauves, des croupes débordantes, ondulantes, coulées dans du satin, ou bien style « Grand Meaulnes » en capeline et dentelles blanches, virginales.

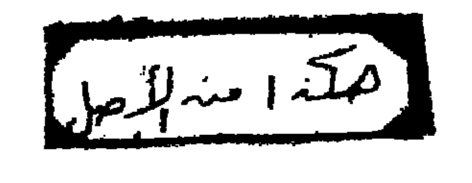
Une fois, deux fois, ça va ; trois fois, bon. Mais toutes les quatre minutes pendant une heure trente, ça finit par vous taper sur les nerfs. On comprend, notez, la mine de plus en plus lugubre de ce pauvre Philippe Léotard. Il a bien changé, le malheureux, depuis son époustouflante contribution au Journal, cet excellent feuilleton sur les milieux de la presse. Ici, il n'a que ses yeux lourdement pochés de caniche triste pour pleurer. Impossible de comprendre, à le voir et à l'écouter, quel attrait il pouvait bien exercer sur qui que ce soit, homme ou femme. Ce n'est pas l'acteur qui est en cause, c'est le rôle. Ou plutôt son absence. Allez donc faire quelque chose avec rien.

CLAUDE SARRAUTE.

LA ROSE D'OR DE MONTREUX

La rose d'or de Montreux, attribuée pour le meilleur programme de variétés, a été gagnée par la société C.B.C. de Toronto pour son émission musicale « Dream Waever » (« le Tisserand de rêve »). Couronnée pour la deuxième année consécutive, cette chaine canadienne a également reçu le Grand Prix de 10 000 francs suisses (environ 25 000 F français).

D'autre part, deux roses d'argent ont été décernées : l'une dans la catégorie programmes humoristiques à la deuxième chaine de télévision britannique (B.B.C.) pour son émission satirique « Not the nine o'clock news » et la seconde à la télévision commerciale indépendante britannique (I.T.V.) pour la comédie « It'll be allright on the night ». C'est aussi l'un des réseaux d'I.T.V. qui a obtenu le Prix du jury de la presse pour la réalisation de « The Plank » (« la Planche »).



INFORMATIONS «SERVICES»

LA FÊTE DE L'ASCENSION

Les services ouverts ou fermés

● **PRESSE.** — Les quotidiens parisiens paraissent normalement le jeudi 15 mai.

● **BANQUES.** — Elles seront fermées le mercredi après-midi 14 mai (à partir de 11 h. 45 ou de 12 h.) et le jeudi 15 mai.

● **GRANDS MAGASINS.** — Ils seront tous ouverts le jeudi 15 mai.

● **P.T.T.** — Les bureaux de poste seront fermés le jeudi 15 mai et le courrier ne sera pas distribué. Cependant les bureaux habituellement ouverts le dimanche assureront les services téléphonique et télégraphique, la vente des timbres-poste au détail, ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets recommandés en instance ou adressés, soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. La recette principale de Paris (52, rue du Louvre-1er, assurera également le paiement des mandats-lettres, des bons et chèques postaux de voyage, des chèques de dépannage, des lettres-chèques, ainsi que les remboursements sans préavis sur livret C.N.E.

● **R.A.T.P.** — Service réduit des dimanches et jours fériés.

● **ALLOCATIONS FAMILIALES.** — Les guichets de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne, situés à Paris (9e, 13e et 15e arrondissements), Nanterre (92), Saint-Denis (93), Rosny-sous-Bois (93), Pantin (93), Maisons-Alfort (94), Garges-les-Gonesse (95), Saint-Quentin-en-Yvelines (78), seront fermés au public du mercredi 14 mai à 12 heures au vendredi 16 mai 1980 au matin. Cependant, le mercredi 14 mai, les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires resteront ouverts aux heures habituelles.

● **SECURITE SOCIALE.** — Les guichets resteront ouverts le mercredi 14 mai dans les centres de paiement et dans les services chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures. Pour les prises en charge et les renseignements, une permanence sera assurée jusqu'à 15 h. 30. Les centres et les services seront fermés le jeudi 15 mai.

● **MUSEES.** — Le Palais de la Découverte sera ouvert le jeudi 15 mai ; la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque de l'arsenal seront fermées le jeudi 15 mai à l'exception des expositions qui resteront ouvertes ; le Musée des arts décoratifs sera fermé le jeudi 15 mai. Le Musée de l'armée et l'église Saint-Louis des Invalides seront ouverts le jeudi 15 mai de 10 heures à 18 heures : le public aura accès au tombeau de Napoléon jusqu'à 19 heures ; le centre Georges-Pompidou sera ouvert le jeudi 15 mai de 10 heures à 22 heures.

● **SPECTACLES.** — Voir « le Monde des arts et des spectacles » du 15 mai.

PARIS EN VISITES

MARDI 13 MAI

« Hôtel de Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Bacheller.

« Hôtel de la Monnaie », 15 h., 11, quai Conti, Mme Hulot.

« La Cité fleurie et les jardins des Dames Augustines », 15 h., 29, rue de la Santé, Mme Legrégeois.

« Le Versailles de Louis XIV », 20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibault (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le quartier Mouffetard », 14 h. 30, métro Cardinal-Lemoine (Approche de l'art).

« Ateliers d'un restaurateur de vitraux », 15 h., 6, rue de la Grande-Chaumière, Mme Ragueneau.

« La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 15 h., 12, rue Daru, M. Jaslet (Connaissance d'Ici et d'Ailleurs).

« Le Marais », 15 h., 1, rue de Fourcy, M. de La Roche.

CONFÉRENCES

15 h. 15, 62, rue Madame, Arcus : « Inde, le pays et les hommes ».

16 h. 30, Collège de France, B. Lewis : « La découverte de l'Europe par les musulmans ».

17 h. 30, 55, rue de Varenne (Futuribles), O. Carre, J.-P. Digard : « table ronde » : l'impact politique de l'islam au Proche et au Moyen-Orient ».

19 h., 62, rue Madame, Arcus : « Olympie, Héraclès fondateur des Jeux ».

19 h., 13, rue Etienne-Marcel méditation transcendantale : « L'épanouissement du cœur et de l'esprit ».

19 h. 30, la Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, P. Humbert Biondi : « La civilisation universelle ou la convergence des systèmes de pensée ».

20 h. 45, salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, P. Brouwers : « New-York, Los Angeles : approche de la société américaine » (projections).

21 h., Centre Huit, 8, rue Porte-du-Buc à Versailles, M. Detournay : « Les handicapés ».

LA GRÈVE DANS LES MUSÉES NATIONAUX CONTINUE

Les gardiens des musées nationaux en grève depuis le 25 avril continuaient leur mouvement lundi 12 mai, n'ayant pas obtenu entière satisfaction à leurs revendications. Si, en effet, au cours des négociations, la direction des musées a accordé aux syndicats (C.G.T., F.O. et C.F.D.T.) les deux dimanches de repos par mois qu'ils réclamaient pour l'ensemble des gardiens, en contrepartie, celle-ci voudrait, selon les syndicats, réduire le montant des primes trimestrielles. Une nouvelle rencontre syndicat-direction était prévue le lundi 12 mai, au matin, dont dépendra la poursuite du mouvement. Les principaux musées nationaux étaient fermés ce lundi (Louvre, Orangerie, Sèvres, Versailles, Cluny, A.T.P., Delacroix, Tokyo).

TRANSPORTS

DÉLAI GARANTI POUR L'ACHEMINEMENT DES BAGAGES

Depuis le 1er mai, la S.N.C.F. garantit le délai dans lequel les bagages enregistrés sont transportés.

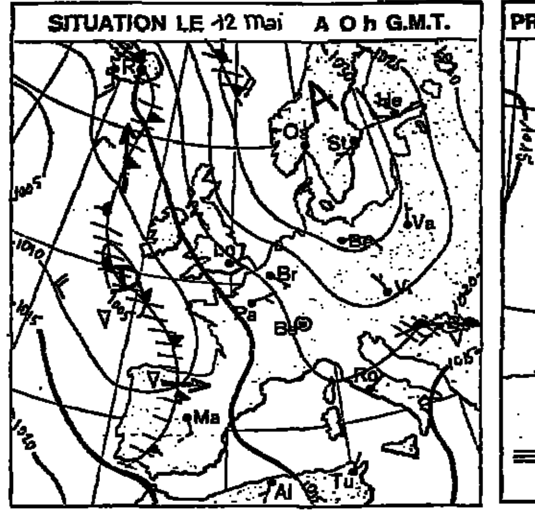
Entre les principales gares desservies par trains directs (plus de 2 400 relations de gare à gare), ce délai est de vingt-quatre heures pour les bagages remis et retirés en gare (quarante-huit heures pour les quelques jours « rouges » du calendrier tricolore « 50 »).

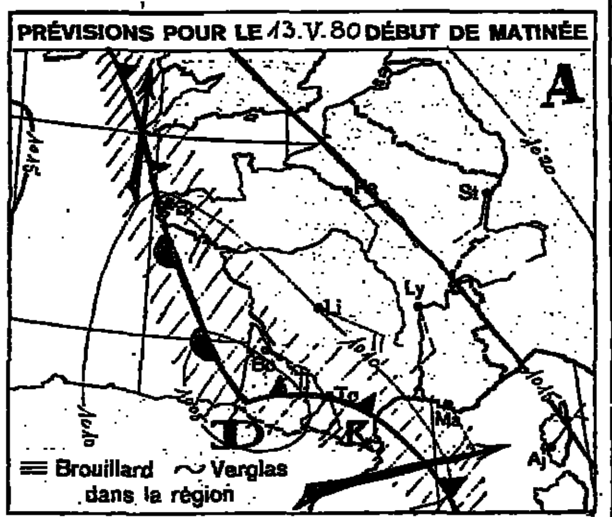
Sur les autres relations, il est de cinq jours (y compris les dimanches et jours de fête), l'enlèvement et la livraison des bagages à domicile étant inclus dans ce délai, sauf cependant si la livraison tombe un dimanche. Il existe dans de nombreuses localités un service d'enlèvement ou de livraison des bagages à domicile (1 085 pour l'enlèvement et 1 352 pour la livraison).

Dans les cas de dépassement des délais garantis de vingt-quatre heures (ou quarante-huit heures) ou de cinq jours, le voyageur pourra se faire rembourser sans formalité les frais de transport de ses bagages.

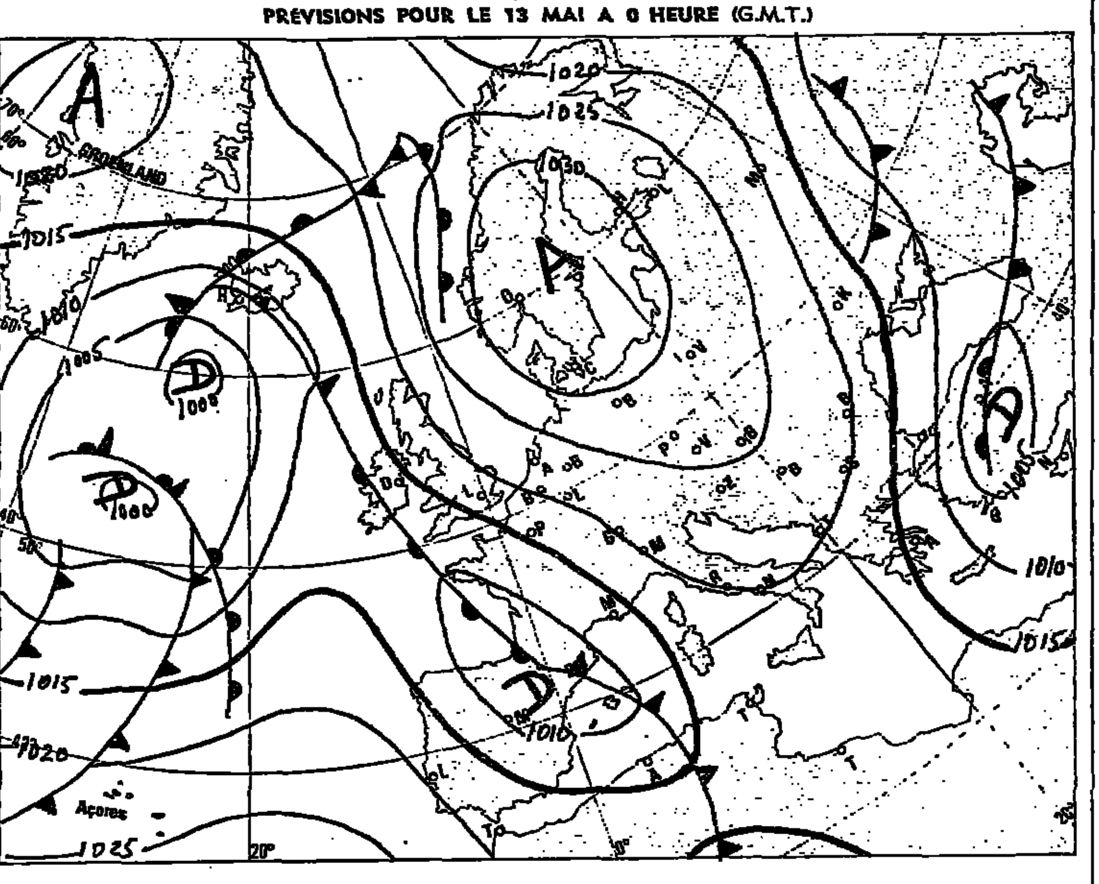
La S.N.C.F. conseille aux voyageurs de se renseigner dans les gares sur les relations desservies par trains directs et rappelle qu'il est toujours recommandé d'enregistrer ses bagages à l'avance.

MÉTÉOROLOGIE





PRÉVISIONS POUR LE 13 MAI A 0 HEURE (G.M.T.)



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — Averses — Orages — Brouillard — Verglas
Flèche indiquant la direction d'où vient le vent — Force du vent : 5 nœuds, 10 nœuds, 50 nœuds
Sens de la marche des fronts — Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 mai à 0 heure et le mardi 13 mai à 24 heures :

Les hautes pressions persisteront sur l'Europe centrale et la Scandinavie, tandis que les basses pressions du proche Atlantique s'étendront en direction du bassin occidental de la Méditerranée, avec les perturbations associées.

Mardi matin, ces perturbations donneront des nuages assez abondants sur nos régions s'étendant des côtes de l'Atlantique au Bassin aquitain, aux Pyrénées, au sud du Massif Central et au golfe du Lion, avec des pluies ou des averses isolées, parfois orageuses. Le soir, ce type de temps gagnera le sud des Alpes, le Sud-Est et la Corse, les précipitations pouvant devenir localement plus abondantes sur les versants sud des montagnes, tandis que des éclaircies se développeront sur l'ouest de la Bretagne.

Sur le reste de la France, le temps restera ensoleillé, un peu nuageux en bordure de la zone précédente.

Les vents, de secteur sud-est, se renforceront sur les régions méditerranéennes, où ils deviendront assez forts à forts.

Les températures maximales baisseront un peu sur les régions méridionales.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 11 mai ; le second, le minimum de la nuit du 11 au 12) : Ajaccio, 19 et 8 degrés ; Biarritz, 27 et 16 ; Bordeaux, 21 et 13 ; Bourges, 22 et 10 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 22 et 9 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 6 ; Dijon, 22 et 9 ; Grenoble, 24 et 8 ; Lille, 24 et 8 ; Lyon, 23 et 7 ; Marseille, 23 et 13 ; Nancy, 20 et 5 ; Nantes, 22 et 13 ; Nice, 22 et 13 ; Paris-Le Bourget, 22 et 8 ; Pau, 23 et 13 ; Perpignan, 18 et 11 ; Rennes, 22 et 12 ; Strasbourg, 22 et 6 ; Tours, 23 et 9 ; Toulouse, 20 et 13 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 15 degrés ; Amsterdam, 22 et 9 ; Athènes, 22 et 14 ; Berlin, 18 et 7 ; Bonn, 22 et 7 ; Bruxelles, 22 et 7 ; Le Caire, 32 et 20 ; îles Canaries, 28 et 18 ; Copenhague, 15 et 5 ; Genève, 19 et 5 ; Lisbonne, 19 et 10 ; Londres, 21 et 10 ; Madrid, 23 et 12 ; Moscou, 13 et 1 ; New-York, 13 (min.) ; Palma-de-Majorque, 22 et 13 ; Rome, 22 et 11 ; Stockholm, 11 et −1 ; Téhéran, 22 et 18.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CONCOURS

RECRUTEMENT D'ANIMATEURS. — Un concours est ouvert, fin mai, pour le recrutement de six animateurs cantonaux contractuels en Charente-Maritime (salaire net mensuel de début 3 700 F environ ; entrée en fonctions le 1er septembre).

Pour tous renseignements, s'adresser à la préfecture de la Charente-Maritime, secrétariat général, service du personnel, 17021 La Rochelle Cedex (tél. : 41-92-00, poste 441).

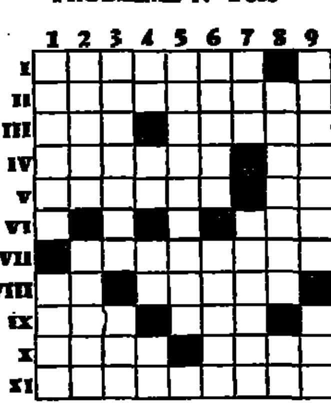
VIVRE A PARIS

FERMETURE DU TUNNEL DE SAINT-CLOUD. — Le nouveau tunnel de Saint-Cloud sera fermé pendant huit nuits, entre 22 heures et 6 heures, du 19 au 22 mai et du 2 au 5 juin, annonce le centre régional d'Ile-de-France de la circulation routière. Dirigée

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 669





HORIZONTALEMENT

I. S'accroît quand il y a beaucoup de remerciements. — II. Fit un certain Effet. — III. Passe facilement sous la porte ; Dans le nom d'un savant flamand. — IV. Quantité pour des combattants ; Article étranger. — V. Sur lequel on s'est donc penché ; Possessif. — VI. Mot qui n'évoque pas des régions lointaines. — VII. Utile quand le père est en voyage. — VIII. Démonstratif ; Peut se faire d'un trait. — IX. Plus vieux que jamais ; Dix d'ailleurs. — X. Manque de vivacité ; Nom pour un noyau. — XI. Traitées comme des vieilles chaussettes.

VERTICALEMENT

1. Font une jolie main quand elles sont grosses ; Basse, à la ferme. — 2. Nom qu'on donne à un grand plongeon ; Une belle tige. — 3. Qui a le caractère de la peste ; Peut être mis sur un point. — 4. Note ; Abréviation qui peut s'appliquer à une succursale ; Déchiffré ; Ville. — 5. Ne vient pas quand on siffle. — 6. Qui a donc du mal à cracher ; Ne font pas partie de la masse quand ils sont propres. — 7. Période ; Peut blesser quand elle est maniée maladroitement. — 8. Monts ; Symbole pour un métal courant. — 9. Prenait comme dans un sac ; Ancienne capitale.

Solution du problème n° 2 668

Horizontalement

I. Etreint ; Orgueil. — II. Seigneur ; Eon ; Dû. — III. Encre ; Surprise. — IV. Ru ; Isis ; Auge ; EC. — V. Es ; Litige. — VI. Népal ; Liens ; Ana. — VII. Erige ; An ; Slip. — VIII. Enée ; Géantes. — IX. Petitement. — X. Idumée ; Tréteau. — XI. Ers ; Cirées ; Nés. — XII. Cueille ; Outre. — XIII. Les ; Alpiniste. — XIV. Es ; Dieu ; Il ; Asir. — XV. Fer ; Smalah ; Le.

Verticalement

1. Esérine ; Siècles. — 2. Ténu ; Ere ; Drues. — 3. Ric ; Epineuses. — 4. Egrisage ; De. — 5. Inès ; Lee ; Eclair. — 6. Ne ; Il ; Peille. — 7. Tussilage ; Repus. — 8. Ru ; Tinette. — 9. Raie ; Aire ; Nia. — 10. Répugnantes ; Ill. — 11. Gorges ; Têt ; Os. — 12. Unie ; Sème ; Utah. — 13. Malséantes. — 14. Idée ; Ni ; Nuer ; Il. — 15. Lu ; Clapet ; Serre.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 11 mai 1980 :

DES DECRETS

● Portant approbation du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de l'agglomération bordelaise (Gironde).

● Relatif à la formation des assistants de service social.

UN ARRETE

● Fixant la valeur de remboursement de la fraction du capital de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 amortie le 23 mai 1980.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

EP PE ΤΟ ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ

ἐν ὄψει τῆς ἐντάξεως τῆς Ἑλλάδος διοργανώνει γενικό διαγωνισμό γιά τήν κατάρτιση πίνακος προσλήψεων

ἑλληνογλώσσων ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΩΝ ΥΠΑΛΛΗΛΩΝ

Κυριώτεροι ὅροι συμμετοχῆς:
Οἱ ὑποψήφιοι πρέπει: □ νά εἶναι κάτοχοι διπλώματος - νομικῆς, - πολιτικῶν ἐπιστημῶν, - κοινωνικῶν ἐπιστημῶν, - οἰκονομικῶν ἐπιστημῶν, πού νά πιστοποιεῖ τήν πλήρη πανεπιστημιακή τους κατάρτιση. Ἐνδεχομένως, νά ἔχουν ἐπαγγελματική ἐμπειρία στούς ἀνωτέρω τομεῖς πού νά ἐγγυᾶται ἰσοτιμία ἐπιπέδου καί προσόντων. □ νά κατέχουν πολύ καλά τήν ἑλληνική γλώσσα καί ἐπαρκῶς μία ἀπό τίς ἐπίσημες γλῶσσες τῆς Εὐρωπαϊκῆς Κοινότητος.
Θά ληφθεῖ ἐπίσης ὑπ' ὄψη ἡ γνώση ἄλλων ἐπισήμων κοινοτικῶν γλωσσῶν. □ νά ἔχουν τήν ἑλληνική ἰθαγένεια ἤ νά εἶναι ὑπήκοοι ἑνός κράτους μέλους τῆς Εὐρωπαϊκῆς Κοινότητος. □ νά εἶναι τό πολύ 35 ἐτῶν (νά ἔχουν γεννηθεῖ μετά τίς 9 Ἰουνίου 1944). Τό ὅριο ἡλικίας μπορεῖ νά αὐξηθεῖ κατά 5 ἔτη τό πολύ, ὑπολογίζοντας τήν κατάλληλη ἐπαγγελματική ἐμπειρία.
Τό φύλλο τῆς Ἐπίσημης Ἐφημερίδας πού ἀναφέρει τούς ὅρους συμμετοχῆς στόν διαγωνισμό, τήν φύση τῶν ἐξετάσεων καθώς καί τούς ὅρους προσλήψεως καί ἀμοιβῆς, μποροῦν οἱ ἐνδιαφερόμενοι νά τό ζητήσουν ἀναφέροντας τήν ἔνδειξη PE/23/A στίς ἀκόλουθες διευθύνσεις:
□ εἴτε στό Γραφεῖο Πληροφοριῶν τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Εὐρωπαϊκῶν Κοινοτήτων, 2 Βασιλίσσης Σοφίας, Ἀθῆναι 134, Ταχυδρομική Θυρίδα 1602,
□ εἴτε ἀπ' εὐθείας au Service de Recrutement du Parlement Européen, B.P. 1601, Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).
Οἱ αἰτήσεις ὑποψηφιότητος πού περιέχονται στήν Ἐπίσημη Ἐφημερίδα πρέπει νά ἀπευθυνθοῦν au Service de Recrutement du Parlement Européen, B.P. 1601, Luxembourg (Grand-Duché) πρίν ἀπό τίς 9 Ἰουνίου 1980.



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

PROGRAMMEUR D'APPLICATIONS ASTRONOMIQUES

dans le Groupe Scientifique au Siège de l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : Titre de niveau universitaire en astronomie, science des ordinateurs, mathématiques ou formation de niveau équivalent.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : plusieurs années d'expérience de la programmation sur des systèmes d'ordinateurs de taille moyenne. Connaissances du langage ASSEMBLEUR et de la programmation en FORTRAN. PASCAL utile. Connaissance des configurations de systèmes.
FONCTIONS : mettre au point en tant que membre d'un groupe de logiciel des installations techniques de traitement de l'image/réduction de données astronomiques. Ceci comprend le concept, le codage et la documentation des systèmes et les programmes d'applications. Le système utilisera le modèle d'ordinateur VAX 11.
DATE DE PRISE DE FONCTIONS : 1er Octobre 1980.
REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 9.700,00 francs français.

Les candidatures doivent être transmises avant le 5 Juin 1980 au
Service du Personnel - European Southern Observatory
Schleissheimer Strasse 17 - D-8046 Garching B. Muenchen (R.F.A.)
Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.

ABIDJAN

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT DE LA GESTION DES AFFAIRES
Recherche
pour son département **GESTION DE PRODUCTION** :

UN CHARGÉ DE MISSION-ENSEIGNANT (Réf. E)

Le candidat sera diplômé d'une grande école (HEC - ISA - ESCP) avec une expérience professionnelle de quelques années en entreprise dans le domaine de la gestion de la production.

Il aura la responsabilité :

— de l'enseignement dans un programme long (6 mois) de formation d'adultes, dans les domaines de gestion des stocks, informatique et statistiques ;
— de la prospection, la conception et l'animation de séminaires courts (3 à 5 jours) pour adultes, dans différents Etats de l'Afrique francophone.

Sa rémunération s'inscrira entre 130.000 FF et 170.000 FF.

POUR SON DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ :

UN PROFESSEUR ASSISTANT (Réf. F)

Le candidat devra être Africain, titulaire d'un DECS ou d'un diplôme d'une école supérieure de commerce et avoir une expérience de quelques années en entreprise.
Il sera chargé de cours dans les domaines de la comptabilité générale, l'audit et la comptabilité budgétaire pour un programme long (6 mois) de formation d'adultes.
Il assumera l'animation de séminaires courts dans les mêmes disciplines et dans différents Etats d'Afrique francophone.

Sa Rémunération s'inscrira entre 30.000 et 120.000 F F.

Les deux postes devront être pourvus au mois de septembre 1980.
Envoyer C.V. + photo en précis. sur l'enveloppe la référ. du poste choisi à : nº T 849.922 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui tr.

Directeur Gestion Finance d'une filiale à l'Etranger

200/300.000 F an + avantages

Vous avez la trentaine et vous êtes probablement diplômé de l'enseignement supérieur (finance, comptabilité). Vous souhaitez «voir du pays» tout en assumant des responsabilités importantes dans le droit fil de vos 5 à 10 années d'expérience acquise dans les domaines : gestion, comptabilité, finance, administration, personnel. Nous sommes un GRAND GROUPE DE TRAVAUX PUBLICS et nous vous proposons, après une courte phase (1 à 3 mois) d'intégration à notre siège parisien, de prendre des responsabilités importantes comme gestionnaire d'une filiale à l'étranger et d'être notre représentant auprès des autorités locales.

Envoyez votre CV sous référence M 769 DS aux consultants de GFC chargés des premiers contacts.
Discrétion absolue et réponse assurée.

GFC 350, rue de Vaugirard 75015 Paris

La Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises recherche pour un centre de formation en gestion qui se crée dans un pays d'

Afrique Francophone

avec l'appui d'organisations internationales

UN DIRECTEUR DES ÉTUDES

PROFIL :
Le poste à pourvoir convient à un candidat de 35 ans environ, titulaire d'un diplôme d'enseignement supérieur dans le domaine de la gestion ou de la technologie.
— Expérience industrielle requise.
— Capacités pédagogiques éprouvées (qu'il s'agisse de la direction d'un établissement de formation ou de responsabilités de formation assumées au sein de l'entreprise).

RESPONSABILITES :
Placé sous l'autorité du Directeur général, le Directeur des études coordonne les activités de trois chefs de départements, respectivement responsables :
- d'un programme de formation d'étudiants désireux de compléter dans le domaine de la gestion une formation de second cycle ;
- d'un programme de formation continue et de perfectionnement en cours de carrière ;
- d'un centre de consultation.

Adresser C.V., photo et prétentions à REGIE-PRESSE,
Nº T 019787 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIETE FRANCO-TUNISIENNE D'EXPLOSIFS

recherche
pour superviser installation et démarrage nouvelle usine en Tunisie.

INGENIEUR ARTS ET METIERS

OU EQUIVALENT
(section électromécanique)

âgé de 40 à 55 ans et ayant plusieurs années d'expérience de direction d'usine, d'installation et d'entretien dans le secteur des explosifs

Les premiers entretiens auront lieu à Paris début Juin.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite sous le nº 6.229, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

STE D'INGENIERIE FRANÇAISE recherche

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Mécanique, électricité etc. expérience industrielle et de formation nécessaires pour poste de
DIRECTION TECHNIQUE
d'un important centre de formation
en AFRIQUE FRANCOPHONE

Adresser lettre manuscr., C.V. et photo nº 57 854 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Groupe Français recherche pour Afrique Noire

DIRECTEUR TECHNIQUE TECHNICO-COMMERCIAL

Directeur technique : formation ingén. chim. expér. fabrication savonnerie et entretien mécanique et électrique (réf. 2267).
Technico-commercial : formation électro - mécanicien expér. vente biens d'équipement industriel groupes électrogènes, convertisseurs, motopompes, etc. (réf. 2268).
Rémunération selon expérience
Env. C.V. + photo (en rappel. la réf.) à SWEERTS, B.P. 269 75424 PARIS cedex 09.

GRECE
Fabrique de chaussures pour enfants, cherche pour 2 à 3 semaines
MODELEUR (Séjour) pour CHAUSSURES d'ENFANTS
grandeurs (17-30) pour la création de la collection printemps, été 1981. Nous offrons à spécialiste avec grande expérience dans la branche souliers d'enfants de marque (p. ex. Baby, botte Kickers chicco, etc) un emploi très intéressante avec salaire correspondant, frais de voyage payés et séjour agréable dans le site plaisant de la mer Egée.
Veuillez adresser vos offres à
CASANOVA CHAUSSURES
Regierungsplatz 30
CH-7000 Coire/Suisse
Tél. : 0041-81-22-1418
Telex. 041-74501 Casa

Pour déplacement étranger engineering Offshore
Recherche

TROIS INGÉNIEURS CALCUL STRUCTURES

Tél. : 544-00-05.

Importante Société T.P. recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

ayant 5 à 15 ans expérience Chantier et études de prix pour être représentant au MOYENT ORIENT.

Anglais courant indispensable.

Env. c.v., photo et prétentions ss nº 48 207 Havas Contact, 156, bd Haussmann 75008 Paris qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS recherche pour

AFRIQUE NOIRE

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.

Débutants Célibataires
Langue anglaise souhaitée
Situation intéressante.
Perspectives d'avenir après formation.
Libre rapidement.

Adr. C.V. photo et prét. à nº 57.933 Contesse Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



L'ORGANISATION EUROPEENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS L'HEMISPHERE AUSTRAL (E.S.O.)
cherche des candidatures pour le poste de

ACHETEUR

dans le service «Contrats et Services Généraux» au Siège de l'ESO à GARCHING près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.

FORMATION : *Sous la supervision du chef du service «Contrats et Services Généraux» après les échanges de vue nécessaires avec les utilisateurs sur le plan scientifique et technique*
- acheter biens et matériels ou passer des contrats de louage de service pour ESO, principalement en Europe,
- négocier avec les fournisseurs,
- préparer des commandes,
- rédiger des contrats,
- et effectuer des enquêtes de prix et des études de marché,

dans le cadre des règlements internes et des procédures habituelles de l'ESO.
EXPERIENCE ET CONNAISSANCES : plusieurs années d'expérience comme acheteur ou responsable d'activités technico-commerciales, une bonne connaissance du Marché Européen dans le domaine de la mécanique, de l'électricité ou de l'électronique serait un avantage. Capacité de négocier les conditions contractuelles d'achats et de rédiger des documents commerciaux. Excellente connaissance de l'anglais et de l'allemand. Une certaine connaissance du français serait un avantage.
ETUDES : Titre de niveau universitaire en économie ou gestion des affaires.
LIEU D'AFFECTATION : Garching près de Munich, République Fédérale d'Allemagne.
REMUNERATION : la rémunération dépendra de l'expérience et de la situation de famille. A titre d'exemple, pour un membre du personnel non-résident, ayant 2 enfants à charge, la rémunération nette exempte d'impôts sur le revenu ne sera pas inférieure à 9.700,00 francs français.
DATE DE PRISE DE FONCTIONS : 1er Septembre 1980

Les candidatures doivent être transmises avant le 5 juin 1980
Service du Personnel - European Southern Observatory
Schleissheimer Strasse 17 - D-8046 Garching B. Muenchen
Tél. : 089/320.40.41

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats Membres de l'ESO : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est à priori exclue.



Gesamthochschule Kassel
Universität des Landes Hessen

Im Fachbereich Anglistik/Romanistik ist zum 1.10.1980 folgende Stelle zu besetzen :

1 Lektor für Französisch (IIa BAT)

Kennziffer : 10018, befristet für 2 Jahre
Verlängerung auf 5 Jahre ist möglich

Voraussetzungen : CAPES oder Maîtrise.
Erwünscht : Studium in l'enseignement du français langue étrangère oder in linguistique appliquée.

Aufgaben : Alle Bereiche der Sprachpraxis : Sprach- und Landeskundekurse für Anfänger und Fortgeschrittene im Bereich des Lehrerstudiums und evtl. anderer Curricula, Entwicklung und Leitung von Tests. Mitarbeit an Forschungsprojekten möglich.

Bewerbungen mit den üblichen Unterlagen sind unter Angabe der Kennziffer innerhalb 4 Wochen nach Erscheinen zu richten an :

GESAMTHOCHSCHULE Kassel - Der Präsident
Mönchebergstr. 19, 3500 KASSEL.

Nous sommes une importante société d'Ingénierie internationale.

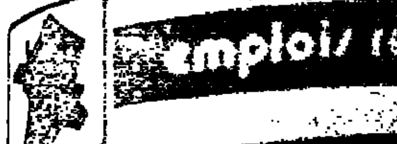
Pour superviser la réalisation de plates-formes de production de pétrole
- fabrication on-shore en Europe et au Moyen-Orient,
- montage off-shore au Moyen-Orient,
nous recherchons :

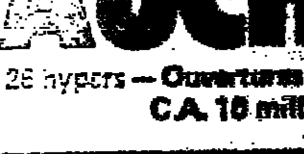
- **resident engineers** (Ref. 02)
- **senior site engineers** (Ref. 03)
- **site engineers** (Ref. 04)
- **contract administrators** (Ref. 05)
- **cost controllers** (Ref. 06)
- **quantity surveyors** (Ref. 07)

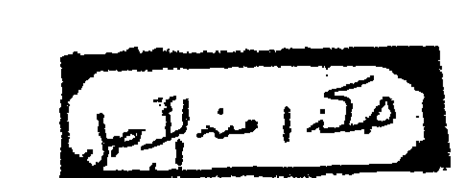
Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Adresser CV, lettre de candidature en anglais et photo en précisant la référence du poste à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS / QUI TRANSMETTRA







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

120 000 Frs

Groupe industriel important, dans les matériaux de construction, recherche

Chef du service de contrôle de gestion

Responsable de l'élaboration des budgets de dépenses de tous les centres d'une division, il définit les objectifs de profit par secteur opérationnel.
Assurant le contrôle et l'analyse des résultats, il suggère *chaque mois aux principaux responsables*, les mesures correctives qui s'imposent et confirme les orientations valables.
Homme de prospective, il assure les études économiques susceptibles de faire évoluer les résultats au travers des modifications à opérer, dans le cadre d'un plan d'action à moyen terme : secteur, produits, etc.

PROFIL DU POSTE. 30 ans minimum.
Formation HEC, ESSEC, ESC ou équivalent + DECS apprécié.
Cadre jeune ayant plusieurs années d'expérience du contrôle budgétaire dans un secteur industriel.
Ce poste évolutif est à pourvoir dans le NORD, à proximité d'un centre urbain important.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo (réf. Bât.) à :

promonor
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

AUCHAN

26 hypers — Ouvertures : 3 hypers par an
C.A. 10 milliards

Recherche pous sa centrale d'achats, des

chefs de produits acheteurs

Responsables
- de l'analyse des besoins des consommateurs,
- de l'établissement des gammes et de la négociation des contrats d'achats,
- de la promotion et du développement de leurs produits dans la société.

Vous avez la volonté d'entreprendre, décidé à convaincre par la force de votre personnalité et vos aptitudes aux relations humaines.

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur ou ayant une expérience professionnelle équivalente.

Nous vous proposons :
- d'importantes responsabilités et une large autonomie au sein d'une équipe dynamique,
- de réelles perspectives d'avenir garanties par le taux d'expansion de la société,
- une rémunération en rapport avec vos aptitudes, assortie de nombreux avantages (intéressement aux résultats).

Postes à pourvoir à LILLE et AVIGNON.

Pour certains postes, une parfaite connaissance de l'anglais est souhaitée.

Si notre proposition vous intéresse, envoyez votre candidature manuscrite avec CV détaillé et photo, à Auchan — CBJD, 200 rue de la Recherche 59650 Villeneuve d'Asq.

média-system

AUCHAN

100 000 Frs +

Contrôleur de gestion

Nous vous donnons un outil informatique performant. Vous apportez l'esprit d'une gestion dynamique.

Profil souhaité : ESC ou équivalent + DECS.
2 à 3 ans d'expérience de contrôle de gestion souhaitée.

Fonction : le contrôleur de gestion fait partie de l'équipe de direction, participe à l'élaboration de la politique commerciale et des objectifs. Il en contrôle en permanence les résultats. Il est le conseiller en gestion de l'encadrement commercial.

Perspectives. Ce poste permet d'accéder par la suite à un niveau de responsabilités fonctionnelles ou opérationnelles élevé, dans une des plus importantes sociétés de distribution françaises.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Téléformation
52, RUE DE DOUAI - 59000 LILLE
DISCRÉTION ABSOLUE

directeur des ventes

GROUPE ALIMENTAIRE

LILLE 160.000 +

Pour s'intégrer à la Direction Commerciale *performante* et dynamique d'un Groupe alimentaire. Il prendra en charge la clientèle Grossistes dans le Nord.

Homme de responsabilités, ayant l'expérience de la négociation, sa formation supérieure et ses réussites précédentes doivent lui permettre d'élaborer ses objectifs et de les réaliser.

Avec son équipe, il développera et conduira une *stratégie* de progrès et pourra ainsi voir ses responsabilités évoluer.

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle sous référence 1370-M à I.c.a. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

DIRECTEUR DES ETUDES

Recherché par l'Ecole Supérieure des Sciences Commerciales d'Angers

Ce poste convient à un diplômé d'une Grande Ecole qui, si possible, est resté proche du milieu de l'enseignement et qui enseigne, ou a enseigné lui-même.
Dépendant directement du Directeur de l'Ecole, il sera membre du Comité de Direction. Son autorité lui permettra d'assumer *la direction et l'animation du corps enseignant.*
Organisateur et imaginatif, il coordonnera les enseignements, en participant à la recherche de nouvelles techniques pédagogiques. De très grandes qualités de contact lui sont nécessaires pour assurer le dialogue et l'encadrement des étudiants.
Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V., en précisant votre niveau de rémunération) à notre Conseil André PLESSY, sous référence 6196 A - Société CAPFOR, 11, bd G. Guist'hau - BP 846 - 44020 NANTES CEDEX.

CAPFOR
NANTES-PARIS-LYON-MARSEILLE

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Située dans une grande ville de l'Est, la société est la première grande surface de la région spécialisée en Hi-Fi, TV, Disques, Electro-ménager et Chasse. Elle prévoit de s'implanter dans plusieurs autres villes françaises.
Le développement spectaculaire de ses activités conduit le Directeur Général, animateur de l'affaire, à s'adjoindre un jeune collaborateur non débutant pour lui confier les tâches de gestion financière, administrative et du personnel de l'entreprise et d'une filiale.
Formation HEC, ESSEC ou similaire.
Connaissances comptables niveau DECS
Expérience professionnelle 3/5 ans acquise de *préférence en PME avec responsabilités polyvalentes.*

France Cadres Adresser CV sous réf 202/01M à FRANCE CADRES 22 rue Saint Augustin 75002 Paris

EFCIS

ETUDE ET FABRICATION DE CIRCUITS INTEGRES

recherche
en vue de compléter son équipe
APPLICATION et PROMOTION

Un ingénieur d'application «MICROPROCESSEURS»

Responsable de la définition, de la programmation et de la mise au point d'applications à base de microprocesseurs en relation avec nos clients ou le marketing. *(Réf. A)*

Un ingénieur d'application «TELECOMMUNICATIONS»

Responsable d'études d'applications de nos circuits intégrés Télecom, il devra posséder des connaissances sûres en téléphonie et *commutation temporelle et si possible micro-processeurs.* *(Réf. B)*

Un technicien spécialisé en électronique digitale

Capable de concevoir, de réaliser et de tester des systèmes logiques simples, il secondera les ingénieurs ci-dessus dans leur tâche d'application. Connaissances microprocesseurs appréciées. *(Réf. C)*

Pour tous les postes ci-dessus, il est demandé :
- de bonnes connaissances de base en chaque *matière (confirmees si possible par une expérience d'au moins 1 an)*
- un bon contact humain
- une facilité d'expression orale et écrite (Rédaction de documentation technique et participation à des séminaires).
- la possibilité de *dialoguer techniquement* en anglais.

Un adjoint «Documentation»

(NIVEAU BTS)

Responsable de la mise en forme, de la réalisation et de l'impression des documentations techniques françaises et anglaises. Participation à notre action de promotion (pub, salons,...). Méticuleux, créatif, initiative, travailleur sûr, anglais nécessaire. *(Réf. D)*

Envoyer C.V. et prétentions sous référence DC/DAP (spécifier le poste A, B, C ou D ci-dessus) à EFCIS - B.P. 217 - 38019 GRENOBLE CEDEX.

Les 3 SUISSES recherchent
pour assister leur expansion

un jeune CONTROLEUR de GESTION

Directement rattaché au responsable du Département, *le titulaire prendra* en charge le contrôle de gestion d'une division de l'entreprise.
L'activité, voulue très dynamique, implique :
- la *mise en forme des données et le contrôle* de leur fiabilité en liaison avec l'informatique.
- la préparation et le suivi budgétaire.
- les recommandations d'actions à partir des analyses des résultats périodiques.
- la conception et la mise en place de procédures internes.

Le candidat sera de formation supérieure, praticien depuis 3 à 6 ans du contrôle de gestion dans une société multi-produits.
Une réelle perspective d'évolution vers une fonction plus importante appelle des candidats de forte personnalité capables d'autonomie.
Le poste est à pourvoir dans l'agglomération lilloise.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle *s/réf. 4143*
Pierre LICHAU - 10, rue de Louvois,
Boîte Postale n° 220,
75063 PARIS Cedex 02.

3 SUISSES

LYON

Constructeur de biens d'équipement de valeur unitaire élevée, leader mondial dans sa spécialité, C.A. 100 millions de francs — dont 80% à l'Export — progressant au rythme moyen de 25% par an,

renforce sa structure et crée pour décharger progressivement le Directeur Général de fonctions qu'il assumait jusqu'alors personnellement, un poste de :

directeur commercial

à vocation internationale

Excellent animateur, il coordonnera l'ensemble des actions commerciales en France et à l'étranger, par le biais de filiales et d'agents.

Négociateur de talent, il devra traiter au plus haut niveau avec les entreprises clientes, s'imposer aux Directeurs des filiales de vente et aux animateurs du réseau international, s'affirmer comme un interlocuteur valable pour les autres chefs de services.

Une formation de base à coloration technique est nécessaire (la réussite de l'entreprise est grandement liée à l'avance technologique du produit et à la qualité de l'assistance apportée aux clients).
Une expérience effective de la vente de biens d'équipement sur le marché international est indispensable (connaissance de langues *étrangères, anglais notamment).*

Les dossiers de candidature seront transmis (discrétion totale assurée) sous référence 8545 à MEDIA SYSTEM - 104 rue Réaumur 75002 Paris.

Une note détaillée sur l'entreprise et sur le poste sera adressée, avant entretien, aux personnes retenues.

média-system

controleur de gestion débutant

BSN-EMBALLAGE, leader national sur le marché des emballages en verre (7700 personnes, 1,7 Md de CA) recherche un jeune diplômé d'Études Supérieures pour lui confier la responsabilité des services gestion budgétaire, comptabilité et achats (30 personnes) d'une unité de production de 1300 personnes.
Pour la partie achats et comptabilité il exercera essentiellement un rôle d'encadrement et d'animation. En ce qui concerne le contrôle de gestion il élaborera les plans à moyens terme et les budgets de l'usine et en assurera le suivi. Il effectuera les études de rentabilité et d'optimisation et déterminera avec les responsables opérationnels les actions à mettre en œuvre : programmes d'investissements, sous-traitance... Nous désirons confier cette fonction à un jeune diplômé – école de gestion ou école d'ingénieur + formation complémentaire en gestion. Nous lui apporterons la formation aux méthodes de planification et de contrôle développées dans le Groupe afin de lui permettre d'être rapidement opérationnel.
Le poste est à pourvoir en province, à 170 km de Paris.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. P14M, à BSN-Gervais Danone - Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

bsn.gervais danone
bsn.gervais danone



Leader européen du secteur Fermetures, filiale d'un Groupe international de premier plan (C.A. 2 milliards) recherche un

chef de service gestion des stocks

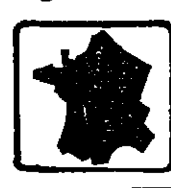
Ce poste convient à une personnalité affirmée, dynamique, ayant esprit d'analyse et une bonne formation en gestion.

Sous l'autorité de la Direction des Achats et en relation avec les Acheteurs, le candidat aura acquis de réelles compétences à :
- améliorer les méthodes et procédures en s'aidant de l'outil informatique ;
- assumer la gestion des stocks en optimisant pour les meilleurs services des unités de production ;
- animer une équipe (4/5 personnes).

Une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire constituerait un sérieux atout.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 5045 à MISCHLER INDUSTRIES
Direction Personnel et Relations Humaines
191, rue de Belfort - 25000 BESANÇON
Réponse et discrétion assurées.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Directeur de Fabrication
(A&M, ENSAIS, ...)

Société industrielle en expansion constante, nous fabriquons, à proximité de STRASBOURG, des appareillages en grande série dans une usine très moderne. Nous procédons à des investissements constants.

Le poste de **DIRECTEUR DE FABRICATION** que nous créons comporte la responsabilité de la production, des méthodes, ainsi que du Planning-Ordonnancement et du service outillage, pour un effectif de 400 personnes.

Vous établirez le plan de production, en assurerez l'exécution en respectant les délais, les qualités, ainsi que les prix de revient.

Vous participerez à l'introduction de la gestion de production informatisée et mettrez en oeuvre les nouvelles fabrications.

INGENIEUR, vous avez déjà une solide expérience (méthodes et production) de la production en grandes séries.

De bonnes connaissances d'allemand sont fortement souhaitées.

Ce poste est évolutif au sein d'une Société dynamique et la rémunération s'établira en fonction de son niveau.

Faites-nous parvenir votre C.V. détaillé + photo sous REF.Nº3104 Mı. Nous vous garantissons réponse et discrétion.

40, rue du Tivoli
67000 STRASBOURG

managing

DSM France

Nous sommes la filiale française de l'un des groupes chimiques européens les plus importants.

DSM est implanté dans le monde entier avec des unités en Europe et en Amérique, produisant des engrais, des polymères, des matières premières pour fibres synthétiques et des produits spéciaux et est spécialisé dans la vente des matières plastiques.

Un de nos ingénieurs de vente ayant été promu

Le Chef de l'Agence RHONE-ALPES recherche pour l'assister

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

PROFIL SOUHAITE :

- Expérience d'au moins 3 ans dans la vente de matières plastiques, engineering.
- Bonne connaissance de l'industrie de la transformation.
- Maîtrise de l'anglais.
- Age : 26 ans minimum.

Pour nous rejoindre, il faut vouloir faire une carrière au sein d'une équipe commerciale jeune et soudée dans une entreprise exigeante mais pour qui les mots formation permanente et promotion interne ont une signification.

Prière d'envoyer votre curriculum vitae avec photo récente et rémunération actuelle à :

DSM FRANCE

AGENCE DE LYON, 115, rue Masséna, 69006 LYON.

MERLIN GERIN

GRENOBLE

recherche

ingénieur électrotechnicien électronicien

- Diplômé Grande Ecole
- Complété par DOCTORAT

Formation électronique système
Expérience industrielle de 2 à 5 ans

Pour son
DEPARTEMENT RECHERCHE

Il devra animer et diriger des travaux dans le domaine de l'électronique associé à des courants forts.

Ecrire MERLIN GERIN - D.F.C. (réf. GDL.106)
38050 GRENOBLE CEDEX

BUREAU D'ÉTUDES DE L'ADMINISTRATION

recherche pour LILLE

COLLABORATEUR

spécialisé dans

L'ÉCONOMIE DES TRANSPORTS

Il sera chargé des études de restructuration et d'exploitation des réseaux d'autobus urbains et interurbains et des études d'évaluation des besoins en déplacement pour tous les modes de transport

Le candidat devra posséder un diplôme de l'enseignement supérieur ou d'ingénieur et une bonne connaissance de la législation des transports collectifs.

Plusieurs années d'expérience dans le domaine des transports et des connaissances supplémentaires en économie sont exigées pour postuler valablement cet emploi.

Le poste requiert également un grand sens des relations humaines et un esprit d'entreprise développé compte tenu des relations que le titulaire du poste devra développer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du service.

Ecrire avec C.V. manuscrit et prétentions nº T 850.077 M. REGIE-PRESSE.

STRASBOURG
60 à 70000 Frs pour débuter...

Si vous êtes **ambitieux et efficace**, capable de vous donner à fond pour un métier passionnant, **une grande chaîne d'hypermarchés française** vous propose de faire carrière et de jouer un rôle important dans la distribution moderne en étant **RESPONSABLE COMMERCIAL** (formation assurée).

PROFIL DU POSTE : Jeune 23 ans minimum.
Formation commerciale supérieure (ESC, Sciences Eco, Ecoles commerciales ou niveau universitaire équivalent).

QUALITÉS ESSENTIELLES POUR RÉUSSIR :

- enthousiasme et combativité,
- sens commercial développé,
- goût des responsabilités,
- aptitudes à former et à animer du personnel,
- gestionnaire consciencieux et méthodique.

Nous recherchons immédiatement

10 candidats de valeur

qui, après avoir fait leurs preuves dans cette fonction, se verront confier rapidement des responsabilités importantes.
Réelles perspectives d'avenir.
Rémunération élevée liée à l'évolution des résultats.
Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :



CONSEIL JURIDIQUE

PAYS DE LOIRE 120.000 +

Vous êtes au moins licencié en droit, vous avez au moins 3 ans d'expérience dans une Etude de Notaire ou dans un Cabinet Juridique et vous maîtrisez les questions de patrimoine comme le droit commercial et des sociétés.

Nous vous proposons de participer à l'élaboration de tous contrats commerciaux avec la clientèle.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous réf. 501, à CAPFOR - 11 bd Guist'hau - 44020 NANTES CEDEX - qui vous garantit toute discrétion, en précisant le nom des sociétés à qui vous ne souhaitez pas que soit transmise votre candidature.

CAPFOR
NANTES-PARIS-LYON-MARSEILLE

LOCAFRANCE

leader du crédit bail mobilier

recherche
pour une durée de 18 mois
pour son agence de LORIENT

ATTACHÉ COMMERCIAL

Basé à BREST

Sa mission :

Assurer les relations avec les responsables d'entreprise en matière de financement des équipements industriels et agricoles dans le cadre d'actions de prospections appropriées.

Son profil :

Formation initiale universitaire souhaitée, expérience professionnelle de quelques années requise. Connaissance du milieu agricole appréciée. Goût prononcé pour la prospection et la négociation commerciale.

Env. C.V., photo et prétentions au département Formation et Recrutement, 43/47, av. de la Grande-Armée, PARIS 16e.

LA BANQUE DE BRETAGNE souhaite s'adjoindre un
CADRE EXPERIMENTE

GESTION DE PATRIMOINE
Homme de dialogue (30 ans mini, **CLASSE VI/VII**), il interviendra principalement en qualité de conseiller technique et d'animateur du reseau (40 agences en Bretagne).
Ce poste au sein de la Direction Financière et Commerciale nécessite une expérience complète de la fonction appuyée par une formation supérieure commerciale ou gestion.
Nous vous remercions d'adresser sous référence 046 C.V. + prétentions + photo à Olivier PLESSE

Poste basé à RENNES

CEIP 35 CONSEIL D'ENTREPRISES
20, rue de Brest - 35000 RENNES

qui garantit discrétion et réponse.
Les premiers entretiens pourront se dérouler à Paris ou à Rennes

---

Jeune Collaborateur débutant
BTS Comptabilité ou équivalent
libéré des obligations militaires
pour poste

ADJOINT à CHEF de la COMPTABILITÉ

Organisme Professionnel situé en Province Région Est près Ville universitaire.

Ecrire avec C.V. et photo à nº 57 984 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Pour l'AUBE
recherchons

SPÉCIALISTE COMMERCE EXTÉRIEUR

pour conseils en Entreprise.

- Formation : Enseignement supérieur.
- Expérience : 5 ans d'entreprise minimum.

Adresser C.V. + lettre manuscrite et photo récente à Agence HAVAS nº 2046/2, 10000 TROYES.



le CRÉDIT AGRICOLE de la SARTHE
recherche

pour son Département INFORMATIQUE

JEUNES DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DÉBUTANTS

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs ou Titulaires d'une Maîtrise de Mathématiques ou d'une MIAGE, et désireux de commencer leur carrière par l'Informatique. Réf. A

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Diplômés de l'Enseignement Supérieur, ils auront deux ans d'expérience en Informatique de gestion sur ordinateur de moyenne ou grande puissance. Une bonne connaissance de PAC 700 sera appréciée. Réf. B

INGÉNIEUR SYSTÈME
CONFIRMÉ

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou équivalent, il aura complété sa formation par une expérience de quelques années, soit chez un constructeur, soit dans une S.S.C.I.
La connaissance de V.M.E./B sur I.C.L. 2960 avec T.P. serait un atout majeur. La connaissance d'autres systèmes d'exploitation sera prise en compte. Réf. C

Env. lettre manuscrite, curric vitae et photo, en précisant la référence à :

Monsieur le Directeur
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE LA SARTHE,
40, rue Prémartine, 72040 LE MANS.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

D'une entreprise industrielle faisant partie d'un groupe leader dans sa branche de produits de grande consommation.

recherche un

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

POUR LE SECONDER DANS LES DOMAINES ADMINISTRATIFS, DE COMPTABILITÉ ET DE PERSONNEL

SOUHAITE

- Une grande expérience dans des fonctions équivalentes ;
- Une formation de niveau supérieur avec de très bonnes connaissances comptables.

Le candidat devra avoir quarante ans minimum.

La rémunération sera en rapport avec l'expérience acquise et la dimension de l'entreprise.
PRISE DE FONCTIONS : SEPTEMBRE 1980.
Lieu de travail : NANCY.

Adr. C.V. manuscrit et photo, nº 8.190, « le Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris-9e, qui transmettra.

STEVENS-GENIN
(35% à l'export)

un des leaders européens des tissus industriels (verre, carbone, synthétique) se développe sur des marchés porteurs : aérospatial, électronique, loisirs, etc.

En vue d'augmenter ses parts de marché, l'entreprise démarre une nouvelle unité de production
et crée le poste suivant :

ingénieur commercial

D'origine économique (HEC, SUP de CO...) ou d'origine technique (Ingénieur), il sera responsable des ventes de tissus techniques aux industries électroniques et électriques, en France et Export.

Il aura pour mission :

- de fixer la stratégie commerciale,
- d'en négocier les objectifs avec la Direction,
- d'assurer *personnellement les* ventes auprès d'une clientèle peu nombreuse et bien identifiée en Europe,
- de suivre l'évolution technique en maintenant la liaison entre les exigences des utilisateurs et les moyens de production.

Il évoluera vers l'autonomie complète de la gestion de son marché.

Cette responsabilité s'adresse à :

- un tempérament commercial,
- possédant de 5 à 10 ans d'expérience industrielle.
- Anglais parfaitement *maîtrisé*, Allemand souhaité,
- base LYON. Salaire non inférieur à 180 mille francs.

Ecrire au CABINET GATIER *(sous référence 260)*, 32 rue Barrême 69006 Lyon.

média-system

SG Stevens-Genin

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ALIMENTAIRE

Leader sur son marché

Implantée à proximité d'une grande ville à 130 km au Sud de Paris avec d'autres usines dans le Centre et l'Est de la France.

RECHERCHE UN

INGÉNIEUR TRAVAUX NEUFS

VOUS ETES Ingénieur Grande Ecole, AM, ENSI, ENSIA, INSA ou équivalent.

VOUS AVEZ une première expérience de 3 à 5 ans en Travaux neufs et/ou en Maintenance acquise si possible dans l'industrie agro-alimentaire,
une bonne connaissance en anglais.

VOUS RECHERCHEZ des responsabilités complètes (techniques et humaines).

VOUS ETES réellement motivé par une évolution professionnelle s'appuyant sur les résultats et pouvant impliquer la mobilité d'affectation dans les différents services techniques de nos usines.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience mais ne sera pas inférieure à 130 000 F/an + intéressement.

Nous vous demandons d'adresser votre lettre de cand. av. C.V. et photo à nº 57.100 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Réponse assurée.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE

100 kms Ouest Paris
(C.A. réalisé avec le milieu industriel : 450 MF, fichier 4000 clients) recherche son

RESPONSABLE SERVICE CONTROLE CREDIT

(4 personnes)
qui dépendra du Directeur Financier.

Ce poste conviendrait à candidat ayant :

- une expérience de 5 à 10 ans dans un poste similaire avec si possible une formation supérieure,
- une bonne connaissance pratique du droit commercial et plus particulièrement dans le domaine des procédures de recouvrement, des garanties et des faillites.

Des qualités de négociateur pour contacts à tous niveaux sont indispensables dans cette fonction.
Ce poste est à pourvoir rapidement.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. 2131 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MERLIN GERIN

GRENOBLE

recherche
pour sa DIRECTION ETRANGER
- ZONE EST -

UN INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN

- ayant une expérience commerciale de 2 à 5 ans dans le domaine de l'exportation de produits ou de biens d'équipement
- connaissant la langue ALLEMANDE et si possible le POLONAIS ou le RUSSE.

Evolution assurée dans le Groupe pour un cadre de valeur.

Ecrire : MERLIN GERIN
D.F.C. (Référence GDL.105)
38050 GRENOBLE CEDEX.

CONSTRUCTEUR MATÉRIEL TRAVAUX PUBLICS
RÉGION LYONNAISE

recherche pour renforcer
son équipe informatique
(autour d'un 370/138 et bientôt d'un 4341 DOS/VSE)

CHEF DE PROJET

Spécialiste en gestion de production.
Il sera chargé de l'implantation d'un important système, dans un environnement temps réel et télétraitement.

ANALYSTE PROGRAMMEUR
EXPÉRIMENTÉ

Pour ces deux postes :
— Formation supérieure souhaitée ;
— connaissance Cobol/DL 1 exigée ;
— Connaissance CICS appréciée ;
— Pupitreur confirmé DOS/VS.

Adresser curr. vitae et prétentions à n° 57.734, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

Direction Générale des Télécommunications
Direction des Affaires Commerciales et Télématiques
cherche pour Sous-Direction située à RENNES

Ingénieurs en Téléinformatique

réseaux, terminaux, procédures.
Expérience professionnelle minimum 5 ans dans cette branche.
Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 6672 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02
qui transmettra

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE RÉGIONALE INSTALLÉE EN CORSE
recherche

LE CHEF
DE SON SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

âgé de 30 ans min.

Le candidat sera de formation supérieure, à laquelle il aura adjoint un D.E.C.S., ainsi que de bonnes notions informatiques.

Il aura complété sa formation par une expérience de 5 ans.

Il sera responsable de la comptabilité générale et budgétaire, ainsi que de la comptabilité analytique d'exploitation.

Il participera, d'autre part, à la gestion financière de la société.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat et pourra varier entre 100 000 et 150 000 F par an.

Adresser C.V. ainsi que lettre manuscrite et photo au Cabinet FOCA
15, rue Morel, 13006 MARSEILLE.

AUGAT

SOCIETE SPECIALISEE EN PRODUITS D'INTERCONNEXION ELECTRONIQUE
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR REGION RHONE-ALPES

Sera basé dans cette région pour développer nos ventes sur ce secteur.
Voiture fournie - Poste à pourvoir début Octobre 80
Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. + prétentions à AUGAT S.A. - Direction du Personnel
9, Allée de la Vanne Z.I. SOFILIC - B.P. 440 - 94263 FRESNES CEDEX

GRANDE ÉCOLE DE GESTION

renforce ses structures et recrute des Professeurs permanents et semi-permanents dans les domaines suivants :

- FINANCES-CONTROLE
- TECHNIQUES QUANTITATIVES ET GESTION-INFORMATIQUE
- MARKETING

— Formation supérieure.
— Expérience pédagogique et d'entreprise souhaitée.
Curr. vitae et photo à adresser à M. LEROUX, E.D.H.E.C.
58, rue du Port, 59046 LILLE CEDEX.

L'Agence d'Urbanisme de l'agglomération messine recherche :

1) *Pour assurer l'animation et le suivi de la mise en œuvre du plan de développement des transports collectifs de l'agglomération messine :*

- **INGÉNIEUR TRANSPORTS**

  3 à 5 ans d'expérience en transports en commun (études, exploitation ou marketing).

- **INGÉNIEUR DÉBUTANT**

  Formation grande école.

2) *Pour études préalables d'opérations d'aménagement :*

- **ARCHITECTE**

  3 à 5 ans d'expérience en urbanisme, secteur public ou privé.

Adresser C.V. et prétentions à :
AGURAM - 2, place d'Armes, 55700 METZ.
Tél. : (8) 775-31-19.

COMEX INDUSTRIES

Pour faire face à son expansion et à son important programme de développement, notre Société, filiale d'un groupe international spécialisé dans la recherche et la fabrication du matériel d'intervention sous-marine recherche

UN INGENIEUR HYDRAULICIEN
INSA - ENSEM - A.M

Le futur titulaire doit avoir une expérience industrielle d'au moins 5 ans, la connaissance des techniques de manutention et d'asservissement *électro-hydraulique ainsi qu'une bonne* maîtrise de l'anglais.
Il participera au sein de la direction études à la conception de matériels hydrauliques et de manutention et assurera un appui technique aux responsables de la construction.

Envoyer CV, photo et prétentions à
COMEX INDUSTRIES BP 49
13314 MARSEILLE CEDEX 3



THOMSON-CSF

DÉPARTEMENT AVIONIQUE GÉNÉRALE

— pour son bureau d'études :

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

Formation A.M., CESTI ou équivalent
Débutants ou expérimentés en équipements aéronautiques.

— Pour son secteur informatique

INGÉNIEURS LOGICIELS

Débutants ou ayant 1 ou 2 ans d'expérience

— pour ses laboratoires d'études et de développement d'équipements électroniques embarqués, civils et militaires.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Formation X, E.N.S.T., E.N.S.A.E., E.S.E., E.C.P.
Débutants ou expérimentés.

Adres. C.V. et photo à Service du Personnel, B.P. n° 3, 33160 LE HAILLAN

GROSFILLEX, leader français des plastiques pour la décoration et l'aménagement de la maison recherche pour son Siège Social à

OYONNAX dans l'AIN, un

INGENIEUR CHEF DE PROJET

de formation généraliste, 28 ans au moins, *ayant quelques années d'expérience de* B.E. Produit. A partir des incitations du marketing, il aura pour mission de concevoir et de mettre au point avec des dessinateurs, les nouveaux produits de son département. Il aura la responsabilité de l'élaboration des prix de revient et des investissements de fabrication jusqu'à l'industrialisation. La connaissance des matières plastiques et des techniques de transformation est un atout supplémentaire.

Un appartement neuf sera mis à disposition.

Ecrire au CABINET GATIER, (sous référence 270) 33 rue Barrème 69006 Lyon

média-system

Cabinet Gatier

Concessionnaire matériel travaux publics
recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(T.P. - A.M. ou équivalent)

comme adjoint technico-commercial au responsable département mines et carrières.
Première expérience sur gros matériel T.P. souhaitée.

Anglais lu, parlé et écrit.

Déplacements outre-mer à effectuer.

Adresser C.V., photo et prétentions ss réf. 6.856 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

RÉGION MIDI MÉDITERRANÉE

Marseille - Montpellier - Nice

Nous sommes la première société de Service en INFORMATIQUE avec plus de 900 collaborateurs.
Nous recherchons

- **des Ingénieurs d'encadrement**
- **des Ingénieurs et des Analystes Programmeurs**
  connaissant les minis et les micros IBM 34, NCR 80200 PL 16 sur matériel Solar
- **des Analystes et des Analystes Programmeurs**
  connaissant IBM sous CICS ou IMS, CII-HB 66 ou 64 sous IDS et TDS
- **des Analystes Programmeurs et des Programmeurs**
  expérimentés COBOL, PL1.

Vous pouvez écrire ou téléphoner à
Christine JACQUEMINET - CAPSOGETI SYSTEMES
92, bd du Montparnasse 75014 PARIS

CAP SOGETI SYSTEMES

PAYS DE LOIRE

FILIALE DU GROUPE
THOMSON BRANDT
2.300 personnes, 600 millions C.A.

recherche pour son
UNITE DE PRODUCTION TOLERIE
(450 personnes)

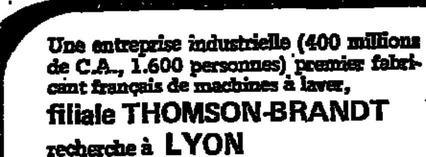
MANAGER

Disposant d'une très large autonomie, il anime, coordonne et gère l'ensemble des fonctions achats, approvisionnements, fabrication, contrôle, entretien, personnel, et un important service des méthodes.

Rigoureux, volontaire et réaliste, il oriente son action vers une constante amélioration des performances économiques et sociales de son unité.

Le poste sera confié à un ingénieur grande école possédant une expérience réussie en gestion et organisation de la production.
Perspectives de promotion à l'intérieur du groupe possible à candidat de valeur.

Adressez votre C.V. détaillé et photo à :
PSYCHO 85, 3, rue Poincaré,
85000 LA ROCHE-SUR-YON



Une entreprise industrielle (400 millions de C.A., 1.600 personnes) premier fabricant français de machines à laver,
filiale THOMSON-BRANDT
recherche à **LYON**

INGENIEUR ORGANISATION

Jeune généraliste, il devra s'intégrer dans une équipe existante traitant principalement de procédures d'organisation industrielle s'appuyant sur l'informatique réalisée en amont. Les missions seront à court terme d'assurer la mise en place des procédures en cours d'élaboration, à moyen terme, d'analyser, concevoir et mettre en place d'autres applications.
Une expérience récente de cette fonction en entreprise ou en Cabinet constituerait un atout, mais n'est pas exigée.

Ecrire Cabinet GATIER, sous réf. 280
32 rue Barrême, 69006 LYON.

média-system

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
proche banlieue Sud
recherche

UN INGÉNIEUR

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience

Pour traitement d'Information temps réel
(Connaissance MITRA souhaitée)

TRAVAIL région TOULON-MARSEILLE

Déplacement de formation Région Parisienne.

Adresser C.V. détaillé, rémunération souhaitée (sous réf. S.T.A.) à n° 57 872 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Société de Négoce d'Importance Régionale
implantée en BOURGOGNE recherche
dans le cadre de son développement des

chefs de départements

pour chacune de ces divisions suivantes :
. matériaux gros-œuvre - sanitaire carrelage - bois et dérivés - électricité et quincaillerie - jardinerie.

En véritable patron, il animera, dirigera et gèrera son exploitation comme le chef d'une entreprise de 10 à 20 personnes. Il bénéficiera de l'appui de la Direction Générale qui lui apportera tous les conseils et tous les moyens pour réussir.

Ces postes ne peuvent convenir qu'à des hommes de 33 ans environ, aimant les responsabilités et qui peuvent justifier d'une réelle expérience pour mener à bien cette tâche.

Poste évolutif pour candidat de valeur.

Les candidatures manuscrites avec photo et prétentions doivent être adressées à :
M. Alain MACHERET
2 bis Bd du Mail 89100 SENS.

---

volvic cherche pour son USINE de VOLVIC (AUVERGNE)

JEUNE INGENIEUR

Formation ARTS ET METIERS ou équivalente.
Ayant quelques années d'expérience pour Services Généraux, Etudes et Travaux Neufs.
Bonnes connaissances en Electricité et Automatismes appréciées.
Adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions, à :
VOLVIC - B.P. 41 - 92340 BOURG-LA-REINE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ GRENOBLE

recherche

TECHNICIENS

B.T. - B.T.S. Fabrications *mécaniques*

Libérés O.M., pour assurer, après formation, service de turboforage auprès de Sociétés pétrolières.
Disponibilité car nombreux voyages ou résidence à l'étranger.
Anglais indispensable.

Adr. C.V. + photo et prétentions sous le n 57.181 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ RÉGION THIONVILLE

C.A. : 750 MILLIONS

recherche

CADRE COMPTABLE

TRES HAUT NIVEAU

Pour prendre en charge l'ensemble de la comptabilité générale et analytique.
Connaissance fiscale indispensable particulièrement en taxe sur les chiffres d'affaires.

Ecrire à REGIE-PRESSE, sous le n° T 206 M à :
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CENTRE DE RECHERCHE
près NANCY
recherche

INGÉNIEUR

Grande école (Centrale, Sup-*Aéro, Mines)) ou diplômé université* (thèse d'Etat).
Pour conduire des études prévisionnelles de la pollution en atelier et des études de ventilation industrielles, spécialisation mécanique des fluides requises, expérience de la recherche appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 2.309, à SWEERTS, B.P. 269
75424 PARIS Cedex 09

TRES IMPTE ENTREPRISE
PRODUITS D'ETANCHEITE
en expansion constante
rech. pour son siège à STRASBOURG

CHEF DES SERVICES DU PERSONNEL ET ADMINISTRATIF

Licence en Droit indispensable
5 à 10 ans d'expérience
MISSION :
— Gestion du personnel : cadres, maîtrise, ouvriers.

Larges responsabilités juridiques, contentieux général.

Une large expérience dans ces différents domaines est nécessaire.

Poste d'avenir stable

Logement facilité.

Adr. C.V. dét., sous réf. 861, à SELETEC
Conseil en Recrutement
67009 STRASBOURG CEDEX

AGENCE D'AGGLOMERATION
recrute

URBANISTE

5 ANS EXPER. MINIMUM
dans études préalable et pré-opérationnelles, montages administr. et financiers.
LIBRE RAPIDEMENT
Ecr. n° 19700 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

STATION LES KARELLIS
Station Coopérative Hiver Eté
recherche

RESPONSABLE ANIMATION

— Solide expérience dans le domaine de l'animation et de la gestion acquise à des postes de responsabilité d'un ensemble touristique.

— Connaissance nécessaire du tourisme associatif.

— Expérience souhaitée de la vie en montagne.

— Adresser C.V. et prétent. à Station les Karellis
73300 Saint-Jean-de-Maurienne

Importante Société
d'Expertise Comptable
recherche

COLLABORATEURS

(Basse-Normandie)
Interventions directes en clientèle pour surveillance comptabilité, établissement bilans et situations.
Expérience en entreprise ou en cabinet indispensable.
Rémunération selon compétence.
Ecrire Agence HAVAS
14000 CAEN N° 6752

Pour renforcer son service contrôle de gestion, Matal S.A.
recherche
une personne diplômée SUP de CO option finance comptabilité ou DECS, ayant expérience de quelques années dans un poste similaire. Anglai apprécié.
Envoyer C.V. et prétention à Matal Formation, 5, rue Buffon, 44000 Nantes.

P.M.I. de transformation
de matière plastique
installée dans l'Ain
recherche son dynamique

DIRECTEUR DES VENTES

Il devra, avec la Direction, fixer la stratégie commerc. de la société.
Il sera responsable de sa mise en œuvre, animera et dévelop. la force de vente. Envoyer C.V. + prét. à Perrin et Fils S.A., 35, rue R.-Nicod, B.P. 4, 01101 OYONNAX.

Une Association à vocation sanitaire et sociale
recherche

RESPONS. DE FORMATION

pour créer un centre de forma-*tion sanitaire et social.*
En relation avec le secrétariat général de l'Association, son activité consistera actuel. à :
— Analyser les besoins d'un personnel de 600 personnes en relation avec la hiérarchie des *unités et du siège.*
— Bâtir ses plans et définir les *programmes* correspondants.
— Organiser les stages avec les concours extérieurs et en assurer le suivi.
— Animer personnellement certaines actions.
— Gérer l'administration du centre de formation autonome avec l'assistance de trois personnes.

Dans l'avenir, *ouvrir* le centre de formation aux personnes *extérieures à l'Association.*

Ce poste convient à un (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur ayant la pratique de la fonction formation en milieu sanitaire et social.

Envoyer candidature avec C.V., photo et prétentions.
Ecr. n° 8.168 « le Monde » Pub.
5, r. des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.

ETABLISSEMENT FINANCIER
à compétence nationale,
offre pour son agence

D'ÉVREUX

un poste de

RÉCEPTION CLIENTÈLE ET PLACEMENTS DE PRÊTS IMMOBILIERS

à Homme ou Femme âgé de 25 ans minimum, actif, dynam., ayant le goût du contact.
Ce poste comporte en outre des missions extérieures auprès des professionnels de l'immobilier. Formation secondaire et précédente expérience bancaire ou immobilière souhaitées.
Ecr. av. réf. et prét. à n° 57.592
CONTESSE Publicité
20, av. Opéra, Paris 1er, qui tr.

Importante Société Immobilière
recherche
pour son Agence de

PAU

CADRE ADMINISTRATIF

Il devra assumer, sous l'autorité du Directeur de l'Agence, la gestion financière, administrative et *juridique* de programmes immobiliers.
Formation supérieure *souhaitée* IEP, HEC, ESSEC, Sup. de Co, Licence en *Droit.*

Adres. C.V., *photo* et prétent. ss *réf.* NELF *(mention s/env.)*
EMPLOIS ET CARRIERES
30, r. Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE
(GROUPE PHILIPS)
recherche pour
BRIVE (CORREZE)

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Responsable de projets en informatique de gestion.

Connaissances DOS/VCE, DL 1 et gestion de production appréciées.

Envoyer C.V. avec photo *(moins d'un an) et prétentions,* à n° 58.035 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris 1er.

Cabinet d'implantation régionale
recherche

CONSEIL EN DROIT SOCIAL ET DU TRAVAIL

pour poste à pourvoir à AMIENS
Le candidat devra justifier d'une solide expérience de gestion du personnel en entreprise et d'une formation supérieure, *situation d'avenir pour* personne dynamique.
Adr. C.V. man. *détaillé* sous réf. 8.934 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Parix cedex 02 qui transmettra.

DEVENEZ moniteur ou monitrice d'auto-école stage. Nice.
Tél. (93) 80-50-72.

Au sein du groupe Schlumberger, **ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER** conçoit et fabrique des systèmes complexes pour la recherche et l'exploitation pétrolières.

Utilises pour le recueil et l'interprétation de données géophysiques, ces « outils » intègrent des développements technologiques variés et souvent très avancés.

La progression de nos activités et de récentes promotions internes nous amènent à recruter deux

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Ils (elles) allient à leur diplôme (Centrale, A & M, Supelec, Grenoble...) une première expérience industrielle de 3 à 5 ans en études, méthodes, qualité ou gestion de production, et ont déjà, si possible, exercé des responsabilités d'encadrement.

Une première affectation leur sera proposée au sein du Département Production, où ils assureront la supervision d'un groupe d'acheteurs gérant 50 à 75 millions de F/an.

Ces fonctions préparent à des responsabilités plus étendues dans d'autres secteurs de l'entreprise ou du groupe: industrialisation, études, production...

Mais, outre un potentiel d'évolution, elles exigent dans l'immédiat un haut niveau de compétences en raison de l'importance des contrats à traiter et du large rôle technique des achats dans le département.

Des déplacements à l'étranger, notamment aux USA, seront nécessaires. L'anglais est donc indispensable.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous la réf. 8004, à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER — Schlumberger — 26, rue de la Cavée 92142 CLAMART CEDEX.

HAVAS CONTACT

---

périphériques magnétiques

Cii Honeywell Bull recherche pour sa *Direction des Périphériques Magnétiques*:

des ingénieurs en électronique

diplômés Grandes Écoles

ayant quelques années d'expérience dans les circuits analogiques faible niveau (connaissance microprocesseurs souhaitable) pour leur confier la conception et la mise au point de testeurs pour disques de mémoire magnétique. **Réf. 122 M**

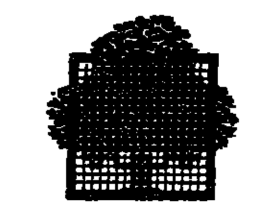
un technicien en électronique

niveau BTS, DUT

ayant quelques années d'expérience dans le domaine de l'électronique appliquée au traitement du signal et de l'information. **Réf. 123 M**

Lieu de travail: Les Clayes-sous-Bois (78).

Adresser C.V. et prétentions sous réf. correspondante à:
Cii Honeywell Bull
ACLES
PC 1F 103H
61/63, rue d'Avron,
75980 PARIS Cedex 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

Groupe Parapharmaceutique et Dentaire
recherche pour
son département EXPORTATION

RESPONSABLE COMMERCIAL

Débutant ou peu d'expérience (ESC-ESSEC) - Bureau : PARIS 8e - mais déplacements fréquents.

Envoyer curriculum-vitae manuscrit, photo et prétentions s/réf. 5078 à AXIAL Publicité - 91 Faubourg St Honoré - Paris 8e - qui tr.

La SICOMI d'un important Etablissement Financier
recherche

Assistant de Gestion

En un premier temps, le titulaire du poste devra assumer les tâches liées au passage sur l'Informatique de l'exploitation de la Société.
Il effectuera les opérations de saisie et de sortie des éléments informatiques.
Il participera à l'élaboration et à la mise en place des outils de gestion financière avec utilisation de l'informatique.
Formation IUT de Gestion.
Expérience 2 à 3 années dans un poste similaire.
Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8899 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires Option Informatique

cimsa

Filiale de THOMSON-CSF INFORMATIQUE, CIMSA - Compagnie d'Informatique Militaire, Spatiale et Aéronautique - est spécialisée dans l'informatique exploitée en environnement «sévère».

Dans le cadre de son activité «SYSTEMES TEMPS REEL» CIMSA offre actuellement d'excellentes opportunités à des INGENIEURS.

Ingénieurs d'Affaires

(Réf. IA/III)

A partir des Appels d'Offres :
- *évaluer et définir la configuration système,*
- rédiger l'annexe technique,
- défendre les propositions face aux clients.

Expérience MINIMUM de 5 ans dont 3 dans une fonction analogue souhaitée.

Chargés d'Affaires

(Réf. CA/II)

Responsabilité TECHNIQUE, INDUSTRIELLE et ADMINISTRATIVE d'une affaire :

Mission :
- assurer la gestion de l'affaire et l'interface technico-commerciale avec la clientèle,
- effectuer le lancement et le suivi technique de la réalisation des matériels,
- préparer et animer les réunions d'avancement.

Quelques années d'expérience dans ce domaine sont NECESSAIRES.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant la référence choisie au Service Emploi Formation de CIMSA 10/12, Avenue de l'Europe B.P. 44 - 78140 VELIZY.



MEDIA BA

LA LIBRAIRIE FERNAND NATHAN
recherche pour son
DEPARTEMENT D'EDITION SCOLAIRE ET DE FORMATION

RESPONSABLE SECTEUR SCIENTIFIQUE

(Mathématiques, Sciences physiques et naturelles)

Le candidat idéal, diplômé de l'enseignement supérieur, devrait avoir une pratique de l'Edition et une connaissance du milieu enseignant (élémentaire et secondaire).
Ce poste nouvellement créé permettra un développement de carrière en rapport avec la personnalité et les qualités du candidat.

Envoyer C.V. détaillé et rémunération souhaitée à J.-B. BOUTRY, 9, rue Méchain, PARIS-14e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE DISTRIBUTION DE MATERIEL ELECTRIQUE
offre situation intéressante et d'avenir à :

JEUNES GENS

Niveau BAC - Libérés O.M.

seront initiés par la Société à la pratique de l'Informatique.

— D'abord comme PUPITREUR.
— Ensuite comme PROGRAMMEUR.

Rémunération intéressante

Adr. lettre man. et C.V. très complet ss réf. 600 à : CAMPBELL, B.P. 57. — 75824 PARIS CEDEX 17.

Adjoint au Directeur Relations Humaines

H/F **170 000 F +**

Après des études universitaires (juridiques de préférence) vous avez orienté votre carrière vers la fonction "personnel" de l'entreprise. Agé(e) d'au moins 33 ans, votre carrière est en pleine évolution et vos responsabilités englobent une approche actuelle et approfondie des Relations Humaines.

Vous participez à la conception d'une politique de personnel dont vous assurez l'application en liaison fonctionnelle avec les responsables opérationnels de votre entreprise. Votre souci majeur est de maintenir un climat favorable à l'épanouissement des hommes et à leur adaptation aux fonctions qu'ils assurent.

Vous avez une certaine pratique des négociations avec les partenaires sociaux ; nous vous proposons de continuer l'évolution de votre carrière dans notre entreprise.

Nous sommes une société française à vocation internationale, leader dans sa branche (plus de 5 000 personnes).

Notre politique décentralisatrice vous permettra de mettre à contribution vos capacités et de faire passer vos idées dans les faits.

Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 002136 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département "Immobilier".
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

---

compagnie bancaire

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

confirmé
DUT - MIAGE

L'U.F.B., filiale du Groupe de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans le crédit aux entreprises, cherche à renforcer son équipe analyse-programmation.

Si vous êtes intéressé(e) par le développement d'applications nouvelles en temps réel,

envoyez CV + photo sous référence 441 M à COMPAGNIE BANCAIRE Service Orientation Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
ACCESSOIRES AUTO
située au Nord-Est de Paris
recherche

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

A.M. ou E.T.A.C.A.

Ayant des connaissances en ELECTRONIQUE, EXPERIENCE AFFIRMEE, pour études et réalisations de machines spéciales.

(Ne sont pas exclus les candidats de formation Ecoles d'électronique.)

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à
CIBIE PROJECTEURS (Service du personnel), 17, rue Henri-Gautier, 93012 BOBIGNY CEDEX.

IMPORTANT SERVICE PUBLIC
recherche

un Comptable

de haut niveau, pour un poste d'Adjoint au Responsable de son Département «principes et procédures comptables».

SON ROLE :
- résoudre les problèmes comptables complexes posés par l'activité de cet organisme,
- préparer et tenir à jour les instructions générales en matière de principes et procédures comptables en liaison étroite avec les services opérationnels,
- superviser la préparation et la mise à jour des procédures comptables détaillées,
- superviser l'évolution fonctionnelle des applications informatiques comptables,
- assister les unités décentralisées dans leurs problèmes de principes et de procédures comptables.

Diplômé d'une grande école commerciale (H.E.C., ESSEC, Sup de Co. ou équivalent) et titulaire du DECS, le candidat à ce poste aura une expérience de 2 ou 3 ans dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable.

Outre une réelle compétence comptable, le candidat aura le goût de l'initiative, le sens de la rigueur, et saura mener le dialogue avec les nombreux services avec lesquels il sera en relations.

Adresser curriculum vitae détaillé sous référence 6679 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra



Ingénieur Commercial

160 000 F

BANLIEUE EST

Constructeur, spécialiste de l'électronique de pointe, nous sommes une PME très performante. Nos clients dans les domaines de l'aérospatiale et l'industrie militaire sont nos meilleurs prescripteurs.

Afin d'atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés nous recherchons notre Ingénieur Commercial.

Votre mission :
- définir la politique commerciale et mettre en œuvre les moyens nécessaires à sa réalisation ;
- rechercher des créneaux nouveaux ; prospecter et gérer une clientèle d'industriels sur l'ensemble du territoire.

Agé de 30 ans au moins, diplômé d'Etudes Supérieures en électronique et/ou informatique, vous pouvez justifier d'une bonne expérience de la vente d'équipements et ensembles électroniques.

Votre introduction dans le secteur militaire serait un atout important.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 005214 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département "Force de vente".
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC



Techniques et Systèmes Informatiques - Software

Affiliée au Groupe CGE, TECSI a pour vocation de contribuer à une meilleure insertion de l'informatique dans l'*économie en rassemblant, dans* un cadre propice à leur épanouissement, des professionnels de haute compétence.

C'est ainsi que les soixante consultants de la Division «Conseil» aident leurs clients à mettre en œuvre techniques et technologies de pointe au sein de leurs produits ou systèmes informatique, télématique et bureautique.

Ces interventions requièrent une large gamme de talents qui peuvent s'y développer pour le bénéfice mutuel des consultants et des clients.

La croissance rapide de nos activités — en France et dans nos implantations en Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne et Etats-Unis — crée une opportunité de nous rejoindre pour

5 consultants informaticiens

- de formation Grande Ecole ou équivalente,
- ayant 4 à 6 années d'expérience professionnelle dans le domaine des systèmes informatiques du type temps-réel (logiciel + matériel),
- capable d'encadrer des interventions de conseil ou de réalisation dans des environnements client et/ou interne.

Une formation complémentaire informatique acquise aux Etats-Unis serait appréciée.

Envoyer CV, photo et prétentions à D. Debrosse, TECSI - *Division Conseil*, 29 rue des Pyramides, 75001 Paris (Réponse et discrétion assurées).

média system

Dans le cadre de son développement, le groupe

escp

recrute
6 professeurs consultants

ayant
- *une formation supérieure française ou étrangère* de niveau doctorat, grande école scientifique ou de gestion, MBA...
- plusieurs années d'expérience professionnelle
- *une aptitude confirmée pour l'animation et la pédagogie.*

Une bonne maîtrise de l'anglais est souhaitée.

1-AFFAIRES INTERNATIONALES. Plein temps 4 jours. Sa connaissance approfondie des institutions et des entreprises internationales doit lui permettre de participer aux enseignements de gestion en affaires internationales et au *développement de programmes d'échanges internationaux.*

2-CONTRÔLE DE GESTION. Plein temps 4 jours. La maîtrise des systèmes comptables et des méthodes de contrôle et d'audit *doit lui permettre d'assurer des enseignements et* de créer du matériel pédagogique informatisé.

3-FINANCES. Plein temps 4 jours. Il assurera des enseignements de base en finance d'entreprise, développera une compétence en théorie et pratique financières. Une expérience pédagogique et un goût prononcé pour la recherche sont indispensables.

MARKETING. Plein temps 4 jours. Deux postes à pourvoir :

4-marketing et stratégie industrielle : son expérience en milieu industriel lui permettra de développer des enseignements et des recherches dans ce domaine.

5-marketing international : sa pratique du marché mondial doit lui permettre de s'intégrer dans les programmes d'enseignement et de coopération internationale engagés par l'ESCP.

6-INFORMATIQUE DE GESTION. Mi-temps 2 jours. Sa forte compétence en informatique doit lui permettre d'assurer des enseignements en informatique de gestion et de participer aux projets de recherche pluridisciplinaires.

Le groupe ESCP est un ensemble qui réunit au cœur de Paris des programmes – de formation d'étudiants : l'École Supérieure de Commerce de Paris – de cadres et de dirigeants d'entreprise : le Centre de Formation Permanente – des programmes de recherche, d'intervention, de coopération internationale.

Adressez lettre de candidature et CV à Jacques Perrin, Directeur du groupe ESCP - École Supérieure de Commerce de Paris : *79, avenue de la République* - 75011 Paris.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris - CPM.

Colin Guillard & Ass.

SOCIÉTÉS D'ENQUÊTES ET D'ÉTUDES DE MARCHÉ

recherche

INGÉNIEUR (Grande École ou Universitaire)

Possédant au moins 5 ans d'expérience, il assumera la responsabilité technique de nos enquêtes qualitatives et quantitatives.

Ce poste offre de larges perspectives d'évolution à un candidat ayant une grande capacité d'organisation et capable de dynamiser une équipe.

La connaissance d'un langage informatique et la possession d'une voiture sont exigées.

Envoyer C.V., prétentions, photo à SEAD 30, rue des Saules, 75018 PARIS.

AGENCE DE PUBLICITE PARISIENNE

Spécialisée en marketing industriel poursuivant son plan de développement

cherche

UN DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT

pour recherche de clientèle et animation

UN CHEF DE PUBLICITÉ (gestions de budgets)

Adresser lettre manuscrite et C.V. à COMMEX, 27, avenue de la Porte-de-Vitry, 75013 PARIS.

4, rue Massenet 75016 Paris **etap**

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur usine
référence ZG 592 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL DE HAUTE REPUTATION DANS SA SPECIALITE - fabrication de série pour industries diversifiées - recherche pour sa principale unité 500 personnes, un **Directeur d'Usine.**

Ce poste peut convenir à ingénieur diplômé ou équivalent, 42 ans minimum, disposant d'une solide expérience de Direction d'usine ou de fabrication à dominante mécanique, tôlerie, soudure, montage, peinture...
Il s'agit d'animer une équipe jeune et très qualifiée et de gérer une usine neuve disposant de moyens très modernes de production.

Rémunération : 180.000 F+.

Localisation : grande ville région lyonnaise.

Ingénieur TPE responsable commercial haut niveau
référence HA 593 AM

UN GROUPE FRANCAIS PREMIER PLAN, FABRICATION ET VENTES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION (destinés *aux TP et bâtiment) renforce ses structures commerciales et recherche un* **Cadre Commercial de Haut Niveau,** ingénieur TPE ou équivalent.
Il aura d'abord des missions commerciales ponctuelles lui permettant de bien connaître le groupe et, par la suite, il assumera des responsabilités importantes *impliquant l'animation d'une équipe et la négociation avec une clientèle importante* (y compris les administrations).

Poste intéressant pour candidat dynamique, bon négociateur, ayant une solide connaissance du milieu TP et bâtiment.

Rémunération : 180.000 F.
La localisation du poste n'est pas encore précisée et pourra se situer à **Paris ou dans une grande ville de province.**

Ingénieurs Sup Aéro, ECP, ENICA, ENSMA, ENSI, écoles d'électronique, EPF.
référence YF 591 AM

UN TRES IMPORTANT ORGANISME A VOCATION INDUSTRIELLE assurant la maîtrise d'œuvre de programmes d'équipements pour l'aéronautique et le spatial, propose des situations d'avenir à 3 Ingénieurs Grande Ecole (débutants ou quelques années expérience).
Travaillant dans de petites équipes, ils seront chargés d'assister les responsables de programme en assumant différentes missions :
- définition de spécifications techniques, suivi des études, du développement des essais...
- contrôle technique et administratif des industriels ou services spécialisés participant à la réalisation des équipements.

Les programmes développés font appel à des techniques de pointe (aéronautique, aérospatial, électronique) **et nécessitent une adaptation à des problèmes variés et un goût marqué pour l'étude et l'expérimentation.** Ces fonctions nécessitent en outre le sens du travail en équipe et de la négociation.

Postes à pourvoir à Paris.

Analyste programmeur
référence XE 590 AM

UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL recherche pour une filiale équipée d'un IBM 370 - 115, un Analyste Programmeur.

BONNE FORMATION DE BASE, QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE, BONNES CONNAISSANCES PL1, GAP2.

Rémunération : 110.000 F.

Poste à Grenoble.

Ingénieur calcul mécanique
référence MT 581 AM

Ingénieur hydraulicien
référence RY 585 AM

IMPORTANT ETABLISSEMENT INDUSTRIEL (2.000 personnes) mettant en œuvre des techniques de pointe, ville SUD-OUEST, offre deux postes à Ingénieurs grande école débutants (ENSTA, ENSAE, ECP...).

Interface entre le B.E. et le centre informatique, il sera responsable, au sein du service Etudes Mécaniques, du dimensionnement de structures complexes et de l'introduction de nouvelles méthodes et techniques informatiques. A ce titre, il sera amené à participer à de nombreux projets de matériels nouveaux.

Homme d'étude et de contact, appelé à devenir un spécialiste de l'hydraulique et de son utilisation dans des matériels de pointe, il aura dans ce rôle à :
- suivre l'évolution technologique au travers de rapports étroits avec les fournisseurs,
- étudier et mettre en place des procédures d'homologation et de standardisation des matériels utilisés,
- élaborer et exploiter des programmes d'essais,
- participer à des équipes pluri-disciplinaires pour l'élaboration de projets complexes comprenant de l'hydraulique.

Postes stables et formateurs permettant à des candidats motivés par la technique d'assumer rapidement des responsabilités importantes.

Pour ces deux postes, écrire en précisant la référence à Madame **SANTAMARIA - E.T.A.P. - 30 rue Catros 33000 BORDEAUX.**

etap 4, rue Massenet 75016 Paris

SFENA

Importante Société française développant des matériels électroniques de technologie avancée dans le domaine de l'avionique, recherche

INGENIEUR

grande école électronique numérique-logiciel

De haut niveau et de forte personnalité : 32 ans minimum, idéalement AM + ESE, ayant l'expérience de l'aéronautique civile et parlant Anglais. Il sera intégré à une équipe fonctionnelle dépendant directement de la direction contrôle et dont le rôle est d'intervenir à tous les niveaux de l'entreprise, de la conception à la maintenance pour promouvoir les actions tendant à l'optimisation de la qualité et à la satisfaction des clients dans le respect des impératifs de rentabilité. réf. 837

INGENIEUR

de bureau d'études

Nous avons décidé de créer une cellule d'étude autonome plus particulièrement chargée de résoudre les problèmes relevant des disciplines suivantes : TOLERIE, MÉCANIQUE, CONNECTIQUE, CIRCUITS IMPRIMÉS, DESIGN; liés à la réalisation des systèmes électroniques de test automatique *fixés ou embarqués. Nous confierons la responsabilité* de cette cellule à un ingénieur diplômé, 28 ans minimum et ayant plusieurs années d'expérience d'études, plus praticien que théoricien. Il sera un animateur et un homme de commandement. réf. 890

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appelez 763.11.15 Information Carrière aux heures de bureau. Préciser la réf.

INFORMATION CARRIERE **SVP**

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES *HUMAINES,* 7, rue de Logelbach 75017 Paris

CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT (CSNCR)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES

(région parisienne)

recherche des

ATTACHÉS COMMERCIAUX

afin de renforcer l'équipe commerciale existante.

Leur profil :
— âge minimum 35 ans ;
— formation d'ingénieur souhaitée ;
— expérience : 5 ans d'expérience commerciale ou technico-commerciale et de négociation des affaires dans une entreprise du secteur bâtiment - travaux publics ;
— relations : nombreuses relations dans ce secteur ;
— qualités humaines : dynamisme, agressivité, bons contacts humains.

Leur mission :
— recherche d'approches nouvelles de marché soit dans des secteurs nouveaux, soit au travers d'association avec d'autres entreprises ;
— consultation systématique des architectes et des bureaux d'études ;
— analyse approfondie des avis d'appels d'offres ;
— maintien et suivi du contact avec la clientèle avant et après conclusion de la commande.

Prière adress. C.V. détaillé avec photo et préférences N° T 19856 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra. discrétion absolue garantie.

Importante société quartier ST-LAZARE recherche

ASSISTANT de GESTION

Il participera à l'élaboration des tableaux de bord, des budgets et fera l'analyse des comptes et autres informations chiffrées au sein d'une petite équipe, sous la dépendance du chef de service gestion siège.

Une première expérience serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 123 à INTER PA, BP 508, 75066 Paris cédex 02 qui transmettra.

Financier, animateur de formation

Filiale d'un grand groupe international, nous recherchons NOTRE RESPONSABLE FINANCIER. S'il est certes un gestionnaire avisé, nous souhaitons qu'il ait aussi de *réelles qualités pédagogiques afin* d'animer des stages de gestion au sein et à l'extérieur du Groupe. Notre choix se portera d'abord sur un candidat diplômé d'une Ecole de Commerce, ayant une formation supérieure financière ou comptable. Il a d'autre part le dynamisme requis pour s'intégrer à une équipe *en place, déjà très performante.* Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 298 M aux Consultants d'Alpha CDI.

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

---

crédit documentaire

PARIS PORTE MAILLOT

SOGEX est un groupe multinational de sociétés d'engineering et de construction, opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis.

Nous recherchons un jeune cadre de formation supérieure commerciale et/ou financière, ayant une expérience de 2 à 3 ans en matière de crédit documentaire, acquise soit au sein d'une société de commerce international, soit au sein d'une banque.

Poste évolutif en fonction du dynamisme de la société.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.

Envoyer CV, photo et prétentions à :
Sogex Management International - Employment
15/25 boulevard de l'amiral Bruix - 75116 Paris.

SOGEX

CENTRE DE RECHERCHES PARIS OUEST RER engage

JEUNE TECHNICIEN

Formation B.T.S. ou DUT Physico-Chimie.

Traitements Thermiques Métallographie.
Dégagé des obligations militaires.

Envoyer C.V., photo, prétentions à n° 57.962 *CONTESSE PUBLICITE,* 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIE ALIMENTAIRE

recherche son FUTUR

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 30 ans minimum, de formation SUP. (HEC, ESSEC ou équivalent, ayant une expérience *dans poste similaire.*

Il lui sera confié, après adaptation aux problèmes spécifiques du Groupe, la responsab. des services COMPTABLE, INFORMATIQUE et FINANCIER. Une connaissance des problèmes de négoce international serait appréciée.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé indiquant derniers émoluments perçus, adressée sous référence 125 à ORBIS Publ., 28, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris

---

Un Organisme Financier à Paris dont le Centre Informatique comprend plus de 120 personnes et dispose d'un IBM 3031 et d'un 370-158 auxquels sont reliés une centaine de terminaux, cherche son

DIRECTEUR INFORMATIQUE

- Il définit les objectifs à atteindre, établit ses budgets et propose un plan d'action dans le cadre d'une réorganisation des Services Informatiques ;
- *Il anime et contrôle l'activité de ses équipes dans un souci* d'efficacité ;
- Il procède à une refonte des applications, développe de *nouveaux projets, tout en suscitant les progrès techniques* nécessaires.

Des possibilités d'évolution de carrière pourraient lui être proposées *dans un délai de trois ans.*

De préférence diplômé d'une Grande École, il a nécessairement une expérience confirmée de la Direction de Services d'Études et d'Exploitation et des connaissances en Télétraitement.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M 508, à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

GEM PUBLICITE



49, avenue de l'Opéra 75002 Paris

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

Nous sommes un groupe multinational de sociétés d'engineering et de construction opérant en Europe, au Moyen-Orient et aux Etats-Unis (+ de 7.000 personnes).

Nos réalisations : centrales électriques, stations de dessalement d'eau de mer, autoroutes, installations portuaires, écoles, immeubles...

Pour faire face à une croissance très rapide, nous renforçons nos équipes à Paris et recherchons :

acheteur génie civil

De formation supérieure, mais technicien avant tout, il sera chargé de l'établissement des contrats en vue de la fourniture de produits et matériaux pour nos chantiers — évaluation des produits, recherche des meilleurs coûts, appréciation des fournisseurs. (Réf. A)

responsable suivi achats

Il sera chargé du respect des délais qui nous sont imposés et assurera le suivi des achats en liaison avec nos fournisseurs et nos équipes sur le terrain. (Réf. B)

Pour ces deux postes, une expérience de quelques années dans des domaines similaires et une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence choisie, à :
Sogex Management International — Employment,
15/25 boulevard de l'Amiral Bruix - 75116 Paris. Discrétion assurée.

SOGEX



Ingénieurs
Coordination et entretien

MATERIEL ROULANT FERROVIAIRE

Nous sommes un groupe international dont le siège est à Londres et **nous travaillons à la rénovation d'anciens wagons de l'ORIENT EXPRESS pour créer un train touristique de grand luxe** qui sera exploité en service régulier à partir d'avril 81 entre Londres et Venise.

Pour mener à bien ce projet il nous faut très rapidement auprès de chaque atelier de rénovation un délégué permanent de notre société connaissant suffisament le matériel roulant pour participer au diagnostic du matériel et à l'établissement du cahier des charges, contrôler les travaux de rénovation, établir des prévisions budgétaires et contrôler les dépenses, prévoir le planning d'entretien, jouer un rôle de coordination entre nos bureaux à Londres, la direction de la SNCF et l'entreprise chargée de l'exécution des travaux.

Deux postes sont à pourvoir dans un premier temps : à **OSTENDE en Belgique et à IRUN sur la frontière franco-espagnole** (logement fourni pendant un an à Ostende et à Biarritz).

Ensuite un atelier d'entretien permanent sera crée dans le Nord de la France au printemps 1981.

Une expérience dans le domaine ferroviaire ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 004207 M (à mentionner sur l'enveloppe) à notre département **"Industrie"**.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06
MEMBRE DE SYNTEC

Pour créer sa fonction organisation

La Société Electro-Hydraulique - Pompes Salmson, filiale de Thomson, recherche

UN INGENIEUR

Dépendant hiérarchiquement du Directeur Général et en étroite liaison avec tous les Services du Siège et de l'Usine (effectif total 850 personnes), il concevra et mettra en place l'ensemble des circuits et procédures, aidé dans cette mission par un ingénieur plus spécialement chargé de l'Usine de Laval.

Ce poste basé à St Cloud, requiert les qualités suivantes :
— *Formation supérieure et connaissances en Informatique.*
— *Double expérience de 8 à 10 ans : en milieu industriel et en organisation générale.*
— *Bon niveau en Anglais.*

Il sera offert à un homme créatif, conjuguant une forte personnalité et des qualités de contact, de réceptivité, de diplomatie.

Adresser lettre de présentation manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 572 à Claude LAMY qui traitera votre dossier confidentiellement.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

Nous sommes une société industrielle
(C.A. 240 millions de francs - 1000 personnes - 2 usines)
Filiale d'un important groupe américain leader dans son marché
Dans le but d'améliorer la connaissance
et la maîtrise de nos coûts de production, nous recherchons notre :

CONTROLEUR GESTION INDUSTRIELLE

(PLANT ACCOUNTANT)

Responsable de l'organisation, de la supervision et de l'animation :
— de la comptabilité analytique, du suivi de production et des stocks,
— des équipes de pointage et de la paye des ouvriers,
— de l'analyse des écarts et de l'émission de rapports de gestion.

Cette fonction s'adresse à un candidat ayant plusieurs années d'expérience dans la fonction, capable de faire évoluer les systèmes existants et d'organiser un contrôle efficace des coûts. Préférence sera donnée à un candidat ayant l'expérience de systèmes informatiques et une bonne connaissance de l'anglais.

CHEF DE PROJETS
SYSTÈMES ET GESTION DE PRIX DE REVIENT

(PROJECT MANAGER - COST ACCOUNTING)

Il aura pour mission outre la supervision du service existant de redéfinir et de développer notre système de prix de revient (prix de revient standard) et d'assurer sa mise en œuvre informatique.

Cette fonction s'adresse à un jeune diplômé H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C. ou équivalent, désireux de développer ses connaissances de la finance d'entreprise tout en contribuant à l'élaboration de systèmes de gestion plus performants.

Préférence sera donnée à un candidat pratiquant couramment l'anglais et ayant une première expérience du milieu industriel.

Les deux postes sont à pourvoir en très proche banlieue SUD-EST de PARIS. Les rémunérations sont attractives et les possibilités d'évolution réelles pour des candidats dynamiques et accrocheurs.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature et vos prétentions à M. Philippe D. MATHIEU, 29, avenue Sainte-Foy - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Important éditeur scolaire
recherche, pour renforcer son équipe actuelle, un

responsable de marché

(Lettres et Sciences Humaines)

Ses principales fonctions seront les suivantes :
- Analyse de l'évolution des besoins.
- Définition des impératifs pédagogiques et économiques des collections nouvelles.
- Suivi de leur réalisation et de leur évolution, en liaison avec le service commercial.

Il aura également à diriger et animer le travail de plusieurs collaborateurs éditoriaux.

Cette proposition s'adresse à un éditeur confirmé, intéressé par les activités d'éducation, et ayant si possible une expérience des questions de l'enseignement.

Votre candidature est à envoyer sous référence 8531 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.

média-system

ENERTEC
Schlumberger

Notre département AUDIO-PROFESSIONNEL
situé à RUEIL-MALMAISON
recherche

INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONIQUES

ESE — TELECOM

Notre métier : l'enregistrement et le traitement du son.

L'ingénieur que nous recherchons se verra confier la responsabilité d'un projet d'étude faisant appel à des connaissances de circuits logiques et analogiques, de micro-processeurs, ainsi que du traitement du signal et de la théorie de l'information.
Ce poste peut convenir à un ingénieur débutant ou possédant une première expérience.

Envoyer C.V. manuscrit à J. COUREAUD — ENERTEC
296, avenue Napoléon Bonaparte — 92500 RUEIL MALMAISON

UNE IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
située à 50 km au Sud de Paris recherche son

CHEF de PERSONNEL ADJOINT

Sous l'autorité du Directeur Financier et du Personnel, il sera chargé de l'ensemble de l'administration du personnel (300 personnes) et participera étroitement à la définition de la politique sociale dont il assurera la mise en œuvre.

Ce poste sera confié à un(e) candidat(e) ayant de solides connaissances en législation sociale, alliant des qualités de réflexion, d'organisation et de contact, ayant acquis une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 574 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02
qui transmettra

GÉRER LES ABONNEMENTS

L'USINE NOUVELLE, premier hebdomadaire industriel français (CA 115 millions de francs) recheche, dans un bref délai, le chef de son service Abonnements.

Il disposera d'une connaissance approfondie des traitements informatiques en temps réel et de l'exploitation statistique.

Une expérience de 5 ans dans ce domaine d'activité et le goût de l'organisation en font un professionnel (homme ou femme) méthodique et rigoureux.
Le poste est à pourvoir à Paris.
Adresser CV, photo, salaire souhaité à

L'USINE NOUVELLE
15, rue Bleue 75009 PARIS

Pour Importante Société Aéronautique d'Équipements Embarqués

Ingénieur Informaticien

pour

CENTRE DE CALCUL SCIENTIFIQUE
relié à IBM 3031

Il sera chargé de l'analyse et de la réalisation de logiciels scientifiques ainsi que de l'assistance aux utilisateurs du Centre.
Connaissances du FORTRAN, expérience de l'OS et du TSO et formation en analyse numérique demandées.

Lieu de travail : Vélizy-Villacoublay
Restaurant d'Entreprise — Transport assuré.

Adresser CV, Références, Prétentions et Photo
S/Réf. 1.036 à :
SFENA — B.P. 59
78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY

PSYCHOLOGUES CONSULTANTS

Une société internationale en pleine expansion recherche des CANDIDATS DYNAMIQUES pour un travail captivant.
Notre clientèle est composée des sociétés internationales les plus connues en Europe.

Nous avons plusieurs postes à pourvoir immédiatement pour des PSYCHOLOGUES CONSULTANTS ayant une connaissance des techniques de management ainsi qu'une pratique de la méthodologie des tests.

Nous souhaitons aussi bien rencontrer des personnes possédant un doctorat (psychologie industrielle, psychologie expérimentale et phsycho-sociologie) que des personnes ayant l'expérience professionnelle équivalente. Le travail consiste essentiellement à appliquer un certain nombre de tests pour en tirer des conclusions qui détermineront des programmes de formation.

Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.
Prévoir déplacements hebdomadaires avec retour chaque week-end.

Le français et l'anglais courants sont impératifs.
D'excellentes connaissances en allemand et/ou hollandais seraient un avantage.

Si vous êtes intéressés par ce poste, veuillez adresser en anglais votre C.V. (mentionnant votre rémunération actuelle, ainsi qu'un numéro de téléphone) sous la référence 1222 M à

PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)

AUTOMOBILE — Matériel d'équipement

Clientèle : distributeurs - garages

Une importante société française, en expansion forte et constante depuis 30 ans et de notoriété mondiale recherche

CHEF DES VENTES HAUT NIVEAU

L'importance du poste et des responsabilités qui s'y rattachent implique que le collaborateur recherché connaisse parfaitement la clientèle des distributeurs et garagistes et qu'il ait déjà assumé des responsabilités identiques dans ce milieu, pour être à même d'animer une équipe importante.
Il bénéficera de l'appui des services fonctionnels de la société : marketing, publicité, et du support logistique de l'administratif et de l'après-vente.
Tous les candidats remplissant les conditions voulues seront pris en considération, quelle que soit leur rémunération actuelle.
Prière de préciser éventuellement les sociétés auxquelles le dossier ne doit pas être transmis.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 2653 M à D. DANGER
65, Avenue Kléber 75116 PARIS.

CORT — MEMBRE DE SYNTEC

Importante Société de grande renommée (500 personnes)
- Grande Banlieue, Sud de Paris - recherche son

CHEF des SERVICES COMPTABILITE GENERALE

directement rattaché au Directeur Financier, il aura en charge la direction de la comptabilité de plusieurs Sociétés filiales et animera une vingtaine de personnes réparties dans les Services Clients, Fournisseurs et Trésorerie.

Son champ d'action, outre l'établissement des résultats mensuels, concerne donc essentiellement l'élaboration du Bilan et les opérations fiscales et sociales.

Une réelle expérience doublée d'une forte personnalité et de qualités d'organisateur et d'animateur sont indispensables pour réussir dans ce poste.

SI VOUS ETES INTERESSE PAR CE POSTE DE HAUT NIVEAU, adresser un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 573 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

directeur commercial

Supports publicitaires **160.000 F+**

Notre Entreprise fabrique et commercialise des supports publicitaires ; notre clientèle, composée d'entreprises industrielles et commerciales, est visitée par une force de vente de 70 représentants.

Nous souhaitons recruter un Directeur Commercial et lui confier la direction de la force de vente, la définition des stratégies marketing et en particulier la recherche et le développement de nos produits, la fixation des objectifs et des moyens. Son action s'inscrit à l'intérieur d'un budget. Ce collaborateur est appelé à assumer progressivement la Direction Générale de l'entreprise.

Nous confierons ce poste à un candidat ayant une expérience de la direction et de l'animation d'une importante force de vente, capable de s'adapter à des produits où l'esthétique joue un rôle important, et de s'intégrer au milieu de l'édition.

La pratique de l'Anglais est souhaitée.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Si cette proposition vous intéresse nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 52180 M à notre Conseil — 61, boulevard Haussmann 75008 PARIS. — Tél. : 742.58.20.



Chantal Baudron. s.a.

directeur financier

Un Groupe de Sociétés Immobilières intervenant surtout dans le domaine du Logement Social recherche son Directeur Financier.

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable du montage financier des opérations et du suivi de la trésorerie de chacune d'elles.

Ce poste conviendrait à Diplômé Sciences Po, Sciences Eco, DECS ou équivalent, possédant une bonne expérience financière acquise si possible dans le secteur aidé (HLM, 1 % à la construction...) et désireux d'animer et de diriger un service devant prendre en charge des activités nouvelles.

Les dossiers de candidatures – sous réf. 1943 M à préciser sur l'enveloppe – seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

COMPAGNIE D'ASSURANCES
IMPORTANTE BRANCHE INCENDIE
recherche

directeur département incendie

PARIS **150.000 +**

Principal collaborateur du Directeur du Bureau de Paris, il est Responsable de la souscription incendie, considérée comme un centre de profit. Il *oriente l'action de l'équipe étoffée qu'il dirige vers la réalisation d'objectifs* précis. Techniquement compétent, il fait connaître et respecter normes et procédures. Il représente sa société auprès des assurés, des courtiers et des compagnies.

Le candidat recherché a un diplôme d'Ingénieur ou d'Ecole Supérieure de Commerce. Il s'est préparé à occuper ce poste de Fondé de Pouvoir en acquérant l'expérience de cette branche au sein d'une Compagnie. Il y a franchi les différents échelons qui y conduisent.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et rémunération sous réf. 1017-M à

STRUCTURES
31 Av. de l'Opera, 75001 Paris

IMPORTANTE SOCIETE
DU SECTEUR METALLURGIE
recherche

responsable de formation

dont l'activité consistera à :
- analyser les besoins d'environ 700 salariés,
- bâtir les plans et les programmes correspondants,
- organiser les stages et en animer personnellement certains,
- coordonner sur le plan technique et également sur le plan administratif et financier la politique de toutes les réalisations des différentes usines.

Le (la) *candidat (e) retenu (e) sera par ailleurs* chargé (e) de différentes études dans le domaine du personnel.

Ce poste convient à un (e) diplômé (e) de l'enseignement supérieur avec plusieurs années de pratique dans un poste similaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à no 57582 CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

URGENT
ICAM FRANCE S.A. MONTRES A QUARTZ
CASIO RICOH QUARTZ

en très rapide expansion sur le marché français
recrute

UN(E) REPRÉSENTANT(E) EXCLUSIF(VE)

RÉGION PARISIENNE + PROVINCE A PARTIR DE PARIS

pour visiter notre clientèle de professionnels Horlogers Bijoutiers.

PROFESSIONNEL(LE) OU NON DE CE TYPE DE MARCHÉ, vous êtes en mesure de prouver votre réussite dans la vente. Vous êtes disponible et enthousiaste. *Vous avez un véritable esprit de pionnier allié à une grande rigueur morale.* Vous l'avez deviné : nous sommes très exigeants mais, si vous êtes la personne que nous recherchons, vous nous rejoindrez... avec passion, car c'est avec passion que nous vivons et poursuivons *la construction de notre entreprise.*

Vous serez reçu(e) très rapidement pour un premier entretien confidentiel peu de jours après réception de votre lettre de candidature (manuscrite) accompagnée de CV et prétentions à :

ICAM FRANCE S.A. - Direction des Ventes 10, Rue du Plâtre, 75004 PARIS

L'Ordre des Architectes

Créé par la loi du 3 Janvier 1977, qui confère à l'architecture un caractère d'intérêt public, doit remplir deux missions principales :
- Il participe à la définition légale et réglementaire de la politique architecturale arrêtée par les pouvoirs publics.
- Il veille au respect de ces textes par les architectes et par le public.

Le nouvel Ordre a également pour vocation de contribuer à la promotion de l'architecture et à la démocratisation du cadre de vie : c'est le rôle du «projet pour l'architecture» qu'il a décidé de mettre en œuvre et qui prévoit notamment :
- la création et le développement de services destinés à améliorer l'organisation de la profession et la réponse des architectes à la demande du public.
- la mise en place de services destinés à l'information du public
- la participation à des actions de sensibilisation du public.

Le Conseil National de l'Ordre des Architectes, émanation directe des 26 conseils régionaux dont il assure la coordination, pour répondre à ces objectifs et remplir ces missions a décidé de s'attacher de nouveaux collaborateurs :

Directeur du cabinet (réf. 1985)

Collaborateur direct du Président, il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil National et du bureau. Il assure la liaison entre le bureau, les membres du Conseil National et les Conseils Régionaux. Il suit les affaires en cours, assiste le Président et les Membres du bureau et peut être amené à les représenter auprès de l'administration et des organisations professionnelles concernées par l'environnement et le cadre de vie.
Généraliste, de formation supérieure (ENA, Droit, Sciences Po.....) il a déjà eu a conduire dans des organismes publics ou dans des sociétés privées des missions comportant d'importantes délégationsde responsabilités. Une culture architecturale serait appréciée, une connaissance certaine des problèmes du cadre de vie est indispensable.

Deux conseillers techniques:

• Un responsable du «projet pour l'architecture» (réf. 4986)

Responsable de la réalisation technique des actions décidées par l'Ordre dans le cadre du «projet pour l'architecture», il sera essentiellement organisateur et coordinateur. Architecte de formation, ou généraliste ayant une bonne culture architecturale il sera sensibilisé à tous les problèmes du cadre de vie.

• Un responsable de formation (réf. 4988)

Responsable de la mise en œuvre de la politique décidée par la délégation nationale de l'Ordre à la promotion continue, il organisera et suivra les actions engagées par les régions. Spécialiste de la formation permanente, il aura une culture architecturale et une connaissance des milieux de la profession.

Redacteur de séances (réf. 4991)

Assistant à toutes les réunions du Conseil, aux commissions et groupes de travail, il mettra en forme et rédigera les comptes-rendus de séances destinés à une diffusion interne et au Ministère de tutelle.
Ce poste nécessite une aptitude à prendre en note de façon rapide et précise, un bon esprit de synthèse, une bonne clarté d'expression et une excellente aptitude à rédiger.

Secrétaire du président de l'Ordre (réf. 4992)

Assitante de haut niveau, cette collaboratrice aura d'excellentes qualités de contact, d'initiative, et une grande vivacité d'esprit. Ponctuelle, organisée et disponible elle maitrisera parfaitement la sténo. La pratique de l'anglais serait appréciée.

Chargé de relations publiques (réf. 4987)

Au sein du service d'information et de relations publiques de l'Ordre, il sera responsable de la promotion du «projet pour l'architecture». Il participera à l'organisation d'actions destinées à la profession et au public, qu'il saura mettre en valeur auprès des média. Une bonne connaissance des problèmes de l'édition et des actions promotionnelles sont souhaitées

Directeur administratif et financier (réf. 3989)

Gestionnaire expérimenté, il dirige les services du Conseil National et assiste le Conseil pour la mise en place et le suivi du budget. Il est, en outre chargé de la gestion du personnel permanent attaché au Conseil National (env. 40 personnes). Auprès des 26 Conseils Régionaux, il répercute les décisions budgétaires du Conseil, coordonne le règlement des cotisations, les procédures administratives, le respect des obligations légales et juridiques.
Une expérience d'une telle direction dans un organisme public ou para-public serait une excellente préparation à de telles responsabilités.

Responsable du service concours (réf. 3993)

Le développement des mises en compétition lié à l'application du décret sur l'ingénierie et la préparation en cours d'une réglementation destinée à moraliser ces consultations, ont amené l'Ordre à créer un service spécialisé : le responsable de ce service, architecte de formation ou généraliste avec une bonne culture architecturale examinera les règlements des concours soumis par les régions à l'avis du Conseil National. Il assistera les responsables élus dans leurs démarches auprès de l'administration et des maitres d'ouvrages. Ce poste nécessite une large expérience administrative et juridique.

Responsable documentation et édition (réf. 3990)

Dans le cadre du projet pour l'architecture, l'Ordre a décidé la création d'un service de documentation professionnelle, administrative et architecturale, et d'éditer un catalogue des œuvres contemporaines françaises et des plaquettes sur l'architecture. Le responsable de ce service chargé notamment de mettre en place une véritable banque de données pour les architectes aura une large expérience des problèmes de documentation et d'édition, et des connaissances en informatique et télématique.

Les Consultants de BERNARD JULHIET PSYCOM conduisant ces recherches garantissent le secret absolu des candidatures et une large information sur les postes à pourvoir. Ils vous remercient d'adresser vos dossiers en précisant bien la référence choisie, au 1 rue de Berri 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Directeur des ventes

FILIALE FRANÇAISE DE COMMERCIALISATION *d'un groupe international de grande renommée (branche éclairage)* recherche son Directeur des Ventes. Directement rattaché *au Directeur Général*, le titulaire du poste aura à animer et dynamiser une équipe de ventes répartie sur toute la France.

Ce poste conviendrait à candidat ESC ou équivalent ayant acquis l'expérience d'une direction de réseau de vente. La connaissance de la clientèle bâtiment et la commercialisation par grossistes, installateurs et prescripteurs serait appréciée.
Poste intéressant et évolutif dans société performante et en expansion.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Lieu de travail Paris.

Ecrire sous référ. SH 534 CM.

4 rue Massenet 75016 Paris



INGÉNIEUR COMMERCIAL
130 - 150.000 F.

Bureautique
Paris

Une Société, filiale d'une importante SSCI, et spécialisée dans la distribution de matériels de bureautique et péribureautique (lecture optique, traitement de texte...) recherche un *INGENIEUR COMMERCIAL*. Sous l'autorité du Directeur Général, il prospectera une clientèle pouvant être intéressée par ces matériels afin de développer les ventes et attaindre les objectifs fixés.

Il négociera les contrats de maintenance. Il participera à l'élaboration de la politique marketing adaptée aux produits et aux marchés (choix des médias, articles, expositions...).

Le candidat retenu, âgé d'au moins 28 ans, de formation type ESC, possèdera plusieurs années d'expérience de la vente de matériels électroniques ou informatiques. La rémunération mentionnée comportera un fixe plus un intéressement. Ecrire sous réf. 350/M à

G. R. H. Conseils
3, av. de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Société de distribution de matériels électroniques en pleine expansion, recherche pour la proche banlieue de PARIS un

adjoint au directeur financier

130/150.000 F

Il supervisera la mise en place de la comptabilité analytique par agence et en assurera le contrôle.

Il interviendra dans l'analyse, la préparation de plannings, budgets...

Une expérience de plusieurs années dans un cabinet d'audit international constitue le meilleur atout pour ce poste très varié et très évolutif.

Connaissances informatiques souhaitées.
Anglais courant indispensable.

Envoyer CV sous référence 8553 à Média System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Discrétion absolue.

média-system

ingénieurs informaticiens

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une nouvelle phase de son plan "Informatique Interne", CII-Honeywell Bull recherche

ingénieurs informaticiens grandes écoles

possédant une expérience en Informatique de Gestion.

Ils seront chargés de développer de nouveaux outils de gestion, *notamment en téléinformatique, au sein de petites équipes* dynamiques travaillant au niveau d'un projet.

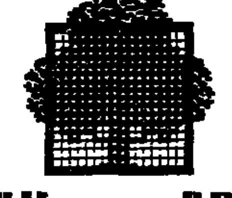
Grand éventail d'emplois offrant une réelle possibilité de carrière.

Formations complémentaires envisageables.

Lieu de travail : *GAMBETTA*.

Avantages sociaux.
Restaurant d'Entreprise.

Envoyer c.v., photo et prétentions à :
Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel Siège
1 G 017 C - YN
94, av. Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20.



Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

BECKMAN INSTRUMENTS FRANCE

recherche

technico-commerciaux expérimentés

Région Parisienne et Rhône/Alpes

pour promotion et vente d'une nouvelle gamme de réactifs.
FORMATION BIOCHIMISTE et bonne connaissance du laboratoire de Biologie clinique.

Adresser c.v. et prétentions sous pli confidentiel (réf. 5096) à BECKMAN - Service du Personnel 52/54 Chemin des Bourdons - 93220 Gagny.

BECKMAN®

Importante Société Pétrolière

recherche

JEUNES INGÉNIEURS THERMICIENS DIPLOMÉS

Libérés obligations militaires

Spécialistes des problèmes de chauffage et économie d'énergie. Poste en résidence PARIS avec nombreux déplacements en Province pour contacts différents niveaux.

Envoyer C.V. et photo à n° 57.446, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra. 75040 PARIS Cedex 01.

Société industrielle, ayant forte position européenne sur notre marché, nous faisons partie d'un des tout premiers groupes de l'industrie française, nous recherchons :

- Pour notre Service ETUDES

2 Ingénieurs électroniciens

Diplômés d'une Grande Ecole, ayant une expérience d'au moins 3 ans dans la conception de matériels impliquant techniques diverses.
Intégrés à notre B.E., ils seront responsables de l'étude et du développement industriel de matériels précis (de fabrications répétitives, moyenne série) et piloteront l'activité de techniciens pluridisciplinaires.
L'un des postes requiert des connaissances en électronique logique et analogique et de bonnes connaissances de base permettant une évolution vers les microprocesseurs.
L'autre poste implique de bonnes connaissances en calculateurs, interfaces et microprocesseurs.
Réf. 71550/M

- Pour notre Service LOGICIEL

2 Ingénieurs analystes

Diplômés d'une Grande Ecole ou universitaires, ils participeront à des projets informatiques « temps réel » : analyse, programmation, mise au point sur matériel.
Ces postes peuvent convenir à des débutants, ou à des ingénieurs ayant de 1 à 2 ans d'expérience. Ils impliquent de larges possibilités d'évolution de carrière.

Sont appréciées pour ces 2 postes : des facilités de contacts avec l'extérieur et la connaissance de l'anglais.
Réf. 71551/M

Lieu de travail, proche banlieue parisienne.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence choisie, à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, Munich, New York, Sao Paulo.

Membre du SYNTEC

ERIA ECA AUTOMATION

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEILS EN INFORMATIQUE
(380 personnes, C.A. 65 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à ERIA ECA AUTOMATION
Service du Personnel
315 Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

Publicités Réunies

Schlumberger

dans le domaine de la

MESURE ET REGULATION

maintient sa position avancée grâce à une technicité ouverte à l'innovation.

Vous êtes

DIPLOME EN ELECTRONIQUE

GRANDES ECOLES ou UNIVERSITES

débutant ou première expérience, soucieux de valoriser votre potentiel technique.

Les différentes sociétés du Groupe vous offrent de nombreux postes en

.RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
.COMMERCIALISATION DES PRODUITS

Votre intégration à une équipe opérationnelle vous permettra de prendre des responsabilités immédiates. Elle favorisera d'autre part l'élargissement de vos connaissances, ainsi qu'un développement de carrière à la mesure de vos compétences.

La pratique de l'anglais est un avantage.

Adressez-nous votre CV et, dans votre lettre de candidature, vous insisterez sur vos motivations. Et vos ambitions.
Jean - Louis HERR, Direction du Personnel, BP 56 - 92123 MONTROUGE CEDEX.

Honeywell
Directeur de division

La Société, spécialisée dans la Régulation et l'Automation, recherche le nouveau Directeur de sa Division «Régulation de chauffage» dont les produits sont vendus soit aux distributeurs, soit aux constructeurs.

Il est responsable d'un «Centre de Profit» devant sa Direction Générale, c'est-à-dire que dans le cadre d'un budget précis il détermine les moyens financiers, techniques, commerciaux et humains nécessaires pour l'atteinte des objectifs préalablement fixés (en termes de chiffre d'affaires et de bénéfices).

C'est un «patron» qui en relation avec les services centraux comme avec la Direction européenne conçoit, anime, gère et coordonne les activités de sa Division.

Pour ce poste important, il nous faut un diplômé d'enseignement supérieur (Technique ou Commercial) ayant vécu une expérience d'animation et de gestion d'une équipe de vente de produits industriels par réseau indirect.

Il a pratiqué la multinationale anglosaxonne et donc en connait les usages et possède une bonne maîtrise de la langue anglaise.

La rémunération est de l'ordre de 180 000F/an.
Lieu de travail : BOIS D'ARCY (78)

SOURCES

SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui adresser leur candidature sous référence DD 513 M.

SEFOP 11, rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

INGENIEUR
chef de service industrialisation

Mécanique fine et Electromécanique.
AM — ECP — ICAM — ENSMM

Proche banlieue Ouest de Paris.

Nous sommes une importante société électronique dont la partie mécanique de nos produits est d'une haute précision.
Nous recherchons un ingénieur de formation pour lui confier la responsabilité du service industrialisation. Son expérience industrielle sera de l'ordre de 4 à 5 ans, de préférence en méthodes ou bien en étude de conception.
Pour réussir, il faut avoir une bonne connaissance des possibilités des machines-outils et une solide compétence en mécanique de précision.
Dans notre Groupe, il n'y a pas de problème d'évolution de carrière, elle est fonction de la réussite de la personne.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 7227 à :

OP organisation et publicité — 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANSMETTRA

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE PARIS
Pour son Centre de recherches

jeune ingenieur
CHIMIE MINERALE

Il participera, au sein d'une équipe, aux travaux de mise au point et de tests sur les produits adsorbants, ainsi qu'aux essais en usine.

- Diplômé ESPCI - ENSCP - ENSIC ou équivalent.
- Allemand et anglais nécessaires.

Adresser dossier de candidature précisant rémunération souhaitée à No 56024
CONTESSE PUBLICITE 20 av. de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Importante société d'ingénierie Banlieue Sud recherche pour son département informatique INGENIEURS GRANDES ECOLES débutants ou 1 à 2 ans d'expérience :

1) Pour les applications internes de la société : après formation pratique pendant 6 à 9 mois aux applications, matérielles et logicielles actuellement opérationnelles dans la société, ils seront affectés à des développements nouveaux de télétraitement et bureautique, dans tous les domaines de gestion des activités de la société.

2) Pour l'étude et la mise en place des systèmes informatiques pour des clients en France et à l'étranger : formation pratique sur les projets en cours, (informatique technique et informatique de gestion), puis prise en charge de nouveaux projets.

Mobilité et anglais indispensables. Les qualités nécessaires sont le sens des responsabilités, une grande aptitude à la communication et à la compréhension des problèmes des utilisateurs dans une société aux activités très diversifiées.

Première expérience informatique souhaitée mais non indispensable.
Larges possibilités d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 3030 à : rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS.

rscg carrières

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL :

Un audit senior pour les filiales en Europe

C'est une évolution intéressante pour un auditeur qui a déjà 4 à 5 ans d'expérience pratique dans le métier soit en entreprise industrielle, soit en cabinet spécialisé pour le compte d'importantes sociétés.
De formation supérieure (une compétence d'ingénieur est un atout supplémentaire), familiarisé avec les techniques comptables et financières (DECS minimum), il couvrira la filiale française (plus de 5000 personnes), et aura d'importantes missions dans les autres unités de production en Allemagne et en Italie.
Basé à Paris, il effectuera des déplacements courts mais fréquents, (environ un tiers de son temps). Il parle donc anglais si possible une seconde langue. Capable d'utiliser et de développer des techniques informatiques et statistiques comme outil d'audit, il reporte à la direction audit Europe, à laquelle il propose toutes améliorations des procédures et systèmes de gestion. Avec l'aide d'un audit «junior».
A terme, il pourra s'orienter soit vers une carrière opérationnelle française, soit vers l'audit international.
Adresser CV détaillé, photo et prétentions à : rscg carrières - 64, rue la Boëtie - 75008 PARIS sous référence 3035.

rscg carrières

INFORMATICIENS...
les microprocesseurs envahissent le marché

Ils sont maintenant présents dans les automobiles, les distributeurs de billets... A vous informaticiens, ils permettent de travailler de manière réellement autonome sans les contraintes bien connues d'accès et d'exploitation. Grâce à eux, vous êtes, en effet, responsables de la totalité de votre réalisation et pas uniquement, comme souvent, d'une partie de projet.

C'EST L'INFORMATIQUE DE DEMAIN. Si vous croyez à ces nouvelles techniques, venez rejoindre nos équipes d'ingénieurs. Ils représentent 70 % de notre effectif qui est spécialisé dans les études et la réalisation de logiciel.

C'EST VOTRE AVENIR, car le marché du logiciel qui utilise actuellement les microprocesseurs (la puissance des futurs sera encore plus importante) est voué à un développement constant.

Ecrire à Yves-Michel Duval - CAP SOGETI LOGICIEL, 5, rue Louis-Lejeune - 92128 MONTROUGE CEDEX.

CAP SOGETI LOGICIEL

Division Informatique et Ingénierie

PREMIERE SOCIETE FRANÇAISE DANS LE DOMAINE DE L'ENREGISTREMENT DE LABORATOIRE

NOUS SOMMES 130

Pour développer nos nouveaux produits, nous recherchons :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

— ESE, ISEP, ISEN, INSA ou niveau équivalent.
— Débutant ou quelques années d'expérience.
— Bonnes connaissances microprocesseurs.
— Notions analogiques souhaitées.

(Référence I).

TECHNICIEN SUPERIEUR

Connaissant l'électronique pour rédiger et suivre les manuels techniques d'utilisation et de maintenance des appareils de mesure.

(Référence II).

AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN

I.U.T. ou niveau équivalent, débutant ou quelques années d'expérience techniques numériques et analogiques.

(Référence (III).

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence à

SEFRAM 74, rue de la Fédération 75015 PARIS



secrétaire général – 130 000 F/an +

Nous sommes la filiale française d'un groupe de sociétés exerçant leur activité au Moyen-Orient (second-œuvre du bâtiment - C.A. total : 200 MF). A Paris, nous traitons environ 50 MF d'achats de matériel électrique, étudions des projets, encaissons, réglons et fournissons aux filiales et aux chantiers les éléments de leur comptabilité. Notre équipe comprend une trentaine de collaborateurs.

Nous cherchons pour animer et coordonner l'ensemble des services parisiens et contrôler l'avancement des affaires (tenue des dossiers, respect des délais, des procédures, etc.) un secrétaire général d'au moins 35 ans, ayant l'expérience du commerce international, des qualités d'organisateur et de négociateur. La connaissance de l'anglais lu est indispensable.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3811 LM).

ingénieur d'études d'industrialisation

Banlieue Ouest Paris – 100 000 F/an +

Nous fabriquons des appareils de climatisation et des pompes à chaleur de renommée internationale. Nous étoffons notre service études et cherchons un ingénieur chargé d'étudier l'industrialisation de nos produits (conception, méthodes de fabrication). *Il travaille bien sûr en étroite collaboration avec l'ingénieur qui les conçoit.*

Ingénieur de formation, son expérience directement liée à la production (méthodes par exemple) *est acquise dans une branche similaire ou proche* (froid, électroménager, chauffage électrique...).

Nous vous proposons de réelles possibilités d'évolution.

Notre consultant, J.M. ROUSSEAU, vous remercie de lui écrire à Lille (*réf. 245 LM*).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
2, RUE G. DE CHATILLON - 59000 LILLE

MEMBRE DE SYNTEC

Nous sommes une des plus importantes sociétés de distribution de livres dans le grand Est Parisien

nous recherchons

UN CADRE RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES COMMANDES EN MAGASIN

Vous avez une formation supérieure et quelques années d'expérience dans l'industrie. Vos acquis professionnels vous ont permis de vous familiariser avec les problèmes de manutention, et vous avez le vécu de la gestion de commandes importantes en nombre. Vous dirigez déjà un service important avec du personnel féminin. Vous prendrez la responsabilité des expéditions (100 personnes), et vous serez assisté d'une équipe d'encadrement que vous dirigerez. Votre mission consistera à gérer les commandes de la préparation jusqu'au transport. Vous serez le responsable de vos moyens — budget, prévisions, effectifs, organisation — et l'interlocuteur des autres services de l'entreprise.

UN DIRECTEUR POUR NOTRE DÉPOT d'AIX-en-PROVENCE (13)

Vous avez une solide expérience dans le domaine de la gestion, tenue des stocks, approvisionnements, le sens du service à la clientèle et le goût des contacts humains.

Une connaissance de l'édition serait appréciée.

Après une brève formation, il vous sera confié la direction de notre dépôt (12 personnes).

Pour ces deux postes, adresser votre *C.V.*, prétentions et photo à P. GASPAR, B.P. 142, 77400 LAGNY.

ANSWARE

Société de Services et Conseils en Informatique de tout premier plan

THOMSON-CSF INFORMATIQUE

recherche dans le cadre de son expansion

POUR SA DIVISION INFORMATIQUE DE GESTION

10 ingénieurs confirmés

(3 à 6 ans d'expérience)

1 ingénieur commercial confirmé

5 ingénieurs débutants

5 analystes-programmeurs

pour le développement d'importants travaux informatiques en FRANCE. (Réf. UI. 164)

POUR SA DIVISION CONSEIL

ingénieurs grandes écoles

minimum 2 ans d'expérience pour des missions de haut niveau :
- élaboration de schémas directeurs d'informatisation et de plans informatiques,
- conduite d'études d'opportunité,
- intervention sur des processus administratifs et industriels.

(Réf. UI. 174)

POUR SA DIVISION LOGICIEL INDUSTRIEL

ingénieurs débutants

Formation assurée sur mini-ordinateurs. (Réf. UI. 184)

Rémunération motivante,
Avantages sociaux,
Possibilités d'absence pour les congés 80,
Et surtout de réelles opportunités de carrière.

Envoyer votre C.V. détaillé, photo, prétentions et délai de disponibilité *en précisant* bien la référence du poste correspondant à

ANSWARE 135, rue de la Pompe - 75116 Paris.

Filiale commerciale de l'un des groupes industriels français les plus renommés, notre principal atout dans notre développement très rapide est la valeur des hommes et des femmes qui constituent notre équipe.

Nous recherchons notre

Responsable des Ressources Humaines

Parmi les priorités de son action : le recrutement, la formation, le suivi des compétences, l'information.

Nous sommes prêts à accueillir un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant une première expérience de 3 ans minimum de la fonction personnel, dynamique et positif.

La pratique de langues étrangères (anglais - espagnol ou allemand) est un avantage : notre réseau commercial s'étend sur toute l'Europe. Corollaire : la disponibilité pour des voyages fréquents mais de courte durée.

Le responsable aura l'appui de toute notre structure pour s'intégrer. C'est une excellente opportunité de carrière.

Prenez contact en écrivant à
M. Philippe VAILLANT - 17, rue des Grimettes
92190 MEUDON
(joindre photo et indiquer rémunération actuelle)

MESURES REGULATION AUTOMATISME
Une revue de la C.F.I.E.
recherche

INGÉNIEUR

ou équivalent

pour poste REDACTEUR TECHNIQUE

Ce collaborateur, de formation supérieure en *électronique et électromécanique* devra avoir une bonne connaissance des langues française et anglaise, des notions en micro-électronique et en informatique.

Expérience industrielle et langue allemande appréciées.

Envoyer curr. vitae, photo et prétentions à :

C.F.I.E. Direction du Personnel, 40, rue du Colisée, 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE
en constante progression
(8 000 personnes - 20 filiales à l'étranger)
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE qui établit le bilan, les diverses déclarations fiscales et contrôle les données comptables.

Cette offre concerne un jeune spécialiste de formation BTS comptabilité et gestion ou certificats du DECS, possédant les CAPACITES A ANIMER UNE EQUIPE.

Sa fonction lui permettra de confirmer une première expérience de 3 à 5 ans acquise dans une importante entreprise industrielle dôtée de moyens informatiques.

Lieu de travail : proche banlieue Sud-Est (métro)

Adresser lettre de candidature sous réf. 5099 à AXIAL Publicité - 91, Fg Saint-Honoré - 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
recherche pour filiale BATIMENT Paris

CONTROLEUR DE GESTION

Une expérience de 5 ans environ acquise au sein d'une entreprise de Bâtiment et Travaux Publics serait appréciée.

La réussite à ce poste nécessite des qualités de dynamisme et de travail en équipe.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence 7 289 à

OP organisation et publicité
2, RUE DE MARENGO, 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

PARFUMS ROCHAS

recherchent
pour le service Contrôle de Gestion

UN CADRE

chargé des relations avec les filiales.

Les candidats devront avoir :
- une formation supérieure du type Ecoles de Commerce ou de Gestion,
- une expérience de 3 à 5 ans en Contrôle de Gestion,
- une bonne maîtrise de l'anglais,
- des qualités de communication et de contact et goût du travail en équipe.

Envoyer CV prétentions au
Service du Personnel
33 rue François 1er - 75008 PARIS

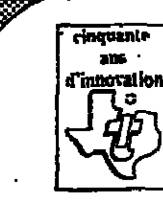
IMPORTANT GROUPE EUROPEEN
SECTEUR RESTAURATION-TOURISME
recherche
pour son département informatique IBM 370/138
DOS/VS-CICS
(courant 1980 : 2 X IBM 4341 + réseau 8100)

PROGRAMMEUR SYSTÈME

- Expérience 2 à 3 ans.
- Possibilité d'évolution vers la responsabilité complète du système pour un candidat de valeur.

Lieu de travail PARIS SAINT-LAZARE.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. n° 46.716 à J.R.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS, qui transmettra.



TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

recrute pour PARIS-SUD
un JEUNE CADRE

comme

assistant crédit manager

VOUS :
- serez initiés (ées) à nos méthodes de contrôle financier
- serez chargés(ées) de la gestion de notre équipe de recouvrement de Paris
- fixerez les lignes de crédit des clients de votre secteur
- participerez à la négociation des conditions financières des contrats de vente
- *définirez les objectifs* et les plans de votre service et présenterez vos résultats chaque mois à la Direction financière basée à Nice.

Formation souhaitée : *Ecole supérieure de Commerce ou* formation économique universitaire avec de bonnes connaissances comptables et informatiques.

Expérience : 2 à 3 ans dans ce domaine
si possible dans une entreprise multinationale une banque ou un service juridique
connaissance de l'anglais indispensable.

Excellente possibilité de carrière pour candidat à fort potentiel.

Pour faire acte de candidature, envoyez C.V., photo et *prétentions, date de disponibilité*
sous référence CORT/0580/37
Madame LEGUET - T.I.F. - BP No 5
06270 VILLENEUVE-LOUBET

Important distributeur de matériaux second-œuvre (aménagement et décoration intérieure) recherche

jeune diplômé

(ESC ou équivalent)

afin de lui confier la responsabilité des études relatives aux implantations des nouveaux centres de distribution prévus dans le cadre du développement de l'entreprise (5 magasins existent déjà) : études, marketing, analyse de la concurrence, recherche des meilleures implantations etc. . . Parallèlement à ces missions, le nouveau collaborateur sera chargé de diverses tâches de gestion (services généraux, entretien des magasins existants) et de coordination entre les différentes unités de distribution.

Ce poste offre une réelle opportunité de carrière à tout candidat performant.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence 739 F sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Un promoteur immobilier de bon renom (siège à Paris) cherche

un juriste

pour prendre en charge les contrats d'entreprises, le pré-contentieux, les assurances, les relations avec les experts et les avocats.

A 30 ans au moins, licencié en droit, il a fait sa carrière de préférence dans une entreprise de bâtiment. Il connaît assez la technique pour *intervenir en expertise et son expérience lui permet de choisir les termes* d'un contrat et la conduite à tenir au contentieux.

Notre consultant, J.E. LEYMARIE, vous remercie de lui écrire (réf. 3814 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES ET ADMINISTRATIFS

PARIS — 120.000 +

La filiale d'un important groupe français spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement recherche le Directeur de ses services comptables et administratifs.

Sous l'autorité du Directeur général, il sera chargé de la comptabilité générale jusqu'au bilan, de l'établissement des budgets dont il suivra la réalisation et de la gestion de la trésorerie. Il développera le contrôle de gestion et exercera la fonction de correspondant informatique avec le groupe.

Le candidat retenu, titulaire du DECS et si possible ayant une formation commerciale de base, devra avoir une expérience pratique de la comptabilité et aura exercé une fonction de commandement.

Ecrire sous référence 142 M à AL CONSEIL, 24, rue Murillo, 75008 PARIS, qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Une Agence de Publicité à vocation internationale sent le besoin d'intégrer à son Département Publicité de l'Emploi à Paris

UN CONSULTANT ou RESPONSABLE DU RECRUTEMENT

pour en faire un interlocuteur (spécialiste, conseiller, parfois porte-parole) auprès de ses clients (services de personnel des grandes entreprises) concernant leurs recherches de cadres et prospection du marché de l'emploi. Pour ce poste à vocation commerciale, nous souhaitons une formation, au moins partielle, de psychologue, une expérience pratique du recrutement, des qualités de contact et d'innovation.

Écrire à Brigitte PRISSARD, elle-même psychologue et consultant,



plein emploi
10, rue du Mail - Paris 2e.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi



COMSIP ENTREPRISE

JEUNES INGENIEURS SYSTEMES

Nous sommes un des plus importants groupes français de dimension internationale et nous assurons la totalité des prestations pour la mise en service d'ensembles et de sous-ensembles de systèmes en électrotechnique, automatique et informatique appliqués à l'industrie.

Pour faire face à notre développement et en fonction de l'évolution des technologies, nos équipes systèmes renforcent leurs potentiels de spécialistes.

Les titulaires, d'après leurs aptitudes et leurs souhaits pourront s'intégrer dans des équipes projets ou être détachés en France ou à l'étranger pour des missions de longues durées.

Nous souhaitons rencontrer des Ingénieurs débutants ou ayant une première expérience en informatique industrielle temps réel.

Ce recrutement s'inscrivant dans une perspective globale, d'importantes opportunités de carrière existent pour des candidats faisant preuve d'esprit d'entreprise.

Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel, sous référence M 10211 J1, à

egor promotion
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

Groupe Industriel solidement implanté sur le marché français, nous recherchons plusieurs

JEUNES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Diplômés d'un IUT ou de formation équivalente vous avez lors de vos stages ou dans le cadre d'un premier emploi participé à la programmation ou à l'analyse organique d'applications de gestion.
Nous vous proposons de venir rejoindre l'un de nos groupes d'étude au sein d'un service structuré et important. Votre rôle sera d'apporter une part active au développement d'un projet concernant un domaine précis de l'entreprise : gestion commerciale, financière, du personnel ou gestion de production et des pièces détachées.
Le mode de fonctionnement de nos équipes permet à chacun d'être autonome et responsable des tâches dont il a la charge.
Notre environnement informatique (matériel IBM, important réseau de télétraitement) requiert des connaissances, même théoriques, de COBOL ou assembleur sous DOS/VSE - DL1, CICS et ADABAS peuvent constituer des atouts supplémentaires.
L'analyse fonctionnelle des problèmes de gestion, les contacts établis avec les utilisateurs dans le cadre des projets à développer seront pour les candidats l'occasion d'appréhender, voire de choisir leur domaine d'évolution future.
Merci d'adresser votre candidature sous réf. V 11 à notre conseil.

INFRAPLAN Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75012 Paris
MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

La Société Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux Publics
recherche pour son

département informatique
jeunes ingénieurs

passionnés par la programmation, possédant une première expérience en Assembleur et désireux d'orienter leur carrière vers

le système

Une très sérieuse formation complémentaire est prévue pour permettre aux candidats retenus d'aborder, puis de dominer les grands systèmes,

IBM 3032 sous MVS et IMS (DB - DC)

Adresser C.V., photo et prétentions à Madame Viard, S. M. A. B. T. P., 114 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

---

responsable organisation
et Informatique

Filiale d'un Groupe Industriel important, notre Société (750 personnes, 100 millions de F C.A.) possède une implantation régionale conséquente.
Notre informatique est sous-traitée à un prestataire de services. Nous souhaitons recruter un Ingénieur âgé de 35 ans environ capable :
- d'élaborer un nouveau plan Directeur, après diagnostic du système actuel,
- d'implanter et de faire fonctionner le nouveau système.

Rompu aux techniques d'organisation, le candidat devra avoir une expérience de conduite de projet informatique.

Poste laissant place à une large autonomie.

Adressez C.V., photo et salaire actuel sous la référence 22.06/RI/249 à ADEQUATION, 62-64, avenue Emile Zola - 75015 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

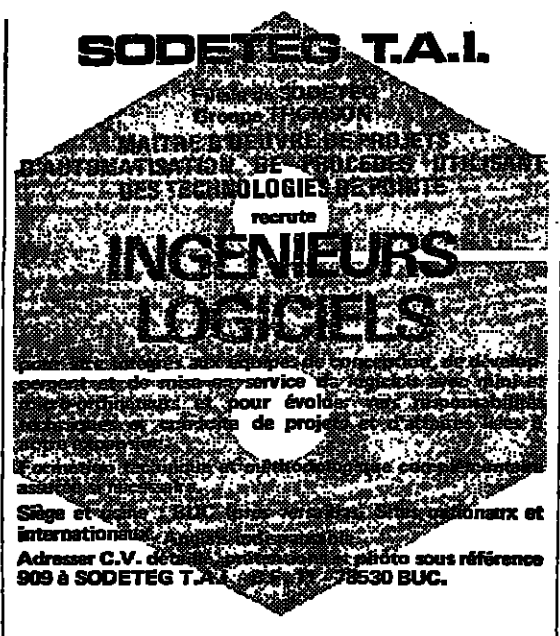
IMPORTANTE SOCIETE 17e
recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

SERVICE JURIDIQUE

Connaissant bien droit des sociétés, tenue registres sociaux.
Minimum 4 ans d'expérience chez cabinet juridique.

Envoyer CV, photo, prétentions sous No 7594 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra



---

afnor
Association Française de Normalisation

recherche pour sa
DIVISION CHIMIE
AUX TECHNIQUES AGRICOLES

INGENIEUR AGRONOME

En contact permanent avec les professionnels, il assumera la responsabilité, au plan technique, administratif et rédactionnel des dossiers d'élaboration des normes françaises et internationales dans les domaines : méthodes d'essai chimique, physique et biologique des antiseptiques, désinfectants et tabacs et des constructions agricoles.

Le poste implique une responsabilité équilibrée et dynamique aussi à l'aise dans les relations humaines que dans le travail administratif et suppose une connaissance correcte de l'anglais écrit et parlé.
Il est à pourvoir rapidement.

Adresser c.v. et photo s/réf. 5036 en précisant la rémunération actuelle à AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe Cedex 07 - 92080 Paris La Défense.

ORGANISME FINANCIER
Quartier Opéra-Chaussée d'Antin
recherche

JURISTE

pour :
- *Contentieux*
- *Mise en place de prises de participation en Capital*
- *Problèmes juridiques liés au montage de dossiers de financement*

Quelques années d'expérience indispensable, si possible dans Société Financière ou Cabinet d'Avocat.
Sens de l'organisation et goût pour les aspects chiffrés.

Envoyer CV, photo et prétentions
à Michèle Dubanton - SODECCO
12 rue Lafayette 75009 Paris

pro/jets

Société de Matériel TP réalisant 70 % de son CA à l'exportation envisage, pour développer son équipe commerciale internationale le recrutement d'un

délégué export
DEBUTANT

Intégré au départ aux diverses fonctions des services marketing et promotion des ventes, il sera amené professionnellement à prendre en charge l'animation et la réalisation des ventes pour plusieurs pays étrangers. Une formation commerciale supérieure et la pratique courante de l'anglais sont indispensables ; la maîtrise d'une seconde langue étrangère vivement souhaitée. Une première expérience de la vente à l'exportation peut constituer un atout supplémentaire.

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence 734 M sur l'enveloppe au :



Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

NOUS QUITTONS LES BORDS DE LA SEINE POUR NOUS INSTALLER AU CŒUR DE PARIS.

Merci de bien vouloir noter notre nouvelle adresse à partir du 21 mai :
83, boulevard Raspail
75006 Paris
(angle Rennes-Raspail)
Téléphone : 548.14.50.

INFRAPLAN
ERNOULT SEARCH
MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

DRAEGER MEDICAL

EQUIPEMENT MEDICAL ALLEMAND
recherche

ingénieur-électronicien
CHEF DU SERVICE TECHNIQUE

Ce poste conviendrait à un homme de 25 ans minimum, ayant quelques années d'expérience et une solide formation en électronique pratique.
Il s'agit d'organiser le SERVICE APRES-VENTE d'un matériel évolué.
Goût du contact, du travail concret et de l'organisation.

- Contacts avec l'usine en Allemagne.
- Notions d'Allemand indispensables.
- Nombreux déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à :
DRAEGER MEDICAL SARL
9, avenue des Trois Peupliers
MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
78190 TRAPPES

Jeune controller à Paris

Groupe international très performant, nous démarrons en France. L'avance technologique des produits que nous mettons sur le marché fait qu'ils sont très favorablement accueillis malgré une conjoncture difficile. Et nos méthodes de marketing nous assurent une grande efficacité. Nous sommes donc bien partis.

Notre équipe est en train de se constituer. A peine une dizaine actuellement, tous jeunes et dynamiques, nous serons une vingtaine à la fin de l'année. Avec vous, notre «controller». Dès maintenant.

Le «control» chez nous recouvre comptabilité, audit et gestion. Une fonction-clé pour la société, rattachée à la direction générale et en contact avec le groupe. C'est dire qu'en plus de compétences comptables confirmées, il faut une approche de généraliste par rapport aux problèmes d'administration de l'entreprise, des qualités mêlées de rigueur et de souplesse et une bonne pratique de l'anglais. Nous avons confié aux conseils du cabinet de recrutement SIRCA le soin de nous présenter votre candidature. Écrivez-leur rapidement sous référence 801407 M.



Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET DE CONSEILS EN INFORMATIQUE. I.E. MINISYS conçoit et réalise des systèmes de gestion sur mini-ordinateurs.
Ce secteur connait une expansion rapide et nos objectifs sont ambitieux et réalistes.
Nous souhaitons recruter des hommes et des femmes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

débutants, pas nécessairement formés à l'informatique.
Après une session de formation (initiation – langages – apprentissage sur minis ...), ils seront intégrés à une équipe entraînée, constituée de jeunes ingénieurs de leur niveau, et intervenant chez nos clients (PME et grandes entreprises).
La diversité des problèmes qu'ils auront à résoudre et la possibilité offerte par notre activité d'en assumer l'entière responsabilité leur permettront d'acquérir rapidement des compétences élevées.
Les candidatures, accompagnées d'un CV. et d'une photo sont à adresser, sous réf. 459, à

GROUPE
I.E. MINISYS S.A.,
Service Recrutement, 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

Spécialiste en formation

- Si vous avez une expérience en formation, ou dans l'enseignement, ou en psychologie du comportement, vous êtes sans doute qualifié pour faire partie de notre équipe,
- et si vous êtes susceptible d'animer des séances de formation en anglais, français et/ou allemand,
- nous ferons de vous un expert capable de créer et d'appliquer des programmes de formation dans l'industrie.
- Nos programmes sont conçus pour couvrir tous les aspects relatifs à la formation comprenant le management, la supervision et les aptitudes spécifiques des employés.
- Le salaire évoluera automatiquement. Les candidats les plus dynamiques trouveront là une possibilité de promotion rapide et de rémunération élevée.
- Pas de changement de résidence demandé aux candidats retenus.
- Prévoir déplacements hebdomadaires avec retour chaque week-end.

Adresser curriculum vitae, expérience et rémunération en ANGLAIS, sous la référence 1223 M à :

PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 PARIS
(qui transmettra)

Société Française Internationale
(C.A. 3,2 milliards de Francs)
recrute

des techniciens comptables
(B.T.S. ou D.U.T. comptabilité)

- expérience professionnelle souhaitée ;
- mobilité des candidats pour missions outre-mer indispensable pour certains postes.

Les candidats devront :
- avoir le goût des responsabilités ;
- être libérés des obligations nationales ;
- avoir de bonnes connaissances d'anglais.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence NABIS sur l'enveloppe à



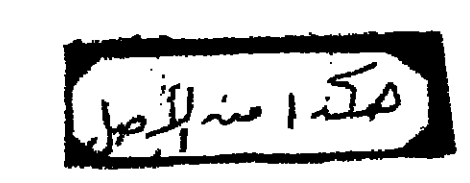
Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

La SICOMI d'un important Etablissement Financier
recherche

Responsable du Service Gestion Immobilière

Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans, assurera la responsabilité d'un service de 6 personnes chargé de la gestion d'un patrimoine d'immeubles à usage industriel et commercial.
Il aura en charge tous les aspects juridiques, fiscaux, financiers et contentieux des dossiers traités.
Il assurera les relations avec les clients, les administrations et les différents intervenants.
Il traitera également tous les aspects particuliers concernant les modifications de conditions, les changements de location, etc ...
Une solide formation juridique et financière ainsi qu'une expérience confirmée de la gestion immobilière dans le domaine industriel et commercial sont exigées.
Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8900 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra





ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

ÉTUDIANTS

Vous recherchez un job intéressant pendant vos vacances
Nous vous offrons la possibilité de devenir

RESPONSABLE DE LA GESTION D'UN LIBRE SERVICE ALIMENTATION

Conditions :
- être majeur.
- être disponible 7 à 8 semaines durant la période du 15 Juin au 15 Septembre.

Ecrivez-nous dès maintenant en joignant C.V. et photo
VINIPRIX
58 A, rue du Dessous-des-Berges
75013 PARIS

bleu

IMPORTANTE SOCIETE PARISIENNE DE PRESTATIONS DE SERVICES
recherche

INGÉNIEUR

spécialisé en

brevets électroniques

— Poste stable ;
— Très bonne rémunération ;
— Bonnes connaissances anglais indispensables ;
— Connaissances allemand souhaitables.

Discrétion assurée.

Adresser lettre manuscrite, accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant derniers émoluments perçus, sous référence 7.291 à



TELEX P.A.

AGENCE DE PUBLICITÉ
(en pleine expansion)

SPÉCIALISÉE DANS LES PETITES ANNONCES

recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE COMMERCIAL
HF

PROFIL : Le poste conviendrait à un candidat ayant un tempéramment de vendeur. Il aura au minimum 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine des P.A. Il sera âgé d'environ 30 ans.

ACTIVITÉS : Patron du service, il aura pour mission le développement du C.A. de l'Agence, il prendra selon sa performance et dans un proche avenir la responsabilité des bureaux de province.

Adresser obligatoirement C.V. détaillé, photo et prétentions à *TELEX P.A., 34, bd Haussmann – 75009 Paris sous réf. G.P.S.*

EXPORTATEUR DE GRANDS ENSEMBLES INDUSTRIELS
membre d'un groupe Européen
recherche pour son siège à Paris un :

RESPONSABLE FINANCIER

Qui aura comme tâches principales :
- Gestion financière de projets d'ensembles industriels avec financements multinationaux.
- Relations avec banques et fonds monétaires internationaux.
- Relations avec les autorités européennes et assureurs-crédit (DREE, COFACE, etc.)

Nous demandons aux candidats les qualifications suivantes :
- *Formation supérieure.*
- Expérience situation similaire 5 à 6 ans minimum.
- Expérience dans la négociation de contrats de crédit long terme, y inclus fonds publics et montage de crédits euro-dollars.
- Expérience d'études de rentabilité.
- *Bonne connaissance* de la langue Anglaise, Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous référence 92805 M à BLEU Publicité 41, Avenue du Château - 94300 VINCENNES (réponse rapide et discrétion assurées)

Gagner de l'argent à ne rien faire.
Commander les autres en frônant les mécaniques.
Intellectualiser les problèmes pour éviter d'agir.
Juger sans compétence.
Discuter sans savoir.
Contester sans objet.

Vous y croyez vraiment?

OUI ?
Gagner du temps et de l'argent en évitant de nous écrire !

NON ?
Peut-être pourrons-nous nous entendre.

Notre projet est prosaïque :

Nous travaillons beaucoup. La vanité de la fonction, de l'éducation ou de la formation nous est étrangère. Nous menons de pair réflexion et action. Nous raisonnons sans *juger. Nous discutons sur pièces.* **Nous contestons la bêtise et elle seule.**

Notre projet est exaltant :

L'exaltation de la construction communautaire Du combat de prés. De la responsabilité. *De l'initiative. Du travail bien fait.* De la saine compétiton.

Nous *gagnons* de l'argent en nous réalisant *pleinement. Nous faisons carrière* en conservant notre libre arbitre.

Nous sommes trop sérieux ..... pour nous prendre au sérieux

Ecrire avec 23 ans au moins (en précisant si possible date disponibilité).
Une bonne formation de base.
BANCE Publicité 13 rue Marivaux 75002 Paris (Merci de préciser s/l'enveloppe réf. 5700).

IMPTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION MATÉRIEL ÉLECTROMÉCANIQUE
Proche Banlieue NORD
recherche

JEUNES INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- Formation ENSI - OPTION ÉLECTRICITÉ
2 ou 3 ans d'expérience pour Service
COMMERCIAL EXPORTATION.

Anglais courant, seconde langue appréciée.
Prévoir déplacements à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé à nº 57.993, Contesse Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

Performa

SOCIETE DE GÉRANCE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche

UN INGÉNIEUR SYSTÈME DPS 8

- Formation supérieure ou équivalente.
- 5 à 6 ans d'expérience.
- Son rôle sera d'optimiser des procédures, de développer du logiciel de base, d'assurer le conseil et la formation de collaborateurs.
- Des connaissances bases de données et télétraitement seraient très appréciées.

Adresser CV + prétentions à : M. M. LOUSQUY, PERFORMA, 48, avenue R.-Poincaré - 75116 PARIS

Très importante société papetière
recherche

UN JURISTE CONFIRME

Il aura à s'intéresser à tous les aspects du droit des affaires, à la gestion des contrats d'assurance et *de transport et au contentieux général.*
Il sera placé en second du Chef du Service Juridique.
Le poste est à pourvoir à Paris.

Adr. C.V., prétentions, lettre manuscrite et photo s/réf. 4139 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Société ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche pour sa division des Matériels ferroviaires (Services commerciaux)
Lieu de travail : Pont-de-Neuilly

3 AGENTS TECHNIQUES

intéressés par la technique ferroviaire, pour la préparation des offres, devis, gestion des commandes, suivi des affaires.

Formation BEC ou BAC G.
Connaissance de l'ANGLAIS.
Débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Adr. C.V., photo et prétent. à Service du personnel et des relations sociales, 38, av. Kléber, PARIS-16e.

Importante Société exportatrice de Matériels de Courrier
recherche

UN JEUNE INGENIEUR ELECTROMECANICIEN
ou
AUTOMATICIEN

connaissant la micro-informatique.

Cet Ingénieur sera chargé de la préparation du SAV relatif aux nouveaux matériels d'où contacts avec bureaux d'études et production.

Il participera à la formation des Agents en France et à l'Étranger sur ces matériels et leur apportera une assistance technique.

Voyages en Europe, Afrique et Moyen-Orient de durée limitée.

Anglais indispensable, lu, écrit, parlé.

Permis de conduire.
Dégagé des obligations militaires.

Adresser C.V., photo et prétentions sous nº 48199
HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann
75008 PARIS.

HAVAS CONTACT

AUSSEDAT REY

LEADER EN FABRICATION ET DISTRIBUTION DE PAPIER IMPRESSION ÉCRITURE
(8 USINES - 5000 PERSONNES)
recherche :

2 INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(diplômés Grandes Ecoles)
Anglais souhaité

La première mission aura lieu pendant un minimum de trois ans au sein du Service Organisation-Informatique.

Le déroulement de carrière pourra se poursuivre dans les autres domaines (production, commercial, développement) et dans les différents établissements.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. à nº 57.511.

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

CEGEDUR PECHINEY

premier transformateur européen d'aluminium, disposant grâce à un effort constant de recherche appliquée et d'investissement d'une compétitivité technique de niveau international
recherche

INGENIEURS DE PRODUCTION

A – débutants
B – ayant quelques années d'expérience.

Diplômés Mines, Centrale, Arts et Métiers, métallurgistes ou électromécaniciens de préférence.
Après une formation de plusieurs mois en ateliers et services métallurgiques, il leur sera confié un secteur de fabrication ou d'entretien dans l'une des usines de l'entreprise.
Importantes possibilités de promotion et de carrière.

Adr. dossier de candidature en indiquant vos éventuelles prédilections professionnelles et géographiques sous référence 135 A ou B
BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche - 75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

SOCIETE D'EDITION DE GAUCHE
recherche

DÉLÉGUÉS (ES) COMMERCIAUX

Pour diffusion de collections exclusives à caractère historique auprès d'une clientèle privilégiée.

— Statut V.R.P.-CADRE.
— Formation assurée.
— *Rémunération motivante.*
— Voiture nécessaire.

Pour : PARIS, REGION PARISIENNE, SUD-EST, SUD-OUEST, LYONNAIS BOURGOGNE, CENTRE, NORMANDIE, PICARDIE, NORD.

Ecrire avec curriculum vitae à M. Alain GRAFFY, SEDPLIS, 88, rue de Miromesnil, 75008 PARIS.
Permanence téléphonique au 561-18-36, mercredi 14, de 9 heures à 21 heures.

CYCLEQUIP
G.I.E. DE 2 LEADERS
EN EQUIPEMENT PR CYCLES

Son DIRECTEUR GENERAL
rech. à PARIS pour développer
l'EXPORTATION (près de 50 Millions F.)

ADJOINT EXPORT
AVEC VOCATION A DEVENIR
D. V. EXPORT

pour prise en charge progressive des responsabilités administratives et SUR LE TERRAIN dans le cadre d'une politique agressive.

- Homme très actif et disponible.
- ANGLAIS et ALLEMAND parlés.
- 1re EXPERIENCE VENTE A L'EXPORTATION ou DEBUTANT réellement attiré par l'Export.

Lettre manusc., C.V. dét. et photo ss réf. 4378 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

Dans le cadre de sa politique d'expansion

CGA
LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AUTOMATISME
située en banlieue sud de Paris
recherche

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Formation BTS - DUT ou équivalent ayant 2 à 3 ans d'expérience pour participer à l'étude, la mise au point et la mise en service de systèmes automatisés à base de mini-ordinateurs.

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

pour la programmation sur micro-processeurs 6800 et 8085 en langage assembleur.

Déplacements de courte durée possibles.
Transport assuré par service de cars sur région parisienne.

Adr. C.V. man. et prét. à Direction du Personnel
B.P. 57 - Le Plessis-Paté
91220 BRETIGNY-SUR-ORGE.

IMPORTANTE SOCIETE
BRANCHE CHAUFFAGE PARIS
cherche

CADRE COMPTABLE EXPERIMENTE

CHEF DE SERVICE GESTION CLIENTS

Forte personnalité pour assumer :
- le contrôle du crédit
- la facturation
- le recouvrement
- les prévisions trésorerie
- l'établissement des situations comptables
- les statistiques commerciales
- la gestion des fichiers informatiques
- l'utilisation de terminaux
- les relations internes ou externes.

Un cadre de valeur trouvera dans cette fonction une activité et une rémunération très intéressantes.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo sous réf. No 57377 - CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui tr.

JEUNES DIPLOMÉS

La recherche de terrains à bâtir est devenue la fonction clef des constructeurs de maisons individuelles, des lotisseurs, des Sociétés de promotion.

Devenez
ATTACHÉS FONCIERS

- Recrutement et contrat de travail immédiat région *parisienne ou province.*
- Formation pendant 3 mois 1/2 dans un centre spécialisé.
- Salaire moyen d'un attaché foncier confirmé : 95.000 FRANCS

— Niveau d'études : licence en Droit, Sciences économiques, écoles de commerce, IUT.
— Dégagé des obligations militaires.
— Permis de conduire.

Prendre contact très rapidement par téléphone au 657-13-31, postes 30/83 et 39/61.

C.N.R.C. Centre National pour l'Economie de la Construction
7, boulevard R.-Rolland, 92128 MONTROUGE.

SOCIETE TRES IMPORTANTE
Villeneuve la Garenne (92)
recherche pour son Service Informatique
(60 personnes - IBM 370/158 - DOS/CICS)

un Analyste
Ingénieur MIAGE ou DUT expérience.
Position Cadre ou assimilé. Réf. 9817 A

un Analyste-Programmeur
Titulaire d'un DUT Informatique.
Position Maîtrise. Réf. 9817 B

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence correspondante à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris
Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Sud-ouest région parisienne
recherche

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Possédant B.T.S. ou DUT
ayant quelques années d'expérience

Ecrire avec curriculum vitae sous référ. nº 37.898 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS LOURDS

ayant acquis une place de premier plan sur de nombreux marchés internationaux renforce sa **Direction Commerciale** par un

JEUNE INGÉNIEUR

- Assistant directement un chef de projets, il sera responsable d'opérations à l'exportation depuis la prospection jusqu'au suivi des commandes, en assurant les liaisons entre les clients et nos services techniques.
- Ce poste convient à un ingénieur diplômé (Centrale, Sup-Elec, A.M. ou équivalent) débutant ou ayant une première expérience de la constitution de propositions techniques et commerciales, de groupements industriels et des contacts financiers.
- Un candidat ayant de réelles aptitudes à la fois techniques et commerciales évoluera rapidement vers une responsabilité complète de chef de projet.
- Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire et une autre langue serait appréciée.
- Basé à Paris, ce poste suppose des déplacements de courte durée.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 8176 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.

JEUNES INGÉNIEURS ÉTUDES

Optique

La filiale d'un puissant groupe industriel français spécialisé dans l'équipement automobile, recherche pour son laboratoire d'études éclairage situé en proche banlieue Nord-Est de Paris, deux jeunes ingénieurs opticiens, l'un pour la recherche; l'autre pour les applications. Ils participeront activement aux essais et à la mise au point de nouveaux produits, en liaison étroite avec les fabrications, les méthodes et les services de contrôle. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs débutants ou ayant une courte expérience. Ils seront spécialisés en optique ou posséderont un diplôme d'ingénieur avec de bonnes connaissances en optique. La rémunération stimulante sera fonction du diplôme et de l'expérience initiale. L'importance du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution à des candidats de valeur. Écrire à Christine CHABAUD - PS CONSEIL - 8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Réf. A/279M

PS Conseil

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour Centrales Conventionnelles et Nucléaires dont le siège social est situé à VELIZY (78)

recherche

UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT + si possible E.S.S.A. (ou Sup. Fonderie)

ayant une expérience de chaudronnerie, soudage, mécanique, contrôle non destructif pr CONTROLE et ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS.

- 30 ans minimum.
- Anglais indispensable.
- Allemand, Espagnol souhaités.
- Déplacements courte durée France et Etranger.

Contrat limité à 2 ans.

Adresser C.V. détaillé et prétentions ss réf. 2.292 M, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

SOCIÉTÉ AFFILIÉE A UN GROUPE INTERNATIONAL

recrute

RESPONSABLE D'UNITÉ DE PRODUCTION

Ce poste sera confié à un jeune ingénieur chimiste ayant :

- Une formation complémentaire en gestion.
- Première expérience opérationnelle de quelques années en milieu de production.
- Une bonne connaissance de la langue Allemande.
- Résidence Paris.

Pour un premier contact adresser C.V. et photo sous réf. 93357 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94300 VINCENNES

MOTOROLA

Société Holding Française filiale d'un des leaders mondiaux de l'industrie électronique

recherche

JEUNE RESPONSABLE FINANCE COMPTABILITÉ

Il s'agit d'un poste recouvrant l'analyse financière, la gestion comptable, les problèmes fiscaux au sein de la Holding.

Le candidat devra être diplômé d'une école supérieure de gestion, DECS ou équivalent, avec minimum 2 ans d'expérience dans une société industrielle anglo-saxonne ou cabinet d'audit. La pratique courante de l'anglais est exigée.

Poste évolutif sur place, ou dans le groupe.

Lieu de travail : Paris.



Adresser C.V., photo et prétentions à :

Gérald d'Antin.



MOTOROLA France s.a.
7, rue de Magdebourg 75116 Paris

---

offres d'emploi

Société d'importance nationale recherche un

responsable de personnel

PARIS **HF**

Seul dans sa spécialité, collaborateur direct du Responsable du Service Transports, il sera amené à intervenir auprès des Directeurs de Sociétés de Transports dans les domaines suivants :

- Assistance en matière de réglementation sociale
- Appréciation en matière d'organisation et conditions de travail
- Conseil en matière de négociations avec les partenaires sociaux

Ce poste intéresse un juriste possédant une première expérience similaire (si possible dans le domaine des transports), soucieux de s'adapter à des questions diverses et disponible pour de courts déplacements sur la France.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et salaire actuel sous réf. NANCE (mentionnée sur l'enveloppe) à





Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Importante Société Française d'études, de construction de chaudières et de matériels thermiques pour Centrales Conventionnelles et Nucléaires dont le siège social est situé à VELIZY (78) recherche

UN AGENT TECHNIQUE

Titulaire du B.T.S. Chaudronnerie/Mécanique (Fabrication - atelier - méthodes...)

ayant une expérience d'environ 5 ans en chaudronnerie, mécanique, pour CONTROLE et ASSURANCE QUALITE FOURNISSEURS.

- 30 ans minimum.
- Anglais indispensable.
- Déplacements courte durée France et Etranger.

Contrat limité à 2 ans.

Adresser C.V. détaillé et prétentions ss réf. 2.291 M, à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

Très importante Société, taille internationale, recherche pour développer son activité à l'exportation dans le domaine des liaisons télécommunications

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Formation :

- Grande École ou École commerciale.

Expérience :

- quelques années soit en télécommunications, soit en exportation industrielle.

ANGLAIS obligatoire : Autre langue appréciée. Qualités de dynamisme et d'adaptation indispensables.

Poste de travail : Région PARISIENNE. Nombreux déplacements de courte durée.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 29045 à HAVAS CONTACT, 49, rue Pdt-Herriot - 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

Important groupe bancaire

recherche pour occuper des postes d'

ANALYSTES FINANCIERS

- JEUNES DIPLOMÉS (ÉES) DE GRANDES ÉCOLES COMMERCIALES ou équivalentes

ET

- JEUNE INGÉNIEUR *connaissant* le secteur PÉTROLE *et possédant également une* FORMATION ÉCONOMIQUE ET COMPTABLE

Anglais indispensable, Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manusc. + photo n° 57.414 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

Région Parisienne

recherche

UN INGÉNIEUR

chargé d'études d'organisation concernant principalement le domaine de la logistique

- Ayant acquis une expérience en organisation administrative de 3 ans environ au sein d'un cabinet ou d'un groupe.
- Avoir déjà participé à l'élaboration de réseaux de transport constituerait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 92811 M à BLEU Publicité 41, Avenue du Château 94300 VINCENNES

---

offres d'emploi

Dessinateurs

Nous sommes filiale d'un groupe important spécialisé dans la conception et la fabrication de machines outils et de leurs accessoires.

Si comme nous, vous êtes persuadé que la machine outils française a sa place sur le marché mondial et que vos capacités correspondent à l'un des postes de DESSINATEURS suivants :

MECANIQUE
Niv. V/2-V/3 et Ingénieur
Expérience 5 ans
Niv. III/2 à IV/1
Expérience 3 ans

ELECTRICITE
Niv. V/2-V/3 et Ingénieur
Expérience 4 ans
Niv. III/2 à IV/1
Expérience 3 ans

Venez-nous rejoindre au sein de notre bureau d'études de la proche banlieue Sud de Paris. Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence 4537 à

MEDIA BA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA BA

TRÈS IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(X, ECP, AM, ENSAE, ENSTA, MINES)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience dans les domaines Aéronautique, Thermique, Thermodynamique, Mécanique, ils prendraient en charge de travaux d'étude, de réalisation, de développement de matériels nécessitant l'application de techniques avancées.

Lieu de travail : PARIS ou PROVINCE.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae, sous réf. A. 221, à TELEX P.A., 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

recherche pour son service

EXPORT

DEUX RESPONSABLES

d'Administration Commerciale

travaillant en étroite collaboration avec le délégué de vente sur une zone géographique donnée il(elle) est chargé(e) d'assurer en permanence :

- les relations avec la clientèle et les services internes de l'entreprise (usines, comptabilité, financier)
- la rédaction d'offres commerciales importantes
- les opérations financières et de crédit particulières à l'exportation.

Une formation commerciale supérieure est nécessaire complétée d'une première expérience professionnelle identique.

L'anglais est exigé, une seconde langue est souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 4579 à L.T.P. 31 Boulevard Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

IMPORTANTE FILIALE D'UN GROUPE NORD AMÉRICAIN

RECHERCHE

CADRE COMPTABLE

POUR ASSISTER DIRECTEUR FINANCIER

- 3 à 4 ans minimum d'expérience professionnelle.
- Connaissances en comptabilité anglo-saxonne.
- Rigueur, esprit d'initiative et sens des relations humaines.
- La connaissance de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail : LA DEFENSE

Env. C.V. photo et prétentions sous le n° 57.185 à : CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

SOCIETE DE CONSEIL EN EXPORTATION ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL
(Filiale de Groupes Bancaires et Industriels)
recherche

senior consultant

Ce professionnel de l'exportation, âgé d'au moins 28 ans, sera de formation supérieure, commerciale ou technique, et parlera l'Anglais et l'Allemand.
Homme d'étude et de terrain, il aura acquis son expérience dans une entreprise performante à un poste de responsabilité.
Bon vendeur et négociateur, très disponible pour de nombreux voyages en France et à l'Etranger, il aura pour mission :
— la prospection des entreprises françaises, en particulier PMI, pour la vente de contrats d'assistance,
— la réalisation de ces contrats portant notamment sur : • les tests et études de marchés étrangers, • la recherche et sélection de partenaires, • l'organisation et le développement des entreprises à l'exportation.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle sous référence 7210 à ORGANISATION ET PUBLICITE — 2, rue Marengo - 75001 PARIS — qui transmettra.

---

offres d'emploi

LE PRINCIPAL OFFICE D'H.L.M. DE FRANCE

s'oriente résolument vers le télétraitement. Son centre informatique recherche dans cette perspective :

UN INGÉN. GRANDE ÉCOLE

dynamique, possédant une expérience confirmée pour animer et guider une équipe qui aborde le télétraitement sous CICS.

Adresser C.V. et prétentions à

O.P.H.L.M.V.P. - Bureau des Personnels
49, rue du Cardinal-Lemoine - 75005 PARIS

IMPORTANT SERVICE PUBLIC

recherche

Chef de Projet de haut niveau

Il sera responsable de la mise en place de son système comptable de gestion.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (H.E.C., ESSEC, SUP. de CO.) ou d'Ingénieurs (X, ECP...), le candidat à ce poste aura à la fois une formation comptable supérieure (DECS minimum), une expérience des techniques d'organisation et du contrôle de gestion.

Outre ses compétences techniques, le candidat aura le goût de l'initiative, une grande rigueur et saura s'imposer auprès de nombreux services avec lesquels il sera en relation.

Adresser Curriculum Vitae détaillé sous référence 6675 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

IMPTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE PARIS

recherche pour son Centre

DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

(30-32 - 370/158, *réseau télétraitement national, évolution vers l'OS devant déménager et se recréer en périphérie parisienne) son*

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Ce poste évolutif conviendrait à un candidat pouvant justifier d'une bonne expérience dans un poste similaire sur gros centre et matériel I.B.M. série 370.

Envoyer lettre manuscr., C.V. et photo n° 57,364, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE DE NIVEAU INTERNATIONAL

Recherche

Ingénieurs de procédé

- DEBUTANTS ET CONFIRMES (Réf. 803)
Chargés de la conception et du calcul d'installations industrielles dans les domaines du raffinage de pétrole et de la pétrochimie.

Formation : ENSPM appréciée.
Expérience d'au moins 3 ans dans une activité identique pour les ingénieurs confirmés.

Ingénieur estimation/cost contrôle

(Réf. 804)
Formation Grande Ecole
- 35 ans minimum.
- 5 ans d'expérience dans ce type d'activité
- développement de carrière intéressant.

Pour tous ces postes l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre C.V, avec photo et prétentions, en précisant la référence du poste à rscg carrières 64 rue la Boëtie 75008 PARIS.

IMPTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTION MATÉRIEL ÉLECTROMÉCANIQUE

Proche Banlieue NORD

recherche

JEUNES INGÉNIEURS *Fabrication*

Formation ENSI - MÉCANIQUE
ANGLAIS COURANT apprécié.

Adresser C.V. détaillé, n° 57.986, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1er, qui transmettra.

BUREAU D'ETUDES - PARIS, recherche

INGÉNIEUR PONTS-ET-CHAUSSÉES

ou

E.C.P. ou T.P.
2 ans expérience plan de circulation et/ou V.R.D.

RESPONSABLE

études d'aménag. tourist. et de loisirs, 2 à 4 a. exp.

Envoyer C.V. n° T 19.767 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

offres d'emploi

SANDOZ

Le groupe Sandoz France recherche pour son siège un

JEUNE CADRE FINANCIER

pour s'intégrer à son équipe **planification - organisation du département administratif et financier.**

Il sera chargé plus particulièrement du développement des systèmes de gestion et du suivi des applications d'organisations en liaison avec l'informatique.

Ce poste demande une formation supérieure (Grande-École, option gestion finance) et deux ans d'expérience dans l'organisation administrative d'une grande entreprise ou d'une banque.

Merci d'écrire avec C.V. et photo à Brigitte Prissard réf. Sandoz.

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS.
Conseils en ressources humaines depuis 1959.

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES
recherche

AUDITEURS INTERNES DÉBUTANTS

- Formation type E.S.C. + D.E.C.S.
- Pratique d'une ou plusieurs langues étrangères.

AUDITEURS INTERNES CONFIRMÉS

- Formation supérieure + D.E.C.S.
- Connaissances informatiques.
- Allemand ou italien ou anglais.
- 2 à 3 ans d'Audit interne.

Les postes, basés à PARIS, impliquent des déplacements équivalents aux 3/4 du temps de travail.

Nous invitons les candidats ressortissants de la C.E.E. à adresser leurs C.V., photo et prétentions, sous la référence numéro 46.717 sous enveloppe à :

J.R.P. 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante société
recherche
pour seconder le chef de son service

contrôle de gestion

un cadre de formation supérieure, possédant quelques années d'expérience dans un service contrôle de gestion, si possible d'une entreprise à établissements multiples.

Lieu de travail : siège social, à Paris.

Salaire annuel de l'ordre de 90.000F.

Adresser C.V., photo et prétentions à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra sous référence 7327.

média-system

JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

A. et M. - I.N.S.A. - I.D.N. - E.N.S.I. et I.C.A.M. - E.C.A.M.

recherchés

par IMPORTANT CONSTRUCTEUR FRANÇAIS de MATERIEL T.P.
situé à 40 km au Nord-Est de Paris

Pour renforcer sa Direction Technique

Traitement annuel : 78.000 F pour débutants

Les candidatures d'Ingénieurs diplômés ayant 2 ou 3 ans d'expérience seront également examinées.
Traitement suivant compétences.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à nº 57.465, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris Cedex 01, qui transmettra.

---

responsables de formation

LE CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE

- Filiale de CIT-ALCATEL
- *Spécialisé* dans le transfert de connaissance et savoir faire en TELECOMMUNICATIONS
- et devant faire face à un besoin croissant de la demande nationale et internationale dans ce domaine, recherche

DES INGENIEURS ELECTRONICIENS ET DES TECHNICIENS CONFIRMES de niveau DUT ou BTS

ayant si possible une expérience en téléphonie. Anglais courant indispensable.

Ces postes peuvent impliquer des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions avec photo sous référence 57808 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

La SICOMI d'un important Etablissement Financier
recherche

Ingénieur de travaux

Ce technicien confirmé sera chargé d'étudier les dossiers techniques préalablement aux démarrages des chantiers.
Il devra examiner les pièces contractuelles et vérifier leur conformité avec la réglementation en vigueur. Il sera chargé de contrôler le bon déroulement du chantier. Il vérifiera et réglera les situations d'entreprises. *Il effectuera les différentes déclarations administratives et fiscales.*
Formation Ecole d'Ingénieur TP ou équivalent. Un minimum d'expérience de 2 à 3 années de suivi de chantiers industriels et commerciaux est requis.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous référence 8896 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02 - qui transmettra

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

A.M., C.N.A.M., ETACA ou équivalent.

Ayant très bonne connaissance de l'anglais.

Pour seconder DIRECTEUR COMMERCIAL et assurer sa succession.

Il faut avoir l'expérience de la construction aéronautique et de la vente d'équipements aéronautiques aux constructeurs.

Il aura à visiter la clientèle aéronautique française. Voiture fournie, frais remboursés. Salaire 130.000 +.

Env. C.V. manusc. avec obligatoir. photo et prét. à

CO. M. E. T.
B.P. 100 - 60304 SENLIS CEDEX.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE ROND-POINT de la DEFENSE recherche

INGENIEUR LOGICIEL MICROPROCESSEURS

Expérimenté, ayant connaissance 6800 si possible.
● Rigoureux, dynamique pour s'intégrer à une équipe jeune et en expansion.

Adresser lettre manuscrite de présentation, C.V sous référence 9320/MI à **A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS**

SOCIETE INFORMATIQUE
spécialisée dans les secteurs Architecture/Bâtiment/ T.P.
pour développer son implantation
recherche

Région PARIS
et
Région MARSEILLE

2 CADRES COMMERCIAUX

- Les produits :
des packages informatiques très performants incluant : programmes + matériels + formation technique aux utilisateurs.
- La clientèle :
entreprises et bureaux d'études du bâtiment et des T.P.
- Les hommes :
30 ans - formation IUT, écoles supérieures de commerce ou *similaire* avec orientations marquées pour les problèmes de gestion et de comptabilité + *expérience* de vente technique souhaitée.
- Les salaires :
Fixe + intéressement 12.000 mois + tous frais pris en compte par la Société

Adresser lettre manuscrite + CV + photo (avec si possible no téléphone personnel) sous réf. J.O. 35 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Opportunité pour J.F. DYNAMIQUE
S.S.C.I. recrute urgent Paris

CHEF d'AGENCE

Autonomie d'action, ambiance agréable.
Connaissances en informatique indispensables.
Expérience commerciale souhaitée.
Fixe + commissions motivantes.

C.V. L. Bureau - ABI - 10, boulevard du Temple, 75011 PARIS ou T. (56) 44-36-46.

BANQUE PRIVEE
Filiale d'un groupe important recherche pour Paris

UN GESTIONNAIRE DE FORTUNE
classe VI ou VII
7 à 10 ans d'expérience (banque ou agent de change)

UN EXPLOITANT DE PARTICULIERS
Classe V ou VI
5 ans d'expérience,
bnes connaiss. des produits financiers. Ecrire avec C.V., photo et prétentions au Nº T 019250 M Régie-Presse, 85 bis, r. Reaumur, 75002 Paris, qui transmettra.
Toutes candidatures seront traitées confidentiellement.

SOCIETE PRODUITS INDUSTRIE ALIMENTAIRE (PARIS)
recherche pour

LABORATOIRE de CONTROLE et PRODUITS NOUVEAUX

INGÉNIEUR CHIMISTE
30 ans minimum.

Ayant de préférence expérience en recherche *appliquée* et *assistance clientèle.*

Env. lettre man., C.V., photo et prét. nº *57.709* Contesse Pub. 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Jeunes Experts Comptables
recherchent leur ADJOINT

CE COLLABORATEUR
aura 5 ans d'expér. Cabinet minimum, le niveau révision. Env. C.V. + prétentions, référ. nº T 019.870 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

Importante Sté spécialisée Chimiques Quartier Opéra
recherche

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
27 ans minimum
Formation chimie organique (niveau min. B.T.S.)
Formation ou expérience commerciale complémentaire appréciée.
Anglais courant indispensable.
Ecr. av. C.V. à M. J.-C. Poulain
57, quai de la Seine,
75019 PARIS.

SOCIETE D'ELECTRONIQUE
filiale groupe important
recherche pour PARIS

CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX
pour vente matériel de radio-communication.
Connaissances produits et marché appréciées.

Lettre manuscrite et C.V. à S.F.T.P., 90, rue Victor-Hugo, 93170 BAGNOLET.

Bureau d'ingénierie bâtiment d'envergure nationale et internationale rech. pour renforcer son département « chauffage, ventilation, climatisation » :

UN INGÉNIEUR DIPLOME
ayant au moins 5 ans d'expér. en bureau d'études ou en entreprise. Cet ingénieur, intégré dans une équipe d'ingénieurs et projeteurs spécialistes, devra être capable de conduire par lui-même les études de conception d'installations de chauffage et conditionnement d'air et d'assurer le suivi des travaux correspondants.
Adr. C.V., prét. ss. réf 1.896 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui tr.

SICLI
93 Blanc-Mesnil
recherche

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN
Niveau minimum B.P. Expér. chantier appréciée ainsi que langue anglaise lue. Permis conduire V.L. Pour assistance technique s/toute la France. Déplacements de courte durée. Prendre rd.-vs avec Mme Dupré 865-44-32 (poste 21-45).

URGENT. Organisme de séjour linguistique, rech. pour encadrer Groupes de Jeunes en Juillet et Août

PROFESSEURS
d'anglais, d'allemand et d'espagnol, min. LICENCE et 2 ans *enseignement. Ecr. ou téléph.* LEC, 52, r. de Londres, 75008 PARIS

TÉL. : 522-28-11

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
recrute

DÉLÉGUÉS (ÉES) COMMERCIAUX
région Paris-Banlieue
28 ans minimum.
Forte personnalité.
Bonne culture générale.
Excellente présentation.
Formation rapide.
Rémunération importante.
Possibilités réelles de promot.
Pour rd.-vs, tél. à :
M. CHABARD au 538-66-23
de 10 h 30 à 13 h et de 15 h à 17 h 30.

FIAT AUTO FRANCE
recherche
pour participer à l'étude et à la réalisation d'une nouvelle chaîne de traitement

UN INFORMATICIEN DE GESTION
Formation ingénieur MIAG ou équivalent
Expérience minimum 2 ans

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR
COBOL
Formation IUT ou équivalent.
Expérience minimum 2 ans.

Pour un environnement
IBM 370/145 OS/V1
puis IBM 4331 et 4341
DOS/VSE avec CICS et DL 1.

Adr. C.V., prét., photo à Service du Personnel
FIAT AUTO FRANCE
Tour Fiat Cedex 16,
92084 PARIS-La Défense.

MINOLTA FRANCE
COLOMBES
R.E.R. Nanterre-Université
recherche :

PROGRAMMEUR
DEBUTANT
connaissant I.B.M. 34

Avantages sociaux - 13e mois.
Restaurant d'entreprise.

Tél. : M. ESPIEUSSAS au 780-73-40

TEST - CONSOMMATEURS
recherche

FUMEURS CIGARES OU CIGARILLOS
Il s'agit de tester ou de donner son avis sur des produits. Indemnité 50 F ou 100 F ou cadeau.
Tél. : 233-37-59 ou écrire 17, r. Pierre-Lescot, PARIS-1er (CLAIRE-PESSEL).

SOCIETE RECHERCHE

TÉLEXISTE-DACTYLO
ANGLAIS - FRANCAIS
Connaissances appréciées
TAMCO -SERVICE
35, r. de *Monceau, 75008 Paris.*
Tél. : 622-42-16.

NINA RICCI
recherche

MANNEQUINS
QUALIFIEES
1,73 m minimum

Se prés. : lundi 12, à 17 h., 17, rue François-1er, Paris (8e)

Etablissement Public de caractère culturel
recherche

COLLABORATEUR
Homme minimum 35 ans pour animer lieu vente produits musées, livres.
Demande compétences et dynamisme.
Travail le dimanche.
Ecrire avec référ. à nº *57727,* Contesse Pub., 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01

Organisme financier régional 8e arrdt., rech. pour son SERVICE PRETS :

AGENT TECHNIQUE Hme ou Fme.
Bac G, option comptabilité ou équivalence. 5 x 8 x 13.
Env. C.V., photo, prét., *ss réf. 3.546, à P. LICHAU S.A.* B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Sté d'Expertise-Comptable
QUARTIER AUSTERLITZ

recherche

EXPERT-COMPTABLE
JEUNE STAGIAIRE.
Libre rapidement.
Tél. pour R.-Vs. **535-50-30.**

WANTED

3 COMMERCIAUX pr VENTE *MINI*
— Conn. comptabilité ou informatique et expér. de la vente
— 5.500 F + COMMISSIONS
CAPA -150, rue de Rivoli, Paris-1er - 296-36-74

AMERICAN INTERNATIONAL UNDERWRITERS
recherche

2 Programmeurs MARK IV - 2 ans d'expérience - Connaissant DOS VS - Anglais - Connaissance assurance souhaitée - Libre rapidement.
Envoyer C.V. et prétentions à Mme Höhn - A.I.U.
24, av. Gde-Armée, 75017 Paris.

Importante Entreprise recherche CADRE ADMINISTRATIF HEC Sup. de Co + DECS, expérience Audit indispens. 297-49-95.

Cabinet d'expertise comptable cherche comptable H. ou F. pour tenue dossiers clients.
Envoyer C.V. à EUROTEC
27, rue de Rome, 75008 PARIS.

Groupe français
recherche
DIRECTEUR
Formation Grande Ecole. Exp. *Informatique, Organisation,* Gestion et rel. humaines. Ang. ind.
250.000 F.
Envoyer CV dét. ss réf. 290 à CHEP, 11, rue d'Uzès
75002 PARIS qui transmettra.

Organisme Formation cherche vacataire hygiène et sécurité compétent et exp. à temps part.
C.D.F.C., B.P. 17275564
PARIS CEDEX-12.

Rech. CLERC AUX SOCIETES Assemblées générales et cessions de majorité. Se prés. Mercr. 14, de 9h30 à 12h et 14h30 à 18h. *41, Bd St-GERMAIN, 5e, 1er ét.*

African and Middle Eastern Area Office of Multinational Company located near Marseille seeks a Financial Assistant.
Candidates should be :
- French Expert Comptable, English C.A. *or* equivalent ;
- 1 or 2 years post qualification exeperience ;
- Bilingual French-English ;
- Prepared to travel on assignment.

Position could lead to line position in the field within 3 years.
Adresser C.V., photo et prét. à nº 8.170 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

T.I.T.N. FILIALE THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE
recherche pour ses tavaux de conception et de réalisation de systèmes de gestion dans le domaine de l'informatique répartie sur mini et micro-ordinateurs ainsi que pour ses travx dans le domaine des réseaux *de la commutation de messages* et de la télé informatique
— INGENIEURS SYSTEMES formation grande Ecole, plusieurs années d'expérience ds le domaine du logiciel temps réel.

Lieu de travail :
Banlieue Sud (prox. Orly).
Env. C.V., photo et prét. en précisant référ. SOFT à : T.I.T.N., 5, r. Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS

CIE INTERNATIONALE D'ASSURANCES
recherche

TECHNICIEN
ayant une expérience réelle des services après-vente (équipements électro-ménagers) pour constituer et animer son service spécialisé.
ANGLAIS NECESSAIRE

Ecr. av. C.V., photo et prét. ss nº 6.238 PARFRANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75008 PARIS qui transmettra.

URGENT
UNIVERSALIS
sélectionne

CINQ DÉLÉGUÉS (ÉES) CULTURELS (LES)
25 ans minimum
Formation et clientèle assurée.
Se prés. ce jour de 14 h à 17 h
Tr Maine-Montparnasse 1er ét.
bureau nº 6.

T.I.T.N. FILIALE THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE
recherche pour ses développements sur microprocesseurs :
— INGENIEURS confirmés en logiciel et au matériel (8080 et 6800) ;
— AGENTS TECHNIQUES expérimentés.
Lieu de travail :
banlieue Sud (prox. Orly).
Env. C.V. photo et prétent. en précisant réf. : D.P.M.S. à : T.I.T.N., *5,* r. Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

INFORMATIS
Société d'engineering de SYSTEMES INFORMATIQUES ET DE TELEMATIQUE pour d'importants projets en temps réel.
Inde, *Moyen-Orient* et France

INGÉNIEURS LOGICIELS
maîtrisant l'un des systèmes SOLAR-MITRA 15/125 - PDP 11

INGÉNIEURS SYSTÈMES
DOS/OS CICS-DL1
CII H. BULL 66
IRIS 50 - SIRIS 3

INGÉNIEURS MICROS
logiciel inter 80/80 - Motorola
Monsieur le Chef du Personnel, 26, rue Daubenton, 5e, 337-99-22.

VILLE D'ATHIS-MONS
91200 ATHIS-MONS
URGENT
Recrute

UN MAITRE NAGEUR-SAUVETEUR
diplômé
Recrut. et rém. conformém. au statut du personnel communal.
Adresser cand. avec C.V. à :
Madame le Maire,
91205 ATHIS-MONS CEDEX

Société leader dans sa branche
recherche

ANALYSTE
B.P. de Banque
ou niveau I T B

Envoyer C.V. avec salaire *actuel et souhaité* à S.C.R.L.,
14, rue de Londres, PARIS-9e.

Urgent cher. Musiciens toutes nationalités européennes, pour grand orch. déplacem. France-Etranger. Ecrire M. HERISSON *66, r. de Ponthieu, 75008 Paris* ou M. HERMINTO, 22, r. Constantin, 33000 Bordeaux.

Société recherche pour la France et l'étranger

QUATRE INGÉNIEURS
1) Electroniciens.
2) *Informaticiens.*
3) Microprocesseurs.
4) M. G. manutention.
5) Thermiciens.
Débutants acceptés.
Ecrire avec C.V. et prét.
SOPRAS, 100, bd Voltaire, 11e.

Institut de Recherche
recrute

INFORMATICIEN
niveau D.U.T.
pour *traitement d'enquêtes* et études de systèmes.
Ecr. INSERM Unité 165,
44, chemin de Ronde,
78110 Le Vésinet.

Fournitures industrielles région parisienne recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL
45 a. max., dynamique, vendeur, organisateur. Ecrire sous *nº 5.286 à Publicité Meesters,* 113, r. de Reuilly-12e qui tr.

T.I.T.N. FILIALE THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE
recherche
— INGENIEURS-ELECTRONICIENS *chefs* de projets ayant au moins 5 ans d'expérience dans la conception et l'intégration de systèmes à base de micro-processeurs.
Ils auront la responsabilité de projets et devront assurer l'encadrement technique d'une équipe.
Une évolution est souhaitée vers des fonctions d'ingénieur en chef (coordination de projets, assistance technique *au* service commercial).
— INGENIEURS Grande école, débutants, ou quelques années d'expérience pour développement *sur* microprocesseurs.
Lieu de travail : banlieue Sud (prox. Orly)
Env. C.V. photo et prét. en précisant *réf.* : HARD à : T.I.T.N. 5, *rue* Gustave-Eiffel, 91420 MORANGIS.

T.I.T.N. FILIALE THOMSON C.S.F. INFORMATIQUE
recherche
— INGENIEURS LOGICIEL grande Ecole option *informatique, si possible confirmés,* 2 à 5 ans d'expérience pour travaux sur systèmes temps réel a base de mini-ordinateurs.
— INGENIEURS ELECTRONICIENS pour développement de *systèmes de télé-contrôle.*
Lieu de travail :
40 km Ouest Paris.
Env. C.V. photo et prét. en précisant réf. S.H.S. à :
T.I.T.N., 5, rue Gustave-Eiffel, *91420 MORANGIS.*
-BNSg ?z Tg

HEBDO CATHOLIQUE
REGIONAL INFORMATION RHONE-ALPES
cherche

RÉDACTEUR EN CHEF
Solide expérience professionnelle
Motivations personnelles en accord avec caractère propre du journal.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, à nº 849.992 M, REGIE-PRESSE, *85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris*

TIME LIFE LIB. INC. VENTE PAR TÉLÉPHONE
4 HEURES PAR JOUR

Vous avez plus de 23 ans, une bonne culture générale, le désir de convaincre.

Nous offrons un fixe + comm. en rapport avec votre talent. une expérience n'est pas exigée.

Nos locaux se situent boulevard Haussmann
Téléphonez-nous au 742-56-93

● VOUS ETES JEUNE ET VOUS AVEZ :
- Une bonne formation de base commerciale et financière (H.E.C., E.S.S.E.C., SUP. de CO. Sciences PO, etc.)
- Le goût du contact humain et de la négociation avec les P.M E.
- Une capacité de synthèse rapide susceptible d'appuyer votre dynamisme commer*cial*

● VOUS RECHERCHEZ :
- Une vie active qui suppose une certaine mobilité.

BAIL EQUIPEMENT
3e SOCIETE DE CREDIT DE BAIL MOBILIER EN FRANCE
recherche :

UN ATTACHÉ DE DIRECTION
apte, après formation au sein *d'une équipe dynamique,* à négocier des contrats de crédit bail en aidant les P.M E. à résoudre leurs problèmes d'équipement.

Résidence :
région Paris ou province.

Envoyer lettre manuscr., C.V., photo et prét., à nº T 019.838 M, REGIE PRESSE
85 bis. r. Réaumur, 75002 Paris

SOCIETE DE CONSEILS
recherche

CONSULTANT
pour activité

RECRUTEMENT CADRES

(au moins 5 ans d'expérience en *Conseil* en entreprise)

Ecrire avec C.V., photo et salaire actuel, sous nº 503, à

CINOREN
104, rue La Fayette
75010 PARIS

Cabinet Expertise Comptable
recherche
pour Bureau Paris

UN ASSISTANT CONFIRMÉ
diplômé d'une école supérieure de commerce
Bonne expérience
Adr. C.V. + lettre man. + prét., nº T 019.768 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

IMPORTANT PROMOTEUR IMMOBILIER

rech. *pour* Paris et Province

NÉGOCIATEURS TERRAINS
efficaces et dynamiques, bonnes culture et présentation, bonne connaiss. marché foncier.

Fixe + prime intéressante, *référ.* morale et *prof.* exigées.

Envoyer C.V. et prétentions, à PUBLI BOURSE, réf. 828, 7, place de *Valois,* Paris-1er

---

SOCIETE MULTINATIONALE en expansion recherche pour ses AGENCES PARISIENNES

2 DIRECTEURS D'AGENCE
- Ils auront une formation INGENIEUR ou B.T.S. ;
- 30 ans min., animateurs ;
- Sens prononcé des responsabilités et du commandement ;
- Expérience du commercial *souhaitée non exigée.*

4 TECHNICO-COMMERCIAUX
- Ils auront une format. tech*nique niveau A.T. ou B.T.S.* ;
- 25-30 ans, dynamiques ;
- Aimant contacts humains.

FORMATION ASSUREE
Pour ces deux postes

Salaire fixe + avantages
Ecrire avec photo et prétentions sous nº 7.000, PUBLIFOP, 29, rue Bleue, 75009 PARIS qui transmettra.

ORGANISME D'ASSURANCE PARIS

recherche

ÉTUDIANTS (ES)
En cours d'études supérieures pour son SECTEUR « ASSISTANCE »
Travail temporaire
(2 à 4 mois,
de juillet à octobre)
— Horaire 5 X 8
— Restaurant d'entreprise

Adresser lettre de candidature et C.V., sous référence 7.279, à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue de Marengo, 75001 Paris, qui trans.

capitaux ou proposit. com.

Cabinet d'affaires recherche capitaux, taux intéressant.
DIP - 523-15-48.

M. STIBBE BENELUX fabriquant manteaux pour dames de classe moyenne et supérieure recherche AGENT GENERAL bien *introduit* pour la France. Faire offre avec C.V. à *DEBOURGH* Agencies, Baalhoek 46, 1820 Strombeek-Bever, Belgique.

S.A.R.L. PRET-A-PORTER en expansion, 5 ans existence Paris rech. banq. ou organisme pour escompte effets clients. TEL : *277-55-75.*

Rech. rachat ou participation stés prestations *informatiques.* Etudierons toutes propositions. Ecr. *nº 46.465 sur enveloppe*
J. R. P. *39, rue de l'Arcade-8e qui transmettra.*

formation profession.

DEMANDEURS D'EMPLOI pour raisons économiques préparez un certificat du

D.E.C.S.
(de mai à septembre)
TEL. : 523-32-21.

I.S.T.I.
INSTITUT SUPÉRIEUR DE TECHNOLOGIE INFORMATIQUE
Formation privée

STAGES DE TECHNICIENS DE MAINTENANCE
de haut niveau
en 6 mois
Niveau requis : BAC ou études électroniques

EMPLOI ASSURÉ
en fin de stage
Tests d'admission *sur* R.-V.

378-73-22
31, cours des Juilliottes, 94700 MAISONS-ALFORT
Mº : Les Juilliottes

secrétaires secrétaires



Société des Maisons PHENIX

recherche une

Secrétaire de Direction expérimentée

de haut niveau, bilingue anglais, grande disponibilité d'horaires, goût du contact, très bonne présentation

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo à : Société des Maisons PHENIX, Service Relations Humaines. 10, rue Pergolèse, 75782 PARIS CEDEX 16.

P.M.E. réalisant un C.A. de 70 millions de francs recherche

SECRÉTAIRE de DIRECTION

vive - ordonnée - méthodique possédant de très bonnes connaissances d'anglais.

Lieu de travail Orly Ville. Sérieuses références exigées.

Envoyer C.V., photo + prétentions à LOGERAIL S.A., 87, avenue de l'Aérodrome, 94310 ORLY.

Important groupe cherche pour un de ses Directeurs responsable en particulier des affaires internationales et de la promotion.

SECRÉTAIRE ASSISTANTE

BILINGUE ANGLAIS Niveau BTS ou CPSS avec deux ans ou plus d'expérience professionnelle. Elle doit avoir du tonus, de la vivacité et une excellente mémoire pour faire face à des actions très variées et un rythme soutenu.

Lieu de travail quartier SAINT-LAZARE.

Adr. C.V., photo, salaire actuel sous réf. 12.021 à Marie GILMERT, CONSEIL EN RECRUTEMENT 47, r. de Prony, 75017 Paris.

Mº MONTMARTRE-BOURSE Petite entreprise recherche :

J. F. BONNE DACTYLO

Sérieuse. Bonne orthogr. Bac, pour petit secrétariat sans sténo, téléph., classement. Vacances en août possibles. Libre de suite. Tél. : 508-80-14, ou écrire av. C.V. et prétent. à PUBLICITE ZEMOR 3, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris.

PARIS 1er SOCIETE D'INGENIERIE recherche pour sa Direction

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

— Les candidates devront justifier d'une expérience à un poste à responsabilités.
— LIRE et ECRIRE parfaitement l'ANGLAIS.

Expédier C.V. et photo à SOMDIAA - B.P. 126 75021 Paris Cedex 01

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE 9e arrondissement recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

chargée de la coordination commerciale, capable d'utiliser une machine à traitement de textes Facit. Expérience en immobilier vivement souhaitée.

Ecrire avec C.V. et prétent. à HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris (Sous référence 62753.)

TOP EXECUTIVE SECRETARY

for a highly stimulating position with multinational company located in Paris (16e). Perfectly biling. english-french knowledge of german useful. Fully experienced and accustomed to work under pressure. Motivating compensation for adequate candidate. Adress praticulars to : Marie Hébert, 21, r. Boissière, 75116 PARIS

D. FEAU-S.A.

CONSEIL IMMOBILIER recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

CONFIRMEE, pour s'intégrer à un service commercial
— Dynamique.
— Sens commercial.
— Excellente présentation.
— Age indifférent.

Adres. C.V. manuscrit + photo (retournée) et prétentions à : D. FEAU-S.A. Secrétariat général, 132, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

représentation offres



alsatia

45-47, rue de Patay, 75013 PARIS

recherche

pour son département COMO NESTLER matériel de bureau et de dessin

V.R.P. exclusifs

Envoyer candidature + C.V. à : M. PAUMIER.

traductions

Demande

Monsieur, germaniste, expérim., ferait trad. all.-franç./franç.-all. Ecr. nº 8.146 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e ou Tél. : (63) 60-52-05.

travail à domicile

Offre

AUGMENTEZ VOS REVENUS AVEC LE TÉLÉPHONE

Travail moderne et attrayant. Contactez le (8) 340-35-75

Demande

Dactylo possédant IBM à sphère prend tous travaux à domicile. TEL. : 387-65-32.

Secrétaire, références 1er ordre littérature, sciences, médecine ch. frappe romans, thèses, etc. Ecr. nº 6.227 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Dactylographie de vos thèses et man. sur I.B.M. + photocopies. TEL. : 535-28-85.

cours et leçons

PROFESSEUR donne cours de français et de philosophie. TEL. : 704-61-65.

automobiles

5 à 7 C.V.

GS BREAK Club, année 1975, 58.000 km, 1re main. Px Argus. Téléph. au 491-87-86

divers

NEUBAUER PEUGEOT

EXCEPTIONNEL 305 ESS. et DIESEL d'EXPOSITION, 0 KM.

PRIX IMBATTABLES M. Gérard, tél. : 821-60-21

104 - 305 - 504 - 505 Export 80, peu roulé. Auto Paris XV - 533-69-95 63, r. Desnouettes, Paris (15e)

information divers

POUR **TROUVER** UN **EMPLOI**

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédact. exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes rép. aux tests.
- Emplois les plus demandés.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.

Pour connaître les emplois offerts outre-mer, étranger (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie) demandez la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, Paris-9e.

travaux à façon

Demande

ENTREPRISE sérieuses références effectue rapidement travaux peinture, décorat., coordination tous corps d'état. Devis gratuit. T. 368-47-84 et 893-30-02.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES 296-15-01

demandes d'emploi

Chefs d'entreprise,

LE CENTRE INTERCONSULAIRE DE FORMATION PERMANENTE DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CASTRES ET DE MAZAMET

vous propose des stagiaires qui terminent une préparation à la FONCTION PERSONNEL (1.200 heures, niveau III)

A. — H.E.C., J.F., 32 a., 7 ans expér. dans Société analyse financière, dont 4 a. contrôle budgétaire (mise en place + informatisation). Cherche poste service financier ou administratif.

B. — J.F., 32 a., psychologue clinicienne (maîtrise), notions de sociologie, serait intér. par form. et gestion du personnel. Etudierait ttes propositions (entreprises, santé).

C. — H., 34 a., maîtrise droit privé, titul. CAPA, anglais connaiss. gestion entreprise. Expér. 12 ans (cabinet avocat, entreprise). Rech. poste service juridique ou service personnel entreprise ou organis. patronale. Dispon. immédiat.

D. — J.F., 28 a., DUEL angl. (parfait. bilingue). 3 ans expér. dans service personnel P.M.E. Cherche poste assist. chef personnel, rég. ouest.

E. — H., 29 a., DUT gest. spécialisat. tourisme rural, 4 a. expérience direction village vacances. Cherche poste responsabilités tourisme social.

F. — H., 38 a., 8 a. expér. éducation spécialisée enfance inadaptée. Ch. poste responsab. équival. dans établissements relevant de IMP, IMPRO, CAT, Foyer jeunes travailleurs. Toutes régions, DOM, TOM.

G. — J.F., 31 ans, trilingue allem., angl., 9 a. exp. Ch. poste respons. rég. S.O., S.E., Rhône-Alpes.

H. — H., 25 a., capacitaire en droit, 3 a. expér. comptabil., administration + 3 a. adjoint chef de personnel à l'étranger. Ch. poste cadre fonct. personnel Paris, étranger.

Prière écrire R. ESCAFIT, Conseil en Recrutement, CCI, allées Alphonse-Juin, 81104 CASTRES CEDEX ou de téléphoner l'après-midi au (63) 59-05-17. Rappeler la lettre du cas.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

E.S.C., Docteur d'Etat en Droit anglais - allemand

Ayant dirigé filiale société U.S. pendant 10 ans, dirigeant depuis 1979 P.M.E. biens d'équipement et grand public, souhaite retrouver société dynamique pour poste DIRECTEUR GENERAL ou DIRECTEUR DEPARTEMENT IMPORTANTE SOCIETE.

Ecrire nº 2.346, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

DIRECTION GÉNÉRALE

45 ans, Econ. Theory (U.S.A.), I.C.G., C.P.A.

— sérieuses expérience grandes et petites entrepr., multinationales, service : fonctions Direction Générale, commerciale, marketing, exportation, gestion de personnel, négociation contrats, informatique (IBM 34) ;
— dynamique, efficace, capacité prouvée diriger hommes et affaires ;
— bilingue anglais, allemand perfectible, recherche poste

D.G. - D.G.A. - S.G.

Secteur en développement, société en expansion, produits ou services industriels forte technicité ou porteurs.

Ecrire sous nº 2.244, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

CADRE SUPÉRIEUR, 52 ans

Directeur d'entreprise bât. et T.P. depuis 20 ans. Implanté en Afrique francophone. Grande expérience et réussites confirmées de créations et implantation entreprise outre-mer, recherche situation haut niveau monde entier.

Ecrire nº 2.239 « le Monde » Publicité. 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

EXPERT COMPTABLE COMMISSAIRE AUX COMPTES

41 ans

Connaissant bien la P.M.E., spécialisé en formation et analyse financière, souhaite s'orienter vers conseil dans banque, entreprise privée ou publique.

Ecrire nº T 019.839 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

J. F. 26 ans, maîtrise lettres anglais, exp. rédactrice documentaliste, rech. emploi plein temps Paris, proche banlieue. Libre de suite. Ecrire à Mme Gaudin Frédérique, 27, r. Cordelière, 75013 Paris.

J.H., 26 a., bonne présentation. Ch. emp. de bur. ou pttes man. écriture, classem., archives, réd. Jean-Claude TONME 94, av. de la République 75011 PARIS.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER, 50 ANS Format. Sup. Libre rapidement. Habitué à participer au redressement et developpement d'entreprises et pouvant :
— élaborer la stratégie financ.,
— coordon., contrôler la comptab. gle, analyt. et contrôle de gestion,
— mettre en place des méthodes d'organisation et l'outil informatique,
— assurer la gestion de la production des ventes du personnel,
— parlant angl., espagnol.
Ecr. nº T 019858 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Boucher, technicien des viandes, spécialiste de la congélation et la surgélation. Chef de production dans une usine outre-mer recherche place similaire pays d'Amérique du Sud. Ecr. nº T 019924 M Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J.F., 28 ans, M.S.T. communication opt. relation publ. prépar. D.E.S.S. inform. ch. p. en rap. Etudie ttes propos. sérieuses. Ecr. nº 95850 M, Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Prospecterais pour Marchand de Biens ou autre des acquisitions foncières possib. Notamment par étude de cahiers des charges de ventes amiables ou judiciaires. Ecr. 328 Muratet 15, rue Taitbout, 75009 PARIS.

F. française, 35 ans, diplômée hautes études U.S.A. « Master in Personnel » exp. poste manager gestion personnel dans multinationale américaine, trilingue Français/Arabe/Anglais rech. poste équiv. en France. TÉL. : 934-17-51, H.B.

Cadre Bque confirmé, 33 ans. C.E.S.B. Solide exp. engagts. Audit interne. Exp. format. ch. poste resp. ds Gde entr. ou Etab. banc. Paris ou rég. paris. Ec. nº 2243 « Le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris Ced..09

DIRECTEUR COMMERCIAL
— 37 a., Droit, Sc. Po., C.E.E.
— Expérience variée en milieux industriel, commercial, bancaire, prestat. de services, import-export, organisation administrative génér., juridique et assurances.
Anglais, espagnol, conn. allemand, italien, conn. marché espagnol et Amérique latine. Capable gestion filiale France et étranger. Relations aisées à tous niveaux et dans tous les milieux. Etudierait toutes propositions. Ecr. nº 6.224 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9.

JOURNALISTE étudie toutes propositions. Entreprises pour communication interne et/ou relations publiq. Ecr. nº 2.187 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCTEUR-INGÉNIEUR (E.S.P.C.I., 32 ans) exp. rech. et rédaction articles scientif., angl., courant, notions allemand et espagnol, ch. poste JOURNALISTE ou REDACT. SCIENTIFIQUE Ecr. nº 6.228 « le Monde » Pub. 5, r. Italiens, 75427 Paris ced. 09

Jeune cadre, 35 ans, disponible **LIBRE DE VOYAGER** étudie ttes proposit. de mission à l'étranger. Téléph. : 236-76-40 ou écr. nº T 95.811 M R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Hme 31 a. INGENIEUR+MBA expérience directeur financier recherche poste **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL OU DIRECTEUR ADMINISTRATIF** d'entreprise de la région paris. Ecr. nº T 19.708 M R.-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75.002 Paris.

30 ans, sciences éco., actuellement en poste ds établissement financier, désire à nouveau exercer des fonctions de **CONTROLEUR DE GESTION** (ds entreprise industrielle en France ou à l'Etranger) (4 ans d'expérience professionnelle en ce domaine). Ec. nº T 019861 M Régie-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

JURISTE D.E.S. droit privé (F. 32 ans, célibataire) 5 ANS EXPERIENCE CONTENTIEUX SINISTRES CONSTRUCTION propose collaboration à Sté région Paris. Ecr. nº 2.247 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09.

EX-P.-D. G. société connue

meneur d'hommes, 47 ans diplomate, loyal, efficace.
— Grande expérience dans tous les secteurs d'une

P.M.E. - P.M.I.

(y compris export : USA - Canada - Afrique...)
— Sérieuses références morales et d'efficacité.
— Grande disponibilité : France - Outre-mer - Etranger.
— Langues : Anglais, Italien.

ÉTUDIERAIT TOUTES PROPOSITIONS

Discrétion d'honneur assurée.

Ecr. : CAVOP, BP nº 13 Boulogne-Billancourt/pal qui transmettra.

GESTIONNAIRE, 40 ans

FORMATION : juridique, comptable, fiscale financière, informatique

ORGANISATEUR ET ANIMATEUR sérieuse expérience multinationale et P.M.E. (commerce et production)

Référence : poste de direction

souhaite :
— soit seconder chef d'entreprise ;
— soit poste de direction.

Ecrire sous nº 92.954 M à BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transm.

CADRE DE DIRECTION 48 ans, 18 ans expérience dans les fonctions, en titre, de directeur technique, offre de très bonnes connaissances des diverses contraintes d'une PME sur les plans administratif, commercial et technique. — Très sérieuses références. Etudierait toutes propositions intéressantes de carrière (Paris et banlieue). Ecr. nº 6.184 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.H. 26 a. Bac G 3 Progr. Cobol. Exp. contrôle budget. 2e éch. F.F.E.S.S.M. Permis mer cherche poste resp. contacts humains. Vivant préf. plein air, accepte travaux durs, déplacements, ou étranger. Ecr. A. Granda, 30, r. du Plateau, 91270 Vigneux.

J.H. 28 ans, célibataire, études secondaires, rompu aux problèmes comptables et de gestion, diplôme de directeur de centre de vacances en cours, recherche une place stable avec responsabilité au sein d'un C.E. dynam. Ecr. nº 8.107 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

ASSISTANTE DIRECTION Générale, Maîtrise Droit, DES dt privé, ch. Com. Britan., st.-d., plus. années expér. ch. emploi stable pr début juin 1980. Ecr. nº 2.203 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

COLLABORATRICE pour P.M.E., quarantaine, cadre, capable seconder efficacement dirigeant dans tous domaines. Excellentes référenc. stables. Contacts dans niveaux. Très bonne présentation. Ecr. nº 6.230 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Hommes d'affaires, vous êtes débordés, je peux être votre bras droit. Mon expérience de huit années dans des sociétés multinationales m'ont permis de connaître la gestion administrative d'une entreprise et particulièrement la gestion du personnel et les relations commerciales. Entre autres, mon expérience de trois ans de travail avec les pays arabes (en grande partie sur place) lors de négociations commerciales multiples peut vous être utile. J'ai 32 ans, et je suis une femme très disponible, je parle anglais et italien, j'ai suffisamment de dynamisme, d'initiative et d'efficacité pour vous assister et vous aider. Tél. à Katie Vinot au 265-05-19 (H.B.) ou au 976-61-64 (dom.).

H. 27 ans, Sc. Po + Doctorat Droit, 2 ans exp. ens. sup. étranger, libre rapidement, étudie toute proposition motivante (préf. Paris, accepte déplacements fréquents même lointains). Ecr. Jean CAPIAUX, 64, rue Voltaire, 92300 Levallois, ou tél. au 270-57-13 du 25 mai au 13 juin.

Secrétaire bil. angl., 48 a. 15 a. exp., poss. voiture, cherche remplacements Paris, banlieue sud-est Juin, Juill., Août 6.500 F mens. 5 j. par sem. Ecr. nº 2.236 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Etudiant, 19 ans, cherche empl. juin/juillet Paris. TEL. : 597-35-54.

Licencié Sc. éco., 30 ans, angl., espagnol, étudierai toutes prop. Ecr. nº 2.242 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

Marais Cab. immob. cherche collaborateur (trice) 40 %. Ambiance dynamique et détendue. 272-78-81.

DES IDEES ? Ing. organisation/gestion, 36 a. étudie ttes propositions de sociétés intéressées par nvlle idée sur distribution produits du ménage : alim., prod. entret. Ecr. nº 8.186 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

DIPLOMATE BELGE RETRAITE cherche situation. Anglais, arabe, italien, français. Longue expérience, contacts à haut niveau. Afrique du Nord, Moyen-Orient. Ecr. nº 849.899 M REG.-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris. ou téléph. : Bruxelles 771-92-38.

J.F. 22 ans D.U.T. documentat., allem., angl., expér stages et travx ds spécialité ch. emploi ou travaux. Téléph. : 661-26-68.

SECRETAIRE STENODACTYLO BTS, maît. sc. nat., cherche emploi 2 jrs/semaine de préfér. milieu scientifique ou médical. Tél. : 340-39-80 le soir.

Cadre, homme 34 ans, licencié sciences-économ. MBA anglais courant, expér. 6 ans conseil en gestion et organisation, très bonnes notions d'informatique cherche à mettre ses capacités au service d'une entreprise. Ecr. nº T 019.864 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. Suisse cherche place au pair pr début juin, 5e/6e arrdt. S'adresser à Mme GOMY, 3, rue Saint-Jean, 93130 NOISY-LE-SEC.

J.F. juriste, 26 ans, DEA études politiques, maîtr. droit (civil, cclal, ppté industrielle), 1 an expér. assurances, angl. courant cherche poste cadre juridique dans entreprise ou cabinet. Ecr. nº T 019.826 M REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre féminin, 58 ans, chef comptable, recherche poste dans P.M.E. Paris ou banlieue Nord. TEL. : 960-55-08.

DOCUMENTALISTE licenciée, expérience enseignem. ch. pl. ds centre document scol. Ecr. nº T 019.762 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

propositions diverses

EMPLOYEURS FAITES CONFIANCE AUX ETUDIANTS pour des TRAVAUX TEMPORAIRES (bureau, vente, manutention, cours partic., gardes d'enfants...)

TELEPHONEZ au 329-97-10

Le service de Liaison-Etudiants Entreprises du Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Paris, placé sous l'autorité du ministère des Universités, vous propose gracieusement son aide.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt.

MAISON 180 m2 MARAIS **6 P.** Rénovation luxe 354-42-70

MARAIS Bon immeuble 60 m2 occupé, libérable. Prix intéressant - 272-33-25.

ARTS-et-METIERS - DUPLEX en bon état, 3e ét. plein sud. Séj.+2 chbres, bains, cuis., 82 m2. 600.000 F. Tél. 266-92-15.

4e arrdt.

SAINT-MERRI, 580-67-91, duplex, 110 m2, très raffiné, immeuble 17e siècle, belle rénovation.

MARAIS. - 95 m2, 4 Pièces, cuisine, bains, bel immeuble. GARBI : 567-22-88.

ILE SAINT-LOUIS SUR LA SEINE, TRES BEL APPARTEMENT CARACTERE, LIV., 2 CHBRES. - 550-28-28.

MARAIS - BEAUBOURG IDEAL INVESTISSEUR reste quelques 2 Pièces dans petit imm. en cours rénovation. Téléphone : 526-13-57.

RARE. R.-de-C., GD 2 P., habitat. ou profess. S/pl., 5, rue des Tournelles. Tél. 274-59-10.

ILE SAINT-LOUIS 200 M² SOLEIL - CALME EXCEL. DISTRIBUT. SEPIM - 297-42-22

5e arrdt.

CONTRESCARPE, réc., p. de t., 100 m2, liv. 30 m2 + S. à M. + 3 chbr., s/jard., tt cft, park. poss. 1.030.000 F. - 535-86-37.

Panthéon, stud. de caractère : 40 m2, calme : 350.000 francs. Tél. : 354-31-18, de 11 à 19 h.

6e arrdt.

Saint-Sulpice, Part. vend beau 4 Pces, tt cft, imm. renové : 850.000 F. T. 222-62-15, ap. 19 h.

CŒUR SAINT-GERMAIN très bel imm., liv., 1 chbre, JOLIE VUE. Tél. : 329-84-59.

VANEAU, bel immeuble pierre, SUPERBE 6/7 Pièces, tt conft, 2 chbres de service, ascenseur, 1.850.000 F. Téléphone 543-79-23.

CHERCHE-MIDI - ST-PLACIDE **45 M²** TERRASSE PLEIN CIEL Vue imprenable, asc. 354-95-18.

7e arrdt.

PLACE VAUBAN, standing, vue, 207 m2, double living, 3 chambres, 2 bains. Tél. : 278-64-85.

RUE DES **SAINTS-PERES** PROPRIETAIRE vend STUDIO TOUT CONFORT - 325-63-08.

38, R. VANEAU NEUF GD STAND. Du STUDIO au 4 P. GARAGES. Sur place 11 à 19 h - 550-21-26.

ILE SAINT-LOUIS 12, RUE JEAN-DU-BELLAY très bel imm. pierre de taille, grand studio, entrée, cuis., w-c, bains, haut plafond, à rénover. Visite mardi de 15 h. à 18 h.

ALMA 4 étage 190 m2, jolie vue sur la Seine. **BOURDAIS. 766-51-32**

RUE SAINT-DOMINIQUE liv. dble, 2 chbres, CALME et LUXE. BELLES DEMEURES DE FRANCE 387-92-76/387-01-77.

8e arrdt.

RUE D'ARTOIS magnifique duplex 160 m2, belle décoration, GARBI : 567-22-88.

MONTAIGNE. Living + 2 chbres 6e ét. + chbre serv. 704-28-12.

AV. MONTAIGNE, 100 M2 Splendide appt 3 p. + chbre service. Etage élevé, ascenseur. Vue exceptionnelle, 1.590.000 F. PROMOTIC 553-14-14.

9e arrdt.

Maubeuge-La Fayette, luxueux 5 Pièces, cave, chbre de serv., 200 m2 environ. Tél. 878-97-52.

NOUVEL HOTEL DROUOT 2 Pièces, chauff. urbain, tél., 198.000 F. Téléphone : 878-75-90.

N.-D.-DE-LORETTE - Mº petit 3 pièces. Px : 200.000 F. Jean Feuillade. T. : 566-00-75.

11e arrdt.

4 P. Jardins de Colbert imm. stand., 9e ét., vue imprenable, balc., 2 park. Exclusivité GIERI - 373-65-81

12e arrdt.

DUGOMMIER, exceptionnel : charmant STUDIO, tout confort, soleil, 130.000 F. Tél. 575-00-43.

14e arrdt.

ALESIA, 4 Pces, cft, 90 m2, 5e étg., imm. P. de T., calme, 630.000 F. Téléphone : 735-70-87.

ALESIA, 4 Pces, entrée, cuis., bains, wc, balcon, imm. 1900, 570.000 F. Téléphone : 543-79-23. SIERUS, 172, avenue du Maine.

MAISON PARTICULIERE proximité Raspail, 150 m2 + 30 m2 terrasse, caractère, gd cft, charme. Tél. : 322-43-15.

DENFERT MAISON PARTICULIERE Rez-de-ch. + 1er étage, 190 m2. Surélévation possible. - 633-78-87.

PARC MONTSOURIS bel appt, séj. + 4 chbres, 2 s. de bains, 120 m2, grands balc., soleil, parkg, 960.000, 622-22-56.

15e arrdt.

VAUGIRARD, belle maison : 200 m2 + 100 m2 jardin. Exclusivité AVL. Tél. : 526-86-33.

CHARLES-MICHELS - CLAIR DEGAGE, entrée, 2 Pièces, cuisine, wc, débarras, possible S. de B. Sur place, mercredi, de 14 h. 30 à 16 h., 93, r. St-Charles.

15e Immeuble récent, 6/jardin Beau séjour, 4 ch., 2 loggias, park., soleil. - 734-36-17.

ATELIER D'ARTISTE + 3 chbres 140 m2, et. élevé. 320-73-37.

R. LOURMEL, 5e ét., ascenseur liv. + 3 chbres, cft., 2 BALCONS. 577-96-85.

15e 2 PAS Mº, récent, joli 3 P., gde cuis., etc., calme. 550.000 F. 577-74-38.

30, rue LACORDAIRE - 15e Mº BOUCICAUT-LOURMEL LIVRAISON JUIN 1981 - Petite Résidence très bon standing **STUDIOS, 2 PIÈCES** Vrai **3 P. 78 M²** + 2 balcons **131/144 M²** + 2 terrasses en 3 - 4 et 5 PIECES. Pour visiter : tél. BEGI : 267-46-04 et 267-48-01

3 P. 75 M² Mº Volontaires Immeuble récent 600.000 F - 633-78-87.

70, rue Olivier-de-Serres : Immeuble pierre de taille, petit 2 PIECES, tt conft, 3e étage : 210.000 F. Téléphone : 874-78-47.

VAUGIRARD imm. pier. de t. 4e sur cour-jard. 2 PIECES CFT, cht. cl, impecc. COTIMO, Mme Libman, 783-62-74

16e arrdt.

TROCADERO. - Vue dégagée : 6 Pces, 2 sanit., 160 m2/ service, 2e étg., tt cft, balc., soleil, 1.600.000 F. Téléphone 622-22-56.

LA POMPE, SUPERBE 6 P., tt cft + 2 chbres serv., r.-de-c. s/voie privée, soleil, calme : 1.600.000 F, park. compr. S/pl., mardi, de 14 à 18 heures, 5, SQUARE THIERS.

MUETTE. Beau 3/4 p. imm. récent. 815.000 H. LE CLAIR. 562-93-54.

AUTEUIL dans beau PARC **MAISON** liv. + 6 chambres, 240 m2 environ + jdin. 2.650.000 F. 606-30-94.

JASMIN Magnifique 4-5 P., étage élevé, soleil, 2 bains, cuisine, office, cave, box. 1.850.000 F. **C.C.F.I. - 227-96-84**

AV. MARCEAU 6 P. 200 m2. Décoration luxe Profession libérale Prix : 2.300.000 F **D. FEAU** S.A. - 261-80-40 132, bd Haussmann

RANELAGH ppiaire vend salon, salle à m., 2 chbres, 85 m2, asc., 4e ét., calme, 850.000 F. T. 328-69-18.

17e arrdt.

Argentine, imm. stdg : beau 5 P., 148 m2 + serv., travx : 1.100.000 F. Téléphone 500-47-03.

2 P., 38 m2, wc, s. bs, 1er étg., 125.000; 2 P. gd lux. 199.000; stud. loc. vte 60.000 loy. 800. Téléphone : 636-22-15

17e FOURCHE, maison 12 P. princ. + 3 gdes salles 400 m2. GERANT. 508-03-12.

18e arrdt.

SACRE-CŒUR, gd stud., imm. récent, 75.000 F + 2.500, cple 77-79 a., revenu à l'acquéreur, loué 1.450 F charges comprises. F. CRUZ, Téléphone 266-19-00.

METRO GUY-MOQUET 4 P. 82 M2 + loggia 11 m2 bains, s. d'eau, dble exposition 702.000 F. S/pl. tous les jours (sf mercredi) de 14 h. à 19 h., 14-16, RUE LAGILLE. **627-82-98.**

19e arrdt.

ORGUES DE FLANDRE nouveau 19e, vrai 4 Pces gde cuisine, S. de B. + S. d'eau, loggia sur jardin. Décoré luxe 520.000 F. Tél. propriétaire au bureau : 272-54-45.

Près BUTTES CHAUMONT : charmant pav., gd séj. + 3 ch., grenier, tout conft, jardinet : 750.000 F. Téléphone : 264-18-26.

78 - Yvelines

SAINT-NOM-LA-BRETECHE PARTICULIER VEND ds petite résidence gd santdg (pierre de taille) constr. s/parc clos de 13.000 m2, appt 85 m2 + balc. 9 m2, dble liv., 2 ch., S. de b., W.-C., ent., cuis., cave, pr écoles, tennis, golf : 510.000 F. Tél. 460-84-22, après 19 heures.

92 Hauts-de-Seine

PUTEAUX PRES PONT DE NEUILLY magnifique studio 43 m2, clair, soleil, parking. GARBI : 567-22-88.

PLESSIS-ROBINSON, pr. stade, immeuble récent, beau 4 Pièces, parking. 350.000 F. — 828-10-25.

NEUILLY-SUR-SEINE, bd MAILLOT face bois, NEUF PIECES, quatre bains, 323 m2, 3 chbres de serv., parking. LUXUEUX. **COURTOIS.** 265-49-85 265-49-97

NEUILLY. Maurice-Barrès Gd living, 3 ch., 2 bains. Décoration luxueuse. 2 park. Prix élevé. MICHEL ET REYL. 265-90-05.

BOULOGNE av. MORIZET, imm. réc. 8e ét. 2 P. tt cft. + TERRASSE 50 m2 COTIMO, Mme Libman. 783-62-74

NEUILLY 5 minutes du Bois, 6 pièces, 200 m2, 3e étage. Bel immeuble 1915, 2 services. **BOURDAIS. 766-51-32**

93 Seine-St-Denis

BANLIEUE EST ds imm. P. de T., résid., 3e ét., **5 PCES 85 m2 + LOGGIA** 1er étage, ds magnif. parc boisé 2 ha., parkg. Prix 400.000 francs. Téléph. après 18 h. et week-end pour rendez-vous au : 348-14-83.

Région parisienne

77 Seine-et-Marne

CHELLES (15 minutes de la gare de l'Est). vds b. F3 71 m2 + balc. 11 m2 cuisine ent. éq., nombrx rang. Prix : 285.000 F, avec parking. Téléph. : 957-95-75 après 19 h.

CHELLES (77) 15' gare Est, superbe appt F5 ds résid., surf. hab., 105 m2, cuis., s. de bns, séj. 35 m2, 3 ch. + balcon. Prix : 350.000 F. Téléph. : 421-15-00 après 19 h.

Province

HOULGATE, dans très belle villa, 2 gds appts à partir de 180.000 F. 770-79-87, tous les jours et sur place de 15 à 19 h., 18, RUE DES ALLIES.

CENTRE **CHAMONIX** imm. standing, 84 m2 + loggia, cuisine équipée, vue imprenable mont Blanc - (1) 272-33-25.

CANNES (06) LE CANNET

Part. à part. Vds luxueux 125m², 2 bains, marbre, dernier étage petit immeuble très grand standing, ascens., gdes terrasses, vue baie de Cannes. — Studio 21m² sur jdin, kitch., bains, vue mer. Park. HERCOT, 149, av. de Wagram (17e) Tél. : 266-60-87 et Alain Broido Téléph. : 287-20-65

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	57,00	67,03
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

L'immobilier

locations non meublées Offre

Paris

PASSY, salon, S. à M., 3 chambres, cuisine, bains, serv., tél. 1.000 F. HERMES. — 551-34-62.

GARE DE LYON, A NEUF, beau 2 Pces, tt cft, balc., tél., 2e, asc., 1.500 F. Tél. 296-00-45.

Près St-Germain-des-Prés, beau 7 Pces, 5e, asc., balc., sol., serv. 5.500 F. - Téléphone : 500-63-51.

Mo EXELMANS, GRAND 2 PIECES, tt cft, imm. récent, stdg, gd balc., téléph., park., 2.600 F + 800 F. Téléphone : 874-70-47.

BD. FLANDRIN, imm. 1960 : 8 Pces 140 m2, tt cft, belle réception, 5.000 F. T. 874-70-47.

PARIS (11e)
Mo PARMENTIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
3 P. 67 m2, loyer 1.897 F, charg. 512 F, park. 166 F. S'adresser : 53-61, av. Parmentier - Tél. 355-52-46

Mo TOLBIAC Dans immeuble NEUF
2 p., 51 m2, 1.650 F + charges
3 p., 70 m2, 2.100 F + charges + balc. Tél. Parking sous-sol. H. LE CLAIR - 562-71-94

13e PLACE D'ITALIE
Immeuble récent tt confort
SANS COMMISSION
2 P. 51m2, loyer 1.410 F charg. 418 F. park. 220 F
S'adresser au Gardien : 17, rue Albert-Bayet
Tél. 589-15-21, de 9 à 12 h et de 14 à 18 h.

Part. loue **RUE DE RIVOLI**
près HOTEL-DE-VILLE
Beau 3 pièces tt confort, refait à neuf, dans immeuble P. de T. 2e ét. 2.850 F mens., ch. compr. Tél. pr renseign. et R.V. 272-78-04

FG-SAINT-HONORÉ
imm. grand stdg, beau 320 m2 dont 41 m2 commercial. Possibilité profession libérale. Prix 15.000 F + ch. T. 265-77-90.

(9e), 4 pces, cuis., s. de bns, w.-c., cave. 2.208 F + ch. Pos. louer meublé. Téléph. 281-36-50.

RUE CLAUDE-TILLIER, 2 pièces, tt cft, 1.715 F. CEFI GESTION — 526-41-69.

17e Beau living + 1 chambre, cuis., bains, 4e sans asc., tél. 2.500 F. - 548-54-99.

Région parisienne

NEUILLY, dans imm. moderne, 4e étg., asc., dble liv., conft, 1.500 F + charg. Tél., matin, SEGECO : 522-69-92.

Boulogne, près Pte Saint-Cloud, hôtel partic., 7 Pces, 4 bains : 9.200 F. - Téléphone : 500-63-51.

MASSY (ESSONNE)
APPARTEMENTS A LOUER SANS COMMISSION
4 PIECES, 90 m2 + 13 m2 loggia, loyer 1.658 F, charges 449 F.
5 PIECES, 105 m2 + 13 m2 loggia, loyer 1.926 F, charges 540 F.
S'adresser au Gardien : 1, rue Nationale
920-48-90 ou 920-48-92

locations meublées Offre

Région parisienne

30 KM. EST DE PARIS
4 KM. DE LAGNY-S/MARNE, Part. loue mais. 7 P., 3 S. de B., tél., gar., jard., proche A-4, RER, gare SNCF. 007-18-90.

SAINT-CLOUD
Part. loue appt 120 m2 sur parc plein Sud. Gd cft. 2 s. de bns. Décorat. mod. Cheminée. 3.600 F par mois. Téléph. : 771-78-79

locations meublées Demande

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris recherche du STUDIO au 5 PIECES. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. Tél. 285-11-08.

locations non meublées Demande

Région parisienne

Collaboratrice journal ch. stud. ou 2 P. ,pr septemb., loy. max. 550 F (St-Denis de préf.). Tél. 473-99-40, le soir vers 20 heures.

Pr Stés européennes cherche : villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. — 263-57-02.

immeubles

Vous désirez vendre VOTRE IMMEUBLE. JE SUIS ACQUEREUR. Téléphoner le matin au 747-42-97 ou écrire : Noël AUFMAN, 21, rue Le Peletier, PARIS-9e.

EUROPA 54, r. d'Amsterdam, 8e achète urgce immeuble occupe (loi 1948) avec un appt libre Paris ou banlieue. T. 520-13-57.

RECHERCHE IMMEUBLE ou groupe d'imm., Paris banlieue imméd. Paiem. comptant. Intermédiaires sollicités. MORELLE, 11, rue de l'Amiral-d'Estaing, 76016 PARIS. Téléph. : 720-16-61.

RECHERCHE IMMEUBLE LIBRE OU OCCUPE Paris-Banlieue. Tél. : 265-64-11.

PROPRIETAIRE vend superbe imm. pierre de taille 1.630 m2. Prix à débattre. CAMUS 723-85-70.

appartements occupés

XVe - Mo FELIX-FAURE
BEL IMM. PIERRE TAILLE, 11 appts : 2 et 3 Pces. occupés loi de 1948. Tél. : 531-51-10.

Immobilier (information)

bureaux

Votre SIEGE SOCIAL
CONSTITUT. DE STES
Démarches, Secrétariat, Telex, tous services. Prix compétitifs, délais rapides
ASPAC : 281-18-18 +

AV. ST-MANDE 4-5 Bureaux tout contort, 78 m2, tél. 2e étage, ascens., 35.000 F/an + charges. 346-11-76.

RUE ROYALE BEAUX BUREAUX
330 m2. A louer par an : 838 F le m2. Ecrire no 70.568, I.P.F., 12, rue Isly, 75008 Paris

A VENDRE PARIS-XVe
(métro Convention)
BUREAUX NEUFS
1.118 m2 en REZ-DE-CH. entièrement installés 12 PARK., 16 LIGNES TEL. Livrables fin mai 1980
S A F
622-10-10
Mme MERLHES

A LOUER CLICHY PÉRIPHÉRIQUE
BUREAUX, 481 M2
entièrement installés au rez-de-chauss. cloisonnés et climatisés. 6 lignes tél., parkings restaurant d'entreprise. charges basses.
S A F
Mme MERLHES
622-10-10

Boutiques

ORNANO - DUHESME
Belle boutique louée 34.800 F par an. Prix : 345.000 F. Tél. : 563-11-40 (Poste 50)

SENTIER 1.000 M2
SHOW-ROOM + BUREAUX
TTE PROPRIETE. - 236-32-32.

PLACEMENT 1er ORDRE
RUE SAINT-DENIS
MURS DE BOUTIQUE
RAPPORT 162.000 F L'AN
Téléphone : 325-63-00.

fonds de commerce

A vendre affaire nautisme, très bonne implantation sur ports en développement. Résultats prouvés. Nécessaire disposer 800.000 F. Adresser dossier candidature av. références à no 962675, H.A.P., Hall Petites Annonces 7 X - 44040 Nantes Cedex

AIX-EN-PROVENCE
Murs de Boutique centre ville
RAPPORT 15 %
Ex. : 1 boutique, Px 520.000 F
Revenu locatif :
6.500 F MENSUEL
ROBERT THOMAS
2, place des Prêcheurs
13100 Aix-en-Provence
Tél. : 16 (42) 26-05-03 ou 16 (42) 27-43-18

villégiatures

Villa piscine vue mer 6 pers., 1-15 juin 2.500, 19-26 juill. 3.000, 1/15 septembre 3.200. Téléph. : (94) 44-14-12 VIDAL 83700 LE TRAYAS.

10 KM DE NICE
Villa neuve meublée, confort, calme (6 personnes et +), libre juin-juillet. Tél. : (93) 91-07-37.

appartem. achat

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts toutes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

PAIE COMPT CHEZ NOTAIRE, ACH. 2 à 4 Pièces, PARIS, bon quartier, avec ou sans confort. Mme LEULIER : 261-68-81, ou le soir : 900-84-25.

RECH. appts 1 à 3 P., Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 3e, 4e, 12e, av. ou ss travx. paiem. COMPT. CHEZ NOTAIRE. Téléphoner : 873-23-55 ,même le soir.

PART. à PART. rech. à Paris 3-4 P., cft, étg élevé, ensol., bien situé. Téléphone 686-72-00.

EMBASSY SERVICE rech. appt standg, ds quartier résidentiel. Téléphone 562-78-99.

ACHÈTE COMPTANT PARIS
BON QUARTIER, URGENT.
1, 2, 3 et 4 pièces. T. 873-20-67.

locaux commerciaux

31, RUE DE CHABROL, 6 pièces, 200 m2 environ, 1er ét. 60.000 F annuels. Téléph. : 874-70-47

Cession de Fonds de commerce AV. VICTORIA - GD LOCAL ccial 85 m2 + sous-sol 75 m2. Loyer ann. : 50.000 F, bail neuf cession, 200.000 - T. : 874-70-47.

BASTILLE 3.000 F le m2 Atelier profess. ou commercial, 142 m2. Immeuble rénové. Tél. 272-40-19

ASNIÈRES
65, AVENUE DE LA MARNE, A LOUER :
450 M2 BOUTIQUES
divisibles à partir de 150 m2.
RENSEIGNEMENTS : 227-04-30, 790-26-94.

viagers

Libre VALLEE CHEVREUSE, ppté 1.300 m2, parc boisé, maison récente + maison 3 P. 1 tête 74 ans, 400.000 + 4.000 rente. Lodel - 355-00-44.

Prox. Casino TROUVILLE DIRECT sur plage, beau 5 P. tt cft., service, garages. Occupé 2 têtes 75 ans. Compt. 40.000, rente 4.000 F.
VIAGER, 130, rue de Rivoli. 233-05-75.

STE spécialiste VIAGERS
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00
Prix, indexation et garantie Etude gratuite, discrète

domaines

COMPLEXE DE TOURISME ET LOISIRS
30 roulottes, 15 caleches, chevaux, bâtiments, manège, centre d'accueil sur un domaine de 20 ha de prairies. Bureau à PARIS. Pas de connaissances techniques particulières mais le sens de l'accueil et de l'organisation. Clientèle fidèle et en plein développement. — Prix élevé justifié. Téléphonez à Paris au : 265-99-94.

villas

2 km SAINT-NOM-LA-BRETECHE, villa récente sur 650 m2. Jard. Séj. Burx, 3 chbres, 2 bains. Combles aménagés. 2 P. 820.000 F. - 954-68-00.

FACE SAINT-TROPEZ
BEAUVALLON
vends très belle villa en cours de finition, vue sur mer.
TÉL. : H. B. : (76) 44-79-50, ap. 19 h. : (76) 52-12-23

10 KM VERSAILLES
villa récente, 200 m2 habitables, séjour 54 m2, cheminée, 5 chambres, 2 bains, cuisine équipée, labo photo, chauff. gaz, gar. 2 voitures, jardin paysagé de 950 m2, 830.000 F. - 954-68-00.

pavillons

VENDS, 10 km autor., 15 km POITIERS, sup. pavillon F 5, 113 m2 sous-sol. Cuis. aménag. 700 m2 terrain amén. 535.000 F. CLEDELIN, 7 bis, r. des Ecoles, 86170 NEUVILLE (49) 51-25-76 ou (49) 46-08-68, après 19 h.

ANDRÉSY
Part. vd pav. 7 P., 144 m2, ds village vallon., calme, s/420 m2, gare 8 mn, école, piscine, tennis : r.-de-ch., entr., cuis., pièce repas, sal., séjour, 1 ch., s. de bns, wc; 1er ét., 3 ch., 1 s. de bns, wc, chf. cl gaz, gar. dble. PRIX : 605.000 FRANCS. Poss. reprise C.F. Lib. fin 80. Téléphone : 974-51-66.

PAVILLON - IVRY
9 P., idéal pour 2 familles ou cabinet médical + habitation. 990.000 F. Téléphone : 336-17-36.

maisons de campagne

VEXIN 1 heure PARIS, part. à part.
dans village, belle maison ancienne, plein Sud, 150 m2 habitables : 5 P. princ., plain-pied, tt cft., tél. + 150 m2 grenier aménageable + 100 m2 dépendances, 3.200 m2, superbe jardin boisé, charme et calme exceptionnels. Prix : 600.000 F. Tél. : 566-59-00.

VOSGES 30 KM BELFORT
altit. 850 m., urgt, mais. style chalet, 98 m2, habit., tt cft, sous-sol, gar., très bon état, terrain 3.180 m2, vue panoram. Prix 280.00 F. Tél. 973-45-74.

BOURBONNAIS
ferme de caractère à restaurer avec terrain ,proximité bourg, tous commerces : 130.000 F. Tél. : 538-73-68 ou 734-60-15.

terrains

COTE d'AZUR - Part. vend à Châteauneuf-de-Grasse (près de Grasse), sup. terrain de 6.200 m2, avec permis de construire, complanté d'oliviers. Vue panoramique sur arr.-pays. Exposition Sud-Ouest. Prix : 650.000 F - Tél. H.B. à M. FOING (93) 45-17-00

propriétés

ASNIERES (Résid.)
Ppté ancienne mansard. 200 m2 habit. (env.) sur 1.000 m2. Beau jardin clos. Récept. de 75 m2, 4 chbres + 2 s. de bains (poss. 3). Grenier (amí). S/sol compl. Parfait état. Mais. de gardiens. Après 19 h. au 750-21-45

VALLEE DE L'EURE
8 km de Chartres Sud. Maison anc. sur 2 nivx. 110 m2 habit. de suite et 130 m2 poss. (170 m2 au sol). Avec vastes dépend. Enormes possib. Eau, électric. et puits sur terr. 1.800 m2 entièrement clos et arborisé. Px : 645.000 F. A Fontenay-s/Eure, 3, rue Pasteur. Visite : samedi, dimanche et jours fériés.

SUPERBE PROPRIETE
de caractère et de très grande classe, à 15 km de Paris Ouest, dans ancien domaine de la Malmaison avec vue exceptionnelle sur les BOUCLES de la SEINE dans un parc de 15.194 m2 possédant arbres bicentenaires.
Construction principale attribuée à NICOLAS LEDOUX, 750 m2 sur 3 niveaux + dépendances. Piscine chauff. Excellent état général.
Conviendrait pour résidence d'ambassadeur, d'artiste, clinique de luxe, etc.
Me SALATS, Notaire, 3, rue du Louvre, 75001 PARIS Téléph. : 260-34-76

FACE LUBERON
PETITE PROPRIETE
Pierres apparentes, dans hameau, comprenant : rez-chauss., 2 pces ; 1er ét., 2 pces + ruines à remonter sur petit terrain attenant, plein soleil, eau possible, électr. sur place. 280.000 F. S'adr. : Sté SILA 84490 Saint-Saturnin-d'Apt (90) 75-40-76

RAMATUELLE L'ESCALET
Domaine privé bord de mer VILLA AVEC PISCINE
255-04-51 - 16 (94) 79-22-78

A vendre, VALLEE LOIRE, Gdes propriétés, fermes. Ecr. : M. ARNON, 9, rue de Provence - 86000 POITIERS.

LANGUEDOC MAISON XVIIe 30 km MER
Superbe restauration de style Aménagement luxueux 280 m2 + 2 terrasses, s/2.000 m2 terrain CAUSE URGENCE : 670.000 F. Crédit possible - Tél. : 254-50-11.

LE VESINET Sur pelouse
Propriété Mansart sur 3.000 m2, parc, réception 160 m2, 6 chbres, 2 bains. Pavillon gard. Piscine. Etat exceptionnel - 976-05-37.

AUTHENTIQUE BASTIDE PROVENCALE
à rénover entre AIX-EN-PROVENCE et LUBERON. Parc 5 hectares. Prix : 1.200.000 F. Agence du Château, 84120 Pertuis. Tél. (90) 79-17-33.

45 KM OUEST PARIS
RESIDENTIEL
magnifique propr. s/5 ha parc paysagé + 1 ha bois, le tout d'un seul tenant, réception de 120 m2, 8 chambres, 5 bains, pav. gard., piscine chauff. Le tout dans un état impecc. Prix justifié 3.200.000 F. 954-68-00.

Officiers ministériels

ET VENTES PAR ADJUDICATION

VENTE au Pal. de Justice à PARIS le JEUDI 29 MAI 1980 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
Dans un immeuble sis à
ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
235, rue Jean-Jacques-Rousseau
3 STUDIOS ET **UN APPARTEMENT** AU REZ-DE-CHAUSSEE
DEUX APPARTEMENTS AU 1er ETAGE
SOUS-SOL : 6 CAVES - JARDINETS
MISE A PRIX : 60.000 FRANCS
Occupation, voir cahier des charges. S'adr. à Me Yves TOURAILLE, ancien avoué, avocat à PARIS, 48, rue de Clichy, tél : 874-45-85 ; Me GUILLEMONT, syndic à PARIS, 43, rue de Richelieu. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

LA VILLE DE PARIS
vend LIBRES aux enchères publiques
7 appart. - 1 studio - 2 chambres
Dont 1 APPT de 143 m² env. avec chambre indépendante et VUE directe sur Champ de Courses.
Dont 1 APPARTEMENT avec 1 TERRASSE de 130 m² envir.
Faculté de réunion de 2 APPART. de 119 et 69 m² (188 m² env.)
à PARIS, entre
le boulevard Suchet et le champ de courses d'Auteuil
le MARDI 20 MAI à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de PARIS
Mes MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE, not. associés 14, rue des Pyramides, Paris 1er - Tél. 260.31.12

Vte s/Sur. 1/10e Pal. Justice VERSAILLES (78), 3, pl. Mignot, 4 JUIN 10 h.
En 5 lots **TERRAINS à SAINT-BENOIT** Commune d'AUFFARGIS (78) Lieu-dit « La Tuilerie »
1) 17 a 26 ca avec Bâtiment - Mise à Prix : 93.500 F.
2) 23 a 99 ca avec Entrepôts et Atelier - Mise à prix : 60.500 F.
3) 38 a 74 ca avec Bâtiment et hangar - Mise à Prix : 137.500 F.
4) 38 a 48 ca avec Atelier - Mise à prix : 60.500 F.
5) 37 a 47 ca, avec Ateliers - Mise à Prix : 60.500 F.
Pour renseig. : Me MOURICHOUX, avocat. - Tél. : 950-08-57
A VERSAILLES, 24, rue des Réservoirs ;
Mes René et Daniel JEAN, avocats, 2 et 4, place Gambetta ; Me JOHANET, avocat, 21, rue des Etats-Généraux, et Me GUEILHERS, avocat, 21, rue des Etats-Généraux. - Sur les lieux en téléphonant au 041-16-85.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 29 MAI 1980, à 14 heures
TERRAIN à LA QUEUE-EN-BRIE (94)
EN BORDURE DU CHEMIN RURAL No 15 DIT « ROUTE DE BRIE ». Cadastré section D no 49 et 63 « Champtier de la Pièce à Renard ».
CONTENANCE 1 HECTARE 20 ARES 13 CENTIARES
Mise à prix : 250.000 francs
S'adr. pour tous renseignements à Me J. LYONNET DU MOUTIER, ancien avoué, avocat, 182, rue de Rivoli, Paris-1er, tél. : 260-20-49 ; Me LABRELY, syndic, 41, rue Dauphine, Paris-6e ; Me SAGETTE, syndic, 6, rue de Savoie, Paris-6e. Au Greffe des Criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter. PRET POSSIBLE DU CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

VENTE après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 MAI 1980 à 14 heures
PROPRIÉTÉ A ARCACHON-33
87, avenue Guy-de-Maupassant - Quartier des Abatilles
CONTENANCE DE 512 METRES CARRES
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
Mise à prix : 200.000 francs
S'adresser pour tous renseignements à Me B. de SARIAC, avocat à PARIS, 70, avenue Marceau, tél. : 720-82-38 ; Me FERRARI, syndic à PARIS. PRET POSSIBLE DU CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la GRINDLAY'S BANK S.A.

Vte sur licit. au Pal. Just. d'Evry (91), r. des Mazières, 3 Juin 1980, 14 h.
PAVILLON à OLLAINVILLE par ARPAJON (91)
30, RESIDENCE DU VAL : 5 PCES PRINCIPALES, GARAGE, PETIT JDIN.
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION - M. à P. : 115.000 F
Consign. préalable pour enchérir. Pr rens., à Corbeil-Essonnes (91) s'adr. à **Me ANDRÉ** AVOCATS ASSOCIES, 19, rue Feray, téléphone : 496-01-12 ; Me GUILLOT, avocat, 36, rue Champlouis, tél. : 088-07-42.

Vente sur licitation au Palais de Justice de BOBIGNY (93), LE MARDI 27 MAI 1980, A 14 HEURES
EN TROIS LOTS
1er lot : PROPRIÉTÉ à LE BLANC-MESNIL (93)
comprenant petite maison élevée sur terre-plein d'un rez-de-chaussée, de 3 pièces et cuisine, garage attenant, jardin, contenance 408,60 m2, 25, RUE SAINT-SAENS
Mise à prix : 120.000 francs
2e lot : PROPRIÉTÉ à DRANCY (93)
Comprenant pavillon d'habitation élevé sur sous-sol d'un rez-de-chaussée de 3 pièces, cuisine, salle d'eau, w.-c. Contenance totale de 315,60 m2. AVENUE LOUIS-GREUZARD, AU NUMERO 8
Mise à prix : 120.000 francs
3e lot : TERRAIN à VILLEPINTE
RUE DU SANATORIUM, AUX NUMEROS 38 et 42
CONTENANCE SUPERFICIELLE DE 420 M2
Mise à prix : 75.000 francs
S'adresser pour tous renseignements à Me JACQUES WUILQUE, avocat à Aulnay-sous-Bois 93), 31, rue de Bondy. Au greffe des criées du Trib. Gde Instance de BOBIGNY où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter.

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice d'Evry (91), rue des Mazières, le MARDI 3 JUIN, à 14 heures d'un
APPARTEMENT à BOUSSY-ST-ANTOINE (91)
RESIDENCE « LA NERAC », 3, RUE DES NOYERS avec CAVE et emplacement à usage de garage
Mise à prix : 100.000 francs
Possibilité de baisse en cas de non-enchères d'un quart puis de moitié. Pour tous renseignements s'adresser à Mes AKOUN et TRUXILLO, avocats associés à CORBEIL-ESSONNES (91), 5, rue Champlouis, tél. : 496-14-18 et au Greffe du Tribunal de Grande Instance pour consulter le cahier des charges.

VENTE - Palais de Justice PARIS - JEUDI 22 MAI 1980 à 14 heures (EN 2 LOTS avec faculté de réunion)
PARIS (15e) - 14-16, RUE DE L'ARRIVÉE
1er lot : BAT. B. 1 P. à USAGE de BUREAU
2e lot : BAT. C. Gd Hangar à usage d'atelier
1 PIECE à USAGE de BUREAU - 1 PIECE à USAGE de MAGASIN.
Mises à prix . : 1) 100.000 F - 2) 400.000 F
S'ad. Me W. DRIGUEZ, avocat à la cour, 6, rue Saint-Philippe-du-Roule, PARIS (8e) - Tél. : 225-13-30.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE, le JEUDI 19 JUIN 1980 à 14 heures au Palais de Justice de SENS (Yonne) - D'UN
ENSEMBLE de BATIMENTS à usage Commercial et industriel sur 3.200 m² - DANS LA ZONE de SENS (Yonne)
Construction 1967 - Très bon état - Emplacement exceptionnel.
Prox. PARIS - ORLY par autoroute - Voies fluviales, routières et ferroviaires.
LIBRE - CONDITION EXCEPTIONNELLE - M. à P. : 2.500.000 Frs
S'adresser Me EVRARD, avocat à SENS (Yonne), 6, boulevard du Mail, tél. (16-86) 65-12-09 et 65-71-33.

Le Monde

régions

ILE-DE-FRANCE

Le 13 mai, ouverture du nouveau Drouot

QUATRE ANS D'ABSENCE

Un quartier retrouve ses « pensionnaires »

Le nouvel hôtel des ventes de la rue Drouot, dans le neuvième arrondissement, dont on avait cru qu'il serait inauguré par le président de la République, le sera en fait, le 13 mai, par MM. Jacques Chirac, maire de Paris, Gabriel Kaspereit, député R.P.R., adjoint au maire, et Mᵉ Michel Rostand, président de la compagnie des commissaires-priseurs de Paris.

APRES plus de quatre ans d'absence, commissaires-priseurs, curieux et fouineurs retrouvent donc ce quartier de la capitale qu'ils avaient dû quitter, pendant la durée des travaux, pour la rive gauche. Des retrouvailles un peu solennelles mais conformes à une tradition plus que centenaire qui veut qu'à deux pas du carrefour Richelieu-Drouot, entre les rues Chauchat, Rossini et Drouot, bourrées d'antiquaires, de numismates et de marchands de timbres, se dresse un hôtel des ventes où se côtoient acheteurs et collectionneurs avides d'originalité.

En fait, dès le dix-huitième siècle, les ventes aux enchères sont fort courues dans la capitale. Le commerce de la « curiosité » est prospère. Les amateurs appartiennent à toutes les classes de la société. Diderot est courtier. Il achète pour l'impératrice de Russie. Déjà, dans ce Paris qui bouillonne des idées des encyclopédistes, on se plaint que les œuvres d'art partent pour l'étranger. Les ventes ont lieu en plein air, place du Châtelet, où siège la compagnie des huissiers-priseurs. Les ventes élégantes se tiennent dans des hôtels particuliers ou au couvent des grands augustins. Au dix-neuvième siècle, la compagnie ouvre plusieurs salles de ventes, dont l'une est située place de la Bourse, à l'angle de la rue Notre-Dame-des-Victoires. Enfin, en 1851, les architectes Levasseur et Pallard construisent l'hôtel Drouot, celui-là même qui a été démoli en 1976. Il fut visité par Napoléon III, qui y acheta, en 1860, deux terres cuites de Clodion pour la somme de 12 600 F.

L'ancien hôtel Drouot était vétuste. *« Il ne correspondait plus aux exigences des ventes aux enchères dans leurs activités actuelles »*, déclare Mᵉ Rostand, qui ajoute : *« Les visiteurs et les commissaires-priseurs ne pouvaient plus y trouver le cadre et les services souhaitables à l'organisation de ventes de qualité. En fait, nous avions décidé depuis plusieurs années de nous installer dans un lieu totalement repensé. C'est la raison pour laquelle nous avons été amenés à conduire une opération immobilière d'envergure en étroite concertation avec la Ville de Paris. »*

Mais quatre ans passés à la gare d'Orsay n'ont-ils pas nui aux « affaires » et désorienté une clientèle habituée au quartier Drouot ? *« Absolument pas »*, répondent les commissaires-priseurs. Selon eux, l'année 1979 a été particulièrement bonne puisque quatre mille à cinq mille personnes sont venues quotidiennement assister aux ventes aux enchères. Une nouvelle clientèle, qui a imposé la promotion de l'art déco, des tableaux orientalistes et des peintres « pompiers ». Des objets tombés dans l'oubli ont connu une nouvelle vogue, comme les jouets anciens, les éventails, les cannes, les dentelles et les cartes postales. *« Il faut souligner*, affirme Mᵉ Rostand, *que 1979 a été, pour le marché parisien des ventes, une année de forte progression — plus 25 %, le chiffre d'affaires atteignant 800 millions de francs — et celle d'enchères records. »* Paris a donc renforcé sa première place pour la vente des livres rares et anciens, des autographes, des monnaies et des médailles.

25 millions de francs

Le nouvel hôtel Drouot, dont la construction est estimée à 25 millions de francs, disposera de seize salles réparties sur trois niveaux, toutes différentes les unes des autres, en superficie et en volume, un parking de quatre cents places, une gare routière et de vastes possibilités de stockage pour les six cent mille objets qui y transitent chaque année. Ce nouvel hôtel des ventes met en jeu plusieurs milliers d'emplois. En effet, chaque année sont organisées trois mille ventes aux enchères nécessitant la présence de plus de trois cents personnes. Trente imprimeries fabriquent les six cents catalogues qu'éditent annuellement les commissaires-priseurs, avec l'aide d'une cinquantaine d'ateliers spécialisés dans la photographie d'œuvres d'art. Ces seuls travaux représentent un chiffre d'affaires de 10 millions de francs. Enfin, les six cents membres de l'Union des commissionnaires de Drouot disposent d'un parc de vingt-cinq camions.

L'outil de travail est donc prêt. *« Il faut constater que, depuis la guerre, Paris avait perdu un certain nombre de marchés, notamment celui du diamant et des objets d'art »*, souligne M. Kaspereit, qui précise : *« Il y a quelques mois s'est ouvert rue Cadet, près de l'hôtel des ventes, le Centre international du diamant, spécialement équipé pour recevoir des acheteurs étrangers. Aujourd'hui, la réalisation du nouvel hôtel Drouot donne à notre capitale les moyens de faire face aux sévérités de la concurrence dans le domaine des objets anciens, notamment à celle de Londres. »*

Si, dans le quartier, les commerçants se félicitent de la réouverture de « leur » Drouot, certains font remarquer que, *« au point de vue architectural, Paris ne méritait pas cela. Pourquoi ne pas avoir gardé une partie de l'ancienne façade et réamménagé l'intérieur ? »*, et d'autres trouvent que *« c'est bien comme ça »*.

Mais l'opération d'urbanisme qui a conduit à la construction du nouvel hôtel des ventes comporte également la réalisation d'équipements collectifs et sociaux de quartier. Ceux-ci, crèche, halte garderie et plusieurs dizaines de studios pour personnes agées, seront ouverts au mois d'octobre prochain.

JEAN PERRIN.

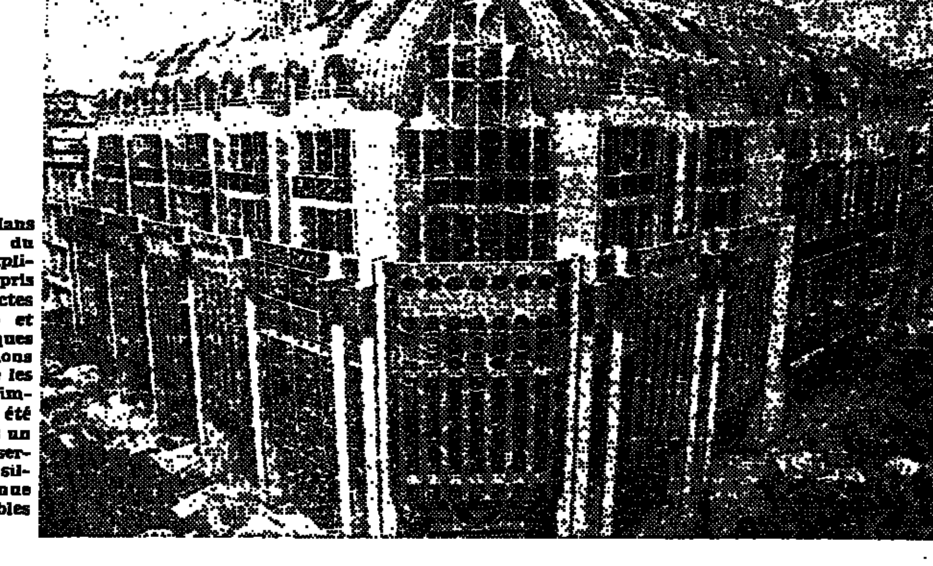
JOURNÉES PORTES OUVERTES

Pendant les quatre journées « portes ouvertes », du mercredi 14 mai au samedi 17 mai, les Parisiens vont découvrir tout à loisir le nouveau Drouot. A cette occasion, la compagnie des commissaires-priseurs de Paris organise deux expositions destinées au grand public. Elles seront toutes les deux installées au premier étage du nouvel hôtel.

L'une d'elles présentera, en avant-première, les toiles, les manuscrits, les objets les plus remarquables, les plus spectaculaires, mis en vente aux enchères publiques aux mois de mai et juin.

L'autre retracera, à travers des tableaux, des aquarelles, des dessins, des estampes et des bronzes, signés Daumier, l'histoire des ventes aux enchères à Paris. On découvrira également, grâce à des objets, documents ou symboles professionnels — marteaux, jetons de présence, cannes, costumes, catalogues, procès-verbaux de ventes... — comment les maîtres d'œuvre de ces ventes, les commissaires-priseurs, alors appelés « sergents à verge », exerçaient leur charge au dix-huitième siècle.

Cette exposition, conçue et organisée par maître Bernard Oger, a pu être réalisée grâce aux prêts de collections privées, mais aussi de la Bibliothèque nationale, du Cabinet des dessins, des Archives nationales, du musée Carnavalet, et, bien sûr, grâce aux éléments conservés par le centre de documentation de la compagnie des commissaires-priseurs de Paris.



Nous avons, dans « le Monde » du 29 janvier, expliqué le parti pris des architectes André Biro et Jean-Jacques Fernier. Retenons seulement que les façades de l'immeuble ont été dessinées dans un style qui conserverait « la silhouette connue des immeubles parisiens ».

Seize salles pour une machinerie de luxe

QU'IMPORTE le flacon, pourvu que l'amateur puisse au nouveau Drouot goûter à l'ivresse des enchères. L'aménagement intérieur de l'hôtel des ventes est conçu comme un espace théâtral, un lieu de rencontre entre les objets mis en vente et les acquéreurs éventuels. Au commissaire-priseur, perché sur son estrade, d'arbitrer l'offre et la demande à coups de marteau d'ivoire.

Les officiers ministériels parisiens sont très attachés à « l'unité du lieu de vente » qui permet au public de passer d'une salle à l'autre toujours en quête de l'inattendu. Plus nombreux et diversifiés sont les objets offerts aux enchères, plus ils ont de chances de trouver preneur. Et qui venait avec l'idée d'acheter une bergère Louis XV s'en retourne avec une faïence révolutionnaire. L'efficacité de la concentration des ventes dans une même enceinte est un des arguments forts des « traditionalistes » contre les « dissidents » qui ont déjà quitté le navire, ou seraient tentés de le faire.

Pour attirer le public, le retenir et multiplier ses tentations, les architectes ont fait porter leurs efforts sur l'agrément du décor, le confort du séjour et les facilités de circulation.

On peut certes contester l'esthétique un peu rétro de l'ensemble, mais les nappes de couleur s'harmonisent avec les sols alternés de noir et d'argent. Partout domine cette impression de vêtement neuf et bien coupé qui fait oublier jusqu'au souvenir poussiéreux de l'ancien Drouot et les rouges fatigués de Drouot rive gauche.

Toutes différentes en superficies et en volumes, les seize salles distribuées sur trois niveaux sont précédées d'un « foyer » qui permet d'écouter les enchères sans nécessairement y participer. Les sols et les murs sont tendus de moquette d'un rouge bordeaux qui a le mérite de la fraîcheur. Les tentures verticales dissimulent de solides panneaux de bois où pourront s'enfoncer de gros clous pour accrocher n'importe quoi : les commissionnaires à cols rouges apprécieront. La marche et le piétinement sur place sont facilités par un revêtement spécial d'une douce élasticité qui épargnera la fatigue a ceux qui restent longtemps debout. Le long des murs, les banquettes d'exposition, maintenues par de solides équerres métalliques, pourront même servir de sièges aux habitués les plus corpulents.

Très étudié, l'éclairage est facile à moduler par des « grils » réglables en hauteur commandés électriquement. Au deuxième étage, la salle de prestige baptisée « Espace Drouot » a le privilège d'une moquette couleur de miel et d'un éclairage « zénithal » — c'est-à-dire que la lumière du jour pénètre verticalement par des « sky-domes » et rayonne largement sur des tôles de renvoi qui la diffusent à travers des verres dépolis. Autre élément de confort appréciable et qui sera une importante innovation par rapport à l'ancien Drouot et la gare d'Orsay : la climatisation à régulation automatique. Elle est assurée par une centrale de production « frigothermique » utilisant l'énergie électrique.

Circulation verticale

Le système de circulation a bénéficié d'une des plus heureuses innovations de Drouot rive gauche : les aires de déplacement des objets et des visiteurs sont complètement séparées. Les coulisses ne sont plus comme jadis au cœur du spectacle. Malheureusement, on ne retrouve pas ici l'immense avantage d'une circulation sur un seul plan horizontal comme c'était possible sous la grande verrière de la gare d'Orsay.

Tout le nouveau Drouot est conçu à la verticale. Du parking (de quatre cents places), qui descend jusqu'au septième sous-sol, aux salles supérieures, il faut parcourir verticalement plus de 30 mètres par divers moyens mécaniques (ou gravir à pied les cent quatre-vingt-douze marches).

L'ensemble du bâtiment est isolé de la Grange-Batelière — la rivière sulfureuse qui s'infiltre jusqu'à l'Opéra — par une gigantesque coque étanche qui repose, sur un bouchon de ciment. Et, pour plus de sécurité, les eaux, qui exercent une formidable pression (plus de 80 t au m2), sont pompées en permanence et surveillées par un système de sécurité sophistiqué qui augmente le débit en cas de crue.

Des batteries d'escaliers mécaniques gravissent les niveaux, mais ces escalators paraissent bien étroits : il y faudra passer en file indienne. Et les deux ascenseurs qui ne tolèrent que quatre personnes par voyage semblent insuffisants. Pour les meubles et objets, les monte-charges sont plus généreux : deux électriques de 800 kilos, trois hydrauliques à piston de 1 600 kilos, relient le magasinage installé au troisième sous-sol et les salles des ventes étagées sur trois niveaux.

Au rez-de-chaussée, une véritable gare routière comporte six quais de chargement et une aire d'enlèvement des objets facilement accessible pour les voitures particulières.

Il ne manque à cette machinerie, confortable mais compliquée, qu'un circuit de télévision intérieure qui eût facilité la circulation de l'information d'une salle à l'autre, d'un étage à l'autre. Malgré l'insistance des architectes, qui voulaient au moins mettre en place une « filière T.V. », les commissaires-priseurs ont déclaré : *« Restons-en là, la note est assez lourde. »*

On sait que pour chaque étude le remboursement de l'emprunt contracté pour l'aménagement du nouveau Drouot représente 53 000 francs par an pendant dix-huit ans. (Il est vrai que ces remboursements permettent, dans une certaine mesure, d'alléger la charge fiscale de chacun.) Mais il faut aussi digérer les frais d'entretien et de fonctionnement qui seront sans doute de 20 à 30 % plus élevés qu'à Drouot rive gauche. D'où une querelle entre les grosses et les petites études au sujet des tarifs de location de salle. Les quote-parts demandées sont calculées en fonction de la surface utilisée pour les expositions et les vacations, mais également en proportion du résultat des ventes, avec un système dégressif destiné à encourager les plus hauts produits. Par exemple, la cotisation sera de 2 000 francs pour un rapport de 250 000 francs, mais seulement de 4 000 francs pour un produit de vente quatre fois plus élevé. Certaines études importantes, écrasées par leurs propres frais généraux, n'y trouvent cependant pas leur compte et demandent que les locations soient réglées uniquement au mètre carré utilisé, sans avoir à supporter les frais collectifs. Ces exigences sont durement ressenties par les petites études qui travaillent à très faible rentabilité. Et le projet gouvernemental de réforme de la profession risque encore de favoriser les études les plus importantes. On reste pour l'instant sur la réserve en attendant de mieux connaître les coûts réels de fonctionnement du nouveau Drouot.

Une autre question se pose : le nombre des salles sera-t-il suffisant pour le volume des ventes ? Oui, répond avec assurance M. Ziegler, secrétaire général de l'hôtel des ventes. Les seize salles du nouveau Drouot seront mieux utilisées que les dix-huit de Drouot rive gauche — qui ne pouvaient être toutes affectées en même temps à des vacations, car une partie d'entre elles servaient de salles d'exposition et de magasinage. Dans le nouvel hôtel, chaque salle est dotée d'un magasin ce qui permet à coup sûr une meilleure rotation des ventes, et par conséquent une meilleure rentabilité de la surface utilisée.

Reste à savoir de quoi seront faites les ventes, et si le nouveau public découvert sur l'autre rive dans le quartier des antiquaires restera fidèle aux enchères. Les commissaires-priseurs comptent beaucoup sur l'effet de nouveauté et de curiosité pour attirer une clientèle supplémentaire. C'est là un atout qui n'est pas négligeable.

Il faut espérer que toute cette belle machinerie adoucira les gestes et les mœurs des « collets rouges » ; que nous ne verrons plus de clins d'œil et de mimiques entre crieurs et marchands qui concluent de secrets arrangements ; que les « commissions pour » ne dissimuleront plus d'étranges manœuvres ; que les coalitions entre antiquaires pour freiner les enchères ne seront plus qu'un lointain souvenir — tout comme les brusques flambées d'annonces qui poussent le naïf à ses dernières ressources et lui font payer l'objet de sa folie deux fois plus cher qu'en boutique ; que disparaîtront, enfin, les ventes « montées » avec des marchandises d'antiquaires... Bref, que les enchères seront aussi transparentes que cette lumière zénithale qui s'épanche au sommet du nouveau Drouot.

On peut toujours rêver quand un navire tout neuf largue les amarres.

FRANÇOIS GERSAINT.

ENVIRONNEMENT

APRÈS LA CONFÉRENCE DE L'O.C.D.E. A PARIS

Vingt-quatre pays s'engagent à réduire le bruit des automobiles à la construction

Dans dix ans au plus tard, aucun véhicule construit dans l'un des vingt-quatre *pays de l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique)* n'émettra un bruit dont le niveau sonore dépassera 80 décibels. Tel est l'engagement majeur qu'ont pris, après trois jours de débats, les 7, 8 et 9 mai à Paris, les deux cents participants, dont *une demi-douzaine de ministres*, à la conférence sur les politiques de lutte contre le bruit, première réunion internationale jamais organisée sur ce thème.

Apparemment, cette décision à la fois lointaine, partielle et purement technique paraît modeste. En réalité, si elle est *appliquée, elle devrait améliorer les conditions* de vie de centaines de millions d'habitants, en atténuant dans des proportions considérables les nuisances dues aux bruits de la circulation.

Voilà des années que les experts de l'O.C.D.E. étudient le phénomène du bruit dans les pays industrialisés. Le constat dressé au cours de la conférence de Paris est inquiétant. Cent millions de citoyens des pays de l'O.C.D.E. sur sept cent trente millions sont actuellement exposés à un niveau *de bruit ambiant* moyen dépassant 65 décibels. Cela sans compter les agressions qu'ils subissent sur leur lieu de travail. Or ces 65 décibels sont unanimement considérés comme *« inacceptables »*. *Le* niveau *« souhaitable »* ne devrait pas excéder 55 décibels.

Cette situation explique qu'en France, par exemple, plus de la moitié des personnes interrogées considèrent le bruit comme la nuisance numéro un. Or il est à présent admis que la circulation est la principale responsable de ce vacarme universel et permanent. Peut-on espérer une amélioration dans les années à venir ?

Seuls les Pays-Bas

Les positions, fondées sur des études menées aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, ne permettent pas d'être optimiste. Certes, dans les années proches, le bruit des avions va s'apaiser avec la mise en service de modèles plus silencieux, comme l'Airbus, et cela même si le trafic augmente. Les pays de l'O.C.D.E. se sont d'ailleurs engagés à accélérer le renouvellement de leur flotte aérienne.

En revanche, et malgré les mesures de plus en plus sévères prises partout à l'encontre des autos, des poids lourds et des motos, les bruits de la circulation ne peuvent que croître.

Dans vingt ans, le parc automobile des pays de l'O.C.D.E. devrait passer de 260 à 320 millions de voitures et de 60 millions à 90 millions de camions. Résultat inévitable : les personnes exposées à plus de 65 décibels seront de 30 % plus nombreuses.

Les politiques anti-bruit ont été sévèrement jugées par les participants à la conférence de Paris. Elles suivent à peu près partout la règle du coup par coup. Seuls les Pays-Bas ont adopté l'an dernier une loi fixant un objectif ambitieux mais précis et dégageant les moyens financiers de les atteindre. On sait que le gouvernement français, quant à lui, a renoncé après des années de tergiversations à présenter au Parlement une loi-cadre contre le bruit (*le Monde* du 29 février). Le texte estimé tout à fait insuffisant par l'ensemble des personnes consultées a été remis en chantier.

Ce ne sont pourtant pas les réglementations qui manquent dans la plupart des pays, mais elles sont souvent incohérentes et, en tout cas, ne sont correctement appliquées nulle part.

Chacun convient que la solution la plus efficace consisterait à réduire de manière substantielle le bruit émis par les véhicules sortant d'usine. Jusqu'à présent, les constructeurs avaient réussi à éviter qu'on ne leur impose des restrictions trop draconiennes. Argument : toute réduction du bruit entraîne une hausse du prix des voitures ; et peut-on en pleine crise prendre le risque de gêner davantage la construction ?

Dans ce front commun, des failles se sont ouvertes. Un tableau publié par l'O.C.D.E. à l'occasion de la conférence de Paris le montre éloquemment. Il indique, pays par pays, les limites de bruit imposées aux *véhicules à moteur. Les pays de* la Communauté, et la France en particulier, autorisent encore les voitures à monter jusqu'à 80 décibels, les poids lourds jusqu'à *88 décibels* et les *motos* jusqu'à *86 décibels*. La Suisse, le Japon, les nations scandinaves, s'imposent des normes beaucoup plus sévères. Et c'est l'Allemagne fédérale qui a provoqué la surprise en proposant de limiter le bruit des voitures à 75 décibels en 1985 et celui de tous les autres engins à 80 décibels.

La France a cédé

Au sein de l'O.C.D.E., c'est la France qui, jusqu'au dernier moment et sous la pression des constructeurs automobiles, a présenté le plus d'objections à ce programme. Mais devant la pression de tous ses partenaires, elle a fini par céder. On est donc convenu qu'entre 1985 et 1990 les bruits émis par les véhicules à moteur seraient réduits de 5 à 10 décibels selon qu'il s'agit des voitures, des autobus, des camions ou des motos. C'est considérable lorsqu'on sait qu'une baisse de 90 à 80 décibels équivaut à une réduction effective de la nuisance de 50 %.

Compte tenu du temps nécessaire à la mise en chantier de nouveaux modèles et au remplacement du parc automobile, cette mesure ne prendra son plein effet qu'à la fin du siècle. Mais alors, on estime que le nombre de citoyens des pays de l'O.C.D.E. exposés à plus de 65 décibels sera tombé de cent millions à vingt-cinq millions. Le problème du bruit serait pratiquement résolu.

Combien coûtera la modification des nouveaux modèles ? Environ 1 % du prix du véhicule par décibel gagné, soit une augmentation du prix des voitures qui ne devrait pas dépasser 5 % (8 à 10 % pour les poids lourds). Enfin, pour que cette décision ne reste pas lettre morte, la conférence de Paris a décidé qu'on ferait le point dans cinq ans au cours d'une nouvelle réunion internationale.

MARC AMBROISE-RENDU.

« Légitime défense » à Besançon

Besançon. — *« Les personnes qui feront du bruit avec leur moto ne seront plus servies. Il y a réclamation des clients de l'hôtel. »* Un cafetier-restaurateur-hôtelier de Besançon a soigneusement calligraphié cet avis, placardé dans la salle de la brasserie. Les clients du café quand ils viennent sur deux roues empêchent de dormir les clients de l'hôtel. Entre ses deux *clientèles, le tenancier* a fait un choix. Choix discutable du point de vue juridique : si un cafetier *peut*, à la rigueur, refuser de servir — encore que ce ne soit pas sûr — un consommateur qui tonitrue à l'intérieur de l'établissement, peut-il le *sanctionner* s'il vient s'installer paisiblement au bar après avoir fait pétarader sa moto *sur* le trottoir ?

En interdisant son zinc aux motards intempestifs, l'hôtelier bisontin innove dans ce qu'on appelle la *« légitime défense »*. Mais quel choix fera-t-il le jour où *un motard, après avoir fait* rendre un dernier cri à son cheval de fer, lui demandera une chambre ?

CLAUDE FABERT.

Corbère-les-Cabanes parie sur les énergies nouvelles

UN VILLAGE « ÉCOLO »

De notre envoyé spécial

Le président de la République a déclaré qu'en matière d'écologie il fallait laisser l'initiative aux communes. A Corbère-les-Cabanes, dans les Pyrénées-Orientales, ce principe a été mis au service du « bio-développement » régional. Dans ce petit village de cinq cents habitants où viennent *d'être organisées des journées d'information sur* l'utilisation des énergies renouvelables, le chauffage de l'école est assuré par des résidus d'une scierie, l'éclairage public est commandé par des cellules photo-électriques et une installation d'éoliennes devrait fournir de l'électricité.

Les éoliennes sont installées sur une colline qui domine le village et qui reçoit, chaque année, l'équivalent de 1 300 kWh par mètre carré, sous forme d'énergie solaire ou éolienne. *L'électricité fournie* par cette installation servira à alimenter l'éclairage public et à pomper l'eau d'une source située 120 mètres en contrebas, *afin* d'irriguer et de *reboiser* cette colline dont la végétation a été dévastée par un incendie et que menace une demande de permis de recherche d'uranium par la société Minatome.

Né en 1977 de la rencontre des habitants de Corbère et d'un groupe de scientifiques désireux de mettre en application un pro*jet de développement alternatif* pour « vivre ici et maintenant » un quotidien sans nucléaire, dans un cadre municipal, l'Institut de *développement* des ressources renouvelables (I.D.R.R.) groupe toutes les catégories professionnelles, du directeur de recherches au C.N.R.S. à la femme de ménage, en passant par le médecin, l'ouvrier, l'agriculteur ou l'architecte.

En acceptant l'installation de *l'Institut sur un terrain* communal, la municipalité de Corbère et les écologistes n'ont pas eu l'intention de créer une quelconque association de défense contre les nuisances. Leur but est de mettre au point des outils de planification écologique et de les faire fonctionner. Les membres de l'I.D.R.R. estiment qu'*« il est indispensable et urgent de passer des discours aux réalisations, tant au niveau individuel qu'au niveau des collectivités petites ou grandes »*.

L'Institut s'est installé à Corbère au moment où la municipa*lité étudiait, dans le cadre d'un* syndicat intercommunal à vocation multiple, le projet de construction d'une usine d'incinération d'ordures ménagères classique. L'I.D.R.R. a fait la contre-expertise du projet et proposé une installation de *compostage qui permettrait* de fournir un fertilisant naturel pour l'agriculture. Cette *installation* aurait également permis d'utiliser les déchets du maraîchage. Pour des raisons techniques, ce projet n'a pas pu aboutir ; mais l'intervention de l'Institut a permis de modifier le projet initial. La chaleur produite par l'usine d'incinération sera utilisée par une distillerie. *« Pour nous*, commente un des membres de l'I.D.R.R., *ce n'était pas un échec. Ce premier travail en commun avec la municipalité a permis de montrer que l'alternative écologique est possible. »* Cette collaboration a déjà porté ses fruits pour le chauffage de l'école et pour l'éclairage public.

L'Institut met en relation la municipalité avec des groupes de techniciens, concepteurs (architectes, ingénieurs, thermiciens). Cela a permis d'étudier la réalisation d'un lotissement communal à « bas profil énergétique » utilisant l'énergie solaire. Ce rôle de conseiller fait de l'I.D.R.R. le « brain-trust » de la municipalité en matière d'équipement. Quand M. Jean-Claude Noell, maire de Corbère et membre de l'Institut de développement, se rend à la direction départementale de *l'équipement, au conseil général* ou à la préfecture, il emporte avec lui des dossiers très documentés. *« Il faut gérer une municipalité comme on gère une entreprise »*, constate M. le maire, qui passe souvent ses dimanches sur la colline de Corbère pour régler les éoliennes.

RICHARD CLAVAUD.

MARCHÉ COMMUN

LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique font un bilan en demi-teinte de leurs rapports avec la C.E.E.

De notre correspondant

Nairobi. — La conférence annuelle des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. et des soixante pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) associés au sein de la convention de Lomé s'est tenue les 8 et 9 mai à Nairobi. Cette réunion « de routine » a pris un relief particulier du fait qu'elle se situait à la charnière de deux conventions, Lomé I, venue à expiration le 29 février et Lomé II qui entrera en vigueur en septembre, après la ratification de l'accord par les Parlements des pays concernés.

Tout bilan comporte des satisfecit et des zones d'ombre. L'objectif primordial de Lomé I était d'aider en priorité les trente-cinq Etats répertoriés dans la catégorie des « moins développés » et qui représentent 42 % de la population des A.C.P. A cet égard, la convention a rempli *grosso modo* sa mission Ces pays ont en effet reçu 68 % de l'assistance financière totale (dont 88 % sous forme de dons), 60 % de l'aide régionale, 59 % des versements effectués au titre du programme Stabex (1) et 68 % des aides exceptionnelles. La conférence a décidé de continuer à « *mettre l'accent sur les Etats A.C.P. les moins développés, enclavés et insulaires... sur la formation du personnel local, sur la réduction du coût de l'assistance technique sans préjudice de la qualité, sur l'utilisation maximale des technologies adaptées et la mise à profit des ressources humaines et matérielles des Etats A.C.P.* ».

En tête de leur cahier de doléances, les Etats A.C.P. reprochent à leurs partenaires européens les trop longs délais de versement de l'aide financière. Selon M. Claude Cheysson, commissaire au développement de la C.E.E., ce grief est « *largement infondé* ». A la fin de Lomé I, assure-t-il, la C.E.E. a respecté 78 % de ses engagements financiers ; 45 % de ces sommes ont été effectivement versées. Pour des raisons multiples tenant au contexte politique, économique et social de certains pays A.C.P., la totalité des crédits de paiement ne peuvent être débloqués sans retard. Un exemple : les graves violations des droits de l'homme en Ouganda sous la dictature d'Amin Dada, et l'impossibilité de contrôler l'usage des aides avaient incité la C.E.E. à adopter un « *profil bas* » dans sa politique d'assistance à ce pays. Ajournant sa participation à tous les grands projets, la Communauté n'avait engagé que 3 % des crédits destinés à l'Ouganda. Depuis la chute du dictateur, la C.E.E. a mis les bouchées doubles. Aujourd'hui, 40 % des sommes prévues par Lomé I sont affectées à des actions de développement. D'autre part, les lenteurs intervenues dans la réalisation de certains projets ambitieux entraînent nécessairement des retards analogues dans les paiements de la C.E.E.

Le prix du sucre

Autre point de friction : l'affaire des quotas sucriers. Lors de son entrée dans la Communauté, la Grande-Bretagne, pour se ménager ses alliés du Commonwealth, avait obtenu de ses partenaires européens la signature d'un protocole sucrier garantissant l'achat par les Neuf aux pays producteurs A.C.P. d'un contingent de 1,3 million de tonnes, conformément à un système de quotas. L'alanguissement du marché mondial à partir de 1975 a rendu cette garantie particulièrement intéressante pour les pays producteurs. A tel point qu'aujourd'hui la C.E.E. achète les cargaisons de sucre produit par les A.C.P. à un prix deux fois et demi supérieur à celui du marché mondial.

Or, en 1975, quatre pays — le Kenya, l'Ouganda, le Congo et le Suriname, — souffrant d'une baisse de production, n'ont pu livrer à la C.E.E. les quotas promis. Un délai de grâce leur fut, en vain, accordé. Seul le Kenya demeurait exportateur. En 1978, la C.E.E., arguant de ces défaillances, décida de réduire les quotas d'exportation de ces quatre pays. Le groupe des A.C.P. demande leur rétablissement. La C.E.E. refuse cette exigence, en considérant que la situation de chacun des quatre Etats diffère et nécessite un examen séparé. La conférence n'a pu résoudre ce conflit. Elle a accepté la proposition des A.C.P. de recourir à une procédure de bons offices. En cas d'échec dans les quatre mois, le différend sera tranché par une procédure d'arbitrage. Seul le Kenya semble bien placé pour obtenir gain de cause.

Les Etats A.C.P. se plaignent de la détérioration continue sous Lomé I de leur balance commerciale avec la C.E.E. Pour M. Cheysson, il faut tuer ce mythe. « *Dans son commerce avec les A.C.P.*, observe-t-il, *la C.E.E. n'a enregistré un surplus qu'en 1978. Depuis, la balance commerciale est de nouveau favorable aux A.C.P.* » Selon les statistiques de la Communauté, les importations de la C.E.E. en provenance des A.C.P. se sont accrues de 20 % l'an dernier. Dans le même temps, ses importations ont diminué de 18 %. D'où en 1979, un excédent commercial de 1,8 milliard d'ECU (soit 10,5 milliards de francs, 1 ECU = 5,85 FF) en faveur des pays A.C.P.

Dernier grief évoqué à Nairobi : le représentant de la Côte-d'Ivoire — premier producteur mondial de cacao — a dénoncé l'« *attitude peu constructive* » de la C.E.E. au cours des négociations d'avril dernier sur la régulation du marché de ce produit qui représente une source essentielle de devises pour quelques pays A.C.P. (Côte-d'Ivoire, Ghana, Trinidad). Ceux-ci alimentent près de 80 % du marché européen. Un mois après la résiliation des accords internationaux sur le prix du cacao, l'impasse demeure totale sur ce chapitre.

Comme prévu, le Zimbabwe est devenu à Nairobi le soixantième membre de la convention de Lomé. Le tabac et les produits miniers du Zimbabwe — dont le cas n'a pas été examiné à Nairobi — bénéficieront assez vite d'un libre accès au marché européen. Cette adhésion à Lomé II d'un pays disposant d'une forte capacité d'exportation devrait permettre un resserrement des liens commerciaux entre les Neuf et les pays d'Afrique australe, désireux de se dégager de l'emprise économique du géant sud-africain.

Les pays A.C.P ont obtenu de la C.E.E. l'application anticipée des mécanismes de consultation liés à la cause dite de « sauvegarde ». Sous Lomé I, la Communauté s'était réservé le droit d'invoquer unilatéralement cette clause pour protéger ses marchés contre l'afflux de certains produits en provenance des A.C.P. En cinq ans, ce mécanisme n'a jamais joué. Toutefois, Lomé II prévoit que les mesures de sauvegarde devront être précédées de consultations qui en réduisent pratiquement la portée. Cette procédure entre donc dès à présent en application.

Le groupe des A.C.P. a élu un nouveau secrétaire général, M. Tom Okello Odongo, Kényan de cinquante-cinq ans, en remplacement du Malien Tieoule Konaté. M. Odongo était jusqu'à présent directeur exécutif de la Banque africaine de développement. Le secrétaire général adjoint, qui reste en place, est M. Edwin Carrington. Le groupe est maintenant dirigé par deux anglophones.

Pour une relance du dialogue Nord-Sud

La conférence de Nairobi a consacré une matinée à des échanges de vues informels, sur la relance du dialogue Nord-Sud dans la perspective de la session extraordinaire de l'O.N.U. qui examinera cette grande affaire en septembre. Tout en prenant acte de leur désir de solidarité, les A.C.P. et la C.E.E. n'ont pas surmonté leurs désaccords. Conformément à la doctrine du groupe des « 77 », les A.C.P. souhaitent l'ouverture d'une négociation globale permettant de corriger les déséquilibres dans les rapports entre pays industrialisés et tiers-monde. La C.E.E. juge plus réaliste et plus urgent de s'attaquer à quelques problèmes prioritaires : l'autosuffisance alimentaire, le coût de l'énergie, l'aggravation du déficit des balances des paiements. Seules les organisations internationales ont les moyens d'aider les A.C.P. à résoudre ces problèmes : « *Il est regrettable*, note M. Chesysson, *que pour des raisons politiques liées notamment à la stratégie du F.M.I., plusieurs dizaines de milliards de dollars soient gelés par la banque mondiale au lieu de servir aux pays les plus démunis.* »

L'importance de la convention de Lomé, tient justement, selon lui, à ce qu'elle a force de loi. C'est un contrat qui procure l'indispensable sécurité à la fois aux gouvernements des pays associés et aux investisseurs étrangers. « *Or*, ajoute-t-il, *un nombre croissant de pays en voie de développement aspirent à la sécurité. Ils savent que la convention ne tient pas compte de l'idéologie de tel ou tel régime. Lomé est complètement non aligné.* »

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Système de stabilisation des recettes d'exportation pour les pays A.C.P.

Soixante pays du tiers-monde sont désormais associés à la convention de Lomé

	Population en millions (1976)	P.N.B. $ p. h. (1977)		Population en millions (1976)	P.N.B. $ p. h. (1977)
AFRIQUE (43 pays) :			Seychelles	0,1	610
Bénin	3,2	130	Sierra-Leone	3.1	200
Botswana	0,7	410	Somalie	3.3	110
Burundi	3.95	120	Soudan	15.9	290
Cameroun	7.6	310	Swaziland	0.5	470
Cap-Vert	0.3	550	Tanzanie	15.1	180
Centrafrique	1.8	230	Tchad	4.12	120
Comores	0,31	270	Togo	2.3	260
Congo	1,4	520	Zaïre	25.4	140
Côte-d'Ivoire	7	610	Zambie	5.18	440
Djibouti	0,1		Zimbabwe	6.8	500
Ethiopie	28.7	100	CARAÏBES (10 pays) :		
Gabon	0.54	2 590	Bahamas	0.21	3 310
Gambie	0,54	180	Barbade	0,25	1 550
Ghana	10,1	580	Grenade	0.11	420
Guinée	5,7	150	Guyana	0.80	540
Guinée-Bissau	0.53	140	Jamaïque	2.1	1 070
Guinée-Equatoriale	0,32	380	Suriname	0,4	1 370
Haute-Volta	6,2	110	Trinité-et-Tobago	1,1	2 240
Kenya	13,8	240	Dominique	0.08	430
Lesotho	1.2	170	Sainte-Lucie		176
Libéria	1,6	450	Belize		
Madagascar	9,1	200	PACIFIQUE (7 pays) :		
Malawi	5.2	140	Fidji	0,6	1 150
Mali	5,8	100	Kiribati		
Maurice	0,9	680	(ex-île Gilbert)		
Mauritanie	1,4	340	Papouasie-		
Niger	4.7	160	Nouvelle-Guinée	2.83	490
Nigéria	77,1	380	Samoa-Occidental	0.15	350
Ouganda	11.9	240	Tonga	0.09	330
Rwanda	4.3	110	Salomon	0.2	
Sao-Tomé-et-Princ.	0.1	490	Tuvalu	0.07	
Sénégal	5.12	390		305.2	

AGRICULTURE

Les agriculteurs ont multiplié les manifestations pendant le week-end

Les déplacements en province et les inaugurations diverses sont décidément difficiles pour les membres du gouvernement et les personnalités politiques tant est grande la colère des agriculteurs. Après M. Méhaignerie, qui avait été empêché d'inaugurer la Foire d'Epinal, et le sénateur Jean Chamant, chassé de la Foire d'Avallon, M. Jean-Pierre Soisson a dû prendre la fuite à Auxerre pour échapper à une manifestation paysanne ; dans le même temps, la visite de M. Barre aux patrons chrétiens réunis à Avignon était l'occasion d'affrontements entre service d'ordre et agriculteurs en colère.

L'inauguration de la 50e Foire d'Auxerre (Yonne) par le maire de la ville, M. Soisson, qui est aussi ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, a été troublée, dimanche 11 mai, par une manifestation de quelques centaines d'agriculteurs mobilisés par la F.N.S.E.A. et le MODEF. Malgré la présence de huit cars de C.R.S., les paysans, déployant force banderoles revendicatives, réussirent à occuper un poste de sonorisation d'où leur responsable dénonça la volonté du gouvernement de « *démolir un certain genre d'agriculture, l'agriculture de type familial, car elle gêne le projet de la société libérale, dite avancée* ». Il terminait en citant le général de Gaulle : « *On ne gouverne pas avec des intentions mais avec des actes.* » Les agriculteurs exigeaient alors du maire qu'il indique « *une date sur la fixation des prix agricoles et le taux d'augmentation, en engageant sa parole d'honneur* ».

C'est alors qu'un incident se produisit. M. Soisson venait à peine de prendre la parole que, au cours d'une bousculade, des tomates étaient jetées sur les officiels. Le préfet, M. Desgrange, et M. Soisson, notamment, se réfugiaient dans la permanence de la Foire, dont ils fermaient la porte à clé, avant de s'éclipser. Les agriculteurs inaugurèrent alors la Foire avant de sacrifier au traditionnel vin d'honneur.

A Dieppe (Seine-Maritime), dans la nuit de vendredi 9 à samedi 10 mai, ce sont aussi des tomates qui ont été abîmées, mais en grosse quantité : 350 tonnes, en provenance du Maroc, ont été arrosées de fuel, sur le port, par des personnes se réclamant des producteurs de légumes bretons.

Dans un appel téléphonique à l'A.F.P., celles-ci menaçaient de poursuivre la destruction de légumes importés, voire de « *faire sauter le pont de Tancarville ou d'enlever un ministre, M. Pierre Méhaignerie de préférence* ». Le ministre avait cependant annoncé à Marseille, jeudi 8 mai, à une délégation de producteurs méditerranéens reçus lors du congrès de la Mutualité agricole, la suspension totale à partir du 15 mai des importations de tomates et de pommes de terre nouvelles en provenance du Maroc et d'Espagne. De son côté, à la suite de l'attentat de Dieppe, l'Union nationale des commerces de gros en fruits et légumes élève une très énergique protestation contre ces actes de vandalisme qui entravent le libre exercice de la profession de grossiste.

A Avignon (Vaucluse), où M. Barre s'était rendu samedi, à l'invitation des patrons chrétiens qui y tenaient leurs assises, un défilé d'agriculteurs de la F.D.S.E.A et du C.D.J.A protestant contre la politique agricole du gouvernement avait traversé la ville dans le calme. Cependant, gendarmes mobiles et C.R.S. empêchèrent les manifestants d'aller jusqu'au Palais des papes. Très vite, les projectiles remplacèrent les insultes : d'abord des œufs, puis des bouteilles, des éléments de barrières métalliques, des fourches même furent lancées sur le service d'ordre, qui finit par répliquer par une charge brève ponctuée de coups de crosse et de matraque.

Le calme revenu, les agriculteurs allèrent poursuivre leur action sur l'autoroute au sud de Remoulins (Gard), où ils filtrèrent les véhicules pendant deux heures, vidant de leur contenu cinq camions chargés de produits agricoles en provenance d'Espagne. Au même moment, une seconde manifestation (à l'appel du MODEF, de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la FEN, du P.C. et du P.S.) se déroulait dans le calme.

De son côté, à Auch (Gers), M. Marchais a vivement attaqué la politique agricole du gouvernement. Après avoir affirmé que le bilan du Marché commun agricole se traduit par « *plus d'un million d'exploitations disparues dans notre pays* », le secrétaire général du parti communiste s'est élevé contre la C.E.E., « *machine de guerre contre notre agriculture* ». « *Dans ce combat*, a-t-il poursuivi, *l'Angleterre de Mme Thatcher joue un rôle particulièrement négatif. Il faut qu'elle renonce à ses exigences inadmissibles et, si elle s'y refuse, elle doit quitter le Marché commun.* » Il a conclu en reprochant aux socialistes d'adopter dans les instances européennes « *le même langage que la majorité social-démocrate* » et en affirmant que le P.C.F. est « *le seul défenseur valable de l'agriculture française* ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, dimanche 11 mai à Aurillac (Cantal), qu'« *il est de toute urgence que le gouvernement français considère que le refus de la part d'un des partenaires met l'économie agricole européenne dans une situation dramatique et qu'il en tire les conclusions qui s'imposent, à savoir de prendre sans délai des mesures nationales unilatérales* ».

ÉNERGIE

UNE ÉTUDE DU MIT SUR LE CHARBON

Multiplier la consommation par trois et les échanges internationaux par dix ou quinze d'ici à vingt ans

M. Pierre Delmon, président de Charbonnages de France, a présidé, ce lundi 12 mai, un rapport réalisé sous l'égide du Massachusetts Institute of Technology (MIT) sur l'avenir du charbon, intitulé « Wocol ».

Selon ce rapport, le charbon devrait assurer dans les vingt ans qui viennent l'essentiel de l'augmentation de la consommation d'énergie dans les pays de l'O.C.D.E. Mais, pour tripler la production et multiplier par dix ou quinze les échanges internationaux, il est indispensable que les pays industrialisés prennent très rapidement des décisions d'investissement qui portent sur plusieurs centaines de milliards de dollars.

La définition, la semaine passée, par une grande majorité des pays membres de l'OPEP, de la stratégie à long terme des exportateurs de pétrole l'a confirmé s'il en était besoin : les pays industrialisés ne pourront plus guère compter sur le pétrole pour assouvir la croissance de leur soif d'énergie. Or, comme le souligne l'étude mondiale sur le charbon *(Wocol)* réalisée sous l'égide du Massachusetts Institute of Technology (MIT) et rendue publique le 12 mai : « *Des mesures vigoureuses d'économies, la mise au point et la réalisation rapide de programmes en matière d'énergie nucléaire, de gaz naturel, de sources nouvelles de pétrole et de gaz, d'énergie solaire, d'autres énergies renouvelables, ainsi que de techniques nouvelles ne suffiront pas pour faire face aux besoins énergétiques croissants du monde.* »

Le meilleur moyen d'affronter avec confiance les problèmes énergétiques des deux décennies à venir est donc d'accroître très sensiblement la consommation, donc le commerce, de charbon.

A l'heure actuelle, souligne l'étude Wocol, les réserves de charbon techniquement et économiquement exploitables se montent à quelque 600 milliards de TEC (tonne d'équivalent-charbon), soit deux cent cinquante fois la production mondiale de 1977. Mais les ressources sont beaucoup plus importantes : la prospection et l'évolution économique et technique permettra d'accroître substantiellement le volume des réserves exploitables.

Trois pays — les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine — sont à l'origine de près de 60 % de la production charbonnière. Ces trois pays disposent, avec l'Australie, de 90 % des ressources exploitables et de 60 % des réserves.

Mais la répartition est assez différente des réserves pétrolières : quatre-vingts pays possèdent des gisements charbonniers, parmi lesquels certains pays du tiers-monde (Inde, Indonésie, Botswana, Tanzanie, etc.).

Wocol préconise donc un triplement de la consommation de charbon et une multiplication par dix ou quinze des échanges internationaux de charbon vapeur à partir de taux de croissance de la demande énergétique de 1,75 % par an pour la période 1977-2000 (hypothèse A) ou de 2,50 % (hypothèse B).

Le principal marché pour le charbon est et restera la production d'électricité. La capacité installée de centrales au charbon dans la zone O.C.D.E. passerait de 350 gigawatts (GW) en 1977 à 825 GW en 2000 (hypothèse A), voire à 1 090 GW (hypothèse B), ce qui nécessiterait une augmentation de la production de charbon destiné à cet usage de 600 millions de tonnes d'équivalent-charbon (MTEC) en 1977 à 1 325 ou 1 850 MTEC en l'an 2000.

Le charbon à coke — 250 MTEC — devrait connaître une croissance moindre pour n'atteindre que 330 à 375 MTEC à la fin du siècle. Enfin, un débouché nouveau, celui de la production de carburants de synthèse par liquéfaction ou gazéification, pourrait prendre de l'importance après 1990 et représenter entre 75 et 335 MTEC en 2000.

Alors que, au cours des vingt dernières années, 67 % de l'augmentation totale de la consommation énergétique dans l'O.C.D.E. avaient été couverts par le pétrole, dans les vingt années à venir, ce rôle devrait revenir au charbon pour plus de 50 %. La consommation mondiale passerait alors de 2 500 MTEC à 6 000 ou 7 000 MTEC et les échanges internationaux de 200 à 900 MTEC. Le Japon, par exemple, pourrait multiplier ses importations par 25 voire 50. Cela bouleversera donc le marché et risque de se heurter à des obstacles écologiques et financiers.

En ce qui concerne l'environnement, *Wocol* ne voit pas de difficultés majeures : « *Le charbon peut être extrait, transporté et utilisé dans la plupart des régions d'une manière compatible avec des normes élevées de salubrité, de sécurité et de lutte antipollution en appliquant des techniques déjà au point et sans accroissement notable des coûts.* » « *Nous sommes également persuadés*, affirment les experts réunis par le MIT, *que l'Etat actuel des connaissances quant aux effets du CO2 sur le climat* (le réchauffement de l'atmosphère) *ne justifie pas (...) de retard dans l'expansion de l'utilisation du charbon.* »

Les investissements pour développer la chaîne charbonnière du producteur au consommateur n'inquiètent pas non plus les rédacteurs de cette étude, qui les estiment à 200 milliards de dollars (moins de 1 % de la formation brute de capital fixe dans les pays de l'O.C.D.E. d'ici l'an 2000). Mais ils recommandent qu'il soit fait appel aux marchés financiers nationaux pour éviter que cette mobilisation de capitaux entre en concurrence avec les requêtes des pays en voie de développement. La construction de centrales électriques au charbon nécessitera de son côté entre 500 et 700 milliards de dollars. *Wocol* est donc optimiste. « *Mais cet optimisme*, écrit M. Wilson, le directeur de cette étude, *ne sera justifié que si de nombreuses décisions sont prises très vite en raison des longs délais de réalisation.* »

Il est vrai que l'avenir à court terme du charbon est d'abord entre les mains des deux seuls pays capables d'exporter rapidement plus de 100 millions de tonnes : les Etats-Unis et l'Australie. Ces pays auront-ils une politique différente de l'OPEP ? Accepteront-ils de développer des mines, avec tous les inconvénients que cela comporte pour l'environnement, pour satisfaire les besoins énergétiques du monde industrialisé ? Si les prix sont intéressants, sans doute. Mais cette étude estime encore qu'« *il y a peu de raisons de croire que le charbon-vapeur verra ses prix directement liés à ceux du pétrole* ». Les grandes compagnies pétrolières — dont étonnamment il n'est pas question dans cette étude et qui contrôlent pourtant désormais 50 % des ressources en charbon des Etats-Unis — ont sans doute un point de vue...

BRUNO DETHOMAS.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep + ou Dép −	UN MOIS Rep + ou Dép −	DEUX MOIS Rep + ou Dép −	DEUX MOIS Rep + ou Dép −	SIX MOIS Rep + ou Dép −	SIX MOIS Rep + ou Dép −
$ E.-U.	4,2250	4,2290	+ 60	+ 80	+ 75	+ 110	+ 225	+ 295
$ can.	3,5855	3,5895	− 110	− 70	− 125	− 135	− 85	− 15
Yen (100)	1,8355	1,8385	+ 25	+ 50	+ 35	+ 65	+ 95	+ 145
DM	2,3380	2,3415	+ 55	+ 75	+ 105	+ 135	+ 335	+ 415
Florin	2,1190	2,1230	+ 35	+ 60	+ 50	+ 75	+ 195	+ 240
F B (100)	14,5040	14,5275	− 515	− 370	− 930	− 715	−1395	− 970
F.S.	2,5210	2,5255	+ 150	+ 175	+ 275	+ 310	+ 840	+ 930
L. (1 000)	4,9625	4,9700	− 145	− 65	− 375	− 275	− 990	− 800
£	9,6075	9,6210	− 435	− 400	− 790	− 670	−1315	−1115

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	10	10 3/8	9 5/8	10	9 1/2	9 3/4	9 1/4	9 1/2
$ E.-U.	9 7/8	10 3/8	10 3/4	11 1/8	11 3/16	11 1/2	11 3/8	11 3/4
Florin	10 1/2	11 1/4	10 3/4	11 1/2	10 3/4	11 1/2	10 1/2	11 1/4
F.B. (100)	13 3/4	16 1/4	16 7/8	17 7/8	16 3/8	17 3/8	16	17
F.S.	2 3/8	3 5/8	5 5/8	6	5 3/4	6 1/8	5 3/4	6 1/8
L. (1 000)	10 3/4	13 1/4	15 1/4	16 3/4	15 3/4	17 1/4	16 1/4	17 3/4
£	17 1/4	17 7/8	17 1/4	18 1/8	17	17 3/4	15 7/16	16 1/16
Fr franç.	12 9/16	12 13/16	12 5/8	12 7/8	12 3/4	13	12 7/8	13 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

LES ASSISES DU PATRONAT CHRÉTIEN A AVIGNON

Des interrogations sans réponse

Avignon. — « Pour une dynamique chrétienne du travail et de l'emploi » : tel était le thème des treizième assises nationales du Centre chrétien du patronat et dirigeants d'entreprise (C.F.P.C.) réunies du 9 au 11 mai en Avignon.

Quelle dynamique chrétienne ? La motion adoptée par les quelque trois cent cinquante congressistes invite d'abord « tous les dirigeants du monde économique à ne pas céder au pessimisme, au découragement et à la lassitude ». Dans un discours passe-partout, prononcé la veille dans la salle des Gardes du Palais des papes, M. Barre a, *une nouvelle fois*, fait la même exhortation. Qui prônerait le contraire ?

La motion incite « les chefs et dirigeants d'entreprise à s'entraider et, quand il faut, à s'organiser et à s'associer ». Elle conclut : « Quant à nous, chrétiens, que notre foi pousse à concevoir des entreprises et à construire une économie où soient vécus et reconnus à chacun liberté, initiative, responsabilité, solidarité et droit au partage ». Le gouvernement, le C.N.P.F., les syndicats, tiennent-ils un langage théorique différent ? En quoi un patron chrétien se distingue-t-il d'un patron non croyant, l'un et l'autre étant confrontés aux mêmes *réalités ? On attend toujours la réponse.*

De notre envoyé spécial

« Pour vous, patrons chrétiens, le Saint-Esprit souffle en dehors des heures de travail. » Cette réflexion d'un cadre athée à Paul de Buyer, P.-D.G. des usines Chausson, au cours d'une « table ronde » n'a pas été jugée blasphématoire par la plupart des congressistes.

Alors, que faire ?, s'est demandé M. Paul de Buyer, pour que l'*homo industrialis* rencontre dans le travailleur à la chaîne, le syndicaliste, le chômeur, le gréviste, *« son frère en Jésus Christ »* ?

On s'interroge toujours beaucoup dans les congrès du C.F.P.C. On a, certes, pas mal travaillé et réfléchi en Avignon. Mais de réponses ou solutions concrètes, point ou très peu.

Ainsi, le « carrefour » sur la gestion et l'aménagement du travail et du temps, le plus suivi en raison de l'actualité conférée au rapport Giraudet, n'a proposé, sans aucune indication chiffrée, que le développement de formules connues comme le *travail à temps partiel*, le travail à la carte ou le travail temporaire, en souhaitant seulement *« plus de hardiesse dans la prise en considération des tâches contraignantes et pénibles »*.

En dehors des propos de M. de Buyer et des déclarations d'intention de M. Aumonier, président du C.F.P.C., les deux interventions les plus remarquées ont été le fait d' « invités » à ces assises, celles de Mgr Panafieu et de M. Ceyrac.

L'archevêque d'Aix-en-Provence, qui « *rencontre aujourd'hui un homme insécurisé dans sa vie (...) et désabusé devant des idéologies qui l'écrasent* », a repris le « *n'ayez pas peur* » lancé par Jean-Paul II au début de son pontificat, assurant que « *l'utopie évangélique doit être mobilisatrice* ». Mais il a également assuré que mai 1968 n'avait pas été « *assez pris en compte* » et a donné aux syndicats un coup de chapeau froidement accueilli par l'assistance.

Evoluant, avec hauteur lui aussi dans un autre registre, le président du C.N.P.F. a eu cette phrase qui *devrait être abondamment* commentée dans les jours prochains : « *Les problèmes économiques ne sont insolubles que parce que les responsables politiques ne sont pas capables de les traiter.* » *(Le Monde* daté 11-12 mai). M. Ceyrac savait, comme tout le monde, que le premier ministre s'exprimerait vingt-quatre heures plus tard à la *même tribune et devant le même* public.

M. Barre a totalement ignoré le discours du président du C.N.P.F., et ses propos lénifiants *sur la situation de l'emploi* et sur « *l'action sans précédent menée depuis près de quatre ans par le gouvernement que je dirige pour rendre aux entreprises la liberté de leurs décisions* » ont été applaudis à tout rompre.

Le C.F.P.C., créé en 1946, ne compte que mille deux cents cotisants. Sans personnalités nationales marquantes ou révélées comme telles à sa tête — M. Aumonier terminera son second et dernier mandat en 1981, — c'est un mouvement vieillissant. Il compte des sympathies sociologiques, confessionnelles ou politiques parmi les dirigeants du C.N.P.F. et du gouvernement. Mais, composé en majorité de chrétiens traditionnels imprégnés par ailleurs d'un anticommunisme virulent, il entretient des liens de plus en plus ténus avec la C.F.T.C. (aucun syndicaliste n'était officiellement présent en *Avignon) et avec les mouvements* catholiques progressistes qui sont le plus en pointe dans le domaine social. Il rejette presque la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) *considérée comme « dévoyée »*, c'est-à-dire trop à gauche.

A ces observations et critiques, le C.F.P.C. répond qu' « *il est un groupe de réflexion* », détaché en quelque sorte de l'actualité de ce monde. L'argument paraît si spécieux, quand il s'agit de chefs d'entreprise appelés à réagir aux fluctuations économiques et sociales, que M. Aumonier a décidé de créer au sein de son mouvement une « *commission de l'événement* » appelée à proposer au bureau national des prises de position publiques. Ainsi, le C.F.P.C. fera peut-être parler de lui plus d'une fois tous les deux ans. S'il a du moins quelque chose à dire, d'original et de particulier.

Car, en dehors des messes, des homélies et de la discrète présence d'une trentaine de conseillers spirituels, *ce congrès ne s'est guère* démarqué dans ses travaux et conclusions de dizaines d'autres organisés sur le même thème du travail et de l'emploi. Du reste, ni le mot *chômage* ni le mot *Eglise* ne figurent dans la résolution finale.

Avec la vision absurde de la monumentale place du Palais des papes, cerné par des centaines de C.R.S. « protégeant » M. Barre contre la mauvaise humeur d'une poignée de viticulteurs (*voir l'article de notre corespondant*), avec son cortège habituel de manifestations officielles et de démonstrations honorifiques — dont une réception du sénateur, maire socialiste, M. Duffaut, boudé par les élus communistes, — ces treizièmes *assises n'auront pas été* spécialement marquées par « *la novation* ».

MICHEL CASTAING.

M. Barre : l'activité sera soutenue dans les prochains mois

Le premier ministre a centré son intervention devant le patronat chrétien sur les problèmes de l'emploi, qui sont, *a-t-il affirmé*, la préoccupation essentielle du gouvernement. Il a notamment déclaré : « *A ceux qui prétendent que le gouvernement n'a pas de politique de l'emploi, je répondrai sans la moindre hésitation que c'est au contraire toute la politique du gouvernement qui est au service de l'emploi. En soutenant l'activité économique et la croissance — qui a atteint un rythme très satisfaisant au cours de l'année écoulée —, et l'activité sera soutenue dans les prochains mois en dépit des difficultés que nous attendons, en sauvegardant l'équilibre de notre balance des paiements et la stabilité de notre monnaie, en restaurant la compétitivité de nos industries, en développant le nucléaire, les énergies nouvelles et les industries du futur, le gouvernement a conscience de servir le plus directement l'emploi des Français.*

» A un moment où notre pays a un besoin vital d'importer pour pouvoir produire, seule la compétitivité de nos industries peut nous procurer les moyens de paiement nécessaires à cette production, donc à la création de nouveaux emplois (...). La politique économique qui est conduite depuis bientôt quatre ans n'a jamais entendu choisir la monnaie contre l'emploi, ni l'équilibre extérieur contre la croissance. Derrière toutes les actions menées avec persévérance, il y a — et il y aura — la volonté d'assurer le primat de l'emploi, mais de l'emploi véritable et non de l'emploi artificiel, qui s'effondre dès qu'apparaissent les difficultés. »

Quant à sa volonté de poursuivre sa politique, M. Barre l'a réaffirmée en ces termes, tout en fustigeant au passage les faiseurs de recettes magiques :

« *Ou nous tiendrons le cap, ou nous déraperons. Or, voici qu'un an avant l'échéance le pays se trouve déjà en campagne pré-électorale. Voici que s'avancent plus ou moins ouvertement des « prétendants » munis de leurs recettes magiques. (...)* »

« *Quant à moi, ne pouvant ignorer les problèmes qui se posent à la France et conscient des responsabilités qui sont actuellement les miennes et, de surcroît, ne prétendant à rien, je veillerai à éviter tout dérapage en matière de budget, de crédit, de rémunérations, de change, de dépenses sociales, de commerce extérieur* », a conclu le premier ministre.

M. MONORY PRÉVOIT UNE PÉRIODE DIFFICILE

« Le maintien d'une monnaie forte reste un objectif prioritaire pour la France », a déclaré M. Monory, ministre de l'économie, dimanche soir 11 mai, sur Europe 1.

Interrogé au cours du « Club de la presse sur *« les forces et les faiblesses de l'économie française »*, il a indiqué que la France allait *« connaître un certain temps difficile »*, après le deuxième « choc » pétrolier. *« Nous connaîtrons en 1980, voire en 1981, un taux de croissance un peu moins rapide qu'en 1979* (2,5 % contre 3,5 %), *mais nous prendrons toutes les mesures nécessaires »*, a-t-il déclaré.

Une croissance plus forte que celle des autres partenaires provoquerait un fort déficit de la balance commerciale, ce qui affaiblirait la monnaie. Or l'accélération de l'inflation a été moins rapide en France qu'à l'étranger l'an dernier, a déclaré M. Monory.

LES CADRES C.G.T. DÉNONCENT LA « TENTATIVE DE RÉCUPÉRATION » DU PATRONAT

L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T. (UGICT) a organisé la quatrième édition des « Trente-six heures d'options » les 9 et 10 mai au Novotel de la Porte de Bagnolet, à Paris.

L'accent a été mis sur la nécessité de faire échec à la nouvelle stratégie patronale dans les entreprises (*le Monde* du 26 février) visant, comme l'a déclaré M. Krasucki, à *« détourner les cadres de leur fonction d'encadrement pour y substituer une fonction hypertrophiée et coercitive »*.

L'UGICT s'élève contre ce qu'elle considère comme une tentative défensive de « récupération » du personnel d'encadrement par le patronat, tendant à en faire l'instrument de la cohésion sociale.

AFFAIRES

Le gouvernement américain accorde au groupe Chrysler une garantie d'emprunt de 1,5 milliard de dollars

Le troisième groupe automobile américain Chrysler ne déposera pas son bilan à la fin du mois de mai, comme certains le redoutaient. Le gouvernement américain a en effet décidé, le 10 mai, d'accorder à la firme une garantie d'emprunt de 1,5 milliard de dollars. Une dernière pièce manquait au puzzle pour que le montage financier, qui devait permettre à Chrysler d'éviter la banqueroute, soit complet. Cette dernière pièce, le gouvernement canadien l'a apportée samedi 10 mai en accordant au troisième constructeur automobile américain une garantie d'emprunts portant sur 200 millions de dollars canadiens (680 millions de francs). Ainsi était levé le dernier obstacle qui empêchait les autorités de Washington de donner le feu vert au plan de sauvetage présenté par Chrysler. Conformément à ce plan, le gouvernement des Etats-Unis garantit donc à son tour un prêt de 1,5 million de dollars à la firme automobile. La commission spéciale du Congrès, à l'issue de la négociation avec les autorités canadiennes, a fait savoir qu'elle approuvait alors ce plan de redressement.

Le Congrès, dans son ensemble, devrait se prononcer ce lundi 12 mai, et ce n'est qu'à la fin du mois, compte tenu du délai légal nécessaire pour que la garantie de l'Etat fédéral devienne effective, que la société Chrysler pourra bénéficier d'une arrivée d'argent frais avec le lancement d'un emprunt public d'un montant d'environ 500 millions de dollars. Pour obtenir l'aide du gouvernement, Chrysler avait dû, de son côté, rassembler 1,43 million de dollars.

Nécessité fait loi

Au total, trois cents institutions financières, deux Etats américains, le gouvernement canadien et la province canadienne de l'Ontario (avec une subvention de 10 millions de dollars), vont participer au sauvetage de Chrysler, qui, selon M. William Miller, secrétaire au Trésor, représente « *un des plans de redressement financier les plus compliqués jamais réalisés aux Etats-Unis* » C'est *aussi et surtout la plus grande opération* de sauvetage d'une entreprise privée jamais réalisée avec l'aide des pouvoirs publics, au pays champion de la libre entreprise. *Le seul autre précédent, concernant la société* Lockheed, remonte à 1971 et ne portait que sur une garantie fédérale d'emprunts de 250 millions de dollars, et déjà certains se demandent si, à terme, Ford ne sera pas amené et devoir être soutenu de la même manière.

Dans le cas de Chrysler, il y avait urgence : la société, qui a encore perdu 449 millions de dollars au premier trimestre 1980, aurait été incapable, selon M. Miller, de poursuivre ses activités, ses ressources étant épuisées à la fin de ce mois. La disparition de la société, qui emploie quatre-vingt huit mille salariés, aurait entraîné la suppression de deux cent mille à trois cent mille emplois, dans l'automobile et les industries annexes, et cela au moment où déjà ce secteur compte deux cent quatre-vingt mille chômeurs. A quelques mois des élections *américaines, le gouvernement fédéral* ne pouvait se permettre de provoquer une telle crise. En retardant la décision, l'administration de M. Carter tentait de ménager la contradiction *entre deux clientèles électorales* : celle qui fait du libéralisme une religion, et celle, plus nombreuse sans doute, sensible à la sécurité de l'emploi.

Les décisions du Pentagone

Mais il n'y a pas que des préoccupations électorales dans la décision gouvernementale. Au début de cette année, l'armée a lancé un appel d'offres pour la construction d'un nouveau char, le XM-1, et c'est *Chrysler, important constructeur de* matériel d'armement, qui a remporté la commande. La décision du Pentagone a certainement pesé sur celle *de la Maison Blanche. Outre les difficultés* qu'aurait entraînées pour plusieurs banques, déjà largement engagées dans l'opération de sauvetage, une décision négative de la part des autorités fédérales, puis du Congrès, il faut encore apprécier cette décision au regard de la situation de l'industrie automobile américaine en général. M. Lee Iacocca, président de Chrysler, a déclaré, à cet effet, que l'approbation donnée par le gouvernement fédéral était « *la première étape d'un programme pour faire battre en retraite les importations* ». Il n'est pas sûr, en effet, que la fin de Chrysler ait été plus bénéfique à ses concurrents américains qu'à ses challengers japonais, voire européens.

Et maintenant ? En dépit de l'aide financière, Chrysler va probablement perdre environ 1 milliard de dollars en 1980, soit un déficit similaire à celui de 1979, a indiqué M. Miller. Optimiste, le secrétaire au Trésor estime que *le troisième constructeur* automobile redeviendra rentable dès 1981, grâce au lancement des nouveaux modèles à traction avant, plus économique en essence (400 000 de ces voitures seraient construites en 1980 et 900 000 en 1981). L'optimisme de M. Miller n'est-il pas quelque peu de commande ? C'est une première question. Il y en a une seconde : que va devenir l'accord de coopération passé entre Chrysler et le groupe français P.S.A.-Peugeot-Citroën ? La *garantie que la société française a* acquise, contre un prêt de 100 millions de dollars à Chrysler, de ne pas voir un constructeur indésirable s'emparer des 15 % du capital que Chrysler détient chez P.S.A.-Peugeot-Citroën est un premier pari gagné. La coopération industrielle que le groupe français semble vouloir développer avec Chrysler en est un second. Sa réussite dépendra alors de la crédibilité accordée par la clientèle et les concessionnaires de Chrysler au plan de sauvetage

J. G.

ÉTRANGER

La fin du conflit social suédois

(Suite de la première page.)

Le patronat a d'abord rejeté ces propositions et motivé sa décision dans un communiqué, où il était dit notamment que « *de telles augmentations entraînent une baisse de la compétitivité des entreprises suédoises sur les marchés étrangers, une recrudescence du chômage, un accroissement de l'inflation, une dégradation des finances publiques et le déficit budgétaire.* » On pensait alors que les négociations étaient de nouveau rompues et que le conflit allait continuer.

Mais, une heure plus tard, les représentants du patronat rencontraient le gouvernement réuni au complet en conseil extraordinaire, et le premier ministre, M. Fälldin, annonçait peu après 21 heures que, « *à la demande pressante du gouvernement, le patronat a finalement décidé d'accepter les propositions des trois médiateurs et de mettre fin à ces mesures conflictuelles* ». Ce revirement n'est peut-être pas un véritable coup de théâtre. Pour le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Palme, il s'agit d'une « *mise en scène* », d'un « *spectacle théâtral* » qui permet au gouvernement et aux patrons de sauver la face.

Le patronat, qui, depuis six mois, préconise un gel des salaires en 1980 et une révision de l'ensemble du système social, peut en effet toujours faire valoir qu'il a rejeté le compromis présenté par la commission de conciliation, mais qu'il s'est incliné devant le pouvoir politique. Le premier ministre, quant à lui, *désirant faire oublier le plus vite* possible les discordes sur le nucléaire, espère apparaître comme *l'homme qui, par une intervention* de dernière minute, a sauvé la paix sociale.

Il montre aussi que le gouvernement ne fait pas cause commune avec le patronat comme on l'en a accusé.

Toutefois, l'accord sur des augmentations de salaires de 6,8 % met en échec la politique du gouvernement. Celui-ci avait en *effet, fin mars, présenté un plan* en six points, qui prévoyait le blocage des prix et des loyers jusqu'à la fin de l'année, quelques allégements fiscaux et le versement de 25 % des bénéfices des entreprises à un fonds d'investissements industriels « *si le niveau des salaires demeurait en gros inchangé* ». Autrement dit, si l'augmentation n'excédait pas 2,5 %. Cette petite phrase avait irrité les syndicats, qui y voyaient une intervention intolérable dans *les négociations paritaires*. Ce plan, destiné à faciliter le déroulement des discussions, les a plutôt compliquées. Il n'en reste d'ailleurs que deux éléments : la baisse de l'impôt sur le revenu et la création du fonds d'investissements.

L'assainissement de l'économie reposait essentiellement, selon le gouvernement, sur une faible augmentation des salaires en 1980 et une réduction des dépenses publiques, points sur lesquels les trois partis de la coalition sont divisés. Le succès de cette politique est compromis, comme l'a indiqué dimanche le ministre de l'économie.

Le président du patronat, M. Nicolin, a reconnu qu'il n'avait pas atteint son objectif : « *Je pensais que l'année 1980 serait l'année du changement en Suède qui nous permettrait de sortir du creux de la vague. Je suis persuadé que les accords que nous avons signés n'amélioreront pas le niveau de vie des travailleurs. En revanche, la compétitivité de nos entreprises exportatrices va s'affaiblir.* »

A première vue, la confédération générale du travail apparaît comme le vainqueur de ces négociations puisque le pouvoir d'achat de quelque 800 000 ouvriers de l'industrie privée semble préservé. *Mais le président de* L.O., M. Nilsson, n'exclut pas que le gouvernement prenne prochainement des mesures visant à corriger les effets de l'accord : un relèvement de la T.V.A., par exemple, pour freiner la consommation privée, ou une augmentation des taxes indirectes. Psychologiquement, le syndicat a marqué un point important car le patronat et le gouvernement ont dû céder, et ceci devrait renforcer le mouvement ouvrier.

Selon M. Palme, « *L.O. a résisté avec succès aux pressions des bourgeois. Une politique accentuant les inégalités sociales et visant à freiner les salaires ne résout absolument pas les problèmes économiques. L'austérité s'impose mais le fardeau doit être équitablement réparti. Les travailleurs doivent jouir d'une plus grande influence sur les décisions des entreprises.* »

Le conflit est également réglé dans le secteur public où 25 000 employés étaient soit en grève, soit lock-outés, depuis le 25 avril, ce qui avait paralysé le trafic aérien et sérieusement perturbé les transports en commun et les services des hôpitaux. L'accord intervenu dimanche 11 mai prévoit des augmentations de salaires de 7,3 % dont les syndicats sont satisfaits.

Les grèves et les lock-out qui ont touché au total plus de 800 000 travailleurs, soit un Suédois actif sur quatre, vont susciter un débat sur la forme des négociations paritaires. Le patronat souhaiterait la convocation d'une « table ronde » réunissant les partenaires sociaux, le gouvernement et l'opposition pour tenter de trouver un autre « *modèle* » mieux adapté à une situation économique difficile. On semble considérer que si le système de « *libre négociation* » a bien fonctionné dans les années 50 et 60, *période* pendant laquelle la Suède a connu une forte croissance, il a à présent « *un peu vieilli* ». Les employeurs désireraient une meilleure coordination entre les objectifs de la politique économique des pouvoirs publics et ceux des partenaires sociaux. On parle aussi d'une éventuelle révision du droit de grève dans le secteur privé.

ALAIN DEBOVE.

TRANSPORTS

LES ROUTIERS REDOUTENT UNE CRISE DES APPROVISIONNEMENTS EN CARBURANT

La profonde inquiétude des transporteurs routiers devant la menace toujours présente d'une pénurie de carburant a été exprimée, à plusieurs reprises, par les huit cents délégués représentant les entreprises de transport des cinquante pays réunis récemment à Séville, à l'occasion du dix-septième congrès de l'Union internationale des transports routiers. *« Il suffirait que deux pays coupent les robinets du pétrole pour que tout s'arrête »*, ont souligné les membres de la commission énergie.



SOCIAL

POINT DE VUE

Le 13 mai et ses enjeux

par ROBERT BONO (*)

LE 13 mai répondant à l'appel de la C.F.D.T., de la FEN, de la C.G.T. et de nombreuses organisations sociales familiales, mutualistes, médicales, de cadre de vie, des centaines de milliers de travailleurs marqueront par leurs arrêts de travail, par des manifestations de toute nature, leur refus d'une Sécurité sociale « peau de chagrin » et leur volonté au contraire de l'améliorer, de l'adapter aux problèmes et aux besoins d'aujourd'hui.

La C.F.D.T., qui est à l'origine des propositions qui ont permis de déboucher sur l'action depuis l'instauration du ticket modérateur en janvier, est bien placée pour exprimer à la fois ce refus et des propositions de réformes dont le système a besoin.

Dénaturation de la Sécurité sociale ? Qu'on ne nous taxe pas d'exagération ou de procès d'intention quand nous affirmons que, par touches *successives, le gouvernement met* en œuvre une politique qui comble les vœux du patronat. C'est bien le C.N.P.F. qui a écrit très officiellement que nous n'étions plus en 1945 et que la population n'avait désormais besoin que d'une couverture minimum, le reste pouvant très *bénéfiquement* se compléter du côté des assurances... et, bien entendu, proportionnellement aux ressources de chacun. Dans cette optique, on ne peut plus libérale, le gouvernement a accumulé les actes allant dans le sens de l'intégration de la couverture sociale dans les mécanismes de l'économie de marché. Quelques exemples :

— Cadrage strict de l'évolution des dépenses médicales et hospitalières dans celle de la production intérieur brute ;

— Augmentation des cotisations sociales presque uniquement supportée par la part salariale ;

— Diminution du taux de remboursement de certains médicaments. Ces deux mesures ayant pour conséquence de faire supporter aux ménages des transferts de charge au bénéfice des entreprises.

— Instauration d'une cotisation sur les retraites par répartition, exonérations fiscales pour les retraités par capitalisation. Il est clair que l'on incite à encourager les mécanismes d'assurance au détriment du principe de solidarité.

— Etranglement des centres de soins et de santé.

L'on peut ajouter à cette liste l'évolution du système de prestations familiales ou les allocations conditionnelles deviennent plus importantes que celles de droit, tant il est vrai que le passage du droit à l'assistance *est significatif du recul opéré* et de l'orientation choisie.

Le ticket modérateur d'ordre public s'inscrit dans cette direction : atteinte *à la liberté de se garantir collectivement par une mutuelle, mais en même temps brèche ouverte au profit* des assurances individuelles... et incontrôlables.

Le projet *actuel* de convention médicale et son double secteur, instituant de fait la liberté des honoraires médicaux, le projet de couverture individuelle de risques sociaux (automobiles, alcoolisme, tabagisme, sports, etc.) contenu dans la proposition de loi Berger sont dans le droit fil de la même doctrine dont l'application conduirait bien à dénaturer le système de sécurité sociale en la faisant passer de la solidarité à l'assurance, de la notion de droit à celle d'assistance.

⁂

Il importe donc, et ce sont les objectifs du 13 mai, de faire repousser tous ces projets néfastes. Il s'agit aussi d'imposer par l'action de masse une autre conception de la Sécurité sociale que celle qu'on tente de nous faire avaler.

S'acheminer progressivement vers la gratuité des soins, compenser réellement le coût des enfants, assurer des retraites décentes et favoriser l'insertion sociale des retraités, sont des objectifs qu'une société évoluée devrait pouvoir atteindre, ne serait-ce qu'au nom de la lutte contre les inégalités dont on nous rebat les oreilles pendant qu'on pratique la solidarité à rebours en faisant reposer de plus en plus l'essentiel du financement de la Sécurité sociale sur les travailleurs les moins payés, ceux qui sont au-dessous du plafond de la Sécurité sociale.

De profondes réformes s'imposent donc sur les objectifs et le financement de la Sécurité sociale aujourd'hui, et notamment la nécessité de compenser les moindres rentrées *dues au chômage et aux bas salaires.* L'organisation d'une véritable prévention liée aux conditions de travail et de vie, la nécessité de repenser la vie en société à travers les équipements de service pour l'enfance, les personnes âgées, l'aspiration des femmes au travail, les interactions entre ces objectifs de qualité de vie avec l'emploi et l'économie, devraient redonner un nouveau souffle, un renouveau de dynamisme au système de protection sociale. Il pourrait ainsi assurer un véritable rôle de couverture de risques, de solidarité entre les générations et les couches sociales, de redistribution de revenus, et cela par le biais d'un régime unique basé sur l'égalité des contributions et des prestations.

⁂

Pour la C.F.D.T., au-delà de la défense des acquis en question aujourd'hui, l'action du 13 mai porte des enjeux extraordinairement importants. C'est bien une action massive, action déterminée du plus grand nombre possible d'assurés sociaux, qui peut donner un coup d'arrêt à la direction prise et imposer de nouvelles bases.

Tout au long de cette période la C.F.D.T. a fait des propositions qui devaient permettre cette mobilisation en tenant compte des situations et des degrés de sensibilité.

Il est dommageable pour l'efficacité de la lutte et compte tenu de l'importance des enjeux que cette attitude ouverte et combative ne soit pas celle de la C.G.T. En effet, par des préalables qu'elle sait inacceptables, par des mots d'ordre qui ne peuvent concerner tous les travailleurs, car ne tenant pas compte des diverses réalités, par sa volonté d'apparaître seule sur le terrain, la C.G.T. affaiblit l'unité d'action, l'action tout court et son efficacité.

Pour sa part, la C.F.D.T. reste unitaire et décidée plus que jamais à agir et à réagir.

(*) Secrétaire national de la C.F.D.T.

AUTOMOBILE

L'Audi 200 Turbo : une superbe goulue

Le turbo-compresseur est à la mode chez les constructeurs. B.M.W., Porsche, Saab, Peugeot, Renault, s'y sont notamment intéressés ou s'y intéressent sans que la réussite de leur entreprise fasse ou ait fait vraiment l'unanimité. Le point faible du turbo a toujours été et reste la trop grande consommation de carburant qui accompagne sa principale justification, la performance obtenue avec un moteur de relativement faible cylindrée ou d'une architecture banale (1).

L'Audi 200 Turbo, grosse berline de cinq places, donc de bonnes dimensions, apporte cependant du nouveau au turbo. Le constructeur allemand a, en effet, réussi à proposer sur le marché une voiture de grande habitabilité, au prix fort, il est vrai (89 950 F), mais qui tend à civiliser ou à élargir la clientèle du turbo. L'Audi 200 n'est pas seulement une voiture à tempérament vif et sportif, c'est aussi un véhicule convenant en tous points au transport d'une famille, consommation exceptée. Le tout est de savoir, au prix où elle est proposée, si le budget carburant entre en compte pour une grande part dans les motivations d'achat.

Fiscalement, l'Audi 200 Turbo est une 11 CV. Autant dire que, pour la vignette, en France, c'est le plus beau pied de nez que l'on puisse faire au législateur et à l'incohérence des règlements. Avec un moteur 5 cylindres, de 2 144 centimètres cubes, dotée d'un turbo, l'Audi 200 va aussi vite qu'une voiture d'une cylindrée double, accélère d'une manière comparable et consomme même un peu plus. Tourner à ce point en dérision une réglementation dont le propos est de pénaliser puissance et consommation mérite déjà un prix d'excellence, et il est bien dommage à cet égard que la promotion de l'Audi 200 Turbo, pour les raisons que l'on devine, ne puisse faire état de ce tour de passe-passe.

L'entourloupe fiscale n'est, au demeurant, qu'une partie des avantages que propose l'Audi 200. Force est de reconnaître que la voiture, sur les autres plans, ne mérite qu'éloges. C'est la première fois qu'une traction avant, d'une puissance de 170 chevaux, réagit aussi bien à la route. Les ingénieurs qui ont conçu l'Audi 200 Turbo ont trouvé, avec un cahier des charges élevé, les solutions après lesquelles courent depuis longtemps tous les autres constructeurs de tractions avant. L'Audi 200 est, contre toute attente, efficace et sûre sur sol sec et mouillé, fidèle à son conducteur, à peine sous-vireuse, et même les pneus à taille basse qui l'équipent ne répercutent que rarement ce qui perturbe, en général une traction avant. A cet égard, rien de mieux n'a été réalisé jusqu'à présent, et c'est encore plus vrai pour une voiture de 170 chevaux, frôlant les 200 kilomètres à l'heure et accélérant de 0 à 1 000 mètres en trente secondes et quelques dixièmes.

Si la marque Audi est mal connue, c'est qu'elle le mérite. Ses voitures sont couleur de muraille, et il ne s'agit pas ici de faire allusion aux teintes choisies pour les robes. Plus simplement, elles ne se signalent, du moins extérieurement, par rien d'original ou de séduisant.

L'Audi 200 Turbo, grosse familiale, confortable et cossue, ne sort pas réellement de la famille, et c'est bien dommage que tant de qualités et sa superbe technique — moteur turbo, boîte cinq vitesses, freins, performances — n'aient pas mérité un plus bel emballage, contrairement à la tendance tape-à-l'œil, dérisoire et trompeuse, qui prévaut chez beaucoup d'autres constructeurs.

Reste le turbo, dont l'utilisation est encore assez mal connue. Il se manifeste avec beaucoup de souplesse et d'efficacité dans une tranche de tours-minute moteur allant de 1 500 à 3 000 tours. La poussée, dès l'appoint, que procure le turbo n'appelle aucune critique. Comment, par exemple, ne pas la comparer, toutes performances et confort compris, à celle d'une grosse Mercedes, dont la tenue de route est moins sûre que celle de l'Audi — surtout sur route mouillée — et qui vaut le double du prix, à peu de chose près. Une seule réserve s'impose : l'Audi 200 Turbo entre-t-elle réellement dans une nouvelle famille de berlines que le constructeur allemand entend développer, ou n'est-ce, même avec la diffusion prévue, qu'un véhicule intermédiaire ?

FRANÇOIS JANIN.

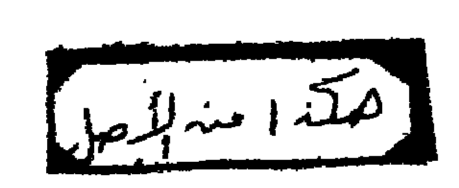
(1) Le même constat peut être fait en compétition. La seule formule 1 turbocompressée actuellement en service, la Renault, consomme beaucoup plus que ses concurrentes, équipées de moteurs atmosphériques. Lorsqu'une Ligier (Cosworth atmosphérique) embarque, pour un grand prix, 180 litres d'essence, il en faut plus de 200 pour une Renault Turbo.

UNE R 18 TURBO ?

La régie Renault, comme bon nombre de constructeurs, s'intéresse beaucoup à la suralimentation des moteurs. Si le prochain lancement de la R 5 turbo montre que la Régie entend exploiter l'image de marque que lui apportent, en compétition, ses Formule 1 par le biais d'un véhicule à vocation sportive, il semble qu'un autre projet a désormais de grandes chances d'aboutir. Il s'agit d'une version turbocompressée de la R 18 qui aurait été préférée, après essais, à tous les modèles de la gamme.

Une version de la R 18 turbo s'ajoutant à celle de la R 5 n'aurait cependant, à court ou moyen terme, qu'une incidence mineure sur le type de motorisation de la Régie. Dans les prochaines années, le pourcentage de voitures turbocompressées construites par la Renault ne devrait guère dépasser 1,5 % de la production. Le turbo, pour le moment, ne présente pas que des avantages, surtout en circulation urbaine et en consommation. Il faudra attendre les futures générations de turbo pour rendre ce genre de voitures vraiment polyvalentes sur route comme en ville. — F. J.





SOCIAL

A Paris

Près de 10 000 personnes ont participé à la « marche nationale » des immigrés

A l'appel d'une vingtaine d'organisations rassemblées dans une coordination nationale contre les lois anti-immigrés (1), près de dix mille personnes (quinze mille selon les organisateurs) ont participé, samedi 10 mai après-midi à Paris, à la « marche nationale » contre la loi Bonnet et les projets de loi Stoléru et d'Ornano. Les unions régionales parisiennes de la C.F.D.T., du P.S. et du P.S.U. s'étaient associées à cette manifestation, ainsi que l'UNEF (réunifiée), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue des droits de l'homme et plusieurs « collectifs » de province.

Malgré de légers incidents provoqués après coup par une cinquantaine d'« autonomes » qui ne participaient pas au cortège, rarement manifestation aura été plus calme et plus digne. Elle a bénéficié du soutien de la *C.F.D.T. et de l'UNEF réunifiée*, et de la présence de militants du MRAP, qui ont voulu, *semble-t-il*, dépasser les clivages traditionnels de la gauche française

En tête du cortège, la banderole de la Maison des travailleurs immigrés : « *Non aux lois répressives, non aux lois anti-immigrés. Français, immigrés, notre force c'est notre unité.* » Puis le Comité de coordination des foyers en lutte : « *Non aux expulsions, non aux mesures racistes de Stoléru, non au projet de loi d'Ornano. La police, les gérants racistes hors des foyers.* »

Suivaient diverses organisations d'immigrés : Association des *marocains en France*, Comité des travailleurs algériens, Union des travailleurs immigrés tunisiens, Union générale des travailleurs sénégalais en France, travailleurs ivoiriens et d'autres mouvements africains, maghrébins ou antillais regroupés notamment autour du journal *Sans Frontière*, des groupes de femmes immigrées accompagnées de militantes du M.L.F.

Le cortège syndical était constitué surtout d'ouvriers de la métallurgie et de la construction automobile, derrière plusieurs dirigeants de la C.F.D.T., notamment MM. Lesire-Ogrel, secrétaire national ; Jacquot et Ben Lezar, secrétaires confédéraux, et Boblchon, secrétaire de l'union régionale parisienne. Un demi-millier de travailleurs turcs de la confection précédaient le Mouvement des travailleurs mauriciens (M.T.M.), le Centre d'études anti-*impérialiste* (*Cédétim*), *les* collectifs antiracistes, les groupes de médecins réclamant « *le droit à la santé pour les migrants* ». Enfin, les troupes de l'UNEF réunifiée étaient suivies du contingent des militants trotskistes de la Ligue communiste révolutionnaire ou de la Jeunesse communiste révolutionnaire et de groupes maoïstes, notamment du *parti communiste* révolutionnaire.

Vers 17 heures, le cortège, qui se rendait place de la Bastille, s'est dispersé plus tôt que prévu, boulevard Voltaire, afin d'éviter le contact entre le service d'ordre et quelques dizaines de jeunes aux cheveux rasés, qui ont brisé les vitres d'une parfumerie et d'une boulangerie. — J. B.

(1) Le siège de cette coordination est situé à la Maison des travailleurs immigrés, 46, rue de Montreuil, Paris-11e.

● *Le G.I.S.T.I. attaque une note de M. Stoléru devant le Conseil d'Etat.* — Le Groupement d'information et de soutien des travailleurs immigrés a décidé le samedi 10 mai de saisir le Conseil d'Etat de « *l'illégalité de la dernière note du secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés* » (*le Monde* du 10 mai). *Cetet note*, envoyée le 3 avril aux directeurs départementaux de la main-d'œuvre, instaure, selon le G.I.S.T.I., « *des discriminations selon les nationalités, en favorisant l'immigration européenne au détriment des autres étrangers, notamment ceux des pays africains* ». Le P.S. a élevé, de son côté, « *la plus vive protestation* » contre cette « *pratique de réglementation illégale par décrets et circulaires* ».

DEVANT LES PARENTS D'ENFANTS INADAPTÉS

M. Giscard d'Estaing souhaite une société « plus accueillante et plus fraternelle »

L'effort engagé en faveur des enfants inadaptés sera poursuivi, a affirmé, le dimanche 11 mai, M. Giscard d'Estaing dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'Union des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI).

Accompagné de son épouse, M. Giscard d'Estaing avait été accueilli par M. Jacques Barroé, ministre de la santé et de la sécurité sociale, M. Beullac, ministre de l'éducation, et par Mme Pelletier, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la condition féminine et de la famille. En réponse à une allocution de M. Jacques Henry, président de l'UNAPEI, le président de la République a rendu hommage à cette association et a déclaré que des résultats « *encourageants* » avaient déjà été obtenus dans le domaine de la prévention. Il a indiqué que diverses mesures seraient prises avant la fin de l'année pour améliorer l'insertion sociale des handicapés. Entre autres, la possibilité, pour les parents, d'un recours gracieux devant les commissions d'orientation pour adultes ; la simplification des conditions d'attribution de l'allocation compensatrice ; le lancement d'une nouvelle campagne d'information et la recherche des moyens visant à favoriser l'autonomie des handicapés (deux millions de personnes en France, dont plus de 800 000 enfants inadaptés). Un effort particulier sera fait pour leur permettre de mieux accéder à l'emploi : augmentation de la capacité des centres d'aide par le travail, réforme des textes pour mieux préciser l'obligation d'emploi des handicapés dans les entreprises, révision des conditions d'aptitude imposées pour le recrutement des fonctionnaires pour « *faciliter l'accès aux emplois publics* ».

Selon M. Giscard d'Estaing, le progrès ne peut être que le fruit d'une action commune entre les pouvoirs publics, les familles, les associations, les personnes handicapées, mais aussi chaque Français « *afin*, a-t-il conclu, *que notre société soit plus accueillante et plus fraternelle.* »

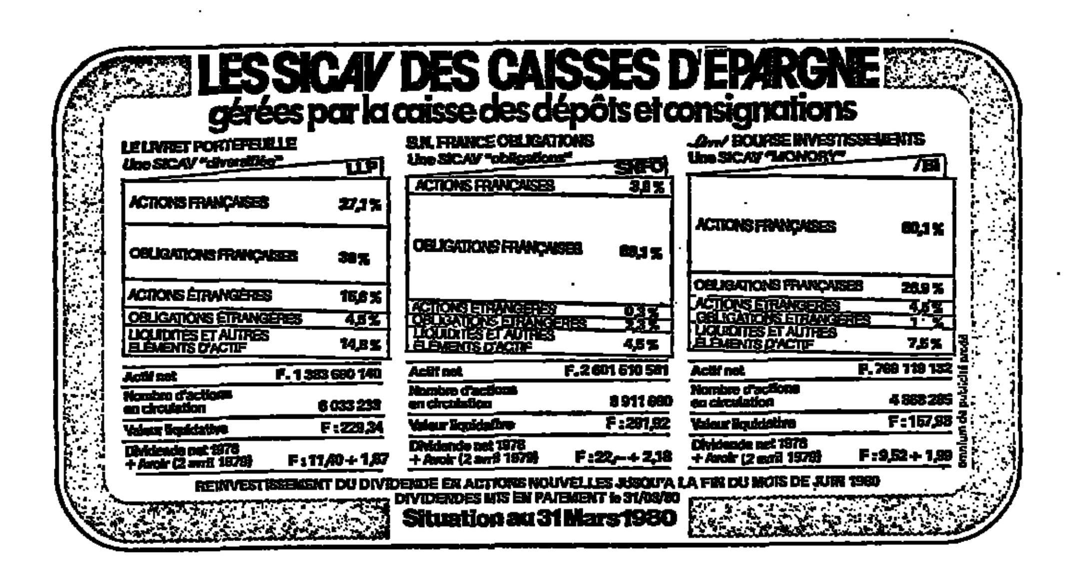
Après son discours, le président de la République a fait chevalier de la Légion d'honneur M. Jacques Henry et a remis la médaille du travail à onze personnes handicapées.

● *Air-Inter : grève du personnel au sol.* — Les syndicats C.G.T., U.G.I.C.T. et C.F.D.T. d'Air Inter ont appelé les personnels au sol (trois mille sept cent cinquante ouvriers, employés et cadres) à faire grève, le lundi *12 mai, pour protester contre* les sanctions dont ont été l'objet quatorze militants syndicaux





AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CHARGEURS RÉUNIS S.A.

PROJET DE CONVERSION DES PARTS DE FONDATEUR EN ACTIONS

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires va être prochainement convoquée pour la même date que l'assemblée générale ordinaire, le 27 juin 1980. Elle sera appelée à statuer sur le projet de conversion en actions des parts de fondateur, qui fait l'objet d'un rapport commun que MM. Mazars et Raffegeau, experts respectivement désignés par le conseil d'administration et par l'assemblée des porteurs de parts de fondateur, viennent d'établir, conformément à la loi.

Les experts indiquent dans ce rapport commun que le taux de conversion, qui leur paraît équitable, est de 20 actions pour une part de fondateur et ils exposent les méthodes retenues pour déterminer cette parité.

Ce rapport va être déposé au greffe du tribunal de commerce de Paris et il sera disponible au siège social : 3, boulevard Malesherbes, à Paris 8e, un mois avant la date de l'assemblée.



SIEGE SOCIAL, 23, rue Balzac, 75008 Paris.
Société anonyme au capital de 2 459 087 900 F.
R.C.S. Paris B 562 095 168.

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire, le mardi 17 juin 1980, à 10 heures, au Centre international de Paris (Palais des congrès), salle bleue, à Paris (17e), 2, place de la Porte-Maillot, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. — Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1979 ;
2. — Rapport général des commissaires aux comptes ;
3. — Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966 ;
4. — Réévaluation des immobilisations non amortissables et amortissables en application des dispositions des lois du 29 décembre 1976 et 30 décembre 1977 ;
5. — Approbation des comptes de l'exercice 1979 et du bilan au 31 décembre 1979 ;
6. — Affectation du résultat de l'exercice. Fixation du dividende ;
7. — Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes et des conventions qui y sont mentionnées ;
8. — Renouvellement du mandat d'un administrateur ;
9. — Nomination de deux nouveaux administrateurs.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter.

Toutefois, pour être admis à assister à cette assemblée ou à s'y faire représenter, les actionnaires propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits sur les registres de la société cinq jours francs avant l'assemblée et les actionnaires propriétaires d'actions au porteur devront, dans le même délai, déposer ou faire immobiliser leurs titres dans l'un des établissements mentionnés ci-dessous ou chez un intermédiaire agréé (banque ou agent de change) qui tiendront à la disposition des intéressés des formules de pouvoir et des cartes d'admission :

Crédit lyonnais ; Crédit commercial de France ; Banque nationale de Paris ; Société générale ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Lazard frères et Cie ; Crédit industriel et commercial ; Crédit chimique ; Banque d'Indochine et de Suez « Indosuez » ; Crédit du Nord ; Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ; Banque de l'union européenne ; Banque Worms ; Banque Rothschild ; Société marseillaise de crédit ; Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet ; Banque de Savoie ; Société nancéienne de crédit industriel et Varin Bernier ; Caisse centrale des banques populaires ; Crédit suisse ; Société de banque suisse ; Union de banques suisses ; Pierson, Heldring et Pierson (Amsterdam) ; Banque Bruxelles-Lambert ; Deutsche Bank (Francfort, Düsseldorf, Hambourg).

L'avis préalable, prescrit par l'article 130 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967, a été publié au « Bulletin d'annonces légales obligatoires » du 28 avril 1980.

Le conseil d'administration.

TALCS DE LUZENAC

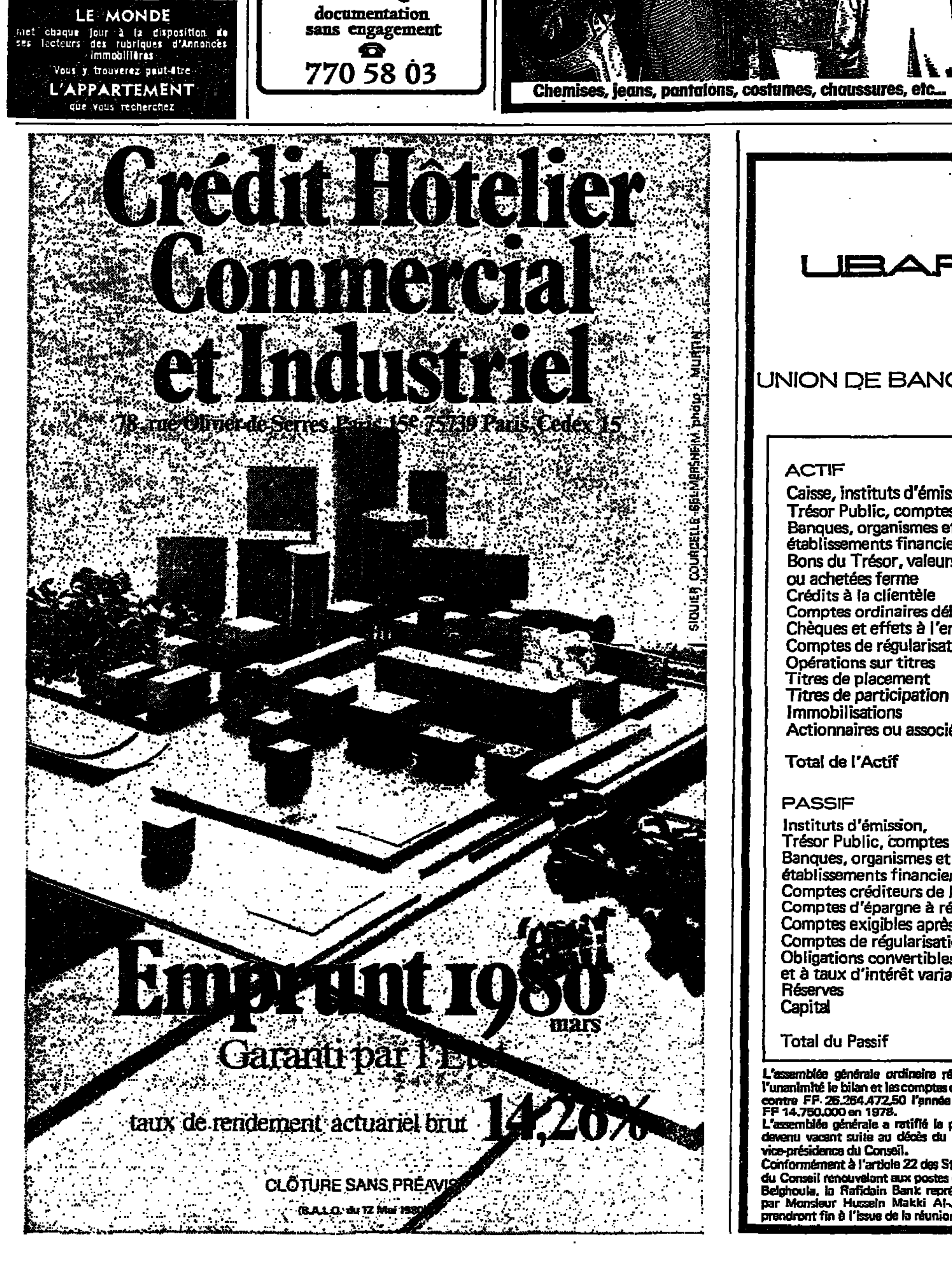
Le conseil d'administration de la société, réuni le 15 avril dernier a arrêté les comptes de l'exercice 1979.

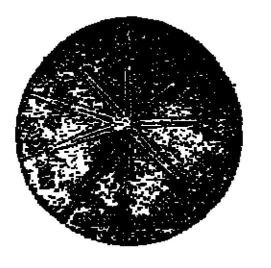
La société mère Talcs de Luzenac a réalisé un chiffre d'affaires H.T. de 112,58 millions de F dont 42,59 millions de F à l'exportation, en progression de 10,5 % par rapport à 1978. Compte tenu notamment de 9,78 millions de F d'amortissements et 6,2 millions de F de dotation à la provision pour reconstitution du gisement, la marge brute d'autofinancement courante avant impôts s'est élevée à 25,33 millions de F et le bénéfice courant après impôts à 8,42 millions de F.

L'exercice a également été satisfaisant pour l'ensemble des filiales de production consolidées (Talkumwerke Naintsch en Autriche, Talcos Pirenaicos en Espagne, Mineraria Valle Spluga en Italie et Barytine de Chaillac en France).

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Talcs de Luzenac s'est en définitive établi à 223,2 millions de F en 1979 (+ 15,3 %) et sa marge brute d'autofinancement courante avant impôts à 44,8 millions de F (+ 16 %).

Le conseil proposera à l'assemblée générale du 19 juin 1980 la distribution d'un dividende de 13 F par action (contre 10 F en 1978) auquel s'ajoutera un crédit d'impôt de 6,50 F pour donner un revenu global de 19,50 F par action, en augmentation de 30 % par rapport à 1978.





UBAF

UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES - U.B.A.F.

BILAN AU 31/12/1979 (EN FRANCS FRANÇAIS)

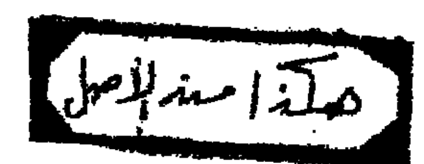
ACTIF	1978	1979
Caisse, instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux	606.616.638	513.436.644
Banques, organismes et établissements financiers	10.042.233.876	11.055.795.967
Bons du Trésor, valeurs reçues en pension ou achetées ferme	510.106.845	667.172.811
Crédits à la clientèle	2.244.136.802	3.074.451.010
Comptes ordinaires débiteurs de la clientèle	46.388.240	56.806.000
Chèques et effets à l'encaissement	17.511.752	40.566.905
Comptes de régularisation et divers	894.012.382	526.240.056
Opérations sur titres	110.525.590	157.713.483
Titres de placement	73.608.033	70.540.015
Titres de participation et de filiales	18.027.923	43.250.446
Immobilisations	13.902.333	16.897.919
Actionnaires ou associés	50.000.000	—
Total de l'Actif	14.627.070.414	16.222.871.256

PASSIF	1978	1979
Instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux	1.511.629.992	2.168.540.058
Banques, organismes et établissements financiers	10.565.890.824	11.495.527.463
Comptes créditeurs de la clientèle	766.039.104	1.157.770.705
Comptes d'épargne à régime spécial	1.214.301	6.705.903
Comptes exigibles après encaissement	17.511.752	40.566.905
Comptes de régularisation, provisions et divers	943.215.486	488.236.699
Obligations convertibles en actions et à taux d'intérêt variable	517.200.000	552.000.000
Réserves	54.368.955	63.523.523
Capital	250.000.000	250.000.000
Total du Passif	14.627.070.414	16.222.871.256

L'assemblée générale ordinaire réunie le 29 Avril 1980 au siège social de la banque à Neuilly-sur-Seine a approuvé à l'unanimité le bilan et les comptes de l'exercice arrêtés au 31.12.79 qui se sont soldés par un bénéfice net de FF 30.195.587,65 contre FF 26.264.472,50 l'année précédente. Elle a décidé de distribuer un dividende global de FF 21.041.000 contre FF 14.750.000 en 1978.

L'assemblée générale a ratifié la proposition du Conseil nommant Monsieur Ahmed Bennani au poste d'administrateur devenu vacant suite au décès du Dr. Fawzi El-Kaissi. Le Conseil d'Administration a élu Monsieur Ahmed Bennani à la vice-présidence du Conseil.

Conformément à l'article 22 des Statuts et à l'article 9 du protocole de la banque, l'assemblée générale a ratifié la proposition du Conseil renouvelant aux postes de membre du Conseil la Banque Extérieure d'Algérie représentée par Monsieur Bouzaria Belghoula, la Rafidain Bank représentée par Monsieur Ezzeddine Saleem Al-Bahrani, Alahli Bank of Kuwait représentée par Monsieur Hussein Makki Al-Juma, le Crédit Lyonnais représenté par Monsieur Bernard Thiolon. Leurs fonctions prendront fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes du douzième exercice.



SOCIÉTÉ



AVIS DE CONVOCATION

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

12 MAI

Sans affaires

Une véritable ambiance estivale a régné lundi à la Bourse de Paris. Avec la perspective de fortes perturbations le 13 mai, voire d'un arrêt de travail si les consignes de grève lancées par la C.F.D.T. et la C.G.T. étaient suivies, et le chômage du 15 pour la fête de l'Ascension, les opérateurs ont jugé préférable de ne prendre aucune véritable initiative. Et le marché s'est trouvé livré à lui-même, les professionnels se bornant à expédier les affaires courantes. De ce fait, les cours ont varié de droite et de gauche, mais sans s'écarter beaucoup de leurs niveaux précédents, et, à la clôture, l'indicateur instantané accusait une légère baisse, mais en était-ce vraiment une de 0,15 % environ ?

Quelques titres se sont quand même distingués, comme le Comptoir des entrepreneurs (+ 5,1 %), Crédit national (+ 3,8 %) et surtout Beghin (+ 3,7 %) pour qui les investisseurs semblent avoir eu un « petit coup de cœur », comme l'affirmait en plaisantant un professionnel.

Plusieurs valeurs aussi ont cédé du terrain, telles CIT-Alcatel (— 4,2 %), Galeries Lafayette (— 3,2 %), Crédit foncier de France (— 1,9 %), Esso (— 1,8 %) et Rhône-Poulenc (— 1,8 %).

Mais tous ces écarts n'ont guère revêtu de signification tant les échanges furent maigres.

Due peut-être aussi à la réapparition du soleil, la réticence des opérateurs à s'engager provient, semble-t-il, également des perspectives d'une crise monétaire dont le ministre de l'économie a fait récemment état.

Sur le marché de l'or, le lingot a perdu 100 F à 72 395 F et le napoléon 1,90 F à 670 F (après 670,10 F et 670 F). Le volume des transactions est revenu de 15,01 à 11,06 millions de francs.

LONDRES

Les affaires sont calmes et les cours ont tendance à s'effriter, notamment aux industrielles et aux pétroles. Recul des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 516 50 contre 508 25

VALEURS	CLOTURE 9/5	COURS 12/5
Beecham	116 ..	117 ...
British Petroleum	324 ...	328 ...
Courtaulds	68 ...	67 ...
*De Beers	8 33	8 83
Imperial Chemical	378 ..	378 ...
Rio Tinto Zinc Cor.	368 ..	358 ...
Shell	358 ...	354 ...
Vickers	117 ...	113 ...
War Loan 3 1/2 %	32 1/4	32 3/8
*West Driefontein	73 1/2	73 3/4
*Western Holdings	58 ...	58 1/2

(*) En dollars U.S..

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

B.A.S.F. — Le bénéfice net du groupe pour 1979 atteint 619 millions de deutschemarks (+ 47 %), retrouvant ainsi son niveau de 1976. La rentabilité du groupe (bénéfice après impôts sur chiffre d'affaires) est passée de 2 % à 2,4 % mais n'a pas retrouvé sa cote de 1973 (3,6 %). Elle s'élève à 3,3 % (contre 2,8 %) pour la société. La filiale Wintershall est redevenue bénéficiaire après quatre années de déficit et avec la reprise de ses ventes, les pertes antérieures ont pu être effacées.

Pour le premier trimestre, le résultat du groupe avant impôt marque une progression de 18,1 % à 489 millions de deutschemarks et celui de la maison-mère de 29,3 % à 256 millions de deutschemarks. Cette plus faible augmentation des bénéfices provient essentiellement de la remontée du dollar qui a eu des effets défavorables sur les activités nationales et internationales de la B.A.S.F. Un ralentissement des affaires a toutefois été enregistré en mars.

SKIS ROSSIGNOL. — Déjà en baisse en 1978-1979 (— 5,87 %), le résultat consolidé accuse un nouveau fléchissement pour l'exercice clos le 31 mars dernier : environ 22 millions de francs contre 27,81 millions de francs. Dividende global : 30 francs minimum contre 39 francs.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9/5	12/5
1 dollar (en yens)	231 88	230 28

Taux du marché monétaire

Effets privés, du 12/5 ...... 12 7/8 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	2 mai	9 mai
Indice général	128,2	129
Assurances	227,3	228,7
Banq. et sociétés financ.	89,7	91,6
Sociétés foncières	142,9	142,9
Sociétés investiss. portef.	123,7	124,4
Agriculture	132,8	136,1
Aliment., brasseries, distill.	129,5	133,8
Autom., cycles et l. équip.	75,9	74,4
Bâtim., matér. constr., T.P.	148,5	151,4
Caoutchouc (ind. et comm.)	61,7	62,5
Carrières salines, charbon.	125	122,1
Constr. mécan. et navales	129,2	131,5
Hôtels, casinos, thermal.	152,3	164
Imprimeries, pap. cartons	96,4	97,7
Magas., compt. d'exportat.	95,4	97,1
Matériel électrique	135,2	139,9
Métall., com. des pr. métal.	48,2	48,1
Mines métalliques	159	166,3
Pétroles et carburants	169,5	173,5
Prod. chimiq. et al.-mét.	160,1	167,3
Services publics et transp.	100,9	105,1
Textiles	125,4	125,5
Divers	146,7	150,4
Valeurs étrangères	143,3	143,8
Valeurs à rev. fixe ou ind.	172,9	172,6
Rentes perpétuelles	39,9	38,9
Rentes amort., fonds gar.	382,8	381,7
Sect. indust. publ. à r. fixe	88,8	88,3
Sect. ind. publ. à rev. ind.	459,2	459,2
Secteur libre	95,7	96,2

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	302,9	302,4
Val. franç. à rev. variable	874,6	894
Valeurs étrangères	1 058,1	1 062,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	104,8	107,2
Produits de base	98,9	101,4
Construction	136,8	139,5
Biens d'équipement	107,9	111
Biens de consom. durables	83,7	84,3
Biens de cons. non durabl.	80,3	82,9
Biens de consom. aliment.	103,1	107,4
Services	153,1	156,1
Sociétés financières	107,5	108,8
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	200,8	202,5
Valeurs industrielles	97,5	100,1

BOURSES RÉGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	127,3	128,7

(*) Cours rectifié.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 29 déc. 1979)

	8 mai	9 mai
Valeurs françaises	105,7	105,8
Valeurs étrangères	101,6	101,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	107,4	107,2

BOURSE DE PARIS - 12 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	30 80	1 844
5 %	45 10	1 393

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
S.P.E.G.	196 ..	196 ..
U.A.P.	567 ..	556 ..
Locabail Immob.	333 ..	333
Loca-Expansion	134 ..	133 50
Imminvest	168	160 ..
Cie Lyon. Imm.	133 ..	135 ..

HORS COTE

SICAV

* Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
38 ..	De Beers	36 70	38 40	36 60	37 ..
576 ..	Deuts Bank	609 ..	612	612 ..	612 ..
245 ..	Dome Mines	259 ..	250 50	250	251 30
149 ..	DuPontNem.	154 ..	152 ..	152	149
209 ..	East Kodak	211 30	208	207 50	207 10
104 ..	East Rand	105 50	107 ...	105 30	102 40
92 ..	Ericsson	94	96	96 50	94 20
245 ..	Exxon Corp.	255 50	252 ..	252 10	251 20
94 ..	Ford Motor	98 70	99 50	99 50	99
220 ..	Free State	227	225	224 20	225 ..
184 ..	Gen. Electr.	195 50	194 50	194 10	194 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
590 ..	Siemens A.G.	615 ..	616	616 ..	613
34 ..	Sony	35 80	36 50	36 40	36 45
240 ..	Unilever	233	230 10	230 10	234 ..
53 ..	Union Corp.	52 50	52 05	52 ..	51 ..
105 ..	U. Min. 1/10	103	102 60	104	103 ..
166 ..	Unit. Techn.	170 ..	166 50	166 80	168 ..
285 ..	West Drief.	313	312 20	313 ..	314 80
148 ..	West Deep	158	157 50	155 ..	157 70
235 ..	West Hold.	283 50	281 ..	281	282 30
215 ..	Xerox Corp.	218	213	212 40	209 ..
2 50	Zambie Corp.	2 46	2 46	2 42	2 45

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demande ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 12/5	COURS des BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 226	4 204	4 100	4 310
Allemagne (100 DM)	234 030	234 ...	227	235
Belgique (100 F)	14 538	14 531	13 800	14 500
Pays-Bas (100 fl.)	212 850	212 090	205 .	216
Danemark (100 krd)	74 600	74 800	71	76
Norvège (100 k)	85 470	85 260	82 500	87 500
Grande-Bretagne (£ 1)	9 626	9 571	9 350	9 850
Italie (1 000 lires)	4 970	4 962	4 850	5 200
Suisse (100 fr.)	253 850	252 100	246	258
Suède (100 krs)	99 520	99 320	96 ...	101 500
Autriche (100 sch.)	32 780	32 805	31 800	33 400
Espagne (100 pes.)	5 924	5 910	5 700	6 100
Portugal (100 esc.)	8 555	8 558	8 300	9 300
Canada ($ can. 1)	3 582	3 573	3 470	3 700
Japon (100 yens)	1 822	1 842	1 730	1 830

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 12/5
Or fin (kilo en barre)	72400	72250 ..
Or fin (en lingot)	72495	72395 .
Pièce française (20 fr.)	671 90	670
Pièce française (10 fr.)	399 50	399 50
Pièce suisse (20 fr.)	538 50	530 10
Pièce latine (20 fr.)	503	514 90
Souverain	654	650 90
Pièce de 20 dollars	2720 .	2672 .
Pièce de 10 dollars	1320 ..	1300 .
Pièce de 5 dollars	805 ..	805 .
Pièce de 50 pesos	3840	3830 ..
Pièce de 10 florins	520 10	530 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

La journée d'action du 13 mai

La C.F.D.T. renonce à organiser son propre défilé

La journée du 13 mai, organisée à l'appel de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de la FEN pour la défense de la Sécurité sociale, et, en particulier contre le ticket modérateur d'ordre public, se traduira notamment par des rassemblements, défilés et arrêts de travail qui affecteront de nombreux secteurs.

Des consignes de grève de vingt-quatre heures ont été lancées par toutes les organisations cégétistes et la C.F.D.T. s'y est associée, maintenant, dans trente départements et dans des branches comme les P.T.T., l'E.D.F. (où des grèves se poursuivent dans dix-huit centrales thermiques et nucléaires pour des revendications catégorielles).

Il fallait donc s'attendre à des perturbations dans la distribution du courrier, à des coupures de courant, à une réduction du trafic ferroviaire en banlieue parisienne (un train sur deux ou trois), dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Sud-Est, à des retards dans l'appareillage des navires et à un freinage de l'activité portuaire, notamment à Marseille. Très peu de journaux paraîtront mardi en raison de la grève des ouvriers du Livre C.G.T. Les syndicats de journalistes C.G.T., C.F.D.T. et S.N.J. ont lancé des consignes d'action. L'Agence France-Presse a interrompu son service, ce lundi à 12 heures, pour vingt-quatre heures.

Dans l'enseignement, l'action revendicative prendra essentiellement la forme de rassemblements.

Dans la région parisienne, les difficultés d'entente entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ont empêché l'organisation d'une manifestation commune. La C.G.T. appelle à un défilé, à partir de 10 heures, de la Nation à la Gare de l'Est. Pour ne pas accentuer cette division, a déclaré l'union régionale parisienne C.F.D.T., cette centrale n'organisera aucune manifestation séparée. Quant à M. Bergeron, il a convié les militants de Force ouvrière à un meeting à la Bourse du travail, à 16 h. 30, avec la participation de M. Maurice Derlin, président du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie, pour leur expliquer les positions de sa confédération sur les moyens de « *préserver la protection sociale des salariés* ».

A noter que les électriciens et gaziers F.O. cesseront le travail mardi, tandis que la fédération F.O. des employés a invité ses syndicats, en particulier dans les banques et les assurances, à faire grève. La confédération F.O. est hostile, mais elle ne désavoue pas les initiatives de ses fédérations.

L'annulation du ticket modérateur et le retrait de la loi Berger, qui prévoit une réduction de la couverture de certains risques par la Sécurité sociale, sont deux des trois objectifs spécifiquement mentionnés par la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T.-FEN. Le troisième est l'opposition à une nouvelle convention entre la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et les médecins, qui introduirait un « double secteur » d'honoraires.

La C.F.T.C. s'est également refusée à tout mot d'ordre de grève au niveau national, mais elle souhaite faire du 13 mai « *une journée de défense de la Sécurité sociale* ».

« *C'est d'abord une manifestation de politique partisane* », a déclaré de son côté M. Barrot, dans une interview, dimanche, à R.T.L.

Pour le ministre de la santé et de la Sécurité sociale, le ticket modérateur pourrait rapporter de l'argent à la Sécurité sociale et permettre aux plus défavorisés, par une baisse éventuelle des cotisations aux mutuelles, de bénéficier des avantages de cette protection complémentaire. Cette mesure s'inscrirait dans le dispositif destiné à réduire les dépenses de santé, qui prévoit entre autres, a-t-il rappelé, un contrôle « *mieux organisé* » des congés-maladie.

ATTENTAT CONTRE LE CONSULAT D'ALGÉRIE EN SEINE-SAINT-DENIS

Un attentat a été commis dimanche 11 mai, à 2 h. 30, contre le consulat d'Algérie en Seine-Saint-Denis, 76, rue Lautréamont, à Aubervilliers. L'explosion a fait voler en éclats la porte du consulat.

L'attentat a été revendiqué par le « Club Charles-Martel », dans un tract manuscrit déposé à l'intérieur du consulat. Le tract est ainsi rédigé : « Contre l'Église, les juifs, les crève-la-faim du tiers-monde, pour la race blanche, Club Charles-Martel. Race européenne ».

Le « Club Charles-Martel », organisme xénophobe d'extrême droite, s'était manifesté pour la première fois en 1973 en revendiquant un attentat commis contre le consulat d'Algérie à Marseille. Il a, depuis, revendiqué plusieurs autres attentats (« le Monde » des 22-23 avril et 8 mai), le dernier en date contre un foyer d'étudiants musulmans à Paris.

DÉTOURNEMENT DE FONDS A LA CAISSE DIOCÉSAINE D'ANGERS

Le responsable de la caisse diocésaine du Maine-et-Loire, M. Jean-Claude Tête, a été inculpé, le 6 mai, apprend-on, d'abus de confiance par Mme Patricia Bolleyn, juge d'instruction au tribunal d'Angers, et incarcéré. Ce responsable, un laïc, est soupçonné d'avoir détourné une somme d'environ 1,2 million de francs. Aucune information n'a filtré sur le mécanisme de l'escroquerie mais l'on indique de bonne source que M. Tête avait été engagé depuis un an et qu'il avait été licencié pour incompétence le 1er mars.

Après vérification de la comptabilité de la caisse diocésaine, Mgr Jean Orchampt, évêque d'Angers, avait porté plainte au mois d'avril. Dans un communiqué rendu public samedi 10 mai, Mgr Orchampt précise que « *le personnel qui se trouve actuellement au service de la caisse diocésaine ne saurait être d'aucune façon compromis dans l'affaire en cours* ».

Dans son communiqué, Mgr Orchampt définit ainsi le champ d'action de la caisse diocésaine : « *Elle gère l'argent qui lui est confié soit par les paroisses, soit par le secrétariat de l'évêché. L'argent disponible permet de consentir des prêts aux associations paroissiales, aux prêtres, aux groupements et œuvres qui entrent dans le cadre des buts poursuivis par l'association diocésaine : équipement de centres paroissiaux, réfection d'aumôneries, réfection de salles de catéchisme, etc.* »

Le numéro du « Monde » daté 11-12 mai 1980 a été tiré à 555 235 exemplaires.

La visite de M. Yvon Bourges à Ryad

L'Arabie Saoudite décide de confier à la France la création d'une marine de défense côtière

La France fournira à la marine saoudienne les matériels de guerre dont elle estime avoir besoin, aux termes d'un accord de principe conclu le dimanche 11 mai, à Ryad, entre le ministre français de la défense, M. Yvon Bourges, et le ministre saoudien de la défense, le prince Sultan Abdallah Ibn Abdel Aziz. Dans une déclaration à l'Agence saoudienne de presse, le ministre saoudien de la défense précise qu'il s'agit d'un accord dans le domaine de la défense côtière, qui sera définitivement élaboré dans un mois.

M. Bourges était arrivé le samedi 10 mai à Ryad pour une visite de quarante-huit heures, accompagné notamment de M. Gérard Hibon, directeur des affaires internationales à la délégation générale à l'armement (*le Monde* du 9 mai). Ce voyage doit continuer jusqu'au jeudi 15 mai par une visite officielle du ministre français de la défense, à Qatar et Bahrein, dans le golfe Persique.

Après avoir conclu ses négociations avec son homologue français, le ministre saoudien de la défense a indiqué : « *Cet accord de principe s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la défense côtière, et c'est un accord technique qui permettra de définir les quantités de matériels nécessaires, leurs caractéristiques, les délais de livraison et les prix. Cet accord technique sera élaboré dans un mois et sera soumis pour approbation au conseil des ministres.* » Puis, le prince Sultan Abdallah Ibn Abdel Aziz a offert à son hôte un « *présent symbolique* » qui a consisté en une maquette de bateau de guerre.

L'accord entre Paris et Ryad est important moins par sa nature — il s'agit essentiellement de patrouilleurs côtiers lance-missiles et de corvettes de lutte anti-sous-marine — ou par son montant — on parle d'environ 7 milliards de francs — que par sa signification politique et militaire. En effet, l'Arabie Saoudite a déjà confié à la France l'équipement complet de son corps blindé de bataille et sa défense aérienne ; voilà qu'elle s'apprête à se tourner à nouveau vers la France — de préférence à l'Italie — pour la protection navale rapprochée de ses côtes, du golfe Persique et en mer Rouge.

De surcroît, une « percée » navale de la France en Arabie Saoudite peut devenir un argument supplémentaire pour les chantiers français de s'approprier un marché, de la même ampleur, en Irak au terme d'une négociation qui a lieu actuellement entre Paris et Bagdad. M. Hibon expliquait récemment que l'année 1980 serait, sur le plan des ventes d'armes françaises à l'exportation, « *une année bleu marine ou elle ne sera pas* », les contrats navals ayant été en 1979 de 7 % du montant total des commandes étrangères.

Une coopération qui s'affirme

Si l'accord technique entre Paris et Bagdad vient bien compléter l'accord intergouvernemental de principe, comme l'a annoncé le ministre saoudien, la part des exportations navales sera donc plus importante et pourra prendre la relève des autres secteurs.

Depuis quelques années, la coopération militaire entre la France et l'Arabie Saoudite s'est affirmée avec, notamment, l'achat d'un millier de chars de combat AMX-30 (presque autant que le parc de ces blindés dans l'armée de terre française), d'hélicoptères Gazelle antichars, de missiles Crotale pour la protection anti-aérienne du corps terrestre de bataille et des bases aériennes d'obusiers de 155 millimètres à grande cadence de tir ou de blindés légers AMX-10.

Plus récemment, des accords ont été conclus entre les deux pays pour la création, à At-Ta'if, en Arabie Saoudite, d'une filiale commune d'électronique à la constitution de laquelle la société française Thomson-CSF a pris part (30 % du capital) dans le but d'y fabriquer des radars et des équipements de radio aéroportés.

A plusieurs reprises, cependant, les Saoudiens ont critiqué le service après-vente des industriels français de l'armement, et des délégations françaises, nombreuses et fréquentes, ont dû se rendre sur place pour tenter d'en améliorer le fonctionnement.

Cette situation n'a pas empêché, de toute évidence, les Saoudiens de donner la préférence à la France lors de leur appel d'offres international en vue de la création d'une marine côtière. Le plan français, qui vient d'être retenu, prévoit, outre la formation des personnels, la construction d'un port, des installations de défense côtière et la mise en chantier d'une vingtaine de navires.

J. I.

● *M. Valéry Giscard d'Estaing* et son épouse se rendront en visite officielle en Finlande les 2 et 3 juin prochain sur l'invitation de M. Urho Kekkonen, président de la République finlandaise.

● *La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux arrêtée à la suite d'une grève.* — La centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux ne fournit plus d'électricité depuis vendredi soir 9 mai. Le premier réacteur était arrêté depuis le 13 mars à la suite d'une rupture de gaine de l'aliment combustible, et le second réacteur a été arrêté par la direction à la suite d'une grève des agents de conduite C.G.T. et C.F.D.T. de la centrale. Ceux-ci demandent en effet, depuis une semaine, l'ouverture de négociations sur les salaires, les retraites, les possibilités de reconversion et les nuisances occasionnées par le système de travail des « trois huit ». La direction refuse d'ouvrir des négociations, estimant que les revendications du personnel relèvent d'un problème national. — (*Corresp.*)

Les prix agricoles

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS PRÉPARE DES MESURES NATIONALES EN CAS D'ÉCHEC A BRUXELLES

Un comité interministériel destiné à proposer les dispositions nationales pour l'augmentation des prix agricoles, se tiendra à l'hôtel Matignon le 14 mai. Il s'agit de prévoir les mesures qui s'avéreraient nécessaires au cas où le conseil des ministres de l'agriculture de la C.E.E., qui se réunira les 28 et 29 mai à Bruxelles, n'aboutirait pas à la mise en œuvre des mesures acceptées par huit pays membres de la Communauté, et auxquelles s'oppose la Grande-Bretagne.

A B C D E F G